

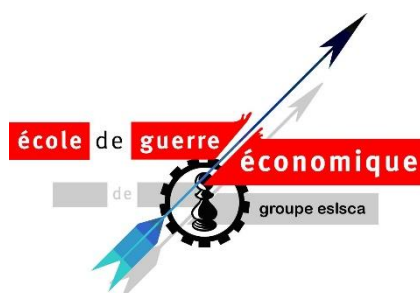


# GREENPEACE

## Une ONG à double-fond(s) ? Entre business et ingénierie du consentement

Rapport de Thibault KERLIRZIN pour le CESTUDEC (Centro Studi Strategici Carlo de Cristoforis)

*Juillet 2017*



## Table des matières

|  |     |
|--|-----|
| Résumé exécutif .....  | 1   |
| Préambule .....  | 2   |
| Greenpeace vs Shell : le cas Brent Spar .....  | 3   |
| Greenpeace vs Leclerc .....  | 3   |
| Greenpeace vs Resolute .....   | 4   |
| Greenpeace vs le riz doré ( <i>Golden Rice</i> ) .....   | 6   |
| Les pieds de Greenpeace sont-ils faits d'argile ? .....  | 7   |
| Greenpeace, un Goliath ? .....   | 11  |
| Greenpeace International .....   | 12  |
| Structure .....  | 12  |
| INGO Charter / Accountable Now .....   | 15  |
| Direction de Greenpeace International .....  | 15  |
| Les dépenses de Greenpeace International .....   | 22  |
| Greenpeace Worldwide .....   | 28  |
| La logistique .....  | 31  |
| Les véhicules de Greenpeace .....  | 31  |
| Les principaux bureaux et leurs dépenses de campagnes .....  | 34  |
| Études de cas .....  | 58  |
| Étude de cas n°1 : les sables bitumineux d'Alberta .....   | 59  |
| La forme : Un ciblage à deux vitesses .....  | 59  |
| Le fond : Greenpeace oriente les faits sur les sables bitumineux .....   | 68  |
| Le double-fond(s) : Derrière l'écologie, des enjeux économiques .....  | 79  |
| Étude de cas n°2 : la Foz do Amazonas .....  | 88  |
| La forme : Les attaques de Greenpeace contre Total .....   | 88  |
| Le fond : « Forages pétroliers dans le bassin de l'embouchure de l'Amazonie : un risque<br>inacceptable », rapport de Greenpeace ..... | 96  |
| Le double-fond(s) : fondations américaines et finance écosystémique .....  | 100 |
| Étude de cas n°3 : le nucléaire d'EDF .....  | 117 |
| La forme : la lutte de longue date de Greenpeace contre EDF .....  | 117 |
| Le fond : Sortir du nucléaire : le scénario de transition énergétique de Greenpeace .....  | 128 |
| Le double-fond(s) : Greenpeace et ses partenaires, parties prenantes du business<br>énergétique .....                                  | 150 |
| En finir avec Greenpeace ? .....   | 169 |

## Résumé exécutif

Comment savons-nous ce que nous croyons savoir de Greenpeace ? ONG internationale, elle reste l'une des plus célèbres structures de défense de l'environnement, mondialement connue pour ses actions spectaculaires en mer comme sur terre, déployant des banderoles en des endroits parfois improbables ou faisant la plupart du temps preuve d'inventivité dans sa communication visuelle. Aujourd'hui encore, présente dans une cinquantaine de pays, elle poursuit sa croissance et mène de nombreuses campagnes sur des thèmes allant de la question climatique au débat énergétique, de la protection des océans à la lutte contre l'exploitation forestière ou les OGM. Forte de plus de trois millions de soutiens (*i. e.* de donateurs) à travers le monde, elle se fait le porte-voix autoproclamé des citoyens, de la « société civile ». Comme à l'époque de sa création au début des années 1970, l'ONG continue de se présenter comme David contre Goliath, le faible représentant de l'intérêt général face à l'avidité d'Etats et d'entreprises, acteurs puissants qui travailleraient de concert pour le profit au détriment de la Nature et des risques pour l'Homme. Pourtant, en dépit d'une présentation médiatique qui se montre souvent favorable à son égard, la réalité de Greenpeace ne correspond pas à l'image qu'on peut s'en faire. Parfois qualifiée de « multinationale verte » par ses détracteurs, elle emploie plus de 2 500 salariés à travers le monde, dispose d'un revenu annuel de plus de 345 millions d'euros, est dirigée par des managers loin des opérations de terrain. Son dernier rapport annuel disponible met en lumière que près des deux tiers de ses fonds ne sont pas dépensés pour mener ses campagnes, mais principalement pour lever toujours plus de fonds. A cette fin, l'ONG a dépensé près de 117 millions d'euros en 2015. De la même manière, une fois analysées, les campagnes de Greenpeace détonnent avec la présentation qui en est généralement faite. Le fond des arguments de l'ONG contre ses cibles souffre en plusieurs lieux d'apories voire d'erreurs. De ce fait, sa contribution au débat public se trouve biaisée. En outre, l'action de Greenpeace comporte un non-dit majeur et souligne son absence d'indépendance et d'intégrité. Les trois études de cas du présent rapport, qui portent sur les sables bitumineux, la concession pétrolière dans le bassin de l'Amazonie, et l'énergie nucléaire, comportent un double-fond(s) : loin de la simple défense de l'environnement, des acteurs économiques sont les bénéficiaires et parfois les bailleurs de fonds de Greenpeace. En effet, si l'ONG refuse les dons d'entreprise, elle accepte les subventions des trusts & fondations, qu'une grille de lecture orientée guerre économique révèle comme étant les paravents fréquents de Goliaths financiers – de quoi interroger sur la frontière poreuse qui sépare ici le militantisme sincère d'une démarche assimilable à un « mercenariat vert ». Ce double-fond(s) est assimilable, par exemple dans le cas du nucléaire, à un double discours : d'une part, l'ONG Greenpeace met en garde contre les risques divers supposés (environnement, sécurité, finances) de cette énergie, tandis qu'en Allemagne, la coopérative Greenpeace Energy, partenaire du Goliath de l'éolien Vestas, défend ses intérêts économiques en portant plainte auprès de la Commission européenne non pour les raisons évoquées, mais pour distorsion de concurrence. Les omissions et les méthodes d'ingénierie du consentement déployées par Greenpeace posent plus largement, par ailleurs, la question de la place des ONG, tant sur les plans de la représentation que du crédit à leur accorder et leur mode de fonctionnement. Greenpeace n'est en effet pas la seule organisation de ce type à exagérer la présentation des faits. Hormis des raisons critiquables, cela relève des besoins de survie inhérents à toute entreprise : la pérennité au travers de l'engrangement régulier et suffisant de fonds pour poursuivre son existence et assurer sa prédominance et sa légitimité face à d'autres ONG.

## Préambule

Avec le WWF, Greenpeace est probablement l'ONG environnementale la plus connue au monde. Ses méthodes d'action directe et leur originalité lui ont conféré une reconnaissance médiatique et lui assurent le soutien financier de plus de trois millions de donateurs. A l'instar de ses fondateurs, elle continue, après près d'un demi-siècle d'activité, à se présenter comme David combattant le Goliath que symbolisent les divers intérêts politiques comme économiques, nationaux comme mondiaux. Pourtant, cette ONGE (écologiste), elle-même devenue transnationale depuis au moins la fin des années 1970, reste-elle vraiment ce qu'elle prétend être<sup>1</sup> ? Son propre développement comme celui, exponentiel<sup>2</sup>, des acteurs de la « société civile » depuis les années 1990, suscite de nombreuses interrogations quant à son évolution et à son engagement. C'est en effet à cette époque que le Conseil économique et social des Nations Unies (ECOSOC) a accordé un statut consultatif aux ONG qu'il considère comme aptes à « contribuer de façon fructueuse et occasionnelle au travail du Conseil ou de ses organes subsidiaires<sup>3</sup> ».

Ces questions en amènent d'autres, plus délicates, sur les motivations et les choix des actions de la célèbre ONG. En effet, au-delà de sujets essentiels et consensuels comme le Traité transatlantique, la malbouffe, la pollution, la disparition des abeilles ou des enjeux de santé comme la lutte contre les perturbateurs endocriniens, Greenpeace a subi, à plusieurs reprises, des critiques diverses : amateurisme, cibles faciles pour redorer son blason et se médiatiser, erreurs, omissions, mais aussi dogmatisme.

Ancien membre de la première heure de Greenpeace, Paul Watson, fondateur de Sea Shepherd, critiquait avec son franc-parler l'évolution de Greenpeace vers le soutien à la chasse au phoque et leur absence dans d'autres domaines : « Jon Burgwald a annoncé au nom de Greenpeace que Greenpeace soutient la chasse au phoque « durable ». [...] Greenpeace est maintenant une marionnette dans les mains de l'industrie de la fourrure et de l'intérêt du Canada à exporter de la fourrure à la Chine. [...] Combien de temps avant que Greenpeace soutienne les opérations illégales de chasse à la baleine au Japon au sujet desquelles ils continuent à récolter des fonds pour des campagnes qu'ils ne réalisent jamais en vérité ? La dernière fois qu'un bateau de Greenpeace a vogué sur l'océan Austral pour défendre des baleines, c'était en 2007 et pourtant les courriers de demande de financement continuent à être envoyés pour demander des dons afin de sauver les baleines<sup>4</sup>. »

Patrick Moore, cofondateur de Greenpeace et ancien directeur de l'ONG, aujourd'hui conseiller en développement durable pour les entreprises, adressait lui aussi des critiques à Greenpeace, dont il qualifie l'activité d' « environnementalisme religieux » et regrette l'absence de rigueur

---

<sup>1</sup> En 2015, on vit par exemple Kumi Naidoo, alors directeur exécutif international de l'ONG, intervenir aux côtés de l'influent George Soros lors de la Conférence sur la sécurité de Munich (qui regroupe chaque année plusieurs centaines de hauts décideurs et dispose de puissants soutiens : <https://www.securityconference.de/en/about/supporters/>), lors d'une table ronde comprenant également Martin Schulz (président du Parlement européen), Jan Eliasson (secrétaire général adjoint des Nations unies), et Ian Bremmer (président-fondateur de l'Eurasia Group, grande entreprise de conseil en risque politique) : <https://www.securityconference.de/en/media-library/munich-security-conference-2015/image/panel-discussion-the-world-in-2015-collapsing-order-reluctant-guardians/>

<sup>2</sup> Ryfman (Philippe), *Les ONG*, éditions La Découverte, 2014.

<sup>3</sup> <http://csonet.org/?menu=132> La liste des ONG dotées du statut consultatif auprès de l'ECOSOC sont à jour de septembre 2016 : <http://undocs.org/E/2016/INF/5>

<sup>4</sup> <http://www.seashepherd.fr/news-and-media/edito-20160127-fr-01.html>

scientifique : « La campagne pour l'élimination du chlore de tout usage humain a été décidée [au milieu des années 1980]. Je n'en ai pas cru mes oreilles : ils parlaient d'éliminer un élément du tableau de Mendeleïev et ignoraient délibérément certaines avancées indéniables comme la chloration de l'eau en santé publique ou le rôle de la chimie du chlore en médecine. C'était indéfendable<sup>5</sup>. » En parallèle, Moore défend le nucléaire civil, le PVC (« l'un des matériaux les plus polyvalents et les moins toxiques jamais inventés ») et les OGM.

### Greenpeace vs Shell : le cas Brent Spar

Greenpeace pourrait faire remarquer que Paul Watson est membre d'une ONG « concurrente » et que Patrick Moore travaille pour les industries. A plusieurs reprises toutefois, diverses affaires ont porté le doute sur le sérieux et, par extension, sur l'intégrité de Greenpeace. L'affaire Brent Spar reste par exemple l'une des plus célèbres victoires de l'ONG, qu'elle ne manque pas de rappeler sur son site<sup>6</sup>. En février 1995, le pétrolier Shell voulut couler sa plateforme pétrolière offshore Brent Spar, inactive depuis 1981. Son projet fut approuvé par le gouvernement britannique et soutenu par treize pays européens signataires de la convention d'Oslo pour la protection de l'environnement marin. Le 30 avril, des militants de Greenpeace occupèrent la plateforme pendant plusieurs semaines. Du 14 au 20 juin, en plein G7, des manifestations eurent lieu en Allemagne, avec des menaces de s'en prendre aux stations-services de Shell. Cinquante d'entre elles seront effectivement touchées, notamment par des incendies criminels. Le 12 juillet, Shell commandait une expertise à Det Norske Veritas, qui rendit ses résultats le 18 octobre en confirmant l'analyse de Shell et en soulignant que Greenpeace avait « grossièrement surestimé » la quantité de pétrole de la plateforme.

Entre temps, le 5 septembre, Greenpeace reconnut avoir commis une erreur et que ses instruments de mesure n'étaient pas allés au fond du réservoir, alors que Shell avait au préalable affirmé que ce dernier comportait environ 90 tonnes de sable<sup>7</sup>.

### Greenpeace vs Leclerc

En octobre 2015, Greenpeace France s'attaqua aux magasins Leclerc via l'opération « Leclerc Obscur », accusés d'encourager les agriculteurs à utiliser des pesticides afin d'avoir des prix bas. Leclerc ne cédant pas à la pression, Greenpeace mobilisa une quarantaine de militants pour bloquer la centrale d'achat Socamil de Leclerc à Toulouse. En réponse, l'entreprise assigna l'ONG en référé, avant de se soumettre et de s'engager à réduire l'usage des pesticides dans l'agriculture et d'élaborer un plan d'action commun avec Greenpeace. Pourtant, l'Association Nationale Pommes Poires (ANPP) souligna les carences du rapport de l'ONG de mai 2015, intitulé « Pommes empoisonnées : mettre fin à la contamination des vergers par les pesticides grâce à l'agriculture écologique ».

Le rapport n'avait en réalité analysé aucune pomme mais s'appuyait sur les prélèvements d'eau et de sol au printemps, une époque où les arbres sont pourtant en fleurs. De plus, l'ANPP rappela, au travers d'un communiqué, que Greenpeace faisait erreur : « contrairement aux propos de Greenpeace, les conditions de production sont déconnectées des niveaux de prix ». De

---

<sup>5</sup> <http://lesobservateurs.ch/wp-content/uploads/2014/03/Nucl%C3%A9aire-Greenpeace-se-trompe-C.Riva-P.-Moore-Le-Matin-16-11-2008.pdf>

<sup>6</sup> <http://media.greenpeace.org/C.aspx?VP3=SearchResult&ALID=27MZIF3XXBBU>

<sup>7</sup> <http://www.liberation.fr/planete/1995/09/06/greenpeace-touche-le-fond-pour-une-plate-forme-shell-le-test-de-pollution-etait-faux-l-organisation-144916>

plus, Greenpeace ne répondit pas à l'invitation de l'ANPP de se rendre dans les vergers pour se rendre compte par elle-même des conditions de production<sup>8</sup>. L'association de consommateurs *Que Choisir* souligna que le rapport de Greenpeace était paradoxal : il incriminait les pesticides, mais démontrait au moyen d'analyses d'échantillons à l'échelle européenne que les pommes françaises étaient les moins chargées d'Europe en résidus<sup>9</sup>. Selon *Que Choisir*, tentant de défendre Greenpeace, l'avocat de l'ONG affirma que « l'ANPP ne peut pas prétendre sérieusement que ce rapport [de mai 2015] se voudrait objectif, informatif voire scientifique », et fit « un parallèle entre le rapport de Greenpeace et le dessin animé « Blanche-Neige », entre les pommes du titre et celle de la sorcière, suggérant que le but, dans les deux cas, était de frapper par une sorte d'allégorie les esprits des consommateurs. Fin octobre, sur son site, Greenpeace insistait encore, et lourdement, sur la valeur et le sérieux scientifique de ses mesures... »

Greenpeace poursuivit pourtant ses attaques. Le procès eut lieu le 6 octobre, et du 24 au 28 octobre, l'ONG organisa des manifestations devant des magasins Leclerc dans seize villes de France. Au bout du compte, la soumission de Leclerc, passant pour un aveu de faiblesse et donc une opportunité d'attaque, entraîna de nouvelles actions de la part de Greenpeace, comme la campagne contre le « jus de fruits multi-pesticides » de l'entreprise<sup>10</sup>.

### Greenpeace vs Resolute

Resolute Forest Products est l'un des plus grands groupes d'exploitation et de création de papier : premier au Canada, troisième en Amérique du Nord, huitième mondial. Il emploie plus de huit mille personnes et dispose d'usines sur trois continents. Souvent primée comme éco-responsable, l'entreprise a aussi reçu plusieurs certifications FSC (Forest Stewardship Council). Pourtant, l'entreprise subit depuis plusieurs années des attaques de Greenpeace, qui l'accuse de nuire au caribou forestier, de ne pas respecter les zones réglementaires de coupe, et de porter préjudice aux droits des peuples autochtones.

Cette affaire fait écho à la campagne de Greenpeace France contre Leclerc, du moins en ce qui concerne la défense de type « sauver les meubles » de l'ONG. Après avoir subi plusieurs attaques en réputation de la part de Greenpeace, Resolute décida de poursuivre cette dernière en vertu de la loi américaine RICO (Racketeer Influenced and Corrupt Organizations), et l'assigna en justice en outre pour diffamation, ingérence délictuelle et violation de marques de commerce. Resolute accuse Greenpeace de chercher à lever de l'argent à ses dépens. Qualifiant l'exploitant forestier de « destructeur d'environnement », Greenpeace s'en est par exemple pris à certains de ses clients, comme la chaîne de pharmacie Rite Aid, qui imprime ses tracts sur du papier de Resolute. Mais au tribunal, à l'instar de l'avocat de Greenpeace France contre Leclerc, l'ONG fit marche arrière et se justifia en déclarant qu'elle n'avait jamais eu l'intention que les gens prennent leurs propos comme la stricte vérité. Leur emploi du qualificatif de « forest destroyer » (destructeur de forêts) ne serait qu'une « opinion », une « hyperbole rhétorique ». Richard Garneau, PDG de Resolute, rapporta pour sa part que Greenpeace admit qu'il n'y avait pas de précision scientifique dans leurs critiques et qu'il ne fallait pas prendre leurs propos littéralement, et regretta qu'il s'agisse d'« aveux modérés après des années d'attaques

---

<sup>8</sup> [http://www.datapressepremium.com/rmdiff/2005364/CP\\_Greenpeace\\_281015.pdf](http://www.datapressepremium.com/rmdiff/2005364/CP_Greenpeace_281015.pdf)

<sup>9</sup> <https://www.quechoisir.org/actualite-operation-leclerc-obscur-greenpeace-est-il-si-transparent-n1677/>

<sup>10</sup> <http://lareclame.fr/greenpeace-leclercobscur-155510>

irresponsables ». Le journal d'Edmonton, qui publia ces informations, précisa qu'à ce moment, les responsables de Greenpeace n'étaient pas joignables pour commenter cette affaire<sup>11</sup>.

De son côté, Resolute a mis au point un tableau comparatif de ce que dit publiquement Greenpeace et de ce que l'ONG admet ensuite dans les documents juridiques déposés :

| CE QUE DIT PUBLIQUEMENT GREENPEACE  | CE QU'ADMET GREENPEACE DANS LES DOCUMENTS JURIDIQUES DÉPOSÉS   |
|---|--|
| « Résolu : destructeur de la forêt »  | <p>« Aucun lecteur raisonnable ne prendrait jamais au pied de la lettre une expression telle que « destructeur de la forêt » pour interpréter que tous les arbres d'un paysage forestier en sont retirés de façon permanente. »<br/>Dépôt de documents juridiques de Greenpeace, 23 janvier 2017</p> <p>« Dans la déclaration selon laquelle le plaignant a détruit les forêts, la destruction peut être figurée plutôt que littérale. »<br/>Dépôt de documents juridiques de STAND, 23 janvier 2017</p> |
| « Greenpeace est un organisme sans but lucratif indépendant ayant la réputation de prendre des mesures non violentes et créatives, fondées sur des faits scientifiques solides. »<br><i>Annie Leonard, directrice, Greenpeace USA, 13 décembre 2016</i> | « Des déclarations "ne pouvant raisonnablement être interprétées comme exprimant des faits" ne peuvent donner lieu à une poursuite. »<br>Dépôt de documents juridiques de STAND, 20 janvier 2017   |
| « Le travail de Greenpeace au Canada et dans le monde entier s'est toujours appuyé sur la science. »<br><i>Joanna Kerr, directrice, Greenpeace Canada, 14 août 2015</i>   | Greenpeace « emploie souvent un langage percutant pour faire valoir son point de vue. Elle ne se conforme pas à la littéralité ni la précision scientifique, mais utilise plutôt régulièrement les mots dans un sens approximatif et figuré. »<br>Dépôt de documents juridiques de Greenpeace, 23 janvier 2017   |
| « Greenpeace défend l'exactitude et la véracité de sa campagne ainsi que la justesse de ses commentaires sur la base de faits réels. »<br><i>Campagne de Greenpeace (site Web)</i>  | « La critique et la rhétorique enflammée ont la valeur de la monnaie sonnante et trébuchante. »<br>Dépôt de documents juridiques de Greenpeace, 23 janvier 2017  |
|   | « Des allégations... sont sans conteste des énoncés non vérifiables reflétant une opinion subjective et tout au plus une hyperbole ne pouvant donner lieu à une poursuite. »<br>Dépôt de documents juridiques de Greenpeace, 8 septembre 2016  |

Sur les sites de plusieurs de leurs sections (France, Brésil, Pays-Bas...), Greenpeace adopte un ton différent. Loin de reconnaître ses lacunes et erreurs, l'ONG appelle au soutien (et donc aux dons) pour lutter contre Resolute, cette entreprise qui souhaite « réduire Greenpeace au silence ».

En préambule aux études de cas qui constitueront l'essentiel de notre rapport, notons ici que cette affaire ne fait pas intervenir seulement deux acteurs, mais regroupe un enchevêtrement d'intérêts divers : les entreprises concurrentes de Resolute, essentiellement américaines, la norme FSC qui, bien que reconnue, est liée à Greenpeace, l'ONG Stand (ex-Forest Ethics), mais aussi « L'entente sur la forêt boréale canadienne », qui fait travailler ensemble industrie

<sup>11</sup> <https://www.pressreader.com/canada/edmonton-journal/20170303/282020442081011>

forestière et protecteurs de l'environnement, et que Greenpeace quitta en 2012, année où elle lança ses attaques contre Resolute<sup>12</sup>.

### Greenpeace vs le riz doré (*Golden Rice*)

En 2016, plus de cent Prix Nobel<sup>13</sup> dénoncèrent le « dogmatisme » de Greenpeace contre les OGM, et plus particulièrement contre le riz doré<sup>14</sup>. L'initiative du riz doré vint de la Rockefeller Foundation en 1982<sup>15</sup>. Développé par deux universitaires, Ingo Potrykus du Swiss Federal Institute of Technology (Ecole polytechnique), et Peter Beyer de l'Université de Fribourg (en Allemagne), ce riz OGM aurait pu être commercialisé à l'orée du XXI<sup>e</sup> siècle, ses détails techniques ayant été publiés pour la première fois dans *Science* en 2000. Mais Greenpeace mena une campagne contre ce projet en jouant sur le facteur peur, mettant en avant les dangers « imprévus » sur l'environnement et la santé que ce riz pourrait entraîner<sup>16</sup> et le risque de normalisation de production d'OGM de ce projet.

Pourtant, comme le rappelle le site *Activist Facts*, le riz ne peut pallier certaines carences, notamment en vitamine A. Or, l'Organisation Mondiale de la Santé (OMS) estimait en 2005 que près de 190 millions d'enfants de moins de cinq ans et dix-neuf millions de femmes enceintes pourraient manquer de vitamine A à travers le monde<sup>17</sup>. 250 000 à 500 000 de ceux-ci seraient aveugles et connaîtraient une vie de misère dans les bidonvilles<sup>18</sup>. Le riz doré produit de la beta-carotène, que le corps humain synthétise et transforme en vitamine A. De ce fait, le riz doré aurait potentiellement la capacité de contribuer à sauver de nombreuses vies dans les pays pauvres de différentes zones du globe.

En 2005, le Golden Rice 2 fut annoncé en développement, et contiendrait vingt-trois fois plus de beta-carotène que sa première version. Il est toujours en développement. L'International Rice Research Institute (IRRI) précise qu'aucune entreprise n'est impliquée dans ce projet, qui serait ainsi de nature non-commerciale<sup>19</sup> et ne fonctionnerait qu'avec des acteurs publics.

\*\*\*

Il ne s'agit là que de quatre cas, mais on pourrait développer la liste. Nous renvoyons le lecteur à différents blogs qui se sont attachés à pointer, probablement parfois de manière partisane, les biais de plusieurs autres campagnes de Greenpeace : *Knowckers*<sup>20</sup>, *Alerte Environnement*<sup>21</sup>, *Seppi*<sup>22</sup> et *Activist Facts*<sup>23</sup>.

---

<sup>12</sup> Le lecteur pourra trouver des informations sur ce cas dans l'essai de Christian Harbulot, *Fabricants d'intox. La guerre mondialisée des propagandes*, Lemieux éditeur, 2016, ainsi que sur le site spécialisé en intelligence économique Knowckers.org : <http://www.knowckers.org/2016/06/greenpeace-attaquee-frontalement-par-une-entreprise-canadienne/> & <http://www.knowckers.org/2017/03/manipuler-l%E2%80%99information-ne-sert-pas-l%E2%80%99interet-de-greenpeace/>

<sup>13</sup> [http://supportprecisionagriculture.org/Communique\\_AFIS\\_29\\_06\\_2016\\_Cent\\_Prix\\_Nobel.pdf](http://supportprecisionagriculture.org/Communique_AFIS_29_06_2016_Cent_Prix_Nobel.pdf)  
<sup>14</sup> <http://www.goldenrice.org/>

<sup>15</sup> [http://www.goldenrice.org/Content3-Why/why3\\_FAQ.php#Inventors](http://www.goldenrice.org/Content3-Why/why3_FAQ.php#Inventors)

<sup>16</sup> <http://www.greenpeace.org/international/en/news/features/failures-of-golden-rice/>

<sup>17</sup> [http://apps.who.int/iris/bitstream/10665/44110/1/9789241598019\\_eng.pdf](http://apps.who.int/iris/bitstream/10665/44110/1/9789241598019_eng.pdf)

<sup>18</sup> <http://www.who.int/vmnis/database/vitamina/x/en/index.html>

<sup>19</sup> <http://irri.org/golden-rice/faqs/are-private-companies-involved-in-the-golden-rice-project>

<sup>20</sup> <http://www.knowckers.org/tag/greenpeace/>

<sup>21</sup> <http://alerte-environnement.fr/>

<sup>22</sup> <http://seppi.over-blog.com/tag/greenpeace/>

<sup>23</sup> <https://www.activistfacts.com/organizations/131-greenpeace/>

## Les pieds de Greenpeace sont-ils faits d'argile ?

Greenpeace aime généralement, assez souvent, à souligner sa rigueur scientifique et le sérieux de ses analyses. Nous venons de voir assez rapidement que des nuances peuvent y être apportées. Ceci nourrit plusieurs interrogations : une analyse systématique de l'ensemble des travaux de Greenpeace depuis plus de quarante ans et au travers aujourd'hui de leur cinquantaine de bureaux à travers le monde nous donnerait-elle les mêmes résultats ? Dès lors, quel serait l'avenir de Greenpeace, s'il s'avérait que l'essentiel de ses données sont biaisées voire viciées ? Cette question en amène une autre : comment expliquer que malgré ses erreurs et son apparent dogmatisme, Greenpeace dispose toujours des bonnes feuilles de la presse, qui relaie en majorité avec complaisance les actions de l'ONG ? D'ailleurs, si ses données se révélèrent biaisées plus d'une fois, pourquoi Greenpeace ne change-t-elle pas ses pratiques afin de rester un acteur crédible sur la scène internationale ?

Greenpeace dispose d'un capital sympathie qui ne l'incite pas à modifier son mode de fonctionnement. Sa capacité à lever des fonds, à faire signer des pétitions en s'appuyant sur les émotions lui garantit une efficacité certaine ainsi qu'une visibilité médiatique régulière. Ce point est central et le demeure avec l'évolution de la société de l'information, au sein de laquelle l'existence est garantie par la visibilité. A l'image d'une entreprise, Greenpeace évolue au sein d'un environnement concurrentiel où son marketing doit primer sur celui des organisations concurrentes pour lui garantir et lui permettre de conserver sa place sur le marché des idées environnementales. Sans relais médiatique de ses actions et rapports, ou si les divers supports informationnels décidaient de s'intéresser à d'autres ONG au détriment de Greenpeace, l'influence de cette dernière diminuerait probablement, de même que les fonds alloués par ses donateurs particuliers.

Si des travaux journalistiques investiguaient pour démêler le vrai du faux dans les travaux de Greenpeace et leur présentation des faits, la viralité de la diffusion de l'information porterait rapidement préjudice à l'ONG. Plusieurs erreurs successives entacheraient progressivement la réputation de celle-ci. Ainsi, plusieurs sites reprirent par le passé une erreur commise par Greenpeace et attestant de sa partialité et de sa volonté de dramatiser les faits, dans la droite ligne de « l'hyperbole rhétorique » dont elle se réclamait contre Resolute. Pour les vingt ans de l'accident de Tchernobyl, l'ONG envoya par erreur<sup>24</sup> un communiqué incomplet, et qui demandait à être complété sous les termes suivants (les crochets et majuscules sont d'origine) : [FILL IN ALARMIST AND ARMAGEDDONIST FACTOID HERE] (*i. e.* « mettre ici un « factoid<sup>25</sup> » alarmiste et apocalyptique). La volonté de manipuler les destinataires est ici manifeste.

En parallèle, l'inaction des entreprises voire leur méconnaissance des rouages de la guerre économique et du *soft power* des ONG leur fait privilégier le silence ou la simple défense (voire la défensive). Si chaque entreprise attaquée par Greenpeace réalisait une étude de cas soulignant, le cas échéant, les apories de l'ONG, et réagissait judiciairement et en communiquant de manière dynamique pour demander réparation à Greenpeace pour les répercussions réputationnelles et financières subies à tort, on assisterait à un tarissement probable de ses sources de financement.

---

<sup>24</sup> <http://bit.ly/2uIKIMK>

<sup>25</sup> Le terme employé est ici « factoid » et non « fact », l'objectif n'est donc pas la restitution fidèle d'une réalité.

En attendant, Greenpeace reste en position de force, et nous verrons au travers de notre étude qu'elle relève davantage du Goliath que de David, de la multinationale plutôt que de l'ONG à moyens limités. Sa dominance médiatique contribue à ce statut de Goliath, grâce à une maîtrise de sa communication et des répercussions qui en sont faites. Par ailleurs, les ONG – dont Greenpeace – se réclament et sont généralement présentées comme les porte-voix de la société civile, un concept qui acquit ses lettres de noblesse dans les années 1990. Dès le départ, une ONG est donc perçue comme représentative des citoyens et donc rangée dans le camp du Bien et des faibles, là où les Etats et les entreprises sont, par leurs dérives – réelles ou supposées – rangées d'avance du côté des forts. Médiatiquement, et donc sur le plan de la réputation et de ses répercussions financières, l'entreprise, même lorsqu'elle réalise d'importants bénéfices, est un acteur faible. Une entreprise qui mènerait des actions médiatiques contre Greenpeace serait automatiquement accusée de défendre ses propres intérêts, une remarque dont Greenpeace se voit exemptée.

Comme l'ont souligné les différents cas évoqués brièvement ci-dessus, et comme chercheront à le montrer les trois études que nous fournirons dans ce rapport, Greenpeace ne rapporte pas mais construit une réalité qu'elle véhicule ensuite grâce aux caisses de résonance médiatiques et à sa propre capacité à communiquer. Les vecteurs médiatiques, par la légitimité qu'ils accordent à Greenpeace, co-construisent cette réalité avec elle, sans chercher à évaluer réellement le niveau de ses travaux. Pourtant, le sérieux d'une telle organisation est indispensable à plus d'un titre et ne peut souffrir de tomber dans le « *makebelieve* » (l'art de faire croire) où l'imagination et la suggestion découlant d'une communication anxiogène abolissent la distinction entre le réel et l'irréel pour créer ce que le *spin doctor* Edward Bernays appelait l'*ingénierie du consentement*<sup>26</sup>, antithèse de l'information éclairée. L'enjeu d'une étude sur la notoriété de Greenpeace dépasse le cadre de cette ONG. En effet, comment accorder du crédit et accepter de donner de l'argent à une ONG si la réputation de ces organisations est entachée des biais d'une des représentantes majeures d'un secteur particulier de revendications, en l'occurrence l'environnement ? Finalement, Greenpeace ne nuit-elle en réalité pas à la cause qu'elle prétend défendre ?

Un autre facteur accrédite la thèse de la position friable du Goliath Greenpeace, et est un problème récurrent dans toute organisation dépendant de financement privés et donc fluctuants : la pérennité financière, qui passe par la levée et l'enregistrement de fonds pour se perpétuer<sup>27</sup>. Leur survie implique donc que les ONG mettent en place des moyens appropriés pour s'assurer du renouvellement de leur capacité d'action, tout en faisant face à la concurrence d'autres organisations, toujours plus nombreuses, et en gardant leur spécificité. A la différence du WWF, Greenpeace refuse par exemple de recevoir des fonds de la part d'entreprises et compte essentiellement sur les donateurs individuels – mais aussi sur des trusts et sur son propre business parallèle. Greenpeace doit donc continuer de communiquer et de véhiculer les représentations qui ont fait son succès, tout en s'adaptant, par exemple en se bureaucratisant, ce qui crée de nombreuses tensions et des disparités entre les bureaux, Greenpeace International étant par définition loin des militants de terrain et des risques que certains d'entre eux peuvent

---

<sup>26</sup> Bernays (Edward, dir.), *The engineering of consent*, 1955. Ce livre aujourd'hui presque introuvable détaille en huit chapitres la feuille de route d'une campagne de communication efficace pour s'assurer de rallier les cœurs et les esprits.

<sup>27</sup> Philippe Ryfman, op. cit., et William Markham, ont tous deux souligné ce problème auquel les ONG font face.

prendre. Greenpeace International se calque par exemple davantage sur les opportunités politiques et médiatiques et calibre son agenda et ses campagnes en fonction des événements internationaux, comme en témoigne par exemple la recrudescence des diverses manifestations avant la COP21 de la fin 2015.

Au regard de tous ces éléments, Greenpeace apparaît comme influente et puissante. Mais cette position peut rapidement s'écrouler, car elle ne découle que du consensus médiatique dont elle bénéficie et du champ libre que lui laissent les entreprises. Ceci lui permet de se présenter comme une organisation sérieuse et légitime et de récolter des fonds qui lui permettront de mener de nouvelles attaques, justifiées ou non, tout en pouvant continuer à produire des informations biaisées voire fausses. Par ailleurs, bien qu'elle ne représente que quelques individus (ses trois millions de « soutiens » sont en réalité simplement ses donateurs), Greenpeace se fait le porte-voix de la société civile et la défenderesse de la démocratie contre les intérêts des Etats et des multinationales. Pourtant, Greenpeace fut critiquée à de nombreuses reprises, au contraire, pour son fonctionnement anti-démocratique et sectaire. Nous nous trouvons donc en présence d'une ONG qui s'accapare la parole légitime pour se réclamer de la volonté générale alors qu'elle n'incarne que la sienne. Nous aurons l'occasion de le remarquer lorsque nous traiterons par exemple des éoliennes dans notre troisième étude de cas.

\*\*\*

Le présent rapport n'a pas pour prétention l'exhaustivité, qui apparaît compliquée sous ce format de publication. La présence de Greenpeace dans une cinquantaine de pays, ses nombreux bureaux régionaux et nationaux, le nombre élevé de ses campagnes depuis sa création, une étude de cas complète pour chacune d'entre elles demanderait d'y consacrer un site Internet dédié ou plusieurs volumes. La seule chronologie des victoires dont l'ONG se réclame se constitue de près de deux cent cas<sup>28</sup>. Notre étude procèdera en deux temps. Dans les deux cas, nous chercherons à mieux comprendre ce qu'est réellement Greenpeace. En premier lieu, nous mettrons en perspective l'attribution de ses fonds grâce à ses rapports d'activités, afin de tenter de déterminer si la présentation que Greenpeace elle-même et les médias généralistes font de cette ONG correspond à la réalité, et si l'essentiel de ses dépenses correspond en effet à la défense de causes environnementales, contrairement à ce qu'affirment bon nombre de ses contradicteurs.

En second lieu, nous développerons longuement trois études de cas. Nous avons abordé la question de deux énergies qui garantissent à la France sa sécurité énergétique et sa puissance, au travers de deux entreprises : Total pour le pétrole dans les deux premières études de cas (les sables bitumineux d'Alberta au Canada, puis la concession pour l'extraction de pétrole marin dans le bassin de l'Amazone, au Brésil), EDF pour le troisième cas (la question du nucléaire). Nous avons divisé ces cas en trois temps : 1) la *forme* des attaques de Greenpeace en suivant la chronologie des événements, qui révèle notamment l'action à deux vitesses de l'ONG en fonction de sa cible 2) le *fond* des critiques de Greenpeace, au travers de rapports produits par l'ONG 3) le *double fond* (telle une valise), qui consiste en une approche de décryptage, au travers de faisceaux d'indices, pour rechercher les éventuels intérêts personnels de Greenpeace de mener des campagnes sur ces thèmes, au-delà de son approche de la défense de l'environnement. Ce

---

<sup>28</sup> <http://www.greenpeace.org/international/Global/international/code/2016/victory-timeline/index.html>

double fond peut aussi se révéler être un double *fonds*, dans la mesure où Greenpeace peut y trouver son avantage tout en agissant potentiellement comme un « mercenaire vert », recevant à plusieurs reprises des subventions de trusts caritatifs dont l'activité sert de paravent potentiel à des intérêts économiques.

## Greenpeace, un Goliath ?

Née en 1971 au Canada à l'initiative d'activistes anti-nucléaire, Greenpeace est aujourd'hui une ONGE (ONG environnementale) internationale de premier plan. A l'origine, elle se concentrait sur la lutte contre le nucléaire et la protection de la biodiversité, en particulier les océans. Rapidement, elle s'est diversifiée et a étendu ses préoccupations à d'autres enjeux liés à la protection de l'environnement. Le site de Greenpeace International met à disposition ses rapports d'activités depuis 1994, dont la lecture met en lumière l'évolution thématique ainsi que les fonds que consacre l'ONGE à différents sujets.

Greenpeace se structure de la manière suivante : les administrateurs des bureaux nationaux et régionaux forment le Conseil de Greenpeace International. Ce dernier coordonne les campagnes internationales, les relations publiques, la flotte et surveille les activités des bureaux nationaux. Il sélectionne 7 membres du bureau exécutif de Greenpeace International, qui nomment, contrôlent et appuient le Directeur général international. Ce dernier dirige les thèmes des campagnes, les actions, les navires, les relations presse / médias, le lobbying, le développement des bureaux nationaux, les finances, la collecte de fonds, la gestion, et le personnel. En Allemagne d'ailleurs, les critiques sur l'absence de démocratie interne ont entraîné un schisme, et Greenpeace International dut intervenir pour raffermir son contrôle centralisé. Les militants ne pèsent pas sur les décisions et ne disposaient pas, en Allemagne, d'un partage d'informations et d'un pouvoir de décision suffisants qu'ils réclamaient.<sup>29</sup> Dans d'autres pays, comme l'ont rapporté d'anciens responsables de bureaux de France et de Norvège<sup>30</sup>, le même problème apparaissait. Greenpeace met en avant l'avantage opérationnel de la centralisation, en effet plus réactive<sup>31</sup>.

Suite aux augmentations significatives de ses dépenses administratives et de levées de fonds initiées il y a une douzaine d'années (cf. *infra*), Greenpeace a fait évoluer son organisation en 2013. Au-delà des éléments de communication mis en avant et présentés de manière positive, peut-être les critiques sur le fonctionnement peu démocratique de Greenpeace ont-ils joué un rôle dans cette mutation. On voit désormais apparaître des « campagnes distribuées » (*distributed campaigning*) : seize projets mondiaux initialement menés par Greenpeace International ont ainsi acquis ce statut. Comptant pour 50% des projets mondiaux, ils sont désormais gérés par les bureaux nationaux. La conduite stratégique reste du ressort de Greenpeace International, mais les bureaux peuvent proposer plus de projets, accroissant la capacité d'action locale. Dans son rapport, l'ONG cite « Arctic 30 » en exemple de « campagne distribuée ». Destinée à libérer les activistes faits prisonniers par les autorités russes, elle se serait traduite (les chiffres viennent de Greenpeace) par « 860 manifestations dans 45 pays et dans plus de 260 villes à travers le monde, tandis que plus de 2,6 millions de personnes ont écrit aux ambassades russes ».

L'objectif qu'affiche cette « nouvelle façon de travailler » de Greenpeace dans son rapport annuel de 2013, ce « nouveau modèle opérationnel », est de « promouvoir l'innovation, la réactivité, la

---

<sup>29</sup> Markham (William T.), *Environmental Organizations in Modern Germany. Hardy Survivors in the Twentieth Century and Beyond*, Berghahn Books, 2008. Nous avons travaillé sur l'édition Kindle.

<sup>30</sup> <http://alerte-environnement.fr/la-face-cachee-des-ong/la-face-cachee-de-greenpeace/3/>

<sup>31</sup> Ceci n'empêche pas Greenpeace d'être intervenue, à plusieurs reprises et en contradiction avec sa propre mécanique, pour se poser en défenderesse de la démocratie sur le plan politique.

créativité et d'améliorer la coordination » des campagnes. Les premiers bureaux à disposer de davantage d'autonomie sont le Brésil, l'Asie de l'Est, l'Inde, l'Asie du Sud-ouest, l'Afrique, la Russie et les Etats-Unis, qui bénéficient tous d'un investissement accru de subventions de Greenpeace International, en aide au développement et au recrutement<sup>32</sup>.

\*\*\*

## Greenpeace International

### Structure

Le nom légal de Greenpeace International est le Stichting Greenpeace Council<sup>33</sup>. A l'instar de plusieurs de ses filiales dans ce pays (cf. *infra*), elle est enregistrée comme Fondation (*Stichting*) à la Chambre de Commerce d'Amsterdam sous le numéro 200415<sup>34</sup>, à la Chambre de Commerce néerlandaise sous le numéro 41200515, et son numéro d'identification pour les entités légales et les associations (RSIN) est le 006623207<sup>35</sup>. Le régime néerlandais propre à la Stichting en fait une entité à responsabilité limitée, dénuée d'actionnaires et de membres, mais seulement représentée par un Conseil. Sous ce régime, les activités commerciales sont autorisées tant qu'elles se font conformément aux objectifs de la Stichting et sont imposées en conséquence. Mais si « aux Pays-Bas, les revenus d'une fondation de bienfaisance qui proviennent d'une activité d'entreprise sont soumis à l'impôt sur les sociétés [...] cela ne vaut pas pour les autres revenus de placements et du patrimoine de la fondation<sup>36</sup> ». De plus, la domiciliation de Greenpeace International aux Pays-Bas lui permet de bénéficier d'avantages fiscaux, puisque le Service des impôts néerlandais lui a donné le statut ANBI (*Algemeen nut beogende instelling* – Organisation d'utilité publique)<sup>37</sup>. Ceci signifie que, comme le bureau de Greenpeace Pays-Bas, la Stichting ne paie pas d'impôts sur les successions ni les donations (au lieu de 30 à 40% sous un régime fiscal néerlandais normal<sup>38</sup>), et que les dons qui lui sont adressés sont déductibles d'impôts<sup>39</sup>. Dit autrement, la domiciliation de Greenpeace International aux Pays-Bas lui permet de bénéficier d'une optimisation fiscale.

Ses statuts associatifs définissent ses objectifs : promouvoir la conservation de la Nature en a) coordonnant ses organisations nationales dans l'exécution de leurs objectifs, en les assistant si nécessaire et en servant leurs intérêts b) réalisant les autres tâches nécessaires à cela (organiser des actions non-violentes, lutter contre certains abus, tenter de sauver des espèces animales). Pour ce faire, Greenpeace International joue un rôle de coordonnateur des campagnes. Les moyens financiers de la fondation se composent de son propre capital, des contributions des organisations nationales, des divers dons et subventions, legs et donations, des revenus provenant des investissements, ainsi que des bénéfices provenant de toute autre source (par exemple le merchandising).

---

<sup>32</sup> Pour cette partie, nous nous sommes appuyés essentiellement sur les rapports d'activité de Greenpeace International, mais aussi des bureaux nationaux qui seront traités.

<sup>33</sup> <http://www.greenpeace.org/international/PageFiles/24182/19961220%20Statuten%20SGC.pdf>

<sup>34</sup> <http://www.greenpeace.org/international/PageFiles/24182/001%20-%20Articles%20of%20Association.pdf>

<sup>35</sup> <http://www.greenpeace.org/international/en/about/how-is-greenpeace-structured/legal-structure/>

<sup>36</sup> <https://www.bastamag.net/Comment-l-argent-vogue-de-paradis>

<sup>37</sup> <http://www.greenpeace.org/international/Global/international/publications/greenpeace/2016/Combined-2015-Yearend-Report-final.pdf>

<sup>38</sup> <https://www.twobirds.com/en/news/articles/2014/global/tax/oct-14/netherlands-tax>

<sup>39</sup> <http://www.greenpeace.nl/contactus/veelgestelde-vragen/veelgestelde-vragen-over-green/#anbi>

Le Conseil – dont le Président est ordinairement le Président de Greenpeace International ou l'un de ses représentants – est l'organe qui supervise toute l'organisation Greenpeace. Si le Bureau de Greenpeace International est responsable légalement, le Conseil partage avec lui l'autorité politique de la *Stichting*. Le Conseil est nanti de plusieurs droits et responsabilités : établir les principes centraux de l'organisation, élire ou démettre le Bureau international, approuver les rapports du Bureau au Conseil, approuver l'ouverture de nouveaux bureaux nationaux ou régionaux, approuver les dépenses budgétaires de Greenpeace International, protéger et si possible développer la valeur du nom et du label « Greenpeace », etc.

Il se compose de représentants des bureaux nationaux ou régionaux et des bureaux candidats à la reconnaissance comme entités nationales ou régionales de Greenpeace, mais ces candidats ne disposent pas du droit de vote ; leurs organisations sont dites « candidates » en attendant de répondre aux critères pour pouvoir voter, à savoir 1) répondre aux exigences légales pour s'établir comme organisme caritatif, à but non lucratif, ou équivalent 2) poursuivre des objectifs compatibles avec la Fondation Greenpeace International 3) avoir signé une licence d'utilisation du nom de Greenpeace avec la *stichting*. Le Directeur national ou régional a « toute autorité pour diriger les affaires de l'organisation nationale ou régionale<sup>40</sup> ». Ces bureaux sont apparemment soumis à une obligation de résultats : ils doivent transmettre un rapport financier mensuel planifié à Greenpeace International, qui couvre « les performances dans les levées de fonds », les dépenses de campagnes et les autres dépenses.

Cette obligation de résultat se traduit aussi par l'obligation de disposer d'un noyau de soutiens réels ou potentiels. Le bureau national ou régional doit disposer d'une stratégie de levée de fonds réaliste et atteignable pour attirer des soutiens avec des dépenses raisonnables. Le programme de levées de fonds doit être approuvé par Greenpeace International. Côté dépenses, le bureau doit consacrer activement au moins 80% de son budget à des projets liés au programme global de Greenpeace. La part de cette contribution est décidée entre le bureau national ou régional et la *Stichting*. Le bureau doit par ailleurs mettre au point un plan de développement organisationnel triennal, qu'il soumettra au Conseil de la Fondation. Tous ces facteurs sont fonction de la situation économique, sociale et démographique du pays où s'ouvre le bureau.

L'expulsion d'un bureau de sa qualité de représentant de Greenpeace doit être votée par les quatre-cinquièmes des membres du Conseil. Les décisions que ce dernier vote au cours de ses réunions sont de quatre ordres : affaires ordinaires (besoin de la majorité simple des votes), affaires extraordinaires (deux tiers des votes), autorisation de dépenses (deux tiers des votes), et amendements aux articles de l'association (quatre-cinquièmes des votes). Pour tout cela, chaque bureau dispose d'un droit de vote égal. Les administrateurs votants (*Voting Trustees*) ont le droit de vote. Les personnes qui siègent à la table du Conseil sont un administrateur de chaque bureau national ou régional, le Président du Conseil, le Président du Bureau et le Directeur exécutif international – ce dernier pouvant aussi faire siéger deux autres membres de la *Stichting*. Il n'y a pas de droit à l'abstention, un administrateur doit voter oui ou non. Dit autrement, les grandes orientations de Greenpeace, qui se veut la représentatrice de la « société

---

<sup>40</sup> <http://www.greenpeace.org/international/Global/international/publications/greenpeace/2016/SGC-Rules-of-Procedure.pdf>

civile » et se réclamait, en 2015, de 3,3 millions de soutiens, sont fixées par une cinquantaine de personnes, qui sont en outre essentiellement des managers.

Comme dans l'essentiel des grandes ONG, Greenpeace International est dirigée par un bureau, dont tous les membres sont élus, à l'exception du Président qui est nommé et fait partie ou non de ce bureau. Les membres du bureau de Greenpeace International ont entre autres la possibilité de nommer et démettre le personnel de la fondation et de fixer sa rémunération. Les membres du bureau de Greenpeace International peuvent par ailleurs contrôler et protéger les fonds et les actifs des sections de la Fondation, superviser les publications des organisations nationales, décider de la rémunération du Directeur. Les déclarations financières partielles de Greenpeace International pour 2016<sup>41</sup> montrent ainsi que Mads Christensen, devenu Directeur exécutif international – un rôle qui implique la gestion quotidienne de la *stichting* – par intérim suite au départ de Kumi Naidoo<sup>42</sup>, toucha le temps de son intérim, de janvier à août 2016, 80 000 euros de salaire et 7 000 euros en sécurité sociale, soit 87 000 euros, *i. e.* 10 875 euros par mois. Les deux Directrices exécutives de Greenpeace International, Bunny McDiarmid et Jennifer Morgan, ont touché chacune 121 000 euros de salaire, 7 000 euros en sécurité sociale, et 6 000 euros en cotisations, pour un total de 134 000 euros entre avril 2016 et juillet 2017, soit 8 375 euros par mois chacune. C'est plus que dans un bureau national comme celui de Greenpeace Pays-Bas, où la rémunération du Directeur s'échelonnait (selon son expérience), en 2016, entre 5 369 et 7 467 euros brut mensuels pour 40h hebdomadaires<sup>43</sup>. En France, à titre de comparaison, les patrons de TPE gagneraient en moyenne 4 200 euros net par mois pour 47h de travail par semaine et dix-neuf jours de vacances par an<sup>44</sup>. Chaque membre du Conseil de la Fondation peut en outre prendre connaissance des livres et enregistrements des bureaux nationaux, afin d'en faire des copies. La menée d'activités politiques partisans est un motif de démission des fonctions de membre du bureau.

Deux corps assistent le Directeur exécutif international (DEI). La Global Leadership Team (GLT) se compose de sept Directeurs exécutifs de bureaux nationaux ou régionaux et intervient mensuellement auprès du DEI sur plusieurs sujets : développements stratégiques, ressources, stratégies d'investissements, évaluations et normes mondiales, coordination globale. La rencontre des Directeurs exécutifs se compose de tous les Directeurs des bureaux nationaux ou régionaux et se tient annuellement. Elle traite en particulier des questions de management et de stratégie, mais aussi, par exemple, du rôle de Greenpeace dans la société.

Les règles de procédure de Greenpeace International confirment certaines critiques adressées à l'ONG quant à son devenir managérial, masqué par l'image d'activistes menant des opérations coup de poing. Parmi les critères de sélection des membres du bureau international, la Stichting mentionne un point « expériences diverses ». On parle ici d'un ensemble de profils qui possède « une réputation prestigieuse dans les domaines de l'environnement, des médias, de la levée de

---

<sup>41</sup> <http://www.greenpeace.org/international/Global/international/publications/greenpeace/2017/Combined-2016-Yearend-Report.pdf>

<sup>42</sup> <http://www.greenpeace.org/international/en/press/releases/2016/Greenpeace-welcomes-International-Executive-Directors/>

<sup>43</sup> [http://www.greenpeace.nl/Global/nederland/2017/jaarverslag%202016/GP\\_jaarrekening\\_2016%20DEF%20juni%202017.pdf](http://www.greenpeace.nl/Global/nederland/2017/jaarverslag%202016/GP_jaarrekening_2016%20DEF%20juni%202017.pdf)

<sup>44</sup> <http://www.lefigaro.fr/conjoncture/2016/11/17/20002-20161117ARTFIG00011-les-patrons-de-tpe-gagnent-en-moyenne-42008364-net-par-mois-et-travaillent-47h-par-semaine.php>

fonds, de la finance, du droit, etc. » Un membre élu devra de plus avoir une expérience préalable dans le management.

### INGO Charter / Accountable Now

En 2006, sur l'impulsion de Transparency International, plusieurs ONG créèrent l'INGO Charter, *i. e.* la charte de responsabilité (ou redevabilité – *accountability*) des ONG internationales, destinée à promouvoir la redevabilité, la transparence, la communication et la performance des organisations-membres. En 2008, elle prit le nom d'Accountable Now. Elle vise notamment à asseoir la légitimité des ONG. A l'origine, cette organisation regroupait, en plus de Greenpeace International, onze ONG signataires<sup>45</sup>, dont plusieurs directement liées, parfois financièrement, aux réseaux du financier George Soros : ActionAid International, Amnesty International, CIVICUS, Oxfam International, Transparency International, et World WYCA (à l'époque de la création de l'INGO Charter<sup>46</sup>).

Il est ainsi difficile d'accorder du crédit à cette organisation à laquelle Greenpeace est fier d'appartenir : rappelons que George Soros, l'un des premiers fondateurs de fonds d'investissement offshore, fit fortune en domiciliant son Quantum Fund aux îles Caïman et aux Antilles néerlandaises. Plus récemment, il s'est appuyé sur l'entorse aux obligations de transparence dont bénéficient les bureaux familiaux aux Etats-Unis face à la loi Dodd-Frank pour transformer son Soros Fund Management en bureau familial, après près de quarante ans d'existence en tant que fonds d'investissement. Le fait que des ONG financées encore aujourd'hui par une telle personne créent et mettent en avant une organisation promouvant la transparence et la redevabilité ne permet pas de lui accorder de sérieux, plus encore en remarquant que ni Greenpeace ni les ONG financées par Soros ne dénoncent cette situation ni ne refusent ses subventions. Accountable Now compte aujourd'hui vingt-sept membres<sup>47</sup>, dont de nouvelles organisations financées par l'Open Society de Soros, telles Article 19<sup>48</sup> ou la branche grecque de l'Open Society, Solidarity Now<sup>49</sup>.

### Direction de Greenpeace International

La direction de Greenpeace se compose principalement de managers occupant ou ayant occupé des postes à responsabilité, ainsi que d'universitaires. Les activistes de terrain sont apparemment absents de ces postes. Les profils biographiques soulignent la porosité entre les diverses organisations, dont les thèmes sont parfois distincts de la question environnementale.

Le Bureau directeur actuel<sup>50</sup> se compose de :

- Présidente : Ayesha Imam (Nigériane), consultante indépendante en droits et en développement durable et membre du bureau de Greenpeace International entre 2006 et 2013. Elle a travaillé avec les Nations Unies et au bureau de plusieurs ONGA presque exclusivement sur les problématiques de droits de l'homme, de droits des femmes, et de genre. Universitaire, elle est titulaire d'un doctorat en anthropologie sociale.

<sup>45</sup> [https://en.wikipedia.org/wiki/International\\_Non-Governmental\\_Organisations\\_Accountability\\_Charter](https://en.wikipedia.org/wiki/International_Non-Governmental_Organisations_Accountability_Charter)

<sup>46</sup> <http://www.worldywca.org/wp-content/uploads/2007/07/World-YWCA-ANNUAL-REPORT-2005-06.pdf> & <http://www.worldywca.org/wp-content/uploads/2016/07/World-YWCA-Annual-Report-2007-2008-English.pdf>

<sup>47</sup> <https://accountablenow.org/about-accountable-now/members/>

<sup>48</sup> <https://www.article19.org/pages/fr/funders.html>

<sup>49</sup> <http://www.solidaritynow.org/>

<sup>50</sup> <http://www.greenpeace.org/international/en/about/how-is-greenpeace-structured/governance-structure/board/>

- Trésorier : Ed Harrington (américain). Universitaire, consultant sur les questions de finances publiques. Il fut Directeur général de la Commission des services publics de San Francisco, ainsi que Président de la Water Utility Climate Alliance, qui regroupe onze fournisseurs d'eau (publics) des Etats-Unis et qui fournit des conseils sur la façon dont le changement climatique affecte les distributeurs d'eau<sup>51</sup>. Il travailla également pour le cabinet d'audit KPMG.
- (Maria) Athena (Ronquillo-)Ballesteros (Philippine), Directrice pour la finance climatique (Asie) du Growald Family Fund et ancienne Directrice mondiale (2008-2016) du Centre pour la finance durable du World Resources Institute. Le Growald Family Fund est un ardent promoteur de la transition énergétique. Comme plusieurs sections de Greenpeace, leur site se compose de photos d'éoliennes. Il travaille avec essentiellement trois partenaires pour promouvoir un nouveau marché de l'énergie (le business vert)<sup>52</sup>. La branche Asie que dirige Ronquillo-Ballasteros est membre<sup>53</sup> de l'Asian Venture Philanthropy Network (AVPN), un réseau de 378 membres de vingt-huit pays<sup>54</sup> de « philanthropie » et d' « investissement social » en Asie. L'AVPN se définit comme un défenseur, constructeur de capacités, et plate-forme transversale entre les secteurs privé, public et social qui agit à plusieurs niveaux pour « améliorer l'efficacité » de ses membres dans la région Asie-Pacifique. On notera que sous sa dénomination « général<sup>55</sup> », qui fixe la contribution annuelle à 2 700 dollars, l'AVPN accueille des organismes divers : bureaux familiaux, fondations / trusts, incubateurs, *private equity*, fournisseurs de service, etc. Sur sa page principale, l'AVPN donne un échantillon de ses membres : Google, MacArthur Foundation, Coca-Cola, Crédit Suisse, ou encore LeapFrog Investments, firme de *private equity* de George Soros<sup>56</sup>. Les pages dédiées donnent d'autres noms : ActionAid, Clinton Foundation, Monsanto, Microsoft, Oikocredit, Oxfam, David & Lucile Packard Foundation (mécène de Greenpeace, cf. notre deuxième étude de cas), Rockefeller Foundation, de nombreuses banques et grandes entreprises. Ronquillo-Ballasteros siège en outre au bureau de l'Institute for Climate and Sustainable Cities, dont les partenaires comprennent aussi bien Oxfam ou la revue de National Geographic (propriété de Bertelsmann<sup>57</sup>, proche des milieux d'affaires et gouvernementaux américains), ainsi que des acteurs liés au business énergétique : European Climate Foundation<sup>58</sup> et ClimateWorks, mais aussi la Rockefeller Foundation, Oil Change International (feuille de vigne de Rockefeller, cf. notre première étude de cas) et le Rockefeller Brothers Fund, autre bailleur de fonds de Greenpeace (idem)<sup>59</sup>. Enfin, Ronquillo-Ballasteros est présentée comme membre du bureau d'International Rivers. Sur le site de cette ONG, son appartenance à Greenpeace n'est pas mentionnée, mais seulement celle du World Resources Institute. On y trouve également Gary Cook,

<sup>51</sup> <https://www.wucaonline.org/about-us/index.html>

<sup>52</sup> <https://growaldfamilyfund.org/>

<sup>53</sup> <https://avpn.asia/organisation/growald-family-fund-inc/>

<sup>54</sup> <https://avpn.asia/list-of-members/>

<sup>55</sup> <https://avpn.asia/membership/>

<sup>56</sup> <http://www.leapfroginvest.com/people/soros-economic-development-fund/> & <http://www.agenceecofin.com/investissement/2602-26905-la-firme-de-private-equity-de-george-soros-investit-25-millions-dans-africa-finance-business>

<sup>57</sup> Hillard (Pierre), *La Fondation Bertelsmann et la gouvernance mondiale*, François-Xavier de Guibert, 2009.

<sup>58</sup> <http://www.fondation-prometheus.org/wsite/publications/a-la-une/dossier-les-amis-de-la-terre-des-mercenaires/>

<sup>59</sup> <http://icsc.ngo/partners>

analyste énergie pour Greenpeace International, mais aussi des représentants du business énergétique : Patrick McCully pour Black Rock Solar, et Virali Modi-Parekh pour Venture Strategies Innovations<sup>60</sup>. Une question se pose : Ronquillo-Ballasteros est-elle présente au bureau directeur de Greenpeace International pour défendre l'environnement, ou pour faciliter le business énergétique des autres organisations où elle siège ? N'y a-t-il pas, si ce n'est un conflit, du moins une entorse au règlement de la *Stichting* ?

- Ravi Rajan (Américain), Professeur en études environnementales à l'université californienne de Santa Cruz. Il est fellow de The Energy and Resources Institute (TERI), un think-tank dédié à la recherche sur le développement durable pour l'Inde et l'hémisphère Sud et qui se concentre sur l'énergie « propre »<sup>61</sup>, la gestion de l'eau et de la pollution, l'agriculture durable, et la résilience climatique<sup>62</sup>. Ses bailleurs de fonds sont nombreux et variés, parmi lesquels : USAID, Commission européenne, Rockefeller Foundation, Dell Foundation, Oak Foundation, Shell, World Resources Institute, PwC, Mitsubishi, MacArthur Foundation, Agence française de développement, ambassades, gouvernements, DfID britannique<sup>63</sup>. Rajan fut aussi président du Pesticide Action Network (le site n'en garde aucune trace), et membre fondateur de The Indus Entrepreneurs (TiE) de la Silicon Valley. Avec douze mille membres, TiE Global se présente comme le plus grand réseau d'entrepreneurs au monde et se focalise sur quatre missions : création de réseau, éducation, financement et incubation, pour développer l'entrepreneuriat<sup>64</sup>. La branche de la Silicon Valley, TiEco est une communauté pour les entrepreneurs en technologie et serait un « écosystème » de plus de 300 000 personnes. Sa mission est de « développer l'entrepreneuriat technologique en mettant en relation des start-ups et de potentiels entrepreneurs en technologie avec des experts en la matière, des influenceurs, des grandes entreprises, des gouvernements, et d'autres avec des intérêts communs<sup>65</sup>. » Le site donne plusieurs noms de personnes chapeautant TiEco, dont Diane Greene, Vice-présidente senior chez Google et Sundar Pichar, PDG de l'entreprise ; Richard Swanson, fondateur, Président et Directeur technique chez SunPower Corporation, constructeur mondial de panneaux solaires photovoltaïques<sup>66</sup> Elon Musk, PDG de Tesla Motors ; des entreprises de capital-risque, ou des représentants d'IBM et Hitachi.
- Bien qu'il soit Britannique, Michael Hammer a siégé six ans au Bureau de Greenpeace Allemagne (de novembre 2008 à novembre 2014) et fut administrateur du Conseil international de la *Stichting* depuis 2012, avant d'intégrer le Bureau. Il passa cinq ans (2000-2005) chez Amnesty International, à des postes managériaux. De 2006 à 2013, il fut Directeur exécutif du One World Trust<sup>67</sup>, un trust qui « développe des recommandations et des plaidoyers » afin d'accroître la responsabilité / redevabilité des

<sup>60</sup> <https://www.internationalrivers.org/board-of-directors>

<sup>61</sup> Les guillemets sont de nous, cf. notre troisième étude de cas.

<sup>62</sup> <http://www.teriin.org/about-teri>

<sup>63</sup> <http://www.teriin.org/fcra-receipts/>

<sup>64</sup> <http://tie.org/>

<sup>65</sup> <https://tieeco.org/>

<sup>66</sup> <https://www.sunpower.fr/company/history/>

<sup>67</sup> Le site de l'organisation est en travaux depuis plus d'un an. Son dernier enregistrement disponible via la Wayback Machine remonte au 7 mars 2016 :

<https://web.archive.org/web/20160224014331/http://oneworldtrust.org/about-us>

prises de décisions dans la « gouvernance mondiale » et pour que les lois internationales soient renforcées et appliquées de manière égale à tous. Bien qu'il se présente comme indépendant, le trust est financé<sup>68</sup> par de nombreuses organisations, dont la Ford Foundation, la Commonwealth Foundation<sup>69</sup>, mais aussi le World Federalist Movement. La présence de ce dernier, qui finançait déjà l'organisation à l'époque où Michael Hammer s'y trouvait<sup>70</sup>, surprend, lorsqu'on sait que dans de fréquentes campagnes (exploitation forestière, sables bitumineux, etc.) Greenpeace défend les sociétés tribales, là où le World Federalist Movement promeut une gouvernance et un fédéralisme mondiaux<sup>71</sup>. De 2013 à 2016, Hammer fut Directeur exécutif de l'INTRAC, qui promeut la conduite du changement et l'efficacité des « organisations de la société civile » pour lutter contre « la pauvreté et les inégalités<sup>72</sup> ». Ses partenaires et clients font partie tant du secteur public que privé et des ONG<sup>73</sup>. Enfin, en parallèle de Greenpeace, Hammer est Directeur général chez ROCsalt<sup>74</sup>, une organisation qui travaille sur les réformes des organisations « pour améliorer leur gouvernance, leurs programmes et leurs politiques » et les rendre « plus transparentes, plus responsables et plus efficaces<sup>75</sup> ». Il y travaille actuellement sur deux projets :

- La gestion des risques interculturels dans les ONG internationales, et la manière dont ces obstacles affectent le leadership, la capacité à l'innovation et la diversité<sup>76</sup>.
- La transformation des organisations face au changement climatique<sup>77</sup>, suite d'un projet financé entre autres par le One World Trust et le DfID (Service pour le développement international) du gouvernement britannique<sup>78</sup>.

En dernier lieu, on remarquera dans l'équipe de ROCsalt la présence<sup>79</sup> de Ramesh Singh, ancien Directeur organisationnel chez Greenpeace International jusqu'à décembre 2016, Directeur de programme pour l'Open Society de George Soros de 2011 à 2013, après avoir été manager chez ActionAid pendant vingt ans. Depuis janvier 2017, Singh est aujourd'hui Directeur de la Direct Dialogue Initiative India, lancée par Greenpeace International en 2016. Son profil LinkedIn ne mentionne pas sa présence chez ROCsalt<sup>80</sup>.

- Thuli Makama (Swazi), avocate, diplômée de l'Université du Swaziland et de la London School of Economics. Avocate générale à la Haute Cour du Swaziland, elle est une ancienne Vice-présidente de l'Open Society Initiative for Southern Africa (OSISA) de George Soros. Elle est d'ailleurs membre de la Law Society of Swaziland, dont au moins

<sup>68</sup> <https://web.archive.org/web/20151002134840/http://www.oneworldtrust.org/funding>

<sup>69</sup> Pour plus d'informations sur le Commonwealth et ses objectifs initiaux, nous renvoyons le lecteur au chapitre 9 de l'essai de Carroll Quigley, *The Anglo-American Establishment* : [http://www.carrollquigley.net/pdf/the\\_anglo-american\\_establishment.pdf](http://www.carrollquigley.net/pdf/the_anglo-american_establishment.pdf)

<sup>70</sup> <https://web.archive.org/web/20120923044910/http://oneworldtrust.org:80/funding>

<sup>71</sup> <http://www.wfm-igp.org/our-work/democracy-governance-federalism-un-reform>

<sup>72</sup> <https://www.intrac.org/who-we-are/our-vision-mission-values/>

<sup>73</sup> Pour les ONG, on trouve par exemple (<https://www.intrac.org/who-we-are/our-partners/>) Oxfam ou WACSI (West Africa Civil Society Institute), créé en 2005 par l'Open Society Initiative for West Africa (OSIWA) de George Soros : [http://www.wacsi.org/en/site/about\\_us\\_contact/](http://www.wacsi.org/en/site/about_us_contact/)

<sup>74</sup> <http://www.rocsalt.org/our-team-and-network/michael-hammer-managing-director/>

<sup>75</sup> <http://www.rocsalt.org/>

<sup>76</sup> <http://www.rocsalt.org/projects/biographical-leadership-transitions-in-ingo/>

<sup>77</sup> <http://www.rocsalt.org/projects/power-equity-and-accountability-in-global-climate-governance/>

<sup>78</sup> <http://www.globalclimategovernance.org/about>

<sup>79</sup> <http://www.rocsalt.org/our-team-and-network/ramesh-singh/>

<sup>80</sup> <https://nl.linkedin.com/in/ramesh-singh-b5712123>

deux partenaires<sup>81</sup> sont liés à OSISA : Malawi Law Society et SADC Lawyers' Association<sup>82</sup>. Makama s'est engagée sur les questions de droit environnemental d'intérêt public face aux multinationales et au gouvernement swazi, afin de défendre « les droits environnementaux et humains des communautés locales ». Elle fut trésorière de l'Union internationale pour la conservation de la nature (UICN), qui comprend 1 395 membres<sup>83</sup> et a pour partenaires et donateurs des ministères et agences gouvernementales, des institutions multilatérales, des ONG comme Oxfam mais aussi Conservation International et The Nature Conservancy (cf. notre deuxième étude de cas pour ces deux dernières), ainsi que des Fondations, dont Rockefeller (cf. notre première étude de cas), Sylvia Earle Alliance – Mission Blue (cf. notre deuxième étude de cas), ou Mitsubishi (cf. notre troisième étude de cas)<sup>84</sup>. Passée par la section Afrique de Friends of the Earth. Makama siégea par ailleurs à plusieurs postes de Friends of the Earth (Les Amis de la Terre) en Afrique. Elle travailla aussi chez Skillshare International ; le site de cette organisation est actuellement indisponible<sup>85</sup>, ce n'est pas le cas par exemple de sa section au Lesotho. Cette ONG a pour objectif de « réduire la pauvreté, l'injustice et l'inégalité, et d'accentuer le développement économique et social en partenariat avec les peuples et les communautés au Lesotho et dans toute l'Afrique ». Ses partenaires locaux sont publics et privés. Ses bailleurs de fonds comportent des noms que nous avons déjà vus : UKAID, DfID, OSISA, Open Society for Learning in Southern Africa<sup>86</sup>. Elle a enfin fondé un organisme, le Legal Assistance Center (LAC), qui traite des « violations des droits de l'homme » et de « l'injustice sociale ».

- Anabella Rosemberg (Argentine) est conseillère en environnement & climat à la Confédération syndicale internationale (CSI), où elle travaille depuis 2014. Elle promeut ces questions au sein des organisations professionnelles. Sa biographie sur le site de Greenpeace précise qu'elle aurait travaillé pour plusieurs ONG dans le domaine de la démocratie et des droits de l'homme, mais son profil LinkedIn<sup>87</sup> n'en publie aucune trace. Outre Greenpeace et la CSI, on trouve son rôle de coordonnatrice pour l'Asociación Conciencia, sous-titrée « l'école du pardon », dont le contenu comprend de forts accents New Age<sup>88</sup>.

En avril 2016, Greenpeace International décida de nommer deux Directeurs exécutifs au lieu d'un<sup>89</sup>, vraisemblablement pour s'inscrire dans leur réforme structurelle de 2013 : Jennifer Morgan est une manager, tandis que Bunny McDiarmid est une activiste de longue date :

- Jennifer Morgan<sup>90</sup> est l'ancienne Directrice Monde du programme Climat du World Resources Institute (WRI), dont elle a mené la stratégie vers la mise en place d'actions

<sup>81</sup> <http://lawsocietyofswaziland.co.sz/index.php/a2>

<sup>82</sup> Nous renvoyons ici à nos cartographies sur les ONG africaines de George Soros (<http://sorosconnection.com/les-ong-africaines-de-george-soros/>) et la base de données Excel que nous avons constituée (<https://www.fichier-xls.fr/2016/12/17/sorosites-africaines/>).

<sup>83</sup> <https://www.iucn.org/fr/qui-sont-nos-membres>

<sup>84</sup> <https://www.iucn.org/fr/donateurs-et-partenaires>

<sup>85</sup> <http://www.skillshare.org/>

<sup>86</sup> <http://www.skillshare.org.ls/partners/>

<sup>87</sup> <https://fr.linkedin.com/in/anabella-rosemberg-b376076a>

<sup>88</sup> <http://www.asociacionconciencia.org/>

<sup>89</sup> <http://www.greenpeace.org/international/en/about/how-is-greenpeace-structured/management/executive-director/>

pour un avenir décarboné. Avant 2009, elle travailla comme Directrice sur le Changement climatique mondial pour le think-tank Third Generation Environmentalism (E3G), dont l'objectif est d'« accélérer la transition mondiale vers une économie à bas carbone ». Bien que cette organisation se présente elle aussi comme indépendante, ses bailleurs de fonds sont nombreux et nous en retiendrons certains, avec plusieurs noms représentant des intérêts économiques au travers de trusts : Avaaz.org (proche des Démocrates américains), Esmée Fairbairn Foundation (partenaire du Greenpeace Environmental Trust britannique), DfID, European Climate Foundation, GermanWatch, Greenpeace, Rockefeller Brothers Fund, Shell Foundation, Oak Foundation, ClimateWorks, le groupe politique des Verts au Parlement européen, ou encore le WWF<sup>91</sup>. Morgan travaille d'ailleurs pour cette ONG avant d'intégrer l'E3G. En parallèle, elle siège au Conseil de l'Allemagne sur le développement durable et est membre du Bureau consultatif scientifique du Potsdam Institute for Climate Impact Research, ce dernier étant financé pour plus de moitié par des fonds fédéraux allemands<sup>92</sup>. Elle fut membre du comité de rédaction pour le cinquième rapport du GIEC.

- Bunny McDiarmid<sup>93</sup> rejoignit Greenpeace en 1984 comme membre du premier Rainbow Warrior, coulé par les services de renseignements français. Elle participa également à l'expédition ultérieure de l'ONG sur le site de Mururoa. Elle lança la campagne Greenpeace Pacific en 1987 et créa le bureau régional aux îles Fidji en 1994, quitta l'ONG entre 1997 et 2000, pour devenir la Directrice exécutive de sa branche néo-zélandaise de 2006 à octobre 2015.

### *Kumi Naidoo*

Pour conclure ce tour d'horizon qui questionne sur l'indépendance et la qualité de « David » des représentants de Greenpeace International<sup>94</sup>, mentionnons aussi quelques éléments biographiques<sup>95</sup> de Kumi Naidoo, Directeur exécutif de l'ONG de novembre 2009 à fin 2015 – et sous la présidence duquel Greenpeace profana le site historique des lignes de Nazca, au Pérou, en décembre 2014<sup>96</sup>. Pendant dix ans, ce Sud-Africain, docteur en sociologie politique, fut le secrétaire général de l'ONG CIVICUS (sous-titrée World Alliance for Citizen Participation), qui traite de plusieurs thèmes : libertés civiques, lutte contre le populisme et en faveur du progressisme, promotion de la paix, défense de la démocratie, combat contre le changement climatique, l'inégalité et la pauvreté<sup>97</sup>. Parmi les membres de son Bureau actuel se trouvent Joanna Kerr, Directrice exécutive de Greenpeace Canada, ancienne d'ActionAid et d'Oxfam, ainsi qu'Elisa Peter, Directrice exécutive de la coalition des réseaux Soros, Publiez Ce Que Vous

<sup>90</sup> <http://www.greenpeace.org/international/en/about/how-is-greenpeace-structured/management/executive-director/jennifer-morgan/>

<sup>91</sup> <https://www.e3g.org/about>

<sup>92</sup> <https://www.pik-potsdam.de/institute/organization>

<sup>93</sup> <http://www.greenpeace.org/international/en/about/how-is-greenpeace-structured/management/executive-director/Bunny-McDiarmid/>

<sup>94</sup> La liste peut s'allonger. Agriculture Environnement remarquait par exemple que « Paul Gilding, ancien directeur de Greenpeace International, a fondé Ecos, un cabinet de conseil qui compte parmi ses clients DuPont, Placer Dome Mining, BP Australia et... Monsanto », <https://agriculture-environnement.fr/dossiers/ecologie-politique/greenpeace-les-passerelles-entre-finance-et-ecologie>

<sup>95</sup> <https://fr.linkedin.com/in/kumi-naidoo-073ab723>

<sup>96</sup> [http://www.francetvinfo.fr/monde/ameriques/quand-greenpeace-pietine-un-site-historique-sensible-a-nazca-au-perou\\_772571.html](http://www.francetvinfo.fr/monde/ameriques/quand-greenpeace-pietine-un-site-historique-sensible-a-nazca-au-perou_772571.html)

<sup>97</sup> [http://www.civicus.org/documents/SPConsultationHighlights\\_FR.pdf](http://www.civicus.org/documents/SPConsultationHighlights_FR.pdf)

Payez<sup>98</sup>. Ses bailleurs de fonds peuvent varier d'une année à l'autre mais on retrouve globalement les mêmes organisations<sup>99</sup> : Fondations Bill & Melinda Gates, C.S. Mott, Open Society, Ford, William and Flora Hewlett, Commission européenne TrustAfrica<sup>100</sup>, Oxfam, ainsi que des ministères et des agences gouvernementales.

De 2006 à 2010, Naidoo fit partie du Bureau de la Global Reporting Initiative, une organisation « indépendante » qui « aide les entreprises, les gouvernements ou d'autres organisations à comprendre et communiquer quant aux impacts du business sur les questions critiques de durabilité telles que le changement climatique, les droits de l'Homme, la corruption et bien d'autres<sup>101</sup>. » Ses anciens bailleurs de fonds comprennent, là encore, les Fondations C. S. Mott, Ford, Bill & Melinda Gates, MacArthur, Open Society (« Soros Foundation »), le Rockefeller Brothers Fund, la Commission européenne ou la Banque Mondiale et les Nations unies<sup>102</sup>.

Sa biographie sur le *Huffington Post*<sup>103</sup> précise d'autres points. Naidoo siégea par exemple au Bureau de 350.org, dont les alliés comprennent Oil Change International (financé par Rockefeller), Greenpeace, Avaaz.org et MoveOn.org (deux plates-formes des réseaux Soros), ou encore Friends of the Earth<sup>104</sup>. Enfin, Kumi Naidoo est un boursier Rhodes. Nous renvoyons à nouveau vers l'essai de Carroll Quigley précité pour plus d'informations sur ce système, son origine et ses objectifs. Notons ici que ces bourses ne s'attribuent pas seulement au mérite mais aussi en fonction des convergences idéologiques du récipiendaire avec ces bourses. A titre d'exemple, on retiendra trois boursiers célèbres : Wesley Clark, commandant en chef des forces de l'OTAN entre 1997 et 2011 ; Bill Clinton, ancien président des Etats-Unis ; James Woolsey, directeur de la CIA de 1993 à 1995<sup>105</sup>.

---

<sup>98</sup> <http://www.civicus.org/index.php/who-we-are/civicus-board>

<sup>99</sup> <http://www.civicus.org/index.php/media-center/reports-publications/annual-reports>

<sup>100</sup> Lui-même financé par les Fondations Gates, MacArthur, Ford, Open Society, Hewlett, ou le Wallace Global Fund : <http://www.trustafrica.org/Fr/a-propos-de-trustafrica/nos-bailleur>

<sup>101</sup> <https://www.globalreporting.org/information/news-and-press-center/press-resources/Pages/default.aspx>

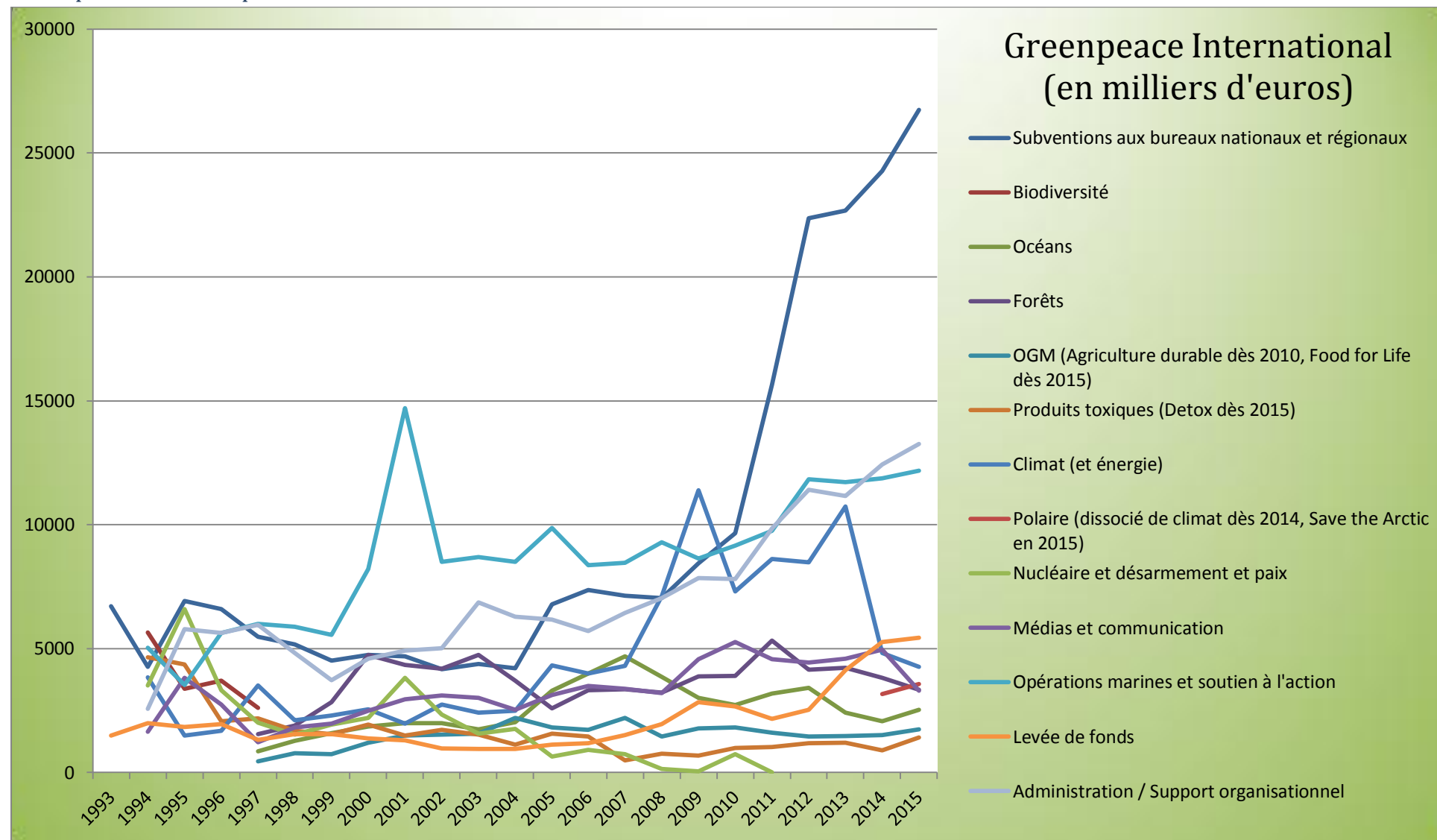
<sup>102</sup> <https://www.globalreporting.org/information/about-gri/strategic-partnerships/Pages/strategic-partnerships.aspx>

<sup>103</sup> <http://www.huffingtonpost.com/author/kumi-naidoo>

<sup>104</sup> <https://350.org/allies/>

<sup>105</sup> [https://fr.wikipedia.org/wiki/Bourse\\_Rhodes](https://fr.wikipedia.org/wiki/Bourse_Rhodes)

## Les dépenses de Greenpeace International



La thématique « biodiversité » a disparu sous cette appellation, avec des fonds alloués par Greenpeace International passés de 5,65 millions de dollars US annuels en 1994 à 2,6 millions en 1997. A cette même date apparurent trois nouvelles thématiques, qui sont une subdivision du thème de la biodiversité sous un nouveau nom du thème de la biodiversité : les forêts, les océans, et les OGM (domaine renommé « agriculture durable » en 2010, puis « nourriture pour la vie » en 2015). La disparition de la thématique « biodiversité » ne signifie donc nullement un échec, mais bien au contraire une diversification dans les choix de Greenpeace. Le même phénomène s'observe pour la thématique Climat (et énergie) : l'apparente baisse des fonds alloués par Greenpeace International se traduit par la création d'une nouvelle thématique « Polaire » distincte en 2014, renommée « Save the Arctic » en 2015.

Le domaine Nucléaire / Désarmement / Paix a pour sa part progressivement décliné. Après un pic budgétaire en 1995 suite à la reprise des essais nucléaires dans le Pacifique par Jacques Chirac, et en 2001 avec les attentats du 11 septembre, ce thème a progressivement décliné pour disparaître après 2011. Les nombreuses actions de Greenpeace démontrent pourtant que la lutte contre le nucléaire reste l'un de ses chevaux de bataille. Néanmoins, l'ONG ne combat plus le nucléaire sous l'angle du danger militaire (bien qu'elle assimile abusivement et de façon anxiogène le nucléaire militaire et le nucléaire civil), mais sous l'aspect du risque climatique et énergétique, promouvant les énergies alternatives « vertes », en particulier le solaire et l'éolien. Depuis 2008, le programme Climat & énergie (C&E) est le plus subventionné par Greenpeace International, dépassant les programmes Forêts ou Océans. Les fonds alloués ont crû rapidement, passant de 7,1 millions de dollars en 2008 à près de 11,4 en 2009, oscillant par la suite entre 8 et 10 millions par an jusqu'à la création du programme polaire précité.

Le point le plus remarquable réside toutefois dans les subventions accordées par Greenpeace International aux bureaux régionaux et nationaux, qui ont presque quadruplé en l'espace d'à peine sept ans, passant de 7 millions d'euros en 2008 à 26,7 millions en 2015. Sur cette période, Greenpeace a ouvert des bureaux dans sept nouveaux pays, passant de 43 en 2008 à 50 en 2015<sup>106</sup>. La croissance de fonds alloués la plus rapide eut lieu entre 2010 et 2012, où elle fut plus que doublée, passant de 9,66 millions d'euros à 22,37. Ceci peut notamment s'expliquer par une présence passée de 45 à 50 pays entre 2010 et 2012, ainsi que par le passage de deux bureaux en Inde en 2011 à douze en 2012<sup>107</sup>. Entre 2008 et 2015, Greenpeace aura donc ouvert dix-sept nouveaux bureaux. Le rapport organisationnel 2013 de l'ONG contribue à expliquer cette évolution, avec une décision d'opérer une plus grande décentralisation : plusieurs bureaux se sont vus confier une plus grande « responsabilité » (*i. e.* une marge de manœuvre autonome)<sup>108</sup>, facilitée par des investissements financiers accrus de Greenpeace International tant pour se développer que pour recruter. Plus généralement, les fonds accordés par Greenpeace International sont destinés à assurer le fonctionnement des bureaux nationaux et régionaux qui ne sont pas auto-suffisants dans leurs diverses tâches, de l'acquisition de matériel à la réalisation de leurs campagnes en passant par la levée de fonds et la communication.

---

<sup>106</sup> En réalité 47, mais pour montrer l'écart, nous gardons la distinction d'avant 2014, lorsque le bureau régional Australie Pacifique se décomposait en quatre bureaux distincts : Australie, Fidji, Papouasie Nouvelle-Guinée, et îles Solomon.

<sup>107</sup> Bangalore et Delhi en 2011 ; Bangalore (deux bureaux distincts), Delhi, Chennai, Cochin, Goa, Hyderabad, Kolkata, Mumbai, Navi Mumbai, Pune, Patna en 2012.

<sup>108</sup> Brésil, Asie de l'Est, Inde, Asie du Sud-Ouest, Afrique, Russie, et Etats-Unis.

Les chiffres des campagnes Forêts et Océans sont d'ailleurs étonnants et posent la question des priorités de Greenpeace International, mais aussi de sa pertinence et de l'écho réel de ses problématiques auprès des populations dont elle se fait à première vue le porte-voix. A partir de 2005, les dépenses consacrées à des levées de fonds ont en effet progressivement dépassé, année après année, les budgets consacrés aux divers programmes environnementaux de Greenpeace, pour connaître un accroissement de plus d'un million de dollars entre 2013 et 2014 et dépasser, en 2015, le budget de chaque programme isolé – un chiffre à relativiser néanmoins si nous tenons compte de la dissociation entre le programme Climat & énergie et le nouveau programme Polaire / « Save the Arctic ».

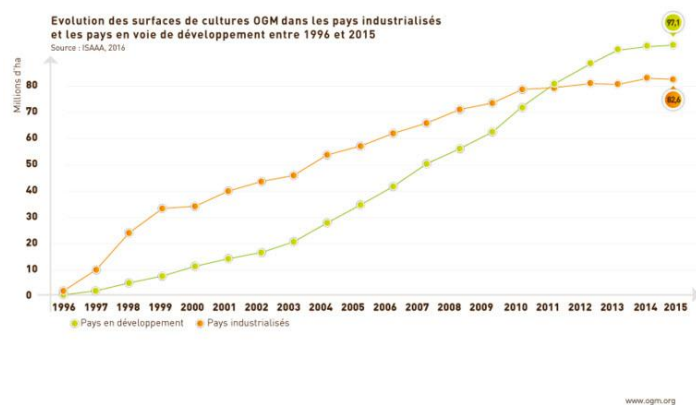
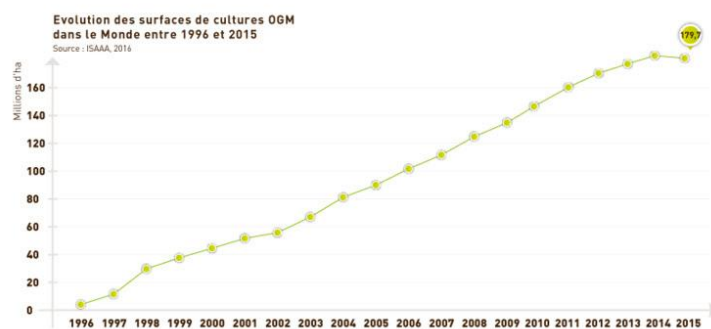
Nous observons peu ou prou le même processus avec l'argent que Greenpeace International dépense dans les médias et la communication. Avec l'accroissement du nombre de bureaux et de chapitres à travers le monde, ces dépenses sont en croissance régulière. Mais elles vont jusqu'à dépasser les fonds consacrés aux programmes (à l'exception de Climat & énergie) entre 2009 et 2011 (où se manifeste un pic dans le programme Forêts avec 5,32 millions d'euros), puis à partir de 2012, avec néanmoins une baisse à partir de 2014 – peut-être pour pouvoir répondre à l'augmentation des coûts d'administration et de soutien, en croissance depuis 2013. A partir de 2014 d'ailleurs, ces coûts d'administration et de soutien sont devenus la dépense majeure de Greenpeace International après les subventions aux divers bureaux, atteignant 26,73 millions d'euros et dépassant les dépenses dans les traditionnelles opérations marines et de soutien à l'action qui ont fait la renommée de l'ONG – et qui sont gérées par le bureau international. Les coûts dans ce domaine ont peu varié entre 2002 et 2010, autour de 9 millions d'euros, jusqu'à la réalisation du Rainbow Warrior III, qui entraîna une hausse des dépenses de fonctionnement.

On remarquera toutefois que Greenpeace International consacre une part croissante de son budget non pas à la réalisation de ses campagnes, mais à sa gestion, ses levées de fonds et sa communication. En 1998, Greenpeace International consacrait 9,3 millions de dollars à l'ensemble de ses programmes (15,2 millions en comptant les opérations marines et le soutien à l'action) et 8,2 millions pour la gestion / levée de fonds / communication. En 2015, ces mêmes dépenses étaient de 16,9 millions de dollars pour les campagnes (29 millions en comptant les opérations marines et le soutien à l'action), contre 22 millions pour la gestion / levée de fonds / communication. Avec le temps, Greenpeace International semble privilégier son fonctionnement, ses images & impact médiatiques et sa santé financière au détriment de la cause pour laquelle ses supporteurs lui apportent des fonds : la défense de l'environnement et l'efficacité dans l'atteinte de ces objectifs.

Peut-être s'agit-il là des conséquences de la réorganisation de 2013, mais ce n'est pas la seule explication, car si Greenpeace International compte muter pour être plus effective dans ses combats environnementaux, on pourrait s'attendre à ce que les sujets qu'elle traite doivent assez naturellement bénéficier un tant soit peu d'une augmentation de ses fonds dédiés. Trois des cinq campagnes (désormais six avec « Save the Arctic ») soulignent que les campagnes de défense de l'environnement ne sont pas la priorité. Le budget alloué à la lutte contre les produits toxiques et contre les OGM stagne depuis plusieurs années. Pourtant, les enjeux dans ces deux domaines restent d'actualité. Le programme environnemental des Nations Unies (*United Nations Environmental Program* – UNEP) rapporte que l'enjeu des déchets toxiques se fait toujours plus urgent, en particulier avec la croissance continue de la production mondiale. Par ailleurs, leur

nombre et leur diversité ne cessent de s'accroître : substances bioaccumulatives, corrosives, explosives, électroniques, polluants organiques persistants (POP), etc.<sup>109</sup>

Il en est de même pour les OGM. Il eût semblé cohérent que Greenpeace International accroisse ses dépenses pour lutter contre leur généralisation, mais elles demeurent plutôt faibles au regard du reste, voire stagnent entre 2008 et 2015 (autour d'1,75 million d'euros avec un creux à 1,46 en 2012), décroissant par rapport à une année comme 2007 (2,2 millions d'euros). Pourtant, selon l'International Service for the Acquisition of Agri-Biotech Applications (ISAAA<sup>110</sup>, à partir duquel le site OGM.org a réalisé les tableaux ci-dessous), les surfaces de cultures OGM n'ont cessé de progresser dans le monde. De 1996 à 2015, la surface globale des cultures OGM est passée de zéro à près de 180 millions d'hectares, 2015 étant la première année de léger recul. Les cinq principaux pays cultivateurs de l'hémisphère Sud seraient le Brésil, l'Argentine, le Paraguay, la Chine et l'Inde, et en 2014 90% des cultivateurs auraient été « des exploitants de petites fermes des pays en voie de développement »<sup>111</sup>. Les fonds consacrés par Greenpeace International à cette question sont de plus restés inchangés (autour d'à peine 1,7 millions d'euros) lorsqu'en 2011, les surfaces de cultures OGM des pays en développement ont dépassé celles des pays industrialisés<sup>112</sup>.



<sup>109</sup> <http://www.unep.org/chemicalsandwaste/chemicals-and-waste-subprogramme>

<sup>110</sup> <http://www.isaaa.org/>

<sup>111</sup> <http://www.ogm.org/Tout%20savoir/Chiffres%20cl%C3%A9s/evolution-des-surfaces-de-cultures-ogm-dans-le-monde-entre-1996-et-2015.html>

<sup>112</sup> <http://www.ogm.org/Tout%20savoir/Chiffres%20et%20donn%C3%A9es/Chiffres%20cl%C3%A9s%20des%20cultures%20OGM/evolution-des-surfaces-de-cultures-ogm-dans-les-pays>

Pourtant, s'il existe bien toujours un programme censé lutter contre les OGM, « Food for life », ce combat semble limité par endroits. Les bilans financiers du chapitre américain<sup>113</sup>, Greenpeace Inc., ne mentionnent aucun programme « Food for Life » ni de lutte contre les OGM dans les 28,3 millions de dollars dépensés dans les projets en 2015. Ceci semble être également le cas pour la section du Royaume-Uni, qui publie des « rapports d'impact » mais ne détaille pas les fonds alloués à ses différents thèmes de campagne. Les sujets pour lesquels Greenpeace UK affiche militer ne comprennent pas la lutte contre les OGM<sup>114</sup>. Pourtant, les chapitres britannique et plus encore américains font partie des principaux contributeurs de Greenpeace International et agissent dans des pays où les OGM sont présents. Il est à noter qu'au Royaume-Uni existe un Greenpeace Environmental Trust depuis 1982, enregistré à la fois comme trust caritatif et comme entreprise « limitée par garantie », qui travaille en priorité sur la défense des océans, la protection des forêts anciennes, et la réduction des effets du changement climatique<sup>115</sup>.

La question des océans est plus problématique, quand on sait qu'il s'agit de l'un des domaines de prédilection de Greenpeace, tant en termes de protection de l'environnement que de lutte contre la pêche à la baleine. La réduction progressive en dents de scie des dépenses de Greenpeace International dans ce domaine (7,1 millions d'euros en 2008, 2,7 en 2010, 3,4 en 2012, moins de 2,1 en 2014, 2,5 en 2015) pose d'autant plus question lorsqu'on la met en perspective avec les dépenses de Greenpeace Worldwide, qui regroupe donc l'ensemble des dépenses de Greenpeace International ainsi que de toutes les sections de l'ONG qui existent dans le monde. Chez Greenpeace International, le budget Océans remonte un peu depuis 2014 (de manière proportionnellement analogue, d'ailleurs, au budget « Save the Arctic »), mais se trouve en quatrième position, derrière Climat & énergie, « Save the Arctic » et le programme dédié à la protection des forêts. Chez Greenpeace Worldwide par contre, la question des Océans arrive désormais en deuxième place, juste devant les forêts.

Greenpeace International juge-t-il plus pertinent d'interpeller les Etats et les entreprises sur la question des forêts, ou cela s'explique-t-il autrement ? On peut ici mettre en avant une grille de lecture qui privilégie l'approche rationnelle (économique) et pragmatique des décideurs de Greenpeace International. Les travaux de Yan Giron, au travers notamment de son rapport *Blue Charity Business* et de ses décodages ultérieurs du « lobby bleu », *i. e.* des trusts caritatifs – essentiellement américains –, donnent quelques pistes. Depuis plusieurs années, quelques ONG & trusts mettent en avant les dangers qui pèseraient sur les écosystèmes à cause d'une surpêche présentée comme généralisée. Ces acteurs considèrent que la puissance publique (les Etats) serait inapte à gérer ces fonds marins de manière efficace et appropriée et suggèrent, par conséquent, de créer des aires marines protégées sans pêche.

Les ONG / trusts caritatifs qui se sont emparés de cette thématique océanique font rarement de l'agit-prop médiatisée comme l'incarne la marque de fabrique Greenpeace. Ces organismes procèdent essentiellement par du lobbying et par de la production de rapports ou de coalitions qui impacteront les politiques publiques à de multiples niveaux. Le Pew Charitable Trusts s'est

---

<sup>113</sup> Dont la disponibilité nous permet de remonter jusqu'à 2011 : <http://www.greenpeace.org/usa/about/annual-reports-and-financial-statements/>

<sup>114</sup> Les thèmes présentés par Greenpeace UK sont : *Stop climate change, Save the arctic, Defend oceans, Eliminate toxics, Work for peace*. L'onglet *Global campaigns* mentionne bien l'agriculture durable, mais renvoie sur le site de Greenpeace International.

<sup>115</sup> <http://www.greenpeace.org.uk/about/greenpeace-environmental-trust>

par exemple félicité, en 2013, d'avoir réussi à peser sur des décisions d'Obama. The Nature Conservancy mène un lobbying efficace auprès de la Commission européenne, ainsi que le WWF ou des coalitions comme Oceans 5, qui se compose<sup>116</sup> de représentants de plusieurs ONG & trusts caritatifs. Greenpeace International, qui est la branche chargée notamment de mener un lobbying auprès des institutions, n'est pas pour autant inactive et avait par exemple tenté d'influencer le vote du 6 février 2013 au Parlement européen sur la question des politiques communes de pêche<sup>117</sup>. De même, les rapports d'activité de Greenpeace International continuent de faire état de leurs actions pour protéger les océans.

Mais la « mainmise » d'autres ONG sur la question des océans peut contribuer à expliquer le choix de Greenpeace International et permet de comprendre le mode de fonctionnement de cette ONG. Sur le plan financier, il serait contre-productif d'augmenter les dépenses dans un domaine où, sur le plan concurrentiel, elle peinerait à exister et à se positionner en interlocuteur crédible. Les trusts caritatifs, dont certains sont liés à la finance (Mark Tercek, PDG de The Nature Conservancy, est par exemple un ancien directeur de chez Goldman Sachs), disposent de plus de ressources et de soutiens et relais institutionnels que Greenpeace, et leur expertise est davantage reconnue. Le Pew Charitable Trusts travaille par exemple en partenariat avec l'Université de Colombie britannique, et sa branche parente est connue au travers du Pew Research Center, qui produit souvent des études médiatisées sur des sujets de société. De plus, les enjeux financiers que cela représente en termes de titrisation de portions d'océans (les *blue bonds*) dépasse la capacité d'action de Greenpeace et ses moyens tant sur le plan financier qu'en influence technique.

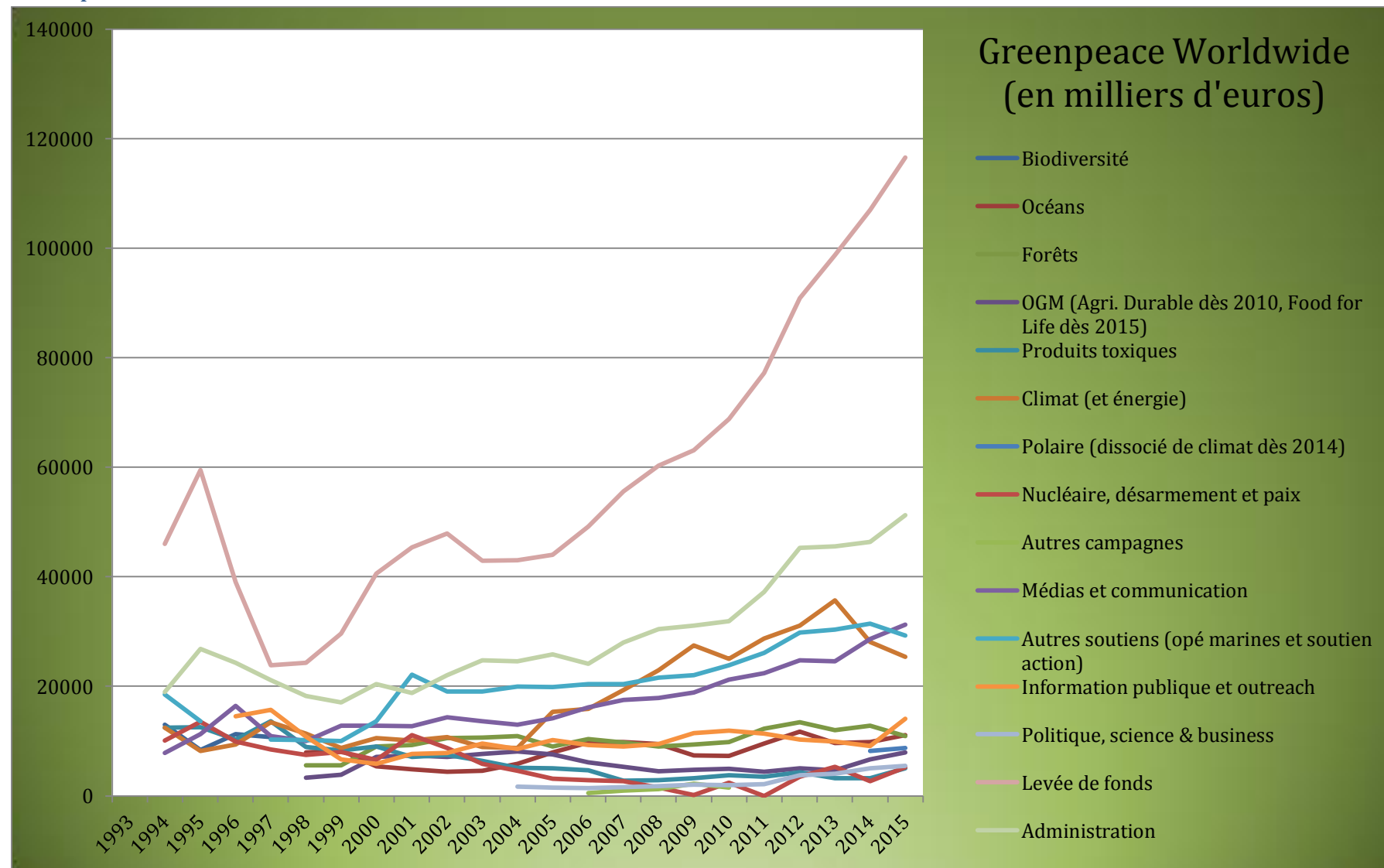
La priorisation de certaines campagnes, comme Climat & énergie, peut donc potentiellement s'expliquer par la capacité à se présenter en tant qu'acteur de référence et la volonté d'obtenir un retour sur investissement en adéquation avec les fonds dépensés. La défense de l'environnement n'apparaît de ce fait pas seulement comme un combat pour la « justice écologique » mais plutôt comme un choix stratégique commandé par la nécessité économique et que permet d'assurer un triple pilier : la communication, la médiatisation et la levée de fonds. Ceci fait écho aux reproches qui sont parfois adressés à Greenpeace, et que William Markham avait relevés, à savoir la pratique de l'environnementalisme du « carnet de chèques » (*checkbook environmentalism*).

---

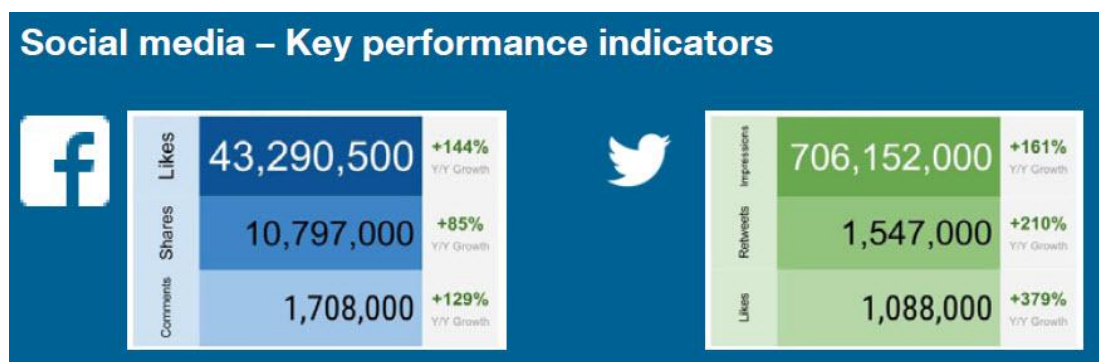
<sup>116</sup> <http://oceans5.org/who-we-are/>

<sup>117</sup> <http://blog.bluelobby.eu/2013/03/influence-du-vote-du-6-fevrier-2013.html>

## Greenpeace Worldwide



Greenpeace Worldwide représente l'ensemble des bureaux nationaux et régionaux de l'ONG, ainsi que Greenpeace International (Stichting Greenpeace Council). En 2015, année où Greenpeace reçut des dons notamment de la Oak Foundation, de la Dutch Postcode Lottery et de la Swedish Postcode Lottery, ses revenus étaient de 346,148 millions d'euros, soit 49 millions de plus (+16,7%) par rapport à 2014, et l'ensemble de l'ONG employait près de 2 500 salariés et disposait de 36 360 bénévoles. Greenpeace revendiquait par ailleurs un fort soutien et une activité soutenue sur les réseaux sociaux – des indicateurs qui ne reposent toutefois que sur le qualitatif et ne réclament qu'un investissement faible, tel un « like » sur Facebook ou sur Twitter.



Les informations financières pour Greenpeace Worldwide accentuent, par certains aspects, la stratégie de Greenpeace International, et appuient cette analyse de manière plus explicite. En comptant le pic de 1995 dû à la reprise des essais nucléaires, les fonds investis pour récolter de l'argent par l'ensemble des sections de Greenpeace à travers le monde ont dépassé les fonds alloués à ses différentes campagnes. Après cette hausse de 1995, on s'étonnera de deux éléments :

- Les recettes totales de Greenpeace Worldwide sont absentes du rapport annuel de 1996.
- Loin de profiter de la reprise des essais nucléaires de 1995 pour augmenter les dépenses pour ce programme dont le thème lui a permis de lever des fonds (soixante millions d'euros), l'ensemble des dépenses de Greenpeace Worldwide sur ce sujet ont décliné progressivement – une décroissance encore plus rapide chez Greenpeace International, passant de 6,6 millions d'euros en 1995 à 3,3 en 1996, soit une diminution de moitié. Greenpeace semble ainsi s'être satisfaite d'une victoire médiatique mais a ensuite immédiatement cessé de se concentrer sur le « danger » nucléaire contre lequel elle combattait.

Après 2005, seule la campagne Climat & énergie a impliqué de plus lourdes dépenses dans les programmes (la baisse de 2014 est là encore attribuable à la création de la campagne Polaire). En 2015, les médias & la communication de Greenpeace Worldwide représentaient un total de 31,2 millions d'euros. En comparaison, la combinaison de cinq thèmes de campagnes de Greenpeace (en laissant de côté Climat & énergie et Polaire) se chiffrait à un peu plus de 40 millions d'euros. De plus, depuis 2015, les dépenses de communication ont dépassé celles des opérations marines (les bateaux) et du soutien à l'action (29,3 millions d'euros).

Les frais administratifs ont connu une évolution comparable en intensité à ceux de Greenpeace International. Toutefois, la différence majeure entre ce bureau et Greenpeace Worldwide se situe du côté des dépenses dédiées aux levées de fonds. En 2015, Greenpeace International consacrait

5,43 millions d'euros pour les levées de fonds, sur un total de 78 millions d'euros, soit près de 7% de ce total. La même année, Greenpeace Worldwide consacrait 116,6 millions d'euros à lever des fonds, sur 321,2 millions de dépenses totales, soit 36,3% de ce total. Combinées, les dépenses dans les médias & la communication et la levée de fonds représentaient 147,8 millions d'euros en 2015, soit 46% des dépenses totales de Greenpeace Worldwide. En y adjoignant les dépenses d'administration, soit 51,3 millions d'euros, cela fait 199,1 millions, soit 62% des dépenses totales de Greenpeace Worldwide qui sont consacrées à la communication, aux levées de fonds et aux frais administratifs divers de Greenpeace. **Dit autrement, en 2015, Greenpeace consacrait près de deux tiers des dons de ses soutiens à autre chose qu'à mener des campagnes pour défendre l'environnement.**

L'ampleur et la répartition de ces chiffres interroge : Greenpeace est-elle une ONG de défense de l'environnement ou de levée de fonds et de managers ? Nous revenons ici à notre propos sur les contraintes propres aux organisations à plusieurs niveaux. La rentabilité est un impératif de survie, afin de pouvoir mener des campagnes (mais l'argent reçu correspond-il à l'argent investi pour celles-ci ? Non, au vu des chiffres précités) et de payer les salaires et le fonctionnement de l'ONG. Par ailleurs, la généralisation de la société de l'information et du sensationnel encourage à chercher le « buzz » pour être visible médiatiquement et donc exister, encourageant Greenpeace à poursuivre dans cette voie (un peu moins en Allemagne, cf. *infra*). L'ONG se prétend par ailleurs indépendante, parfois « à 100% » comme en France (ce qui est inexact, puisque la déductibilité d'impôt des dons se répercute sur les citoyens au travers d'autres impôts pour compenser ce manque à gagner de l'Etat). Ce n'est pas le cas partout, au regard du financement par des fondations dans plusieurs pays comme les Etats-Unis, le Canada ou les Pays-Bas.

Dans tous les cas, sans fonds, donc sans parvenir à convaincre des individus de leur donner de l'argent, Greenpeace périrait. Markham rappelle que les ONG ont besoin de financements, de se structurer efficacement, et d'adapter leurs programmes au monde qui les entoure. Elles doivent mettre en avant de nouveaux enjeux pour susciter ou renouveler l'intérêt et donc les dons, tout en gérant la compétition avec d'autres organisations qui opèrent sur les mêmes thématiques. Parfois, on assiste à des coopérations ou à des textes signés en commun. Mais dans aucun cas, souligne Markham, les ressources financières ne sont mutualisées entre les différentes organisations. L'institutionnalisation, poursuit-il, suppose la professionnalisation et la bureaucratisation, avec un accent mis sur le maintien et l'auto-préservation. D'activistes, les ONG comme Greenpeace deviennent petit à petit des groupes d'intérêt de « l'industrie du mouvement social ». Comme toute industrie, cette dernière doit proposer un produit et, si l'offre n'existe pas, la créer quitte à distordre (« spinner ») les faits afin de maximiser l'impact de sa communication – et les fonds récoltés en retour.

La Cour des comptes rapporte le cas des sections locales françaises de Greenpeace, dont les tâches sont « la sensibilisation du public, les contacts avec les médias locaux, l'interpellation des élus, des enquêtes et investigations, l'organisation de mobilisations rassemblant le public, etc. ». Au plan local, les bénévoles (membres des sections locales) doivent « décliner et renforcer la communication » de Greenpeace et son « plaidoyer auprès des acteurs économiques ou politiques ». Une section jugée inactive risque donc à tout moment – comme dans de nombreuses organisations – d'être mise en sommeil si elle n'obéit pas un tant soit peu à une

politique que nous nommerons – nous semble-t-il de façon pertinente – « du chiffre », *i. e.* si les militants ne sont pas suffisamment actifs.

### La logistique

Assez logiquement, la croissance de Greenpeace entraîne des coûts de fonctionnement permanents en raison de l'usure et de la dépréciation de son matériel. Dans son rapport d'activité de 2009, Greenpeace Suisse avait par exemple estimé la durée d'utilisation de ces « immobilisations corporelles » comme suit :

- Matériel informatique et logiciels : deux ans.
- Equipement photographique et vidéo : deux ans.
- Logiciel de base de données : trois ans.
- Télécommunications : trois ans.
- Mobilier et équipements : six ans.
- Véhicules : cinq ans.
- Matériel nécessaire aux actions : deux ans.

Les comptes annuels audités de Greenpeace France donnent d'autres chiffres, qui ne sont pas toujours les mêmes. Nous distinguerons ici le compte de 2012<sup>118</sup> (audit 2013) et celui de 2015<sup>119</sup> (audit 2016). La durée de vie est précisée en taux de dépréciation du matériel :

- Logiciels : 33,33% (2012 et 2015).
- Matériel et outillage : 33,33% (2012) ; 20% (2015).
- Agencements et installations : 10% (2012 et 2015).
- Matériel de transport : 33,33% (2012 et 2015).
- Mobilier : 20% (2012) ; 33,33% (2015).
- Matériel de bureau et informatique : 33,33% (2012 et 2015).

Les déclarations financières de Greenpeace International (Stichting Greenpeace Council) apportent des compléments :

- Pleine propriété : cinquante ans.
- Navires et aéronefs (au cas par cas) : dix à trente ans.
- Canots pneumatiques et équipement des navires : quatre ans.
- Véhicules motorisés et équipement bureautique : cinq ans.
- Matériel informatique et logiciels : trois ans (contre deux ans pour la Suisse).

### Les véhicules de Greenpeace

Les véhicules de Greenpeace, et plus particulièrement sa flotte, ont fait sa renommée. C'est en effet au moyen de celle-ci que les activistes ont attiré les regards du monde entier en 1971, puis en 1992 et en 1995, en se rendant dans une zone d'essais nucléaires pour s'y opposer. Progressivement, Greenpeace l'a étendue, depuis le premier Rainbow Warrior (dans l'affaire très médiatisée de son dynamitage en 1985 par les services de renseignements français) jusqu'à ses

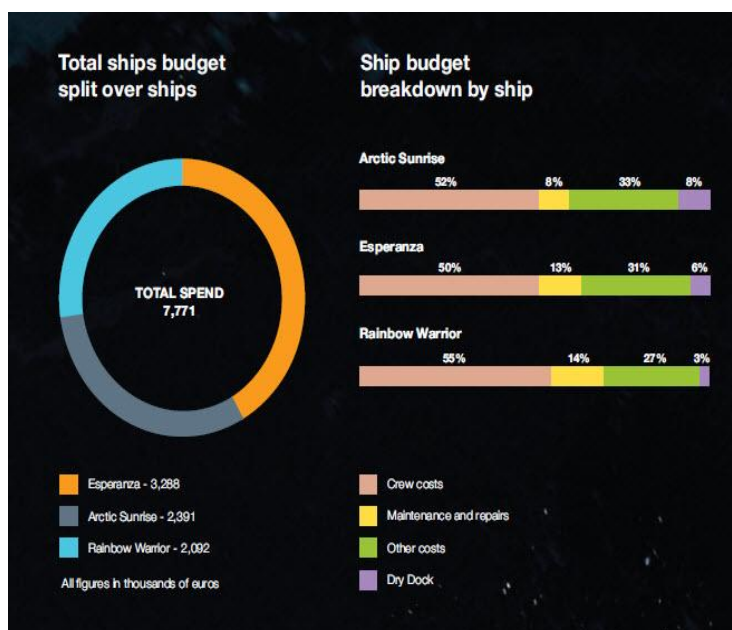
---

<sup>118</sup> [https://cdn.greenpeace.fr/site/uploads/2017/03/comptes-annuels-2012.pdf?\\_ga=2.122260043.1965386210.1495284099-122931330.1492435271](https://cdn.greenpeace.fr/site/uploads/2017/03/comptes-annuels-2012.pdf?_ga=2.122260043.1965386210.1495284099-122931330.1492435271)

<sup>119</sup> [https://cdn.greenpeace.fr/site/uploads/2017/03/GREEN-Publication-IO-2015.pdf?\\_ga=2.237846144.1834270046.1495284949-122931330.1492435271](https://cdn.greenpeace.fr/site/uploads/2017/03/GREEN-Publication-IO-2015.pdf?_ga=2.237846144.1834270046.1495284949-122931330.1492435271)

bateaux actuels. Une telle flotte implique des coûts variés, sur lesquels Greenpeace International – qui est opératrice des bateaux, que détiennent certaines de ses filiales néerlandaises comme la Stichting Iris ou la Stichting Rubicon – ne communiquait pas jusqu’à récemment. Seul le rapport annuel 2008 de l’ONG faisait alors état du budget annuel pour sa flotte, soit un total de 7,771 millions d’euros, répartis comme suit :

- L’Esperanza (Est de l’Afrique, Océan indien, croise le Rainbow Warrior III et se rend en Océanie) : 3,288 millions d’euros, avec 50% (1,644 million) des dépenses pour l’équipage, 13% (427 440 euros) pour la maintenance et les réparations, 31% (près d’1,02 million) en « autres coûts » (non précisés), 6% (197 208 euros) en cale sèche (*i. e.* pour l’accueil des navires, leur mise à sec et leur entretien).
- L’Arctic Sunrise (Méditerranée, Europe occidentale, Islande, Scandinavie et au-dessus, Sibérie) : 2,391 millions d’euros, avec 52% (plus d’1,243 million) des dépenses pour l’équipage, 8% (258 228 euros) pour la maintenance et les réparations, 33% (789 030 euros) en « autres coûts », 8% (191 208) en cale sèche.
- Le Rainbow Warrior<sup>120</sup> : 2,092 millions d’euros, avec 55% (1,15 million) des dépenses pour l’équipage, 14% (292 800 euros) pour la maintenance et les réparations, 27% (564 840 euros) en « autres coûts », 3% (62 760 euros) en cale sèche.



Chacun de ces navires, équipés de webcams embarquées<sup>121</sup>, se rend dans différentes zones maritimes du monde et sert également à des équipes de Greenpeace pour mettre à quai dans plusieurs zones où l’ONG souhaite mener des actions. Sur un total de 48,771 millions d’euros de dépenses, les fonds alloués à ces trois bateaux représentaient ainsi 16% du total du budget de Greenpeace pour l’année 2008. En-dehors de Greenpeace International, d’autres navires existent, tel le Beluga II<sup>122</sup> qui opère sous pavillon allemand depuis 2004 et dispose d’un équipage de cinq personnes<sup>123</sup>.

C’est à partir de 2013 que les informations financières de Greenpeace International devinrent plus transparentes, avec des bilans qui, à défaut de détailler les fonds alloués pour chaque navire, rapportent les valeurs des divers propriétés et équipements utilisés par l’ONG :

<sup>120</sup> Il s’agit du Rainbow Warrior II, qui fut remplacé par le Rainbow Warrior III en octobre 2011. Le Rainbow Warrior III agit sur la côte Ouest des Etats-Unis, l’Est de l’Asie, et l’Océanie – dont la Nouvelle-Zélande.

<sup>121</sup> <http://www.greenpeace.org/international/en/multimedia/ship-webcams/>

<sup>122</sup> <http://www.greenpeace.org.uk/blog/oceans/bon-voyage-beluga-ii-sets-sail-20170512>

<sup>123</sup> [https://fr.wikipedia.org/wiki/Beluga\\_II](https://fr.wikipedia.org/wiki/Beluga_II)

- Pour 2013 :
  - Pleine propriété & améliorations locatives : 217 000 euros, dont 65 000 en dépréciation accumulée, pour une valeur comptable nette de 152 000 euros.
  - Navires et équipement des navires : 37,796 millions d'euros, dont 15,046 millions en dépréciation accumulée, pour une valeur comptable nette de 22,75 millions d'euros.
  - Ballon dirigeable, aéronefs et véhicules motorisés : 1,567 million d'euros, dont 1,43 million en dépréciation cumulée, pour une valeur comptable nette de 137 000 euros.
  - Equipement bureautique et de communications, mobilier & accessoires : 7,374 millions d'euros, dont 6,939 millions en dépréciation cumulée, pour une valeur comptable nette de 435 000 euros.
  - Soit un total de 46,954 millions d'euros, dont 23,480 millions en dépréciation cumulée, pour une valeur comptable nette de 23,474 millions d'euros.
- Pour 2014, la valeur comptable nette totale passe à 22,305 millions d'euros.
- Pour 2015, la valeur comptable nette totale passe à 21,758 millions d'euros.

Les mêmes bilans financiers évaluent les durées de vie active et les coûts de démantèlement de la flotte de Greenpeace :

- Esperanza : jusqu'en 2021 ; coût de démantèlement de 623 000 euros.
- Arctic Sunrise : jusqu'en 2023, réévalué à 2033 dans le bilan financier de 2015<sup>124</sup>, suite à des rénovations pour correspondre aux normes de l'Organisation maritime internationale et de l'Organisation internationale du travail ; coût de démantèlement de 400 000 euros.
- Rainbow Warrior III : jusqu'en 2041 ; coût de démantèlement de 222 000 euros.

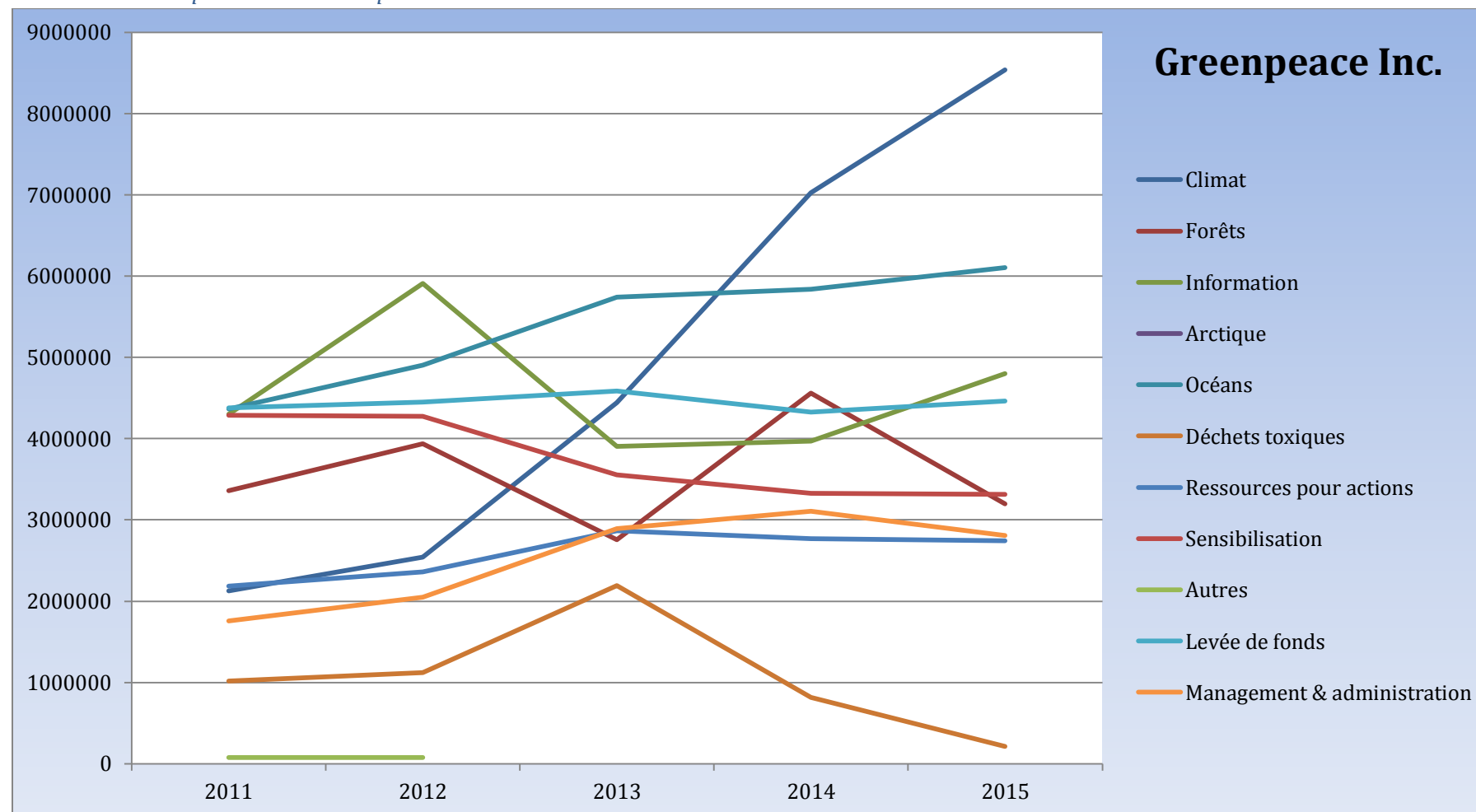
Quant à la consommation de carburant, bien qu'en baisse depuis 2013, elle est notable : 296 000 euros en 2012, 391 000 (dont 194 000 pour le seul Arctic Sunrise) en 2013, 331 000 en 2014, 273 000 en 2015, soit 1,29 millions d'euros en quatre ans.

---

<sup>124</sup> <http://www.greenpeace.org/international/Global/international/publications/greenpeace/2016/Combined-2015-Yearend-Report-final.pdf>

## Les principaux bureaux et leurs dépenses de campagnes<sup>125</sup>

*Etats-Unis : Greenpeace Inc. & Greenpeace Fund*



<sup>125</sup> Spécifiées en dollars pour les Etats-Unis, et en euros pour les autres bureaux.

Aux Etats-Unis, GP est représentée par deux organisations : Greenpeace Inc. est une organisation de campagnes et de lobbying et enregistrée en tant qu'entité 501 (c)(4). Les contributions n'y sont pas déductibles d'impôts. Greenpeace Fund Inc. est une organisation d'attribution de subventions qui fournit des fonds pour les activités de recherche, caritatives et de sensibilisation au public des entités Greenpeace dans le monde. Elle est enregistrée comme entité 501(c)(3) et est légalement limitée sur sa capacité de lobbying.

La création de Greenpeace Inc. date de 1987 et ses revenus proviennent de dons, du Greenpeace Fund et de Greenpeace International. En 2014 et 2015, 15% et 18% du soutien à l'organisation étaient fournis par le Greenpeace Fund, dont Greenpeace Inc. est dépendante : « toute réduction du soutien de la part du Fund pourrait affecter les activités des programmes de l'organisation<sup>126</sup>. » L'organisation investit dans des titres de placement / des valeurs mobilières, sujets à divers risques comme les taux d'intérêt, le marché, et les risques crédit.

En termes de coûts, qu'induit une campagne de Greenpeace ? Les informations disponibles varient selon les bureaux. Il est ainsi difficile d'effectuer des comparaisons détaillées pertinentes, dans la mesure où certaines dépenses seront attribuées à une section différente selon les bureaux. Le chapitre américain reste le plus détaillé et précise tous les domaines de dépenses fonctionnelles que l'on retrouve tant dans les campagnes (incluant l'information publique, les ressources affectées aux actions, et la sensibilisation) que dans le fonctionnement général et les levées de fonds : salaires, taxes et avantages salariaux ; « honoraires professionnels » (auparavant « consultants ») ; occupation ; voyages ; impression de courrier direct ; technologies de l'information (*i. e.* informatique) ; conférences et meetings ; publicité et promotion ; dons ; usure et amortissement ; assurances ; liste des frais de location ; intérêts ; divers ; livres et publications ; pénalités et amendes (d'après les dépenses fonctionnelles de 2015). Les listes précédentes (2011, 2012) étaient davantage détaillées, et faisaient état des dépenses en photos et vidéos, télécommunications, achat et location d'équipement, dépenses bureautiques, frais généraux alloués, etc.<sup>127</sup>

| Greenpeace, Inc.  |                     |                     |                                  |                     |                   |                     |                     |                      |                     |                        |
|---|---------------------|---------------------|----------------------------------|---------------------|-------------------|---------------------|---------------------|----------------------|---------------------|------------------------|
| Schedule of Functional Expenses<br>For the Year Ended December 31, 2015<br>(See Independent Auditors' Report) |                     |                     |                                  |                     |                   |                     |                     |                      |                     |                        |
|   | Program Services    |                     |                                  |                     |                   |                     |                     | Supporting Services  |                     |                        |
|   | Climate Campaign    | Forests Campaign    | Public Information and Education | Oceans Campaign     | Toxics Campaign   | Action Resources    | Outreach Campaign   | Total Programs       | Fundraising         | Management and General |
| Salaries, taxes, and employee benefits  | \$ 4,725,583        | \$ 2,059,052        | \$ 3,165,481                     | \$ 3,678,800        | \$ 157,310        | \$ 1,528,057        | \$ 2,333,550        | \$ 17,647,833        | \$ 2,436,100        | \$ 1,480,592           |
| Professional fees   | 1,380,603           | 283,076             | 638,861                          | 771,380             | 18,118            | 248,763             | 191,325             | 3,532,126            | 600,636             | 473,975                |
| Office expenses   | 644,402             | 292,208             | 131,467                          | 552,955             | 2,857             | 189,398             | 103,115             | 1,916,402            | 422,940             | 41,627                 |
| Occupancy   | 237,389             | 87,680              | 231,921                          | 136,896             | 11,833            | 320,302             | 180,005             | 1,206,026            | 274,170             | 243,562                |
| Travel  | 476,666             | 112,541             | 128,317                          | 197,277             | 5,910             | 182,644             | 137,997             | 1,241,352            | 85,403              | 38,572                 |
| Direct mail-printing  | 325,908             | 198,202             | 55,768                           | 366,688             | -                 | -                   | 40,646              | 987,212              | 199,930             | -                      |
| Information technology  | 144,945             | 49,246              | 175,887                          | 87,566              | 4,406             | 77,759              | 86,642              | 626,451              | 239,024             | 291,000                |
| Conferences and meetings  | 255,706             | 45,798              | 123,929                          | 117,273             | 2,844             | 73,417              | 77,944              | 696,911              | 59,163              | 78,900                 |
| Advertising and promotion   | 60,562              | 17,158              | 29,396                           | 104,447             | 69                | 1,552               | 6,242               | 219,426              | 18,160              | 557                    |
| Grants  | 115,771             | 1,001               | 31,032                           | 2,133               | 254               | 10,553              | 74,916              | 235,660              | -                   | -                      |
| Depreciation and amortization   | 22,180              | 5,533               | 28,626                           | 8,638               | 1,649             | 33,556              | 21,053              | 121,235              | 32,601              | 35,731                 |
| Insurance   | 16,530              | 4,000               | 20,700                           | 6,217               | 1,194             | 44,504              | 15,238              | 108,383              | 23,583              | 24,827                 |
| List rental expenses  | 38,192              | 23,226              | 6,535                            | 42,970              | -                 | -                   | 4,763               | 115,686              | 33,314              | -                      |
| Interest  | 13,795              | 2,357               | 11,936                           | 5,028               | 599               | 8,117               | 8,148               | 49,980               | 13,197              | 63,926                 |
| Miscellaneous   | 42,560              | 4,934               | 3,096                            | 4,933               | 937               | 15,229              | 21,012              | 92,701               | 150                 | 14,451                 |
| Taxes/permits/fees  | 17,157              | 7,351               | 4,104                            | 13,750              | 225               | 2,986               | 4,572               | 50,145               | 23,428              | 8,301                  |
| Books and publications  | 16,359              | 2,970               | 15,745                           | 5,779               | 593               | 7,187               | 7,817               | 56,450               | 2,613               | 10,676                 |
| Penalties and fines   | 6,665               | 1,900               | 637                              | 3,510               | -                 | -                   | -                   | 12,712               | 2,018               | 581                    |
| <b>Total Expenses</b>   | <b>\$ 8,540,973</b> | <b>\$ 3,198,233</b> | <b>\$ 4,803,438</b>              | <b>\$ 6,106,240</b> | <b>\$ 208,798</b> | <b>\$ 2,744,024</b> | <b>\$ 3,314,985</b> | <b>\$ 28,916,691</b> | <b>\$ 4,466,430</b> | <b>\$ 2,807,278</b>    |
|   |                     |                     |                                  |                     |                   |                     |                     |                      |                     | <b>\$ 36,190,399</b>   |

<sup>126</sup> <http://www.greenpeace.org/usa/wp-content/uploads/2015/06/GreenpeaceInc-Financial-Statement2015.pdf>, p.12 du pdf.

<sup>127</sup> Ci-dessous, nous nous limitons à intégrer les captures d'écran des bilans de 2011 et 2015, le plus récent disponible à cette date (23 juillet 2017). Le lecteur pourra retrouver les rapports sur le lien suivant : <http://www.greenpeace.org/usa/about/annual-reports-and-financial-statements/>

**Greenpeace, Inc.**  
Schedule of Functional Expenses  
For the Year Ended December 31, 2011

|   | Program Services    |                     |                                      |                     |                     |                     |                     |                  | Total<br>Program Services | Supporting Services |                         |                      |
|---|---------------------|---------------------|--------------------------------------|---------------------|---------------------|---------------------|---------------------|------------------|---------------------------|---------------------|-------------------------|----------------------|
|   | Climate             | Forests             | Public<br>Information &<br>Education | Oceans              | Toxics              | Action<br>Resources | Outreach            | Other            |                           | Fundraising         | Management<br>& General | Total                |
| Salaries, taxes, and<br>employee benefits | \$ 1,214,436        | \$ 2,041,581        | \$ 2,855,630                         | \$ 2,674,293        | \$ 593,810          | \$ 1,248,588        | \$ 3,169,845        | \$ 40,749        | \$ 13,838,932             | \$ 2,570,936        | \$ 749,903              | \$ 17,159,771        |
| Public information                        | 15,257              | 161,856             | 86,618                               | 165,080             | 54,803              | -                   | -                   | 8,659            | 492,273                   | 238,580             | 10,422                  | 741,275              |
| Consultants                               | 229,822             | 183,447             | 288,521                              | 210,532             | 31,332              | 140,228             | 260,409             | 12,906           | 1,357,197                 | 132,061             | 368,544                 | 1,857,802            |
| Travel and meetings                       | 278,129             | 129,246             | 188,021                              | 249,401             | 46,962              | 125,786             | 270,773             | 2,176            | 1,290,494                 | 189,634             | 86,378                  | 1,566,506            |
| Telecommunications                        | 34,982              | 24,819              | 47,223                               | 38,448              | 8,136               | 56,268              | 57,317              | 659              | 267,852                   | 30,216              | 43,659                  | 341,727              |
| Information                               | 4,635               | 2,866               | 55,648                               | 6,846               | 99                  | 2,529               | 11,999              | 745              | 85,367                    | 270                 | 3,886                   | 89,523               |
| Equipment expense                         | 47,654              | 12,737              | 4,477                                | 4,495               | 385                 | 187                 | 25,632              | 67               | 95,634                    | -                   | (414)                   | 95,220               |
| Equipment rent                            | 8,628               | 1,833               | 5,724                                | 2,904               | 108                 | 95,061              | 5,977               | 113              | 120,348                   | 396                 | 9,442                   | 130,186              |
| Photo and video                           | 2,708               | 127                 | 23,186                               | 3,505               | 2                   | 1,375               | 1,309               | 2,427            | 34,639                    | -                   | 440                     | 35,079               |
| Postage and courier                       | 24,952              | 191,482             | 131,242                              | 239,872             | 78,944              | 3,899               | 10,574              | 978              | 681,943                   | 342,802             | 19,103                  | 1,043,848            |
| Printing                                  | 27,345              | 223,084             | 146,653                              | 284,684             | 92,659              | 1,368               | 17,929              | 557              | 794,279                   | 399,541             | 18,353                  | 1,212,173            |
| Miscellaneous                             | (10,567)            | (4,641)             | (20,440)                             | (6,844)             | 657                 | (16,617)            | -                   | (395)            | (58,847)                  | 3,199               | -                       | (55,648)             |
| Other grants                              | 4,806               | 17                  | -                                    | 24                  | -                   | -                   | 66                  | 1                | 4,914                     | -                   | -                       | 4,914                |
| Merchandising                             | 22                  | 3,209               | 130                                  | 247                 | 82                  | -                   | -                   | -                | 3,690                     | 357                 | 16                      | 4,063                |
| Data management                           | 19,707              | 20,953              | 34,944                               | 27,257              | 6,253               | 14,182              | 24,031              | 497              | 147,824                   | 26,911              | 41,604                  | 216,339              |
| Communications                            | 23,613              | 35,595              | 21,421                               | 57,517              | 14,758              | -                   | 412                 | 77               | 153,393                   | 64,245              | 10,806                  | 228,444              |
| Penalties and fines                       | 2,893               | 22,079              | 274                                  | 318                 | 82                  | 530                 | 198                 | 4                | 26,378                    | 356                 | 349                     | 27,083               |
| Taxes, permits, fees                      | 4,800               | 6,839               | 8,233                                | 6,553               | 1,149               | 9,817               | 11,925              | 176              | 49,492                    | 4,890               | 14,418                  | 68,800               |
| Bank fees                                 | 24,787              | 126,294             | 89,637                               | 158,394             | 51,185              | 7,108               | 11,805              | 487              | 469,697                   | 222,679             | 29,271                  | 721,647              |
| Office supplies                           | 30,595              | 25,011              | 50,560                               | 33,968              | 4,485               | 36,724              | 69,255              | 1,241            | 251,839                   | 18,550              | 91,376                  | 361,765              |
| Depreciation and<br>amortization          | 131,310             | 106,581             | 207,001                              | 145,590             | 18,630              | 351,327             | 260,088             | 4,971            | 1,225,498                 | 77,836              | 414,666                 | 1,718,000            |
| Allocated overhead                        | 18,075              | 9,063               | 26,308                               | 12,932              | 107                 | 125,518             | 35,980              | 697              | 228,680                   | -                   | 60,531                  | 289,211              |
|   | (13,173)            | 35,450              | 48,370                               | 47,619              | 13,079              | (17,887)            | 43,703              | (942)            | 156,219                   | 59,020              | (215,239)               | -                    |
| <b>Total Expenses</b>                     | <b>\$ 2,125,416</b> | <b>\$ 3,359,528</b> | <b>\$ 4,299,381</b>                  | <b>\$ 4,363,635</b> | <b>\$ 1,017,707</b> | <b>\$ 2,185,991</b> | <b>\$ 4,289,227</b> | <b>\$ 76,850</b> | <b>\$ 21,717,735</b>      | <b>\$ 4,382,479</b> | <b>\$ 1,757,514</b>     | <b>\$ 27,857,728</b> |

L'étude des bilans de Greenpeace Inc. montre que pour chaque campagne, plus de la moitié des dépenses est consacrée aux salaires / taxes / avantages salariaux : plus de 17,6 millions de dollars sur un total de 28,9 pour l'ensemble des campagnes de 2015. Suivent les honoraires de consulting (3,5 millions), les frais de bureau (1,9), l'occupation (1,2), les voyages (1,2), l'impression de courrier direct (environ 987 000 dollars), les conférences et meetings (presque 697 000 dollars) et l'informatique (plus de 626 000 dollars)<sup>128</sup>.

Les bilans financiers de Greenpeace Inc. permettent de remonter jusqu'à 2011. On y remarque plusieurs éléments.

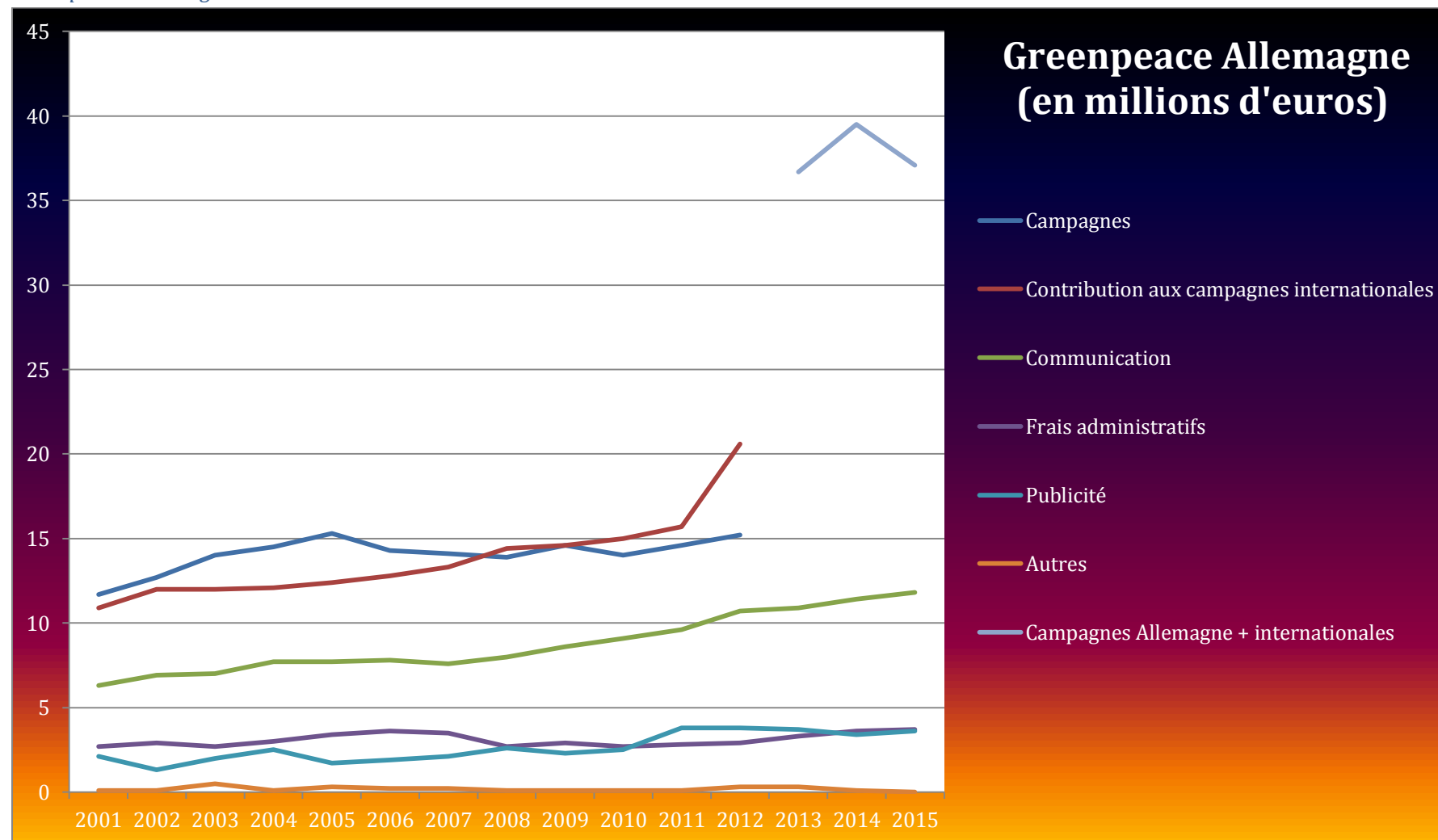
- Le premier, très étonnant, est l'absence d'un programme OGM / Agriculture durable / « Food for life ». Ceci est surprenant, pour un pays qui vit naître Monsanto et où les exigences en matière d'agriculture et d'opposition aux OGM est bien moins présente qu'en Europe, comme l'avaient souligné de nombreux détracteurs du Traité transatlantique. Pourtant, le site de Greenpeace USA affiche la « nourriture durable » comme l'un de ses thèmes de campagne<sup>129</sup>.
- Les dépenses dédiées au programme Océans croissent régulièrement, mais depuis 2012, le programme Climat (& énergie) est devenu ici aussi la priorité pour Greenpeace Inc., dépassant les Océans en 2013 et ayant plus que quadruplé depuis 2011, en passant de 2,12 à 8,54 millions de dollars annuels.
- Entre 2011 et 2015, la lutte de Greenpeace Inc. contre les déchets toxiques a vu son budget divisé par cinq (au bénéfice du programme Climat). Pourtant, cette question reste une réalité quotidienne, avec 1 336 sites qui restent inscrits dans la liste de priorité nationale (NPL) de l'Agence environnementale des Etats-Unis<sup>130</sup>.
- En tant que tel, le programme Arctique est apparu en 2012 seulement dans les bilans financiers, pour disparaître ensuite.

<sup>128</sup> Les captures d'écran des relevés complets se trouvent en fin de cette étude.

<sup>129</sup> <http://www.greenpeace.org/usa/sustainable-agriculture/>

<sup>130</sup> <https://www.epa.gov/superfund/superfund-national-priorities-list-npl>

- Les fonds alloués au programme Forêts ont crû de presque 1,8 million de dollars à partir de 2013 jusqu'en 2014 – *i. e.* à partir du moment où Greenpeace lança son opération contre Resolute, pour décroître en 2015.
- De 2011 à 2015, les dépenses de Greenpeace Inc. pour les programmes ont augmenté de 33%, passant de 21,7 à 28,9 millions de dollars, en dépit de frais de sensibilisation en baisse (de 4,29 à 3,31 millions de dollars) et des dépenses stables pour les levées de fonds, autour de 4,4 millions de dollars. Cet accroissement de dépenses a probablement été rendu possible grâce aux subventions du Greenpeace Fund, l'autre organisme américain de l'ONG, et se chiffrant à plusieurs millions de dollars à l'égard de Greenpeace Inc. chaque année : 6,09 en 2012, 5,72 en 2013, 4,97 en 2014, 6,54 en 2015, soit 23,32 millions de dollars en quatre ans.



## Le bureau majeur de Greenpeace

La plus influente des sections de Greenpeace découpe la présentation<sup>131</sup> de ses dépenses différemment :

- Frais de campagnes, avec 1) projets et activités nationaux : information, actions, études et recherche 2) projets et activités internationaux.
- Communication, avec 1) Greenpeace Nachrichten (le magazine) 2) la levée de fonds 3) les moyens d'information : service de presse, brochures, plaquettes, films, publicités au cinéma, documents photo, et diverses manifestations publiques.
- Frais de publicité : annonces, courriers, livrets pour les legs, publicités sur les stands, démarchage de nouveaux bailleurs de fonds.
- Frais de fonctionnement : direction, comptabilité, service courrier, équipements informatiques, personnel, bail, capitaux, coûts juridiques et de consultations, assurances, charges.
- D'autres coûts divers.

Les dépenses principales de cette section sont consacrées aux campagnes, avec des frais équivalents pour les campagnes nationales et les campagnes internationales jusqu'en 2010. A partir de cette date, et avec une nette accélération de 2011 à 2012, ces dernières sont passées devant. A partir de 2013, les rapports de Greenpeace Allemagne ne distinguent plus les dépenses pour les campagnes nationales et internationales. On peut ici supposer qu'en raison du primat des dépenses pour l'international, Greenpeace cherche ici potentiellement à se prémunir des critiques des donateurs allemands dont dépend l'existence de l'organisation, et la première place qu'occupe ce chapitre allemand. La lecture des bilans financiers, qui montrent une baisse des contributions de l'Allemagne à Greenpeace International (passant de 23 millions d'euros en 2014 à 19,5 en 2015) pourrait orienter vers cette hypothèse. Les frais de communication, intermédiaires, suivent une croissance régulière depuis, ainsi que les frais administratifs et de publicité, inférieurs et à niveau équivalent. La situation de l'Allemagne en général et donc de Greenpeace s'explique.

En 2008, William Markham consacra un livre approfondi aux organisations environnementales dans l'Allemagne moderne<sup>132</sup>, et qui explique la singularité de ce pays ainsi que l'importante mobilisation que réussit à créer Greenpeace en comparaison d'autres pays. En effet, les coups d'éclat de l'ONG, qu'ils exigent des compétences particulières (escalade, suspension...) ou non, se font en général en comité restreint, comme l'attestent les photos des événements prises par Greenpeace elle-même. Par exemple, les activistes étaient (hors photographie) :

- Trois contre Whiskas pour la campagne #BadTuna en Nouvelle-Zélande<sup>133</sup>,
- Une demi-douzaine à l'exposition de British Petroleum à Londres<sup>134</sup> (nous l'expliquerons ailleurs, mais cette faible mobilisation peut s'expliquer par le traitement étonnamment clément donc bénéficie cette multinationale de la part de Greenpeace),
- Une quinzaine contre Axpo à Baden<sup>135</sup>,

---

<sup>131</sup> <https://www.greenpeace.de/publications?find=Jahresbilanz&type=All&topic=1190&from=946684800&to=1451602799>

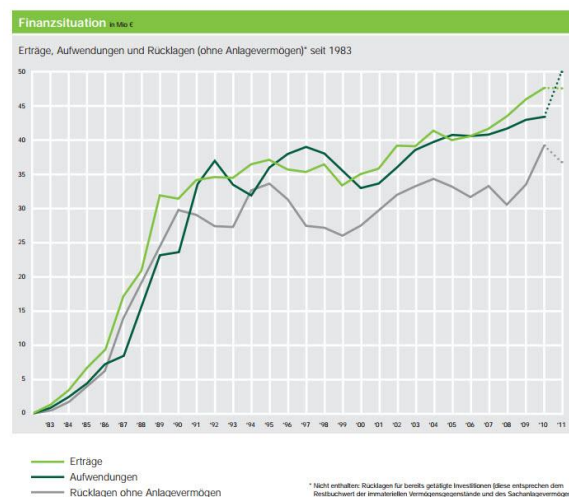
<sup>132</sup> Markham (William T.), op. cit.

<sup>133</sup> <http://media.greenpeace.org/collection/27MZIFJIC0THEF>

<sup>134</sup> <http://media.greenpeace.org/collection/27MZIFJIMQF8I>

- Dix à Jakarta (Indonésie) avec tee-shirt, panneaux et petits bateaux noirs en papier face au Ministère des Ressources humaines pour demander la protection des travailleurs de la mer migrants<sup>136</sup>,
- Une dizaine contre Petit Navire en France<sup>137</sup>,
- Environ cinq contre Coca-Cola<sup>138</sup>,
- Mais plus de 60 à Taipei (Taïwan) pour une flash mob (qui regroupait plus que des militants) contre les labels et le matérialisme<sup>139</sup>.

En quoi l'Allemagne est-elle un cas particulier ? Ce pays a la plus importante population d'Europe (plus de 81,4 millions d'habitants selon la Banque Mondiale), la plus forte économie, et a lourdement pesé sur la politique environnementale de l'Union Européenne. Le Parti Vert allemand (*Die Grünen*) est le plus influent d'Europe, les environnementalistes ont su imposer leurs demandes dans l'agenda politique et économique (les entreprises veulent être vues comme « vertes »), et le pays est un exportateur majeur de technologies environnementales (avec le Danemark, l'Allemagne est le principal constructeur d'éoliennes). Cette situation unique s'explique par l'apparition d'organisations de protection de l'environnement en Allemagne dès la fin du XIX<sup>e</sup> siècle, suite à une industrialisation et une urbanisation rapides<sup>140</sup> : entre 1871 et 1914, elle était devenue la deuxième puissance industrielle mondiale. L'environnement changea rapidement, des écosystèmes furent détruits et des espèces disparurent. Après une accalmie post-1945, l'opposition au nucléaire des années 1970 entraîna un regain d'intérêt, parmi d'autres problèmes environnementaux apportés par le « miracle économique » d'après-guerre : nuages de pollution, problèmes de santé, utilisation d'herbicides et de pesticides, etc. De nombreux journaux s'intéressèrent alors durablement à cette question.



<sup>135</sup> <http://media.greenpeace.org/collection/27MZIFJ3I2NM>

<sup>136</sup> <http://media.greenpeace.org/collection/27MZIFJIVIGVE>

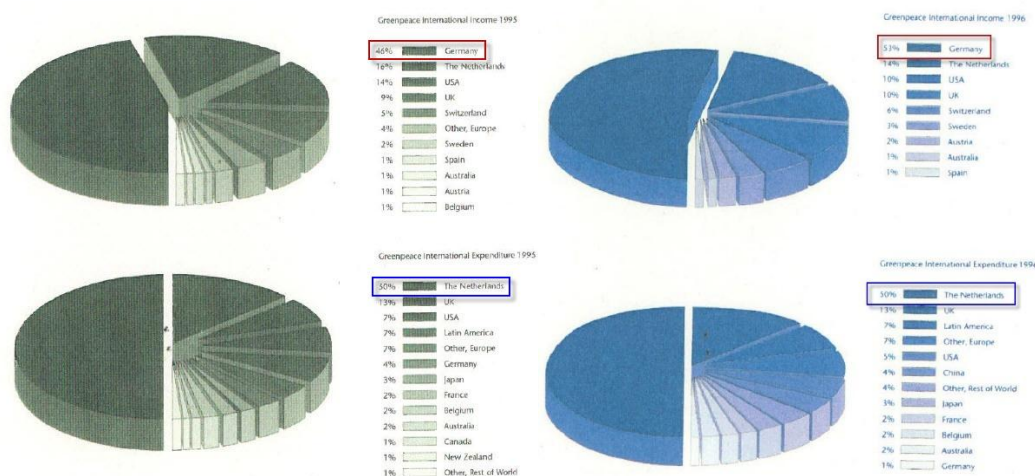
<sup>137</sup> <http://media.greenpeace.org/collection/27MZIFJICZWPZ>

<sup>138</sup> <http://media.greenpeace.org/collection/27MZIFJIERBYF>

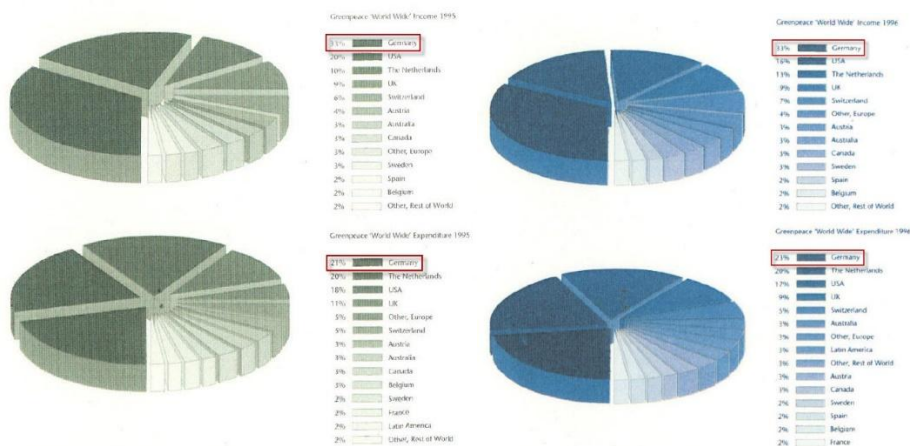
<sup>139</sup> <http://media.greenpeace.org/collection/27MZIFJIRH1MR>

<sup>140</sup> League for Homeland Protection (Bund Heimatschutz), Friends of Nature (Naturfreunde, 1895), LPO (Bund für Vogelschutz, 1899), Bavarian League for Nature Protection (Bund Naturschutz in Bayern, 1913).

En 1980, la branche allemande de Greenpeace fut créée et suscita rapidement – comme le montre le graphique ci-dessus<sup>141</sup> – l'intérêt et l'adhésion par ses méthodes (l'époque étant à la confrontation) et ses thèmes, élargissant son spectre à la lutte contre la pêche à la baleine et les émissions industrielles. Sa croissance fut exponentielle durant les années 1980 et comptait, au début des années 1990, plus de 700 000 supporters et cent quarante employés, avec près de trente millions d'euros de budget. Les rapports de Greenpeace International montrent d'ailleurs qu'en 1995 et 1996, Greenpeace Allemagne représentait respectivement 46% et 53% des revenus de Greenpeace International. Sur la même période, nous remarquons que Greenpeace International, domiciliée aux Pays-Bas, privilégie de manière écrasante une redistribution de ses fonds en faveur de sa section Greenpeace Pays-Bas, qui représentait 50% des subventions aux bureaux nationaux et régionaux tant en 1995 qu'en 1996 :



L'Allemagne représentait en outre 33% et 21% des revenus et dépenses de Greenpeace Worldwide en 1995, ainsi que 33% et 23% des revenus et dépenses de Greenpeace Worldwide en 1996 :



<sup>141</sup> Capture d'écran tirée du rapport 2010 (<https://www.greenpeace.de/themen/ueber-uns/greenpeace-stellt-sich-vor/jahresbilanz-2010>) de Greenpeace Allemagne. Pour les années ultérieures, ce bureau ne produisit plus ce graphique évolutif, que l'on trouvait pourtant depuis le rapport de l'année 2000.

Les légendes en allemand signifient respectivement : revenus (Erträge) ; dépenses (Aufwendungen) ; réserves sans immobilisations (Rücklagen ohne Anlagevermögen), pour lesquelles l'astérisque précise que ces dernières « n'incluent pas les réserves pour les investissements déjà effectués (qui correspondent à la valeur résiduelle des actifs incorporels et des immobilisations). »

Markham remarque que malgré des critiques récurrentes sur l'absence de démocratie du mouvement, très hiérarchisé et centralisé, Greenpeace Allemagne est parvenue à conserver un noyau dur d'activistes pour ses manifestations et à entretenir son image de David contre Goliath pour s'assurer une solide récolte de dons.

### Subdivisions

En 1999, cette section a créé une fondation qui lance des projets de protection de la nature, l'Umweltstiftung<sup>142</sup>. L'un de ses avantages est que, par son statut de Fondation d'utilité publique, elle peut être financée par de la dotation et des dons sans durée maximale, et permet par ailleurs de mener des actions sur le long terme. Greenpeace a également permis la réouverture en 2004 du zoo Arche Warder, après sa faillite, où se trouvent de nombreuses espèces d'animaux domestiques, mais aussi rares et menacés.

En parallèle, Greenpeace Allemagne publie un magazine, dont plus d'un tiers de ses 130 000 exemplaires allaient, au milieu des années 1990, à des personnes ne faisant pas de don à l'ONG. Mais à l'instar d'autres ONGE comme le WWF, Greenpeace Allemagne dut évoluer pour affronter six nouvelles tendances :

- l'institutionnalisation de l'environnementalisme – et donc sa technicisation,
- une couverture réduite des questions environnementales dans les médias,
- le déclin de la polarisation et de la contestation,
- l'émergence de questions politiques concurrentes,
- l'émergence de nouveaux types de questions environnementales,
- le changement de l'opinion publique sur les questions environnementales.

D'après Markham, ces tendances, différées dans le temps et diverses en intensité, ont eu tendance à se renforcer mutuellement. A la fin du XX<sup>e</sup> siècle, elles ont radicalement transformé le contexte au sein duquel le mouvement et les organisations environnementales opéraient. Greenpeace prit le virage avec succès, disposant en 2008 d'un réseau militant « hors-norme » d'activistes locaux d'environ 2 400 personnes réparties dans plus de quatre-vingt groupes locaux, essentiellement en zone urbaine. Greenpeace Allemagne a en outre une branche Greenteams pour les jeunes<sup>143</sup> et une Team50Plus<sup>144</sup> pour les plus de cinquante ans, deux subdivisions qui peuvent attirer au travers d'un facteur âge identifié. Il est d'ailleurs intéressant de noter qu'un journaliste interrogé par Markham rapportait que l'approche orientée action de Greenpeace plaît aux Allemands en raison de leurs vies très réglementées. Mais les actions de Greenpeace Allemagne se sont peu à peu réduites par rapport aux autres pays en raison de l'institutionnalisation de l'environnementalisme : l'action ne suffit plus et constitue un risque de discrédit sous l'étiquette d'amateurisme ou de simple agitation, sans compétences techniques : « Il semble, par exemple, que le contexte social actuel favorise une stratégie qui combine un travail au sein du système avec quelques manifestations ponctuelles, non des stratégies fortement inclinées vers l'accommodation ou la confrontation. »<sup>145</sup>

---

<sup>142</sup> <http://umweltstiftung-greenpeace.de/>

<sup>143</sup> <https://kids.greenpeace.de/>

<sup>144</sup> <https://www.greenpeace.de/mitmachen/aktiv-werden/team50plus>

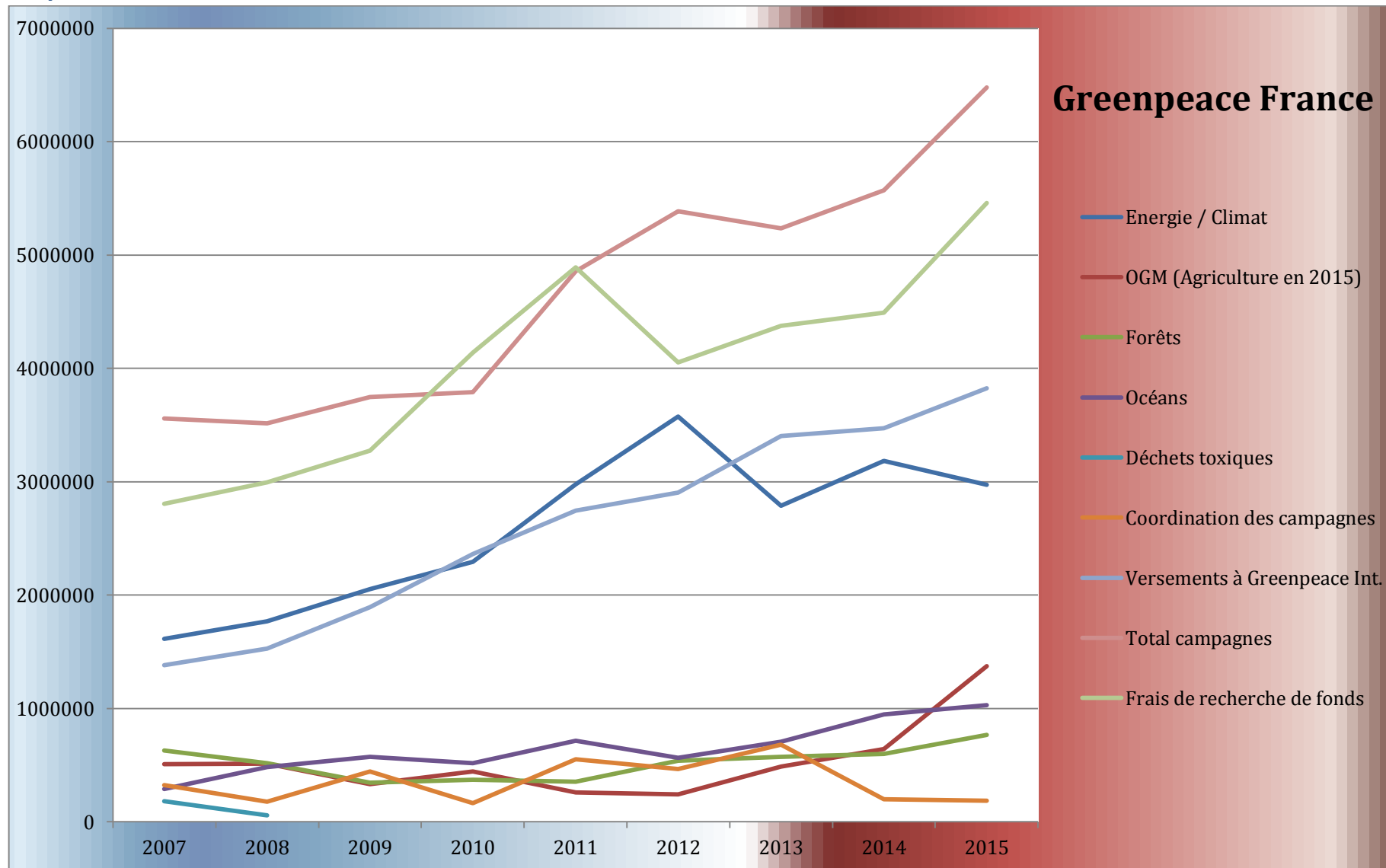
<sup>145</sup> Markham, op. cit., emp.5680, format Kindle.

Ceci permet de comprendre pourquoi la situation financière de Greenpeace Allemagne a connu un développement phénoménal dans les années 1980, parvenant ensuite bon an mal an à se maintenir dans la décennie suivante, pour croître à nouveau financièrement depuis le début du XXI<sup>ème</sup> siècle<sup>146</sup>. On comprend également comment l'organisation arrive à mobiliser du monde pour ses manifestations, en y ajoutant deux sujets connexes à l'environnementalisme : l'anti-nucléaire (et donc ses réseaux) et l'anti-mondialisation.

En dernier lieu, Greenpeace Allemagne dispose d'une branche business, Greenpeace Energy. Loin d'être anodin, ce point sera central dans notre analyse du *double-fond(s)* de notre étude de cas n°3, qui portera sur le nucléaire. Nous y reviendrons à ce moment.

---

<sup>146</sup> Graphique tiré du rapport annuel 2010 de Greenpeace Allemagne, dernière année où ce chapitre a publié un graphique retraçant ces évolutions depuis 1983 : <https://www.greenpeace.de/sites/www.greenpeace.de/files/20110601-Greenpeace-Jahresrueckblick-2010.pdf> Ce graphique comprend les recettes (*erträge*), les dépenses (*aufwendungen*) ainsi que les réserves sans immobilisations (*rücklagen ohne Anlagevermögen*). Il est précisé que ces dernières n'incluent pas les réserves pour les investissements déjà effectués (qui correspondent à la valeur résiduelle des actifs incorporels et des immobilisations).



## Considérations générales

Après le dynamitage du Rainbow Warrior le 10 juillet 1985, cette section ferma pendant plusieurs années, avant de rouvrir en décembre 1998 et connaît depuis, selon un rapport de la Cour des comptes publié en octobre 2012, une croissance soutenue et régulière de son nombre de donateurs (multiplié par six), avec un montant des dons décuplé entre 1998 et 2010 et une évolution du don individuel de 54 à 90 euros sur la même période. Fin 2015, Greenpeace France était le septième plus important contributeur de la branche internationale<sup>147</sup>. En hausse constante, le nombre d'adhérents actifs de ce bureau était de 177 000 à la fin 2016.

Cette information semble partielle, si l'on considère le terme « actifs ». En effet, pour se revendiquer de trois millions de supporteurs à travers le monde, Greenpeace se doit de considérer tout donateur comme un supporteur / membre. En France, le nombre d'adhérents « actifs » reflète en réalité les donateurs, qui soit ont fait un don ponctuel, soit financent cette branche française par virement automatique. Ce ne sont pas les seules informations erronées que présente Greenpeace France. Son bilan financier 2015, par exemple, donne l'emploi de ses ressources. Un diagramme y répartit les dépenses, avec par exemple 36% (6,5 millions d'euros) pour les campagnes en France et 21% (3,79 millions d'euros) de collecte de fonds France. Pourtant, la page précédente de ce court bilan nous donne des informations différentes, avec des dépenses de 6,478 millions d'euros pour les campagnes réalisées en France, et 5,186 millions de frais de recherche de fonds. Ainsi, les frais dépensés pour récolter des dons se chiffrent à 80% des dépenses engagées pour faire campagne en France. Ceci peut apparemment Greenpeace France à une organisation qui agit presque autant pour collecter des fonds<sup>148</sup> que pour faire de l'activisme – de quoi rebuter de potentiels donateurs et membres.

Ce ne sont pas les seuls éléments qui prêtent à caution chez Greenpeace France, au regard de l'image que l'ONG tente de donner d'elle-même, comme en témoignent les parcours de plusieurs de ses dirigeants. Ancien président de Greenpeace France, l'énarque Robert Lion dirigea auparavant, pendant dix ans, la Caisse des dépôts et consignations (CDD). Pascal Husting, ancien directeur de Greenpeace France (et précédemment dans la finance luxembourgeoise), se rendait pour sa part à son travail en avion<sup>149</sup>, et son passage à la direction de la branche française suscita des conflits avec les militants<sup>150</sup>. Un autre ancien président de Greenpeace France, Bruno Rebelle, fonda par la suite Bruno Rebelle Conseil qui, selon Agriculture Environnement, « n'hésite pas à offrir ses services à d'anciennes cibles de Greenpeace. « Bruno Rebelle nous a effectivement contactés pour nous proposer d'améliorer notre communication », admet en privé un dirigeant français de Syngenta, qui affirme toutefois avoir décliné l'offre<sup>151</sup>. »

---

<sup>147</sup> [https://cdn.greenpeace.fr/site/uploads/2016/12/GPF\\_RAPPORT\\_FINANCIER\\_2015.pdf?\\_ga=2.55571883.1438895142.1495284116-122931330.1492435271](https://cdn.greenpeace.fr/site/uploads/2016/12/GPF_RAPPORT_FINANCIER_2015.pdf?_ga=2.55571883.1438895142.1495284116-122931330.1492435271)

<sup>148</sup> Ces frais se composent « des coûts de marketing direct, du télémarketing, de deux tiers de nos équipes de dialogue direct dans la rue [...], des relations adhérents et de notre base de données. », [https://cdn.greenpeace.fr/site/uploads/2017/03/GREEN-Publication-JO-2015.pdf?\\_ga=2.237846144.1834270046.1495284949-122931330.1492435271](https://cdn.greenpeace.fr/site/uploads/2017/03/GREEN-Publication-JO-2015.pdf?_ga=2.237846144.1834270046.1495284949-122931330.1492435271), p.21. Toutefois, le rapport de la Cour des comptes souligne que Greenpeace fait appel à des prestataires pour des opérations de relance afin de convaincre les supporteurs à augmenter le montant de leur contribution financière.

<sup>149</sup> <http://www.leparisien.fr/societe/greenpeace-un-haut-responsable-allait-au-bureau-en-avion-24-06-2014-3948987.php>

<sup>150</sup> <http://www.ecolopedia.fr/?p=3445>

<sup>151</sup> <https://agriculture-environnement.fr/dossiers/ecologie-politique/greenpeace-les-passerelles-entre-finance-et-ecologie>

La présentation des faits est effectivement un vecteur d'influence qui peut inciter un potentiel bailleur de fonds à soutenir un organisme, ou se répercuter sur la réputation de l'ONG. Or sur son site, Greenpeace France met en avant le rapport de la Cour des comptes précédemment cité : « la conclusion de cet audit est simple et sans appel »<sup>152</sup> : « Le mouvement Greenpeace revendique le fait d'être financé uniquement par des personnes physiques et refuse toute subvention provenant de personnes publiques ou d'entreprises : la Cour a constaté, lors de son enquête, que cette règle de principe est respectée par Greenpeace France. » Toutefois, Greenpeace France omet de préciser que sur d'autres points, le rapport de la Cour des comptes se montre plus contrasté.

Par exemple, il n'est pas prouvé que les contributions aux campagnes internationales (les fonds allant à Greenpeace International) soient entièrement consacrées aux missions sociales (campagnes, actions en mer, subventions aux bureaux régionaux et nationaux non auto-suffisants) : Greenpeace International, domiciliée aux Pays-Bas, n'est pas soumise aux mêmes règles comptables que la France, portant par exemple sur les ressources affectées et les fonds dédiés. Ainsi, « la Cour n'a, cependant, pas été en mesure, compte tenu des textes qui fondent sa compétence, de procéder elle-même à des vérifications sur l'utilisation des fonds versés par Greenpeace France à Greenpeace International, ce qui limite de fait sa capacité à attester d'une utilisation des fonds collectés auprès du public par Greenpeace France conforme à l'objet de ses appels à la générosité publique. »<sup>153</sup> Les audits détaillent l'ensemble de l'utilisation des fonds à destination de Greenpeace International, tels que déclarés par Greenpeace France :

- « Les moyens utilisés en commun par l'ensemble des bureaux : flotte des navires, outils de communication.
- Le travail de lobbying et le suivi des conventions internationales.
- L'aide financière aux bureaux situés dans des régions écologiquement cruciales mais ne pouvant assurer seuls toutes leurs ressources : Afrique, Brésil, Chili, Russie, Inde, Asie du Sud-est...
- L'animation de campagnes au niveau international renforçant ainsi la synergie et la puissance de nos efforts, avec, par exemple, la nomination de chargés de mission internationaux donnant un appui spécifique à certains bureaux. »

Dès lors, on peut légitimement considérer que les rapports financiers de Greenpeace France présentent les faits de manière partielle. Le bilan de 2015 soutient par exemple que 56% de ses ressources sont affectées aux campagnes. En réalité, les fonds de donateurs qui pensent combattre contre la déforestation ou pour la transition énergétique peuvent servir à financer l'achat d'une photocopieuse au Chili, le voyage en avion d'un cadre de Greenpeace International parti donner une conférence en Afrique du Sud, ou le carburant d'un véhicule motorisé de l'ONG en Inde.

Spécificité française oblige, l'activité nationale de Greenpeace se concentre sur l'énergie et le climat, loin devant les autres programmes, la France étant le deuxième producteur mondial

---

<sup>152</sup> <https://www.greenpeace.fr/connaître-greenpeace/transparence-financiere/>

<sup>153</sup> Voir p.93 du rapport (correspondant à la page 88 du document).

d'énergie nucléaire<sup>154</sup>, derrière les Etats-Unis. Si les rapports financiers actuellement disponibles sur le site de Greenpeace France (de 2013 à 2015) ne distinguent plus le climat et l'énergie, à l'instar de Greenpeace International et des bilans de Greenpeace Worldwide, le rapport de la Cour des Comptes souligne qu'en 2007, 2010 et 2011, la partie énergie représentait parfois plus du double de la partie climat (en 2009, la proportion était inversée) :

## B - Les principaux thèmes des campagnes

Dans le compte d'emploi de l'association, les missions sociales sont présentées par « campagne » :

**Tableau 2 : Campagnes de 2007 à 2010 (en milliers d'€)**

|                                   | 2007  | 2008 | 2009  | 2010  | 2011  |
|-----------------------------------|-------|------|-------|-------|-------|
| Energie                           | 1 131 | 906  | 690   | 1 547 | 1 941 |
| Désarmement                       | 12    |      |       |       |       |
| Organismes génétiquement modifiés | 507   | 515  | 334   | 442   | 259   |
| Forêts                            | 629   | 518  | 343   | 373   | 353   |
| Climat                            | 482   | 861  | 1 362 | 745   | 1 037 |
| Toxiques                          | 183   | 57   |       |       |       |
| Océan                             | 291   | 482  | 573   | 516   | 717   |
| Divers                            | 322   | 176  | 446   | 165   | 551   |

*Source : comptes d'emploi des ressources de l'association*

Il est étonnant de voir que, malgré la place importante de Greenpeace France auprès de Greenpeace International, ses programmes soient si peu diversifiés. Il est vrai que la France dispose de champions énergétiques tels EDF, Areva, ENGIE (ex-GDF). Pourtant, depuis de nombreuses années, Greenpeace est aussi particulièrement active – nous l'avons vu au travers de ses dépenses – sur la problématique océanique, un sujet sur lequel le chapitre français consacre peu de fonds, étant même dépassé par les OGM après 2014. Pourtant, depuis début 2017, la France est devenue la puissance détenant la plus grande zone économique exclusive (ZEE) au monde<sup>155</sup>, avec 11,691 millions de km<sup>2</sup>, dépassant désormais les Etats-Unis et leurs 11,351 millions de km<sup>2</sup>. De ce fait, on pourrait s'attendre à un lobbying aussi intense demandant la création d'aires marines protégées. Il n'en est rien. On s'aperçoit également que les fonds attribués à la campagne Energie / Climat ont diminué entre 2014 et 2015 (au profit des autres campagnes, des frais de recherche de fonds et des versements à Greenpeace International), passant de 3,18 à 2,97 millions d'euros (-7%). Pourtant, 2015 fut l'année où Paris accueillit le sommet sur le climat, la COP21. En 2012, année du Sommet Rio+20 (juin) et de la Conférence de Doha (décembre), pourtant à l'étranger, les fonds pour le programme Energie / Climat (respectivement de 1,76 million d'euros pour le premier et de 1,82 million pour le second)

<sup>154</sup> <http://www.latribune.fr/entreprises-finance/la-tribune-de-l-energie/10-chiffres-a-connaître-sur-la-france-et-le-nucleaire-479263.html>

<sup>155</sup> [https://fr.wikipedia.org/wiki/Zone\\_%C3%A9conomique\\_exclusive#Classement\\_des\\_ZEE\\_par\\_superficie](https://fr.wikipedia.org/wiki/Zone_%C3%A9conomique_exclusive#Classement_des_ZEE_par_superficie), consultée le 20 mai 2017.

avaient connu un pic de dépenses à 3,58 millions d'euros, retombant à 2,79 l'année suivante (-22%).

Nous nous heurtons probablement, à nouveau, à la question de la rationalité économique. Aux Etats-Unis, la philosophie relative aux « communs » imprègne de nombreuses organisations environnementales telles le Sierra Club et le Pew Charitable Trusts en plus de courants intellectuels influents<sup>156</sup>. Une ONG comme Pew, The Nature Conservancy ou la Moore Foundation ont les moyens financiers de mener un lobbying intense sur cette question, et donc de développer cette thématique auprès du public. En France, la question maritime reste essentiellement mésestimée et sous-évaluée, en dépit de son importance. Sur le plan de l'activisme, Greenpeace devrait donc logiquement mettre les bouchées doubles sur ce thème pour amplifier sa résonance comme elle le fit sur l'énergie en bloquant par exemple le siège d'EDF en décembre 2016<sup>157</sup>. Ce n'est pas le cas, comme si l'ONG préférait agir pour sécuriser sa zone de confort et privilégier des cibles plus « faciles », comme l'illustre par exemple sa guerre de l'information contre Leclerc sur la question des pesticides dans les pommes.

#### Le fonds expertise de Greenpeace France

Greenpeace France dispose d'un fonds expertise. Pour 2016-2017, ce bureau annonçait concentrer ses besoins de financement prioritaire sur cette question de l'expertise, c'est-à-dire la production de rapports techniques documentés. L'ONG cite ici quelques faits & chiffres qui donnent un ordre de grandeur de ses réalisations et de ses frais en la matière, que nous reproduisons ici :

a) Expertise juridique :

- Projet Big 5 : Greenpeace France a produit le témoignage d'un expert du nucléaire.
- Indépendance EDF / ERDF : Greenpeace France veut produire un argumentaire additionnel à UFC Que Choisir
- Travail avec la clinique du droit : deux étudiants pour « réfléchir à l'état du droit sur les aspects concurrentiels dans le domaine énergétique d'une part et d'autre part sur la question de l'indépendance entre fournisseurs et distributeurs par exemple ». Greenpeace France a tissé de nouvelles relations avec les universitaires.
- Standby pour la campagne océans [comme nous nous en sommes étonnés, mais on en remarque la reprise avec le bassin de l'Amazone, qui sera notre deuxième étude de cas].
- Plainte sur le dossier de bois illégal toujours en cours<sup>158</sup>.

---

<sup>156</sup> Cf. l'article très complet de Locher (Fabrice), « Les pâturages de la Guerre Froide : Garrett Hardin et la 'Tragédie des Communs' », Revue d'histoire moderne et contemporaine, 2013/1, n°60-1, disponible sur Cairn : <https://www.cairn.info/revue-d-histoire-moderne-et-contemporaine-2013-1-page-7.htm> (un grand merci à Yan Giron).

<sup>157</sup> <https://www.greenpeace.fr/action-greenpeace-bloque-le-siege-dedf-et-appelle-la-direction-de-lentreprise-a-sortir-du-nucleaire/>

<sup>158</sup> Ce dossier concerne la RDC, critiquée pour un supposé trafic de bois illégal avec la France et la Chine. L'ONG Global Witness, lourdement financée par George Soros, a également mené une communication d'influence peu après Greenpeace et sous les mêmes motifs. Le Ministère de l'Ecologie et du Développement durable de RDC réfutait ces accusations : « GW tente à l'évidence de casser la dynamique engagée par le gouvernement congolais pour promouvoir la gestion durable et améliorer la valorisation de ses ressources forestières. GW reprend en cela un certain nombre de vieilles rengaines, déjà publiées maintes et maintes fois, comme l'a fait il y a quelques semaines l'ONG Greenpeace, également spécialisée dans la critique systématique des actions menées par le gouvernement de la RDC en la matière. Le Ministère de l'Environnement et Développement Durable (MEDD) a déjà eu l'occasion de commenter de telles prises de position outrancières. » L'article qui rapportait les faits ajoutait que « GW s'en prend délibérément aux compagnies forestières détentrices de concessions qui sont pourtant engagées dans le processus de

b) Expertise cartographique :

- La cartographie de Greenpeace aurait grandement contribué à sa victoire pour l'engagement de la Socfin à une politique Zéro Déforestation<sup>159</sup>.
  - Utilisation de technologies satellites mais aussi mission de terrain. Les supports cartographiques produits ont permis de renseigner les professionnels du secteur, les populations riveraines des plantations, les ONG partenaires, les pouvoirs publics et l'ensemble des audiences de Greenpeace. L'ONG a eu recours à la cartographie d'imagerie satellitaire et à des mesures radar ou laser.
- Base de données géographiques, qui permet d'affiner les stratégies générales de campagne « en offrant des informations sur la localisation des surfaces déforestées, les entreprises concernées, leurs investisseurs, d'évaluer quels sont les pays les plus touchés, le type de forêts atteintes, la faune... mais également de faciliter le travail d'investigation à échelle plus restreinte sur les concessions agro-industrielles ou de bois par exemple. »

c) Campagne énergie :

- Rapport « Anomalies dans l'industrie nucléaire » : 12 800 euros
- Rapport « EDF asphyxiée par le nucléaire » : 16 200 euros
- Rapport sur les piscines : coût non communiqué.

d) Campagne Forêts :

- En plus de la cartographie, une mission d'investigation a été menée dans le bassin du Congo : coût 13 000 euros.

e) Campagne Océans :

- Investigation en mer dans l'océan Indien. Greenpeace aurait développé une expertise pour repérer les engins de pêche, les « dispositifs de concentration des poissons » (DCP). Les requins seraient les premières victimes collatérales de cette pêche. Greenpeace a notamment réalisé des prises de vues sous-marines. Coût final : 170 000 euros pour Greenpeace France.

---

gestion durable des ressources forestières : actuellement 57 titres forestiers font l'objet de contrats de concession et sont tous, contrairement à ce que prétend GW, dotés d'un plan de gestion validé par l'administration et d'une clause sociale cosignée par les populations riveraines. [...] GW ne parle que « de trains qui sont en retard » et jamais de l'immense majorité de « ceux qui partent à l'heure ». GW qualifie systématiquement « d'illégalités ou de violations de la loi » des infractions souvent mineures et monte en épingle les quelques situations, certes dramatiques, mais fort heureusement très rares, survenues il y a quelques années déjà, entre membres de communautés voisines, qui s'étaient placées en concurrence pour obtenir des bénéfices sociaux de l'exploitation forestière. », <http://grouperavenir.org/le-gouvernement-de-la-republique-rejette-les-accusations-outrancieres-portees-par-global-witness/>

<sup>159</sup> Greenpeace s'attribue une large part de cette victoire, mais elle est en réalité loin d'être la seule à s'être attaquée à la Socfin, comme l'illustre la guerre des réseaux Soros contre le groupe Bolloré en Afrique, cf. notre dossier sur *Soros Connection* : <https://sorosconnection.com/dossier-les-reseaux-soros-contre-le-groupe-bollore/>

f) Campagne « Food for Life »

- Campagne « Derrière les promotions de la grande distribution ». Greenpeace n'a pas communiqué dessus malgré, annonce l'ONG, des avancées « très sérieuses » avec Leclerc (cf. *supra.*, notre avant-propos sur cette affaire) : coût 45 000 euros.
- Rapport sur les néonicotinoïdes (pesticides tueurs d'abeille). Greenpeace veut apporter de « nouveaux arguments scientifiques en faveur, non seulement, du maintien, mais aussi de l'extension d'une interdiction provisoire européenne sur 3 néonicotinoïdes ». Coût final : environ 33 000 euros (25 000 pour l'université de Sussex, 6 000 pour le design / photos, environ 2 000 pour la traduction dans chaque pays).

#### Le fonds de dotation de Greenpeace France

Greenpeace France est reconnue comme association d'intérêt général mais pas d'utilité publique. Elle ne peut donc pas bénéficier de libéralités directes de particuliers (« legs, donations et assurances-vie ») et a donc créé à cette fin, en août 2009 (ses statuts indiquent toutefois la date de janvier 2013<sup>160</sup>), un fonds de dotation. L'article 3 des statuts, relatif aux moyens, énonce que pour « développer son objet social, le fonds pourra, notamment : favoriser la tenue de conférences, colloques, congrès et l'installation de chaires d'enseignement ; soutenir tout organisme d'intérêt général poursuivant des buts similaires aux siens ou se situant dans le prolongement de son objet. »

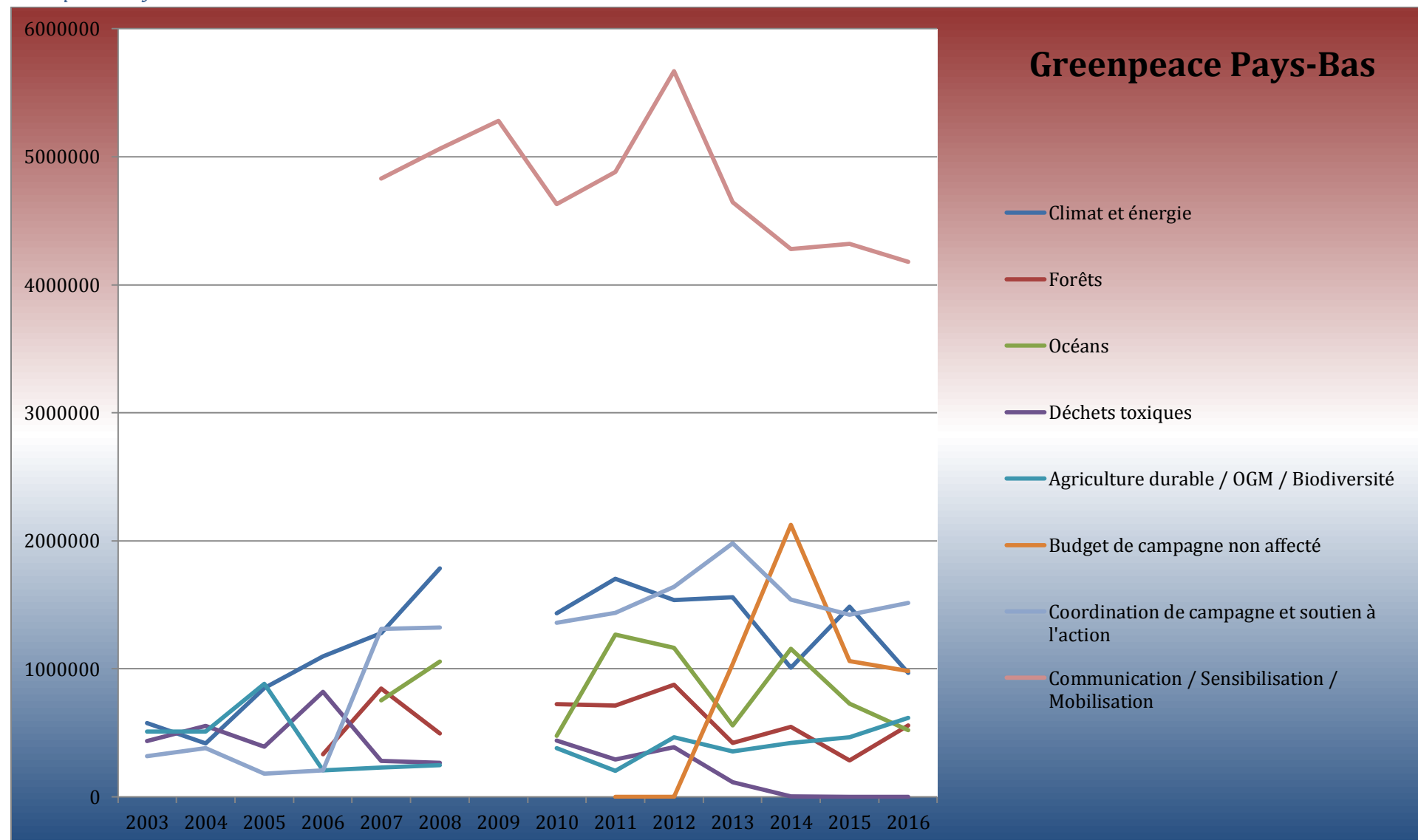
Le bureau de l'ONG précise qu'« un des avantages du fonds par rapport à l'association est qu'il peut recevoir les libéralités sans examen préalable de la préfecture ce qui simplifie et raccourcit la procédure de traitement des dossiers de succession. Il bénéficie en outre d'importants avantages fiscaux dont ne disposent pas les associations simplement déclarées. En effet il est exonéré de droits de mutation à titre gratuit. [...] Au 1<sup>er</sup> janvier 2017, le fonds de dotation a collecté puis reversé à l'association plus de 1 690 000 euros issus des legs, assurances-vie et donations<sup>161</sup>. » En 2015, le fonds avait bénéficié de sept legs – dont un de près de 556 000 euros – pour un montant total de presque 715 000 euros<sup>162</sup>. Mais selon l'article 8 des statuts du fonds, ces donations ou legs ne sont pas ses seules ressources, qui peuvent provenir entre autres de prestations rendues par le fonds ou de « toutes ressources qui ne sont pas interdites par la loi et le règlement ». Le rapport de la Cour des comptes de 2012 précise qu'un tel fonds, comparable à une fondation ou une fondation d'entreprise, peut également être financé par des associations (non cultuelles), entreprises ou sociétés commerciales.

---

<sup>160</sup> [https://cdn.greenpeace.fr/site/uploads/2017/02/Statuts-Fdd-GREENPEACE-France-1.pdf?\\_ga=2.37360736.1515292976.1501299647-1457204774.1501189944](https://cdn.greenpeace.fr/site/uploads/2017/02/Statuts-Fdd-GREENPEACE-France-1.pdf?_ga=2.37360736.1515292976.1501299647-1457204774.1501189944)

<sup>161</sup> <https://www.greenpeace.fr/connaitre-greenpeace/fonds-de-dotation-greenpeace-france/>

<sup>162</sup> [https://cdn.greenpeace.fr/site/uploads/2017/02/Rapport-CAC-comptes-2015.pdf?\\_ga=2.37360736.1515292976.1501299647-1457204774.1501189944](https://cdn.greenpeace.fr/site/uploads/2017/02/Rapport-CAC-comptes-2015.pdf?_ga=2.37360736.1515292976.1501299647-1457204774.1501189944)



## Campagnes et actionnariat

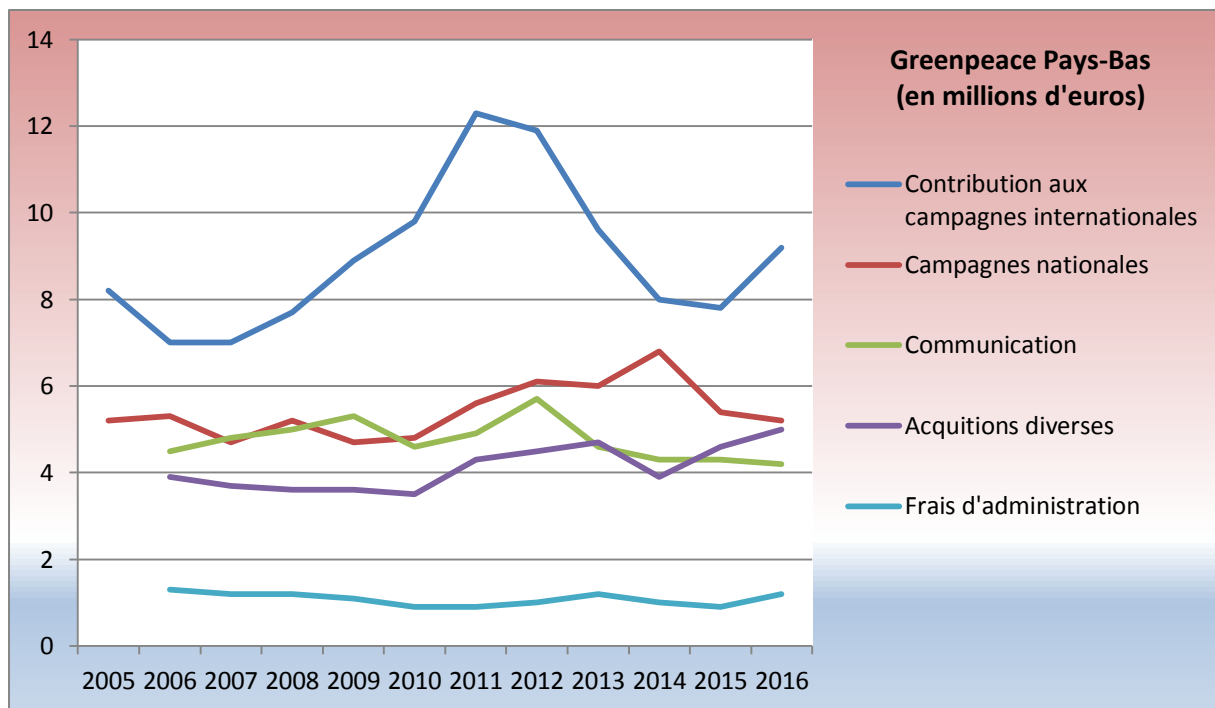
Aux Pays-Bas, Greenpeace présente ses bilans financiers d'une manière assez proche de l'Allemagne, et extrêmement détaillée, à l'image de Greenpeace Inc. aux Etats-Unis (le manque de données entre 2008 et 2010 correspond au rapport de 2009, dont la version complète est inaccessible en raison d'un lien dysfonctionnel). De manière plus détaillée, elle fournit le détail des budgets attribués à des campagnes réalisées par le bureau au cours de l'année<sup>163</sup>, ce que ne font pas d'autres sections. De manière générale, avec un bond important entre 2009 et 2012, ce bureau fournit des fonds en premier lieu pour les campagnes internationales. En 2011, Greenpeace Pays-Bas donnait 12,3 millions d'euros pour les campagnes internationales (avec le flou déjà évoqué sur la ventilation de ces dons par Greenpeace International), contre seulement 5,6 millions pour les campagnes nationales, soit 69% contre 31%. Les campagnes nationales ne viennent qu'ensuite, fluctuant symétriquement depuis 2013 selon les frais pour les divers achats de la section. Le budget de la communication reste pour sa part au-dessus de celui de chaque campagne distincte (mais là encore, tandis que Greenpeace Inc. inclut la communication dans les frais de chacune de ses campagnes, ce n'est pas le cas ici), en diminution après un pic à plus de 5,7 millions d'euros en 2012. Ceci permet à Greenpeace Pays-Bas d'augmenter ses dépenses de coordination de campagne et de soutien à l'action en 2013, mais aussi d'effectuer plus de 2,1 millions d'euros de dépenses en 2014 provenant de la National Postcode Lotterij pour la Stichting Questionmark<sup>164</sup>. Les dépenses pour cette dernière se réduisirent toutefois à moins d'un million d'euros en 2016, se couplant alors avec le budget de campagne non-affecté. Les dépenses de communication restent importantes, avec plus de 4,3 millions d'euros en 2015 et près de 4,2 en 2016.

En termes de campagnes, Climat & énergie et les Océans restent les deux priorités de ce bureau ; elles ont connu une évolution symétrique depuis 2013, s'étant même croisées en 2014 (dernière année où le bureau investit, de manière très réduite, dans une campagne contre les déchets toxiques, pour l'abandonner à partir de 2015), avant que les fonds alloués pour Climat & énergie ne redeviennent plus importants. Mais les dépenses pour ces deux campagnes restent, même combinées, inférieures aux frais de communication, avec moins d'1,5 million d'euros pour Climat & énergie et à peine plus de 700 000 dollars pour les océans en 2015, ce qui représente à peine la moitié des dépenses de communication. Toujours est-il qu'en 2015, les frais engagés pour les campagnes nationales et internationales combinées représentaient tout de même plus de 57% des dépenses de Greenpeace Pays-Bas, en tenant donc compte, comme pour la France, de ce qui entre sous le vocable « campagnes internationales ». En 2016 par contre, le bureau amputa la campagne Climat & énergie d'un tiers de son budget, passant de presque 1,5 millions d'euros à moins de 970 000 euros. La campagne Forêts revint à un budget légèrement supérieur à 2014, doublant par rapport à 2015. Le budget de la campagne Océans fut réduit de plus de 200 000 euros. La légère diminution des frais alloués aux dépenses de campagnes nationales s'est opérée principalement au bénéfice des campagnes internationales (+1,4 million d'euros environ).

---

<sup>163</sup> En 2004 par exemple, pour les opérations Project X-Ray, Campagne Baikal, Solar Chill Project, cf. <http://www.greenpeace.nl/Global/nederland/report/2009/8/jaarverslag-2004.pdf>, ou en 2015 pour l'international, le Projet Bassin Congo en Afrique, cf. [http://www.greenpeace.nl/Global/nederland/image/2015/jaarverslag/GP\\_jaarrekening\\_2015\\_DEF.pdf](http://www.greenpeace.nl/Global/nederland/image/2015/jaarverslag/GP_jaarrekening_2015_DEF.pdf)

<sup>164</sup> <https://www.postcodeloterij.nl/goede-doelen/overzicht/greenpeace>



La branche néerlandaise de Greenpeace est plus institutionnalisée que dans d'autres pays. Elle a par exemple développé de nombreux partenariats ou est actionnaire dans plusieurs entreprises. En 2016, elle possédait des titres chez Royal Dutch Shell, Arcadis, Ahold Delhaize et Unilever<sup>165</sup>. D'après les rapports annuels de Greenpeace Pays-Bas, cela lui permet d'assister aux réunions des actionnaires pour peser sur la politique environnementale des entreprises. Greenpeace en retire de l'argent (mais peu, au vu de son nombre d'actions) puisque les titres qu'elle y détient sont négociables sur le marché. En décembre 2016, Greenpeace Pays-Bas détenait également pour 120 236 euros de titres chez la banque Triodos Groenfonds (dont elle est actionnaire de longue date) – un acteur sur lequel nous reviendrons également dans notre partie dédiée au « double-fond(s) » de Greenpeace dans notre troisième étude de cas, dédiée au nucléaire. Le bureau néerlandais de l'ONG détient également des comptes-titres chez Triodos : 677 244 euros en actions, plus de 3,66 millions d'euros en obligations, 173 318 euros en options, et 38 900 euros en liquidités, soit un total de plus de 4,55 millions d'euros pour l'ensemble de ces quatre comptes-titres.

#### Les financements de la National Postcode Loterij

La National Postcode Loterij (lotterie nationale néerlandaise) finance Greenpeace Pays-Bas depuis 1996<sup>166</sup>, pour un total de 61,7 millions d'euros jusqu'à ce jour. En plus de cela, elle finance plusieurs projets spéciaux de Greenpeace Pays-Bas :

- En 2008, un million d'euros pour le Rainbow Warrior.
- En 2010, 7 millions d'euros pour le projet Oceans.
- En 2013, 7,59 millions d'euros pour Questionmark, une application qui permet aux consommateurs de tracer l'origine d'un produit.

<sup>165</sup>[http://www.greenpeace.nl/Global/nederland/2017/Jaarverslag%202016/GP\\_jaarrekening\\_2016%20DEF%20juni%202017.pdf](http://www.greenpeace.nl/Global/nederland/2017/Jaarverslag%202016/GP_jaarrekening_2016%20DEF%20juni%202017.pdf)

<sup>166</sup><https://www.postcodeloterij.nl/goede-doelen/greenpeace>

- En 2017, 14,825 millions d'euros pour le projet Alle ogen op de Amazonie (« Tous les yeux sur l'Amazonie »), pour lutter avec les populations locales contre la déforestation en Amazonie.

Si cette loterie se présente comme un organisme caritatif qui distribue des dons pour des causes diverses, liées à l'humanitaire ou à l'environnement, on pourra souligner qu'elle a accordé, depuis 2005, un total de 25,9 millions de dollars à la Fondation Clinton<sup>167</sup>. D'ailleurs, Bill Clinton, ainsi que Richard Branson (PDG de Virgin) et Tony Blair en sont les ambassadeurs. Le lien avec le monde politique et celui de l'entreprise est ici patent et souligne la frontière poreuse qui existe entre le monde des trusts et le monde politico-économique, et que nos études de cas illustreront.

### *Greenpeace Royaume-Uni*

La part de dépenses que Greenpeace Royaume-Uni (UK) consacre à ses campagnes est difficile à évaluer. Ce bureau met en ligne des « rapports d'impact »<sup>168</sup> depuis 2010, mais les éléments compris dans les dépenses de campagnes ne sont pratiquement jamais les mêmes et rendent hasardeuse toute évaluation comparative entre les différentes années. En prenant le dernier rapport d'impact paru, en 2016, on notera qu'un tiers des dépenses était consacré aux campagnes nationales, et un peu plus de 10% aux campagnes internationales. Le reste se destinait à la communication, à la levée de fonds, ou aux actions / investigations / sensibilisation / événements<sup>169</sup>.

### *Greenpeace Environmental Trust*

Le 20 mai 1982, Greenpeace UK créa le Greenpeace Environmental Trust (GET) avec des « organisations partenaires », sous le régime de société privée limitée par garantie sans partage de capital (n°01636817)<sup>170</sup>. Le trust est aussi enregistré comme organisme de charité (n°284934). En 2016, ses revenus se chiffraient à près de 4,72 millions de livres sterling, provenant de dons, pour plus de 5,97 millions de livres sterling de dépenses, presque exclusivement à des fins caritatives (le reste étant affecté à la gouvernance)<sup>171</sup>. Le trust décrit ses activités comme ayant l'objectif de financer des travaux dédiés à l'éducation, la recherche scientifique, l'investigation et la promotion du développement durable. Du moyen au long terme, le trust privilégie les zones de changement climatique, les forêts et les océans et agit avec les bureaux de Greenpeace dans le monde pour maximiser son impact. Il agit à Islington (un district du Grand Londres), ainsi qu'en Autriche, en Chine, en Indonésie, au Japon, au Mexique et en Russie.

<sup>167</sup> <https://www.postcodeloterij.nl/goede-doelen/clinton-foundation>

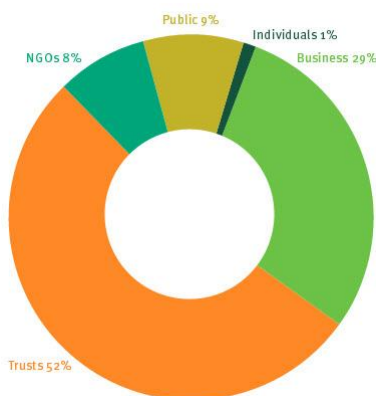
<sup>168</sup> <http://www.greenpeace.org.uk/taxonomy/term/6434>

<sup>169</sup> [http://www.greenpeace.org.uk/sites/files/gpuk/AR2016\\_200x200\\_v09a\\_web1\\_0.pdf](http://www.greenpeace.org.uk/sites/files/gpuk/AR2016_200x200_v09a_web1_0.pdf)

<sup>170</sup> <https://beta.companieshouse.gov.uk/company/01636817>

<sup>171</sup> <http://apps.charitycommission.gov.uk/Showcharity/RegisterOfCharities/CharityWithPartB.aspx?RegisteredCharityNumber=284934&SubsidiaryNumber=0>

Le GET a déjà subventionné plusieurs autres ONG<sup>172</sup>, parmi lesquelles GeneWatch UK, Green Alliance, MADE et People & Planet. GeneWatch UK est dirigée par Helen Wallace, une ancienne responsable scientifique chez Greenpeace UK. L'organisation, qui surveille notamment les OGM, est financée essentiellement par des trusts caritatifs (dont elle ne donne pas les noms)<sup>173</sup>. La Green Alliance est un think tank qui promeut le leadership en faveur de l'environnement, avec trois objectifs principaux : faire de l'environnement une question politique centrale, intégrer la



problématique environnementale dans les politiques publiques et la prise de décision, stimuler de nouvelles réflexions et faire progresser l'agenda environnemental dans de nouveaux domaines<sup>174</sup>. Plusieurs organisations, tant des entreprises que des ONG et des trusts, l'ont financé dans ses projets et programmes de 2015 à 2017 : Alstom, British Petroleum, European Climate Foundation, Friend of the Earth, Greenpeace, Nestlé, Oak Foundation, Shell, Statoil, Unilever, WWF, etc. British Petroleum et Shell font partie du « cercle business » de la Green Alliance<sup>175</sup>. En 2015-2016, ses revenus provenaient à

52% de trusts et à 29% d'entreprises (voir ci-contre)<sup>176</sup>. MADE<sup>177</sup> (Muslim Action for Development & Environment) est une ONG confessionnelle qui a notamment Oxfam parmi ses partenaires. L'ONG People & Planet combat notamment contre les énergies fossiles et pour un monde sans frontières<sup>178</sup>.

Le GET ne donne les noms que de trois de ses bailleurs de fonds, en réalité plus nombreux : The Ashden Trust, Esmée Fairbairn Foundation (EFF), et The Waterloo Foundation. The Ashden Trust est une des dix-sept filiales du Sainsbury Family Charitable Trusts<sup>179</sup> et se concentre sur un futur à bas-carbone, le changement climatique et le développement durable<sup>180</sup>, finançant des projets dans ce sens. L'EFF soutient également divers types de projets, dont l'agriculture et l'environnement<sup>181</sup>. Idem pour la Waterloo Foundation, créée par deux membres de l'entreprise d'assurances Admiral<sup>182</sup>. La Waterloo Foundation investit dans la Triodos Bank, où Greenpeace Pays-Bas est actionnaire (cf. *supra.*), pour deux de ses domaines d'intervention : chez la Triodos Microfinance pour le microcrédit dans le thème « Développement mondial », et chez le Triodos Renewables Fund pour l'appui à des projets énergétique à échelle moyenne, tels les parcs éoliens ou l'hydroélectricité<sup>183</sup>.

#### Greenpeace Energy Desk : les liens de son fondateur avec les réseaux de George Soros

Enfin, Greenpeace UK dispose d'un blog intitulé Energy Desk, dont le but est de « compléter » les médias traditionnels, et de « soutenir la couverture globale des questions énergétiques et relatives au changement climatique au travers de reportages ouverts et de

<sup>172</sup> <https://www.greenpeace.org.uk/about/greenpeace-environmental-trust/partnerships/>

<sup>173</sup> <http://www.genewatch.org/sub-396416#staff>

<sup>174</sup> <http://green-alliance.org.uk/moreaboutus.php>

<sup>175</sup> <http://green-alliance.org.uk/partners.php>

<sup>176</sup> [http://www.green-alliance.org.uk/resources/Green Alliance annual report 2015 16.pdf](http://www.green-alliance.org.uk/resources/Green%20Alliance%20annual%20report%202015%2016.pdf)

<sup>177</sup> <https://www.made.ngo/>

<sup>178</sup> <https://peopleandplanet.org/>

<sup>179</sup> <http://www.sfct.org.uk/index.html>

<sup>180</sup> <http://www.ashdentrust.org.uk/aboutus.html>

<sup>181</sup> <https://esmefairbairn.org.uk/>

<sup>182</sup> <http://www.waterloofoundation.org.uk/History.html>

<sup>183</sup> <http://www.waterloofoundation.org.uk/Investments.html>

données ouvertes [*open data*] sur les questions énergétiques<sup>184</sup> ». Ce blog fut lancé en 2012<sup>185</sup> par un ancien reporter business et énergie de la BBC, Damian Kahya<sup>186</sup> (bien que son profil LinkedIn ne le mentionne pas). Sa brève présentation sur le site de l'Energy Desk omet de préciser que l'année précédente, ce dernier fonda Public Business Media (PBM), qui se donne pour mission de « soutenir un journalisme original et le débat public sur les implications larges des affaires dans les domaines économique, social et environnemental<sup>187</sup> ». PBM finance des projets, généralement entre 2 500 et 6 000 dollars. Les partenariats affichés<sup>188</sup> comprennent deux universités mais surtout deux ONG : le Business and Human Rights Resource Centre (BHRRC) et Global Witness, deux organisations directement liées au spéculateur controversé George Soros.

Au sujet du BHRRC, nous reprendrons ce que nous écrivions ailleurs : « L'ONG Business & Human Rights Resource Centre (BHRRC) se présente comme travaillant à la surveillance et au respect des droits de l'homme par les entreprises « partout dans le monde » [...] Les fondations donatrices sont influentes : Open Society bien sûr, mais aussi Oak Foundation, Ford Foundation, Rockefeller Brothers Fund, Sigrid Rausing Trust, Aspen Institute, Adessium Foundation...<sup>189</sup> Global Witness fait partie des organisations partenaires, de même que l'Institute for Human Rights and Business (financé par l'Open Society, Article 19, l'Anglo-American Foundation, Humanity United, la General Electric Foundation, etc.<sup>190</sup>), Earthrights International (financée par l'Open Society, deux sections d'OXFAM, Global Witness, le Sigrid Rausing Trust, l'European Climate Foundation, Greenpeace, la Sierra Club Foundation et de nombreux autres<sup>191</sup>), MSI Integrity (sponsorisé par l'Open Society<sup>192</sup>), le Legal Resources Centre (que finance l'Open Society Foundation for Southern Africa<sup>193</sup> : 5 238 600 Rand sud-africains, soit plus de 341 000 euros, depuis 2007), et d'autres<sup>194</sup>. »

Global Witness se présente comme une ONG de lutte contre la corruption et les atteintes environnementales. Depuis une douzaine d'années, cette organisation a bénéficié de plusieurs millions de livres sterling de George Soros au travers de son ONG, l'Open Society, de celle de son fils (qui siège parallèlement au Bureau consultatif de Global Witness et au Bureau de l'Open Society), l'Alexander Soros Foundation. La PDG de Global Witness est Gillian Caldwell<sup>195</sup>, ancienne Directrice exécutive de l'ONG WITNESS, également financée<sup>196</sup> par l'organisation de George Soros. D'autres membres des réseaux Soros occupent une position d'influence chez Global Witness. Au Bureau consultatif, outre Alexander Soros<sup>197</sup> : 1) Aryeh Neier, fondateur de Human Rights Watch (financée par George Soros) mais aussi Président de l'Open Society de 1993 à 2012 et cadre pendant quinze ans à l'American Civil Liberties Union (ACLU), qui

<sup>184</sup> <http://energydesk.greenpeace.org/2015/01/02/global-open-reporting-energy-climate-change/>

<sup>185</sup> <http://energydesk.greenpeace.org/about/>

<sup>186</sup> <https://uk.linkedin.com/in/damian-kahya-b109a18>

<sup>187</sup> <http://www.publicbusinessmedia.org/mission/>

<sup>188</sup> <http://www.publicbusinessmedia.org/partnerships/>

<sup>189</sup> <https://business-humanrights.org/fr/a-propos-de-nous/partenaires-et-soutiens>

<sup>190</sup> <https://www.ihrb.org/about/funding/#link-3>

<sup>191</sup> [https://www.earthrights.org/sites/default/files/documents/2015 annual report final.pdf](https://www.earthrights.org/sites/default/files/documents/2015%20annual%20report%20final.pdf)

<sup>192</sup> <http://www.msi-integrity.org/about/mission-and-principles/>

<sup>193</sup> <http://lrc.org.za/lrcarchive/publications/annual-reports>

<sup>194</sup> <http://sorosconnection.com/dossier-les-reseaux-soros-contre-le-groupe-bollor/>

<sup>195</sup> <https://www.globalwitness.org/fr/about-us/meet-our-ceo/>

<sup>196</sup> <https://witness.org/about/supporters/>

<sup>197</sup> <https://www.globalwitness.org/fr/about-us/advisory-board/>

bénéficia d'un don de cinquante millions de dollars de la part de l'Open Society pour la seule année 2014, et 2) Mabel van Oranje, cofondatrice (sur l'impulsion de George Soros) de l'European Council on Foreign Relations, membre du bureau de l'Open Society, mais aussi de Crisis Action, dont l'Open Society est l'un des « principaux partenaires philanthropiques qui financent ses frais de fonctionnement depuis de nombreuses années<sup>198</sup> ». Au Comité directeur, un cofondateur de Global Witness, Simon Taylor, a lancé l'initiative Publiez Ce Que Vous Payez (Publish What You Pay) en 2002 « avec George Soros » et d'autres ONG comme Transparency International<sup>199</sup>.

Il semble dès lors difficile d'évaluer la réelle indépendance de Damian Kahya et plus largement de l'Energy Desk de Greenpeace. Subit-il les influences des réseaux Soros ou même de la Oak Foundation et du Rockefeller Brothers Fund – ces deux derniers étant des bailleurs de fonds de Greenpeace en Amérique du Nord, comme nous le verrons dans notre première étude de cas, consacrée aux sables bitumineux ? George Soros a par exemple lancé depuis près de dix ans la Climate Policy Initiative, très présente lors de la COP21, et il investit de manière importante dans les énergies renouvelables. Le partenariat de Public Business Media avec Global Witness et le BHHRC lui permet-il d'appuyer ses intérêts financiers ? L'orientation du blog, créé un an après PBM, sert-elle à fluidifier une ingénierie du consentement bénéficiant à des intérêts financiers sous couvert de protection de l'environnement ? Il semble compliqué de répondre à cette question, mais c'est autant le cas si l'on souhaite évaluer l'indépendance de l'Energy Desk de Greenpeace, les articles faisant généralement écho aux desiderata de certains bailleurs de fonds de l'ONG<sup>200</sup>.

---

<sup>198</sup> <https://crisisaction.org/ceux-avec-qui-nous-travaillons/nos-bailleurs-de-fonds/>

<sup>199</sup> <https://www.globalwitness.org/fr/about-us/board-directors/>

<sup>200</sup> Nous laisserons de côté deux autres des principales sections de Greenpeace (Suisse et Nordique). Les rapports annuels de Greenpeace Suisse sont presque tous indisponibles. On trouve seulement ceux de 2009 et de 2015. Nous ne considérons en outre pas la section dite « Nordique » (Scandinave) comme majeure financièrement, car elle regroupe en réalité quatre pays : Norvège, Suède, Finlande, Danemark.

## Études de cas

Comme précisé en introduction, nos trois études de cas se centreront sur des questions énergétiques :

- **Étude de cas n°1** : les sables bitumineux d'Alberta.
- **Étude de cas n°2** : la Foz do Amazonas.
- **Étude de cas n°3** : le nucléaire d'EDF.

En s'appuyant sur le rapport annuel de Greenpeace France 2010, le rapport de la Cour des comptes de 2012 déjà cité supra reproduisit les méthodes d'action de l'ONG lors d'une campagne. Nous intégrons ce tableau synthétique ci-dessous, afin que le lecteur puisse en comparer le contenu avec l'action de Greenpeace au cours de son étude des éléments que nous présenterons :

### A - Les formes d'action

Dans ses rapports annuels<sup>11</sup>, Greenpeace France détaille les « étapes clés du travail de Greenpeace, de l'investigation à l'action » :

- |   |
|---|
| <p>1) <i>Investigation : étudier, vérifier, révéler</i> - Mettre en évidence les éléments contradictoires qui doivent être portés au débat pour que soient pris en considération l'impact environnemental et l'intérêt des générations futures.</p> <p>2) <i>Lobbying : alerter, dénoncer, proposer</i> - Faire pression sur les décideurs politiques et industriels pour qu'ils agissent en faveur de l'environnement et stopper les crimes environnementaux qui ravagent notre planète.</p> <p>3) <i>Action : montrer, intercepter, obliger</i> - Dénoncer les pratiques cachées, signifier l'urgence, forcer les décideurs à imaginer d'autres voies : nos actions de confrontation non-violentes sont au cœur de notre détermination à ne pas nous laisser faire.</p> <p>4) <i>Information et mobilisation : savoir, diffuser, fédérer</i> - Sensibiliser l'opinion publique et offrir des pistes de compréhension différentes et indépendantes. Mobiliser nos adhérents qui sont notre force vive pour faire entendre la voix de tous ceux qui veulent préserver notre planète. Cet engagement à la fois individuel et collectif contribue à la construction du rapport de force qui, tôt ou tard, oblige les dirigeants à considérer les arguments des défenseurs de l'environnement.</p> <p>5) <i>Suivi législatif et juridique : proposer, surveiller, intervenir</i> - Assurer la mise en application des lois et jurisprudences pour ancrer les défis environnementaux dans la réalité.</p> |
|---|

Source : rapport financier 2010 de Greenpeace France

## Étude de cas n°1 : les sables bitumineux d'Alberta

### La forme : Un ciblage à deux vitesses

En 2007, Greenpeace Canada ouvrit un nouveau bureau à Edmonton, en Alberta, pour lancer une nouvelle campagne Climat & énergie sur le thème des sables bitumineux<sup>201</sup>. Dès le départ, Greenpeace se positionna non pas en tant qu'organisation scientifique ou de recherche, mais en groupe de pression désireux de lutter contre l'exploitation de ce type de pétrole. D'actions médiatiques (manifestations, occupation de sites) en production de rapports en passant par une marche pour « sauver le climat » afin d'empêcher la construction d'oléoducs<sup>202</sup> ou un courrier pour faire pression sur les compagnies d'assurance<sup>203</sup>, ses méthodes d'action contre les entreprises sont diverses, mais restent au demeurant assez classiques. Cependant, certains groupes pétroliers semblent bénéficier de davantage d'indulgence que d'autres dans leur activité extractive en Alberta.

### Total

En 2009, l'ONG s'attaqua à Total, le géant pétrolier français. En cause : les 11 à 14,5 milliards d'euros que l'entreprise se décida à consacrer, en avril 2009<sup>204</sup>, à l'extraction des sables bitumineux – un pétrole non conventionnel – dans la région d'Alberta au Canada<sup>205</sup>. La campagne de Greenpeace « vise principalement à montrer du doigt l'impunité des groupes privés comme Total, leur responsabilité dans les changements climatiques, mais aussi les complicités dont ils bénéficient de la part de l'Etat ou de l'Union européenne »<sup>206</sup>. Les militants de l'ONG menèrent ainsi, en octobre 2009, « un mois d'actions » contre Total.

Le 6 octobre, Greenpeace France publiait une vidéo titrée « Qui investit dans la destruction durable ? »<sup>207</sup>. Se voulant anxiogène, elle montrait un terrain d'extraction de sables bitumineux et des usines (le tout en noir et blanc pour accentuer l'effet dramatique) en y accolant un texte de circonstance : « Des centaines de km<sup>2</sup> de forêts dévastées, des lacs et des rivières polluées, un gaspillage scandaleux d'énergie et d'argent, des émissions de gaz à effet de serre inégalées... Une entreprise française investit dans une bombe climatique et environnementale. Qui s'apprête à commettre ce crime climatique ? » Et Greenpeace d'inviter à se connecter sur son site pour connaître la réponse. La vidéo de cette dernière, qui incrimine Total, fut publiée le même jour et se voulait être un détournement cynique de l'activité de Total. Une voix *off* annonçait que « nos profits n'ont pas de limite », ou encore que « parce que nous avons tous les droits, pour mieux polluer et détraquer le climat, nous avons choisi la solution la plus chère et la plus sale<sup>208</sup> ».

---

<sup>201</sup> [http://www.greenpeace.org/canada/fr/actualites/sables\\_bitumineux\\_Alberta\\_debut/](http://www.greenpeace.org/canada/fr/actualites/sables_bitumineux_Alberta_debut/)

<sup>202</sup> <http://www.greenpeace.org/canada/fr/actualites/Une-action-de-desobeissance-civile-de-grande-ampleur-sorganise-en-Colombie-Britannique-contre-les-pipelines-des-sables-bitumineux/>

<sup>203</sup> <http://www.greenpeace.org/canada/en/blog/Blogentry/corporate-executives-could-be-personally-liab/blog/49417/>

<sup>204</sup> <http://www.lefigaro.fr/societes/2009/04/13/04015-20090413ARTFIG00369-total-reliance-son-offensive-dans-les-sables-bitumineux.php>

<sup>205</sup> [http://lexpansion.lexpress.fr/actualites/1/actualite-economique/sables-bitumineux-premier-succes-de-greenpeace-pour-faire-bouger-total\\_976366.html](http://lexpansion.lexpress.fr/actualites/1/actualite-economique/sables-bitumineux-premier-succes-de-greenpeace-pour-faire-bouger-total_976366.html)

<sup>206</sup> <https://web.archive.org/web/20091119173751/http://energie-climat.greenpeace.fr:80/journee-daction-contre-total-et-les-sables-bitumineux>

<sup>207</sup> [http://www.dailymotion.com/video/xapxb8\\_qui-investit-dans-la-destruction-du\\_news](http://www.dailymotion.com/video/xapxb8_qui-investit-dans-la-destruction-du_news)

<sup>208</sup> [http://www.dailymotion.com/video/xapxcf\\_total-investit-dans-la-destruction\\_news](http://www.dailymotion.com/video/xapxcf_total-investit-dans-la-destruction_news)

Le 8 octobre 2009, des actions se tinrent à la fois en France et au Canada. En France, une trentaine d'activistes de Greenpeace investirent la raffinerie de Gonfreville-l'Orcher, à côté du Havre<sup>209</sup>. Ils l'occupèrent pendant vingt heures en y déployant de grandes banderoles avec des slogans sur les cheminées et les citernes. Au Canada, d'autres militants interpellèrent Total « pour dénoncer sa responsabilité dans les changements climatiques », pour ses investissements en Alberta et à Madagascar – les sables bitumineux étant extraits dans différents pays. A Edmonton (Alberta), l'ONG détourna des panneaux publicitaires.

Le 16 octobre, Greenpeace occupa simultanément les stations-service de onze villes<sup>210</sup>. On put voir les militants, vêtus de tenues orange, portant des banderoles « Total invente la destruction durable », avec le « o » de destruction remplacé par le logo de l'entreprise. L'ONG distribua des tracts. Sur son site, elle qualifia Total de « criminel climatique et environnemental ». Le sommet de Copenhague se déroula moins de deux mois plus tard, le 7 décembre, et présentait un contexte favorable pour mener cette campagne<sup>211</sup>. Il s'agissait donc ici, entre autres, de cibler Total pour s'en servir de tremplin médiatique en faveur des énergies renouvelables. Le 14 novembre, des militants de Greenpeace investirent à nouveau plusieurs stations-service du groupe<sup>212</sup>.

Le 26 novembre, Greenpeace distribua un quizz<sup>213</sup> aux salariés de Total (relayé par *Le Monde*<sup>214</sup>) – aux réponses pour moitié incomplètes<sup>215</sup>, devant le siège de l'entreprise. L'ONG précisait que « le but de [leur] démarche est d'entamer un dialogue, pour l'instant impossible, avec les dirigeants de Total. » Cette déclaration est étonnante car aucune archive ne montre une tentative de nouer le dialogue avec l'entreprise. Pourtant, dans l'exposé de sa méthodologie, Greenpeace affirme que l'action directe est son dernier recours, après avoir mené d'abord un travail de recherche, puis de lobbying / consulting auprès des entreprises concernées.

Dans le cadre de sa campagne anti-Total, Greenpeace France avait également rédigé le rapport « Total invente la destruction durable »<sup>216</sup>, assimilant l'exploitation des sables bitumineux d'Alberta à « un crime climatique et environnemental absolu » et dressant un tableau apocalyptique de l'exploitation de cette ressource. On peut d'emblée noter que plusieurs notes de bas de page de ce rapport sont auto-référentielles et renvoient à des liens de Greenpeace, aux Amis de la Terre, ou au Pembina Institute, qui n'est pas un organisme scientifique mais un think tank environnementaliste. Le sous-titre du logo de ce dernier précise « solutions d'énergie durable ». A l'instar de sa campagne, le rapport de Greenpeace contient plusieurs photos d'un environnement dégradé, où les sables bitumineux sont exploités.

---

<sup>209</sup> <https://www.greenpeace.fr/france-canada-les-actions-de-greenpeace-contre-total/>

<sup>210</sup> Paris, Lyon, Marseille, Nancy, Bordeaux, Rennes, Strasbourg, Lille, Toulouse, Perpignan, Grenoble.

<sup>211</sup> <http://www.greenpeace.org/canada/fr/actualites/stations-total/#a2>

<sup>212</sup> <https://web.archive.org/web/20091119173751/http://energie-climat.greenpeace.fr:80/journee-daction-contre-total-et-les-sables-bitumineux>

<sup>213</sup> <https://web.archive.org/web/20100425071712/http://energie-climat.greenpeace.fr:80/greenpeace-propose-un-jeu-aux-salaries-de-total-pour-denoncer-les-sables-bitumineux>

<sup>214</sup> [http://www.lemonde.fr/le-rechauffement-climatique/article/2009/11/26/greenpeace-fait-gagner-aux-salaries-de-total-un-voyage-dans-les-mines-de-sables-bitumineux\\_1272635\\_1270066.html](http://www.lemonde.fr/le-rechauffement-climatique/article/2009/11/26/greenpeace-fait-gagner-aux-salaries-de-total-un-voyage-dans-les-mines-de-sables-bitumineux_1272635_1270066.html)

<sup>215</sup>

<https://web.archive.org/web/20091230002252/http://www.greenpeace.org:80/raw/content/france/presse/dossiers-documents/reponsesquizztotal.pdf>

<sup>216</sup> [https://cdn.greenpeace.fr/site/uploads/2017/03/Rapport-Total-invente-la-destruction-durable.pdf?\\_ga=2.257008779.1625355085.1496332867-122931330.1492435271](https://cdn.greenpeace.fr/site/uploads/2017/03/Rapport-Total-invente-la-destruction-durable.pdf?_ga=2.257008779.1625355085.1496332867-122931330.1492435271)

En mars 2011, Greenpeace essaya à nouveau de faire pression sur Total, cette fois directement au niveau de ses actionnaires. L'ONG s'associa pour cela à Phitrust Active Investors, qui « gère les avoirs de fonds d'investissement ayant 3 millions d'euros de titres Total », ainsi qu'au Natural Resources Defence Council (dont les bailleurs de fonds sont, dans ce dossier, les mêmes que ceux de Greenpeace, cf. *infra.*, III, « Le double-fond(s) »). Cette démarche visait à modifier l'article 14 des statuts de l'entreprise en y incluant « l'impact des risques environnementaux et sociaux de l'ensemble des projets de sables bitumineux » dans le rapport annuel de gestion des comptes consolidés<sup>217</sup>. Greenpeace communiqua pour annoncer son action, et communiqua à nouveau pour annoncer avoir réuni des actionnaires représentant 0,93% du capital de la société (le minimum légal étant 0,5%). Des désistements firent passer ce chiffre en-deçà des 0,5%, la résolution ne fut donc pas soumise au vote<sup>218</sup>. L'ONG fit de même auprès de Shell, Statoil, ExxonMobil et ConocoPhillips.

### *ExxonMobil*

Les sables bitumineux ne sont pas le premier cas confrontant Greenpeace au groupe pétrolier. En 2003, l'ONG mena une action à Irving au Texas avec sa « Greenpeace Global Warming Crimes Unit » : une trentaine d'activistes investirent un bâtiment d'ExxonMobil, déployant une banderole sur le toit où était écrit « Global warming scene crime ». Ils s'appuyèrent sur des documents, classifiés pour certains, afin d'incriminer l'entreprise pour sa supposée culpabilité dans des actions favorisant le réchauffement climatique<sup>219</sup>.

Mais dans le cas présent, l'ONG demeura jusqu'à récemment silencieuse contre le groupe pétrolier, pourtant bien présent dans l'exploitation de cette énergie. Rex Tillerson, ancien PDG du groupe, avait déclaré que « les sables bitumineux du Canada sont une ressource importante pour les approvisionnements futurs. » En juillet 2008, Exxon possédait 70% d'Imperial Oil<sup>220</sup>, le deuxième plus grand détenteur d'intérêts dans Syncrude Canada. Greenpeace se contenta de prendre des photos du site qu'exploite Syncrude. Ce n'est qu'à partir de mars 2017 que l'ONG émit davantage de critiques, après qu'en février l'entreprise eut déjà décidé de renoncer à l'extraction de 3,6 milliards de barils de sables bitumineux<sup>221</sup>.

### *Shell*

Le 14 septembre 2009<sup>222</sup>, veille de la rencontre Harper-Obama à Washington, vingt-cinq activistes (canadiens, américains et français) de Greenpeace investirent Albion Sands, un site d'extraction à ciel ouvert de sables bitumineux du groupe Shell. Pendant plus de trente heures, plusieurs actions se succédèrent et paralysèrent le site : deux équipes bloquèrent un camion-benne de trois étages et une pelleteuse hydraulique en s'enchaînant à des pick-up, une autre équipe déploya une banderole géante sur le sol : « Sables bitumineux : crime climatique », photographiée depuis les airs par l'ONG. En dépit des 0,1% de gaz à effet de serre (GES) dus aux

<sup>217</sup> <https://www.20minutes.fr/planete/environnement/671043-20110216-planete-sables-bitumineux-greenpeace-veut-faire-bouger-total-grace-actionnaires>

<sup>218</sup> <https://www.greenpeace.fr/espace-presse/total-refuse-le-depot-dune-resolution-sur-les-risques-lies-a-l'exploitation-des-sables-bitumineux-phitrust-greenpeace-et-le-nrdc-sinterroger/> & la note de Phitrust : [http://www.phitrustactiveinvestors.com/data/file/petit\\_d\\_jeuner\\_gouvernance/investors\\_briefing\\_FR\\_11\\_01\\_2011.pdf](http://www.phitrustactiveinvestors.com/data/file/petit_d_jeuner_gouvernance/investors_briefing_FR_11_01_2011.pdf)

<sup>219</sup> <http://www.greenpeace.org/international/en/press/releases/2003/exxonmobil-busted-by-greenpeace/>

<sup>220</sup> <http://www.financialpost.com/sands+will+play+crucial+role+future+energy+giants/625335/story.html>

<sup>221</sup> <http://smartershift.com/energymix/2017/02/22/breaking-exxon-to-leave-up-to-3-6-billion-barrels-of-tar-sandsoil-sands-in-the-ground/>

<sup>222</sup> <http://www.greenpeace.org/canada/en/recent/stop-the-tar-sands/>

sables bitumineux dans la part mondiale, Greenpeace dénonça le rôle qu'elle jugeait majeur de cette énergie dans le « chaos climatique ». Greenpeace mit la vidéo<sup>223</sup> de son action en ligne le 7 octobre. Ses performances détonnent avec l'écho médiatique dont l'ONG bénéficie au travers de journaux – pesant ainsi sur l'opinion publique – et son impact réel auprès des citoyens. Sur YouTube, de nombreux commentaires soulignaient les contradictions de Greenpeace, dont l'opération utilisa un avion et des voitures fonctionnant au pétrole, et qui dispose de matériel (notamment des casques de sécurité, des câbles en nylon et des bâches) produits grâce à l'extraction du pétrole. Vue moins de 10 000 fois en huit ans, la vidéo en question fut bien plus critiquée qu'acclamée :



Le 2 octobre, Greenpeace attaqua à nouveau Shell : dix-neuf activistes (canadiens, français, brésiliens et australiens) escaladèrent trois cheminées de l'entreprise sur le site de Fort Saskatchewan « pour envoyer un SOS Climat au monde »<sup>224</sup>. Mike Hudema, responsable du bureau d'Edmonton, mettait en garde sur les dangers d'un refus « d'écouter la science » [sic] et déclarait qu'« il est temps que les dirigeants mondiaux cessent de jouer avec la vie des gens »<sup>225</sup>.

En juillet 2012, Greenpeace accusa Shell et le gouvernement Harper de s'entendre pour étendre la production de sables bitumineux et la construction de l'oléoduc Enbridge Northern Gateway. L'ONG, soutenue par la Oak Foundation, produisit un rapport contre Shell, qui reste sa cible pétrolière privilégiée depuis l'affaire Brent Spar<sup>226</sup>. Elle y écrivait notamment que l'exploitation des sables bitumineux se faisait contre l'intérêt national du Canadien et de son peuple. L'argument est toutefois rhétorique, puisque Greenpeace s'accapare la parole légitime et prétend parler au nom de l'intérêt des Canadiens sans les avoir sollicités. L'ONG ne mentionnait en outre que les inconvénients des sables bitumineux sans chercher à présenter la problématique de manière équilibrée.

En novembre 2012, l'ONG transmet à la Commission d'évaluation environnementale (Joint Review Panel) les résultats préliminaires d'un de ses rapports – au nom catastrophiste – de « Point de non-retour »<sup>227</sup>. Ce rapport citait plusieurs projets énergétiques ainsi que les grandes entreprises qui y participaient. Cependant, l'article présentant le rapport et qualifiant les sables bitumineux de cinquième plus grosse menace pour le climat incriminait seulement Shell, poursuivant ainsi le lobbying de l'ONG de juillet 2012.

<sup>223</sup> <https://www.youtube.com/watch?v=rKZKmHvm074>

<sup>224</sup> [http://www.greenpeace.org/canada/en/recent/stopstarsands3\\_action/](http://www.greenpeace.org/canada/en/recent/stopstarsands3_action/)

<sup>225</sup> Nous reviendrons sur ce point et le rôle de Greenpeace dans la section II, « Le fond », de notre troisième étude de cas, en particulier avec la question de l'éolien.

<sup>226</sup> <http://www.greenpeace.org/canada/Global/canada/report/2012/07/GP-ShellReport-WEB.pdf>

<sup>227</sup> <http://www.greenpeace.org/canada/Global/canada/report/2013/01/Point-of-no-return.pdf>

Le 10 juillet 2013, Greenpeace s'appuya sur la prise de position des autochtones des Premières Nations pour dénoncer Shell. L'ONG laissait ainsi penser que les autochtones avaient une vision unitaire, opposée à ces projets pétroliers. Mike Hudema rapportait que 50 000 personnes, canadiennes et américaines, avaient envoyé leurs remarques au PDG de Shell Canada ainsi qu'à la Commission précitée, chargée de mener une évaluation technique sur un projet donné<sup>228</sup>.

En 2016<sup>229</sup>–2017, Greenpeace enfonça le clou contre Shell (et BP) en produisant un rapport intitulé « Flawed Fundamentals : Shell's and BP's stalled tar sands ambitions<sup>230</sup> ». Elle réalisa ce travail technique avec Oil Change International, un organisme qui se décrit comme « exposant les vrais coûts des énergies fossiles ». Les deux organisations avaient déjà travaillé conjointement en septembre 2008, lorsque deux membres de Greenpeace UK rédigèrent un premier rapport pour avertir des risques des investissements de BP et Shell dans les sables bitumineux<sup>231</sup>. Or l'indépendance d'Oil Change International est questionnable : ses bailleurs de fonds<sup>232</sup> sont des acteurs du business énergétique « vert ». On y trouve le Rockefeller Brothers Fund et la Tides Foundation (cf. *infra.*, III), mais aussi des poids lourds du mécénat américain tels que la Charles Stewart Mott Foundation ou la William and Flora Hewlett Foundation. En outre, on notera la présence de l'European Climate Foundation, à l'origine de la guerre de l'information contre EDF et ENGIE<sup>233</sup> via des financements accordés aux Amis de la Terre et au Stranded Assets Program de l'Université d'Oxford, ainsi que trois des organismes qui financent cette fondation : ClimateWorks Foundation et Oak Foundation, en plus de la Hewlett précédemment citée. Combinées, ces fondations représentent un lobby de plusieurs milliards de dollars.

Les liens d'Oil Change International avec Greenpeace s'étendent à son équipe. Son directeur exécutif et fondateur est Stephen Kretzmann, qui milita huit ans chez Greenpeace. Matt Maiorana, dévolu aux campagnes digitales, a travaillé pour Greenpeace USA<sup>234</sup>. Greg Muttitt, consultant, fut directeur d'équipe chez Greenpeace International, et manager pour la campagne climat de Greenpeace India. Lorne Stockman, analyste et chercheur, travailla comme consultant pour Greenpeace UK<sup>235</sup>. Le bureau directeur de l'ONG est quant à lui un entrelacs de représentants d'ONG, de sociétés et de finance « verte ».

### *Suncor*

Le 29 septembre 2009, vingt-trois activistes de Greenpeace (québécois, canadiens, français, allemands et brésiliens) se rendirent à la mine à ciel ouvert du site de Suncor près de Fort McMurray. Deux convoyeurs furent bloqués et empêchés d'acheminer le bitume extrait vers

<sup>228</sup> <https://www.aboutpipelines.com/en/blog/youve-heard-of-the-joint-review-panel-now-heres-what-that-means/>

<sup>229</sup> <https://www.greenpeace.org.uk/sites/files/gpuk/Tar%20sands%20InvestorBriefing.pdf>

<sup>230</sup> <http://priceofoil.org/content/uploads/2017/04/FlawedFundamentalsTarSands.pdf>

<sup>231</sup> <http://priceofoil.org/content/uploads/2011/05/RisingRisks.pdf> Platform, une ONG financée entre autres par Greenpeace UK et la Charles Stewart Mott Foundation (<http://platformlondon.org/about-us/funders-ethics/>), y avait également participé.

<sup>232</sup> <http://priceofoil.org/about/supporters/>

<sup>233</sup> Nous renvoyons à notre dossier de la Fondation Prometheus, où nous détaillons les membres de l'European Climate Foundation et plus particulièrement le profil de ses cadres, bien éloignés de « David contre Goliath » : <http://www.fondation-prometheus.org/wsite/publications/a-la-une/dossier-les-amis-de-la-terre-des-mercenaires/>

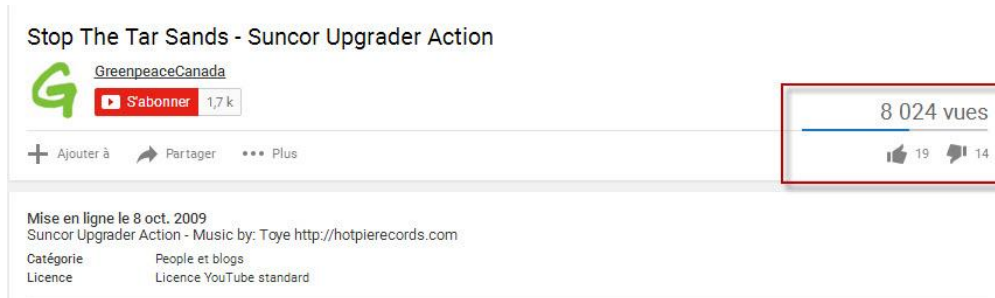
<sup>234</sup> Il travailla également pour Avvaaz.org, ONG initialement financée par George Soros et cofondée par Tom Perriello, proche de Barack Obama et ancien membre du Congrès américain. On renverra le lecteur vers deux sources pour en apprendre plus sur Avvaaz.org : 1) l'article de Dominique Guillet pour Le Grand Soir (en français) :

<http://www.legrandsoir.info/avaaz-un-ecran-de-fumee-occultant-les-bombes-liberatrices-a-uranium-appauvri.html> 2) le dossier de Cody Morningstar (en anglais) : <http://www.wrongkindofgreen.org/2012/09/10/avaaz-imperialist-pimps-of-militarism-protectors-of-the-oligarchy-trusted-facilitators-of-war/>

<sup>235</sup> <http://priceofoil.org/about/staff/>

l'usine de traitement<sup>236</sup>. Les activistes déployèrent une banderole « Dying for the climate leadership ». L'occupation dura plusieurs jours<sup>237</sup>, jusqu'à l'arrestation des militants le 1<sup>er</sup> octobre. Suncor déclara avoir perdu 1,5 million de dollars suite à cette occupation et décida de poursuivre Greenpeace en justice<sup>238</sup>.

Les activistes publièrent une vidéo sur YouTube, là encore peu visionnée en huit ans, et loin de faire consensus<sup>239</sup>. De plus, une partie de la vidéo est – comme précisé – une vue aérienne d'une banderole déployée sur le site de Shell, tirée de l'opération menée par les militants contre cette entreprise.



Par la suite, tout en continuant de critiquer Suncor, Greenpeace ne mena plus d'action d'occupation. En octobre 2014, l'ONG rapporta que « la pétrolière Suncor transportait le pétrole des sables bitumineux par train d'Alberta jusqu'à Sorel pour ensuite le transborder à bord de gigantesques pétroliers afin de l'exporter partout sur la planète<sup>240</sup>. » Pourtant, à la différence d'opérations passées de Greenpeace, tels des blocages de trains transportant des déchets toxiques, ou d'opérations marines prenant d'assaut un navire de Shell ou un baleinier, rien ne fut apparemment tenté contre Suncor.

### *Synchrude*

Le 23 juillet 2008, trois groupes d'activistes de Greenpeace pénétrèrent sur le site d'Aurora North et interrompirent les opérations de Syncrude. Une bannière avec une tête de mort fut déroulée, donnant l'impression de rejeter les boues toxiques du site d'extraction. Les militants tentèrent de bloquer deux tuyaux de décharge<sup>241</sup>.

Le 25 octobre 2010, après un article du 30 juin où l'ONG qualifiait l'entreprise de « criminel climatique »<sup>242</sup>, Greenpeace rebondit sur la condamnation de Syncrude par la justice pour ses lourdes négligences environnementales<sup>243</sup>, et publia un article mélangeant divers chiffres, dont certains extérieurs aux sables bitumineux : nombre de réfugiés climatiques, personnes qui mourraient chaque année en raison de la crise climatique, ainsi que de faux chiffres relatifs aux taux de cancers (cf. infra, le cas de John O'Connor).

<sup>236</sup> <http://www.greenpeace.org/canada/fr/actualites/greenpeace-interrompt-suncor/>

<sup>237</sup> <http://www.greenpeace.org/international/en/news/features/activists-blockade-tar-sands/>

<sup>238</sup> <http://www.cbc.ca/news/canada/edmonton/suncor-sues-greenpeace-over-protest-1.809226>

<sup>239</sup> [https://www.youtube.com/watch?v=LmPDUv\\_Yd38](https://www.youtube.com/watch?v=LmPDUv_Yd38)

<sup>240</sup> <http://www.greenpeace.org/canada/fr/blogue/Blogentry/le-26-octobre-lopposition-aux-sables-bitumine/blog/51041/>

<sup>241</sup> <http://www.greenpeace.org/canada/en/recent/greenpeace-activists-interrupt/>

<sup>242</sup> <http://www.greenpeace.org/canada/en/blog/Blogentry/its-official-syncrude-is-a-tar-sands-criminal/blog/12874/>

<sup>243</sup> <http://www.greenpeace.org/canada/en/blog/Blogentry/its-official-syncrude-is-a-tar-sands-criminal/blog/26758/>

### *British Petroleum (BP)*

Fin 2007, Greenpeace promet une campagne d'action directe contre BP suite à la décision de l'entreprise d'investir dans les sables bitumineux<sup>244</sup>. Il fallut attendre 2010 pour que l'ONG commence à agir contre le groupe pétrolier. Le 22 juin 2010, profitant d'un congrès mondial des compagnies pétrolières, Greenpeace interpella les représentants des diverses compagnies présentes, dont BP. Une militante monta sur scène et prit la parole « pour interpeller les invités réunis » et critiqua BP, abordant les sables bitumineux sous l'angle du danger de la déforestation. Une banderole l'accompagnait sur scène, portant l'inscription « Go beyond petroleum ». Médiatiquement, aucune photo ne témoigne de l'évènement, au potentiel de nuisance minimal<sup>245</sup>. L'article de Greenpeace relatant l'opération présente une photo de banderole détournant le nom de BP en « British polluters » avec une tache de pétrole sur le logo, mais elle provient d'un autre événement, antérieur d'un mois, lorsque deux activistes avaient escaladé le siège de l'entreprise à Londres, dans le cadre d'un concours de détournement de logo<sup>246</sup> suite aux investissements de BP dans les sables bitumineux et la catastrophe de Deepwater Horizon dans le Golfe du Mexique<sup>247</sup>.

En juillet 2010, Greenpeace coupa l'approvisionnement en carburant d'une cinquantaine de stations-services de BP du centre de Londres, pour protester contre la marée noire dans le Golfe du Mexique et critiquer les projets de forage sous l'océan Arctique. Bien que mentionnés, les sables bitumineux ne constituaient pas l'exigence première de l'ONG<sup>248</sup>.

L'exploitation de BP ne commença qu'à la fin de l'année 2014 avec le projet Sunrise<sup>249</sup>. Greenpeace ne mena aucune occupation de site ni de guerre de l'information ou dénonciation massive de cette opération de BP. A l'image de ce qu'écrivait le site spécialisé *Knowckers.org*<sup>250</sup> sur l'action de Greenpeace dans l'affaire du Golfe du Mexique, l'ONG était ici encore « en posture très minimaliste contre BP ». A la différence du traitement réservé à Total, Shell, Syncrude et Suncor, British Petroleum se vit à nouveau étonnamment épargnée par les activistes. La fameuse action directe promise fin 2007 par l'ONG n'eut jamais lieu.

Cette disproportion entre le traitement de Shell et celui de BP interroge. Il fut un temps, des militants de Greenpeace avaient formé le groupe d'actionnaires SANE BP<sup>251</sup> en achetant des actions du groupe, afin de pouvoir émettre des propositions au Conseil d'administration annuel. L'ONG aurait-elle conservé des liens avec le groupe pétrolier ?

Le rapport « Flawed Fundamentals » déjà mentionné donne la répartition de projets d'extraction de sables bitumineux entre plusieurs groupes pétroliers, dont les deux précités (on y trouve aussi Chevron)<sup>252</sup> :

---

<sup>244</sup> <http://www.independent.co.uk/environment/the-biggest-environmental-crime-in-history-764102.html>

<sup>245</sup> <https://www.greenpeace.fr/maree-noire-dans-le-golfe-du-mexique-greenpeace-interpelle-bp-et-les-entreprises-petrolieres/>

<sup>246</sup> <https://www.greenpeace.fr/concours-le-logo-de-bp-revu-et-corrige-par-greenpeace/>

<sup>247</sup> <http://www.thelogofactory.com/design-baby-design/> & <http://www.greenpeace.org.uk/files/tarsands/rules.html>

<sup>248</sup> [http://www.maxisciences.com/greenpeace/greenpeace-bloque-plusieurs-stations-service-bp-a-londres\\_art8508.html](http://www.maxisciences.com/greenpeace/greenpeace-bloque-plusieurs-stations-service-bp-a-londres_art8508.html)

<sup>249</sup> [http://www.lemonde.fr/planete/article/2014/12/12/bp-demarre-son-exploitation-des-sables-bitumineux-du-canada\\_4539574\\_3244.html](http://www.lemonde.fr/planete/article/2014/12/12/bp-demarre-son-exploitation-des-sables-bitumineux-du-canada_4539574_3244.html)

<sup>250</sup> <http://www.knowckers.org/2010/06/greenpeace-en-posture-tres-minimaliste-contre-bp/>

<sup>251</sup> [http://www.liberation.fr/futurs/1999/03/20/greenpeace-infiltre-chef-bp-amoco\\_268151](http://www.liberation.fr/futurs/1999/03/20/greenpeace-infiltre-chef-bp-amoco_268151)

<sup>252</sup> Voir p.11 du rapport.

- Pike 1 : BP 50%
- Pike 2 : BP 50%
- Terre de Grace Phase 1 : BP 75%
- Terre de Grace Phase 2 : BP 75%
- Terre de Grace Pilot : BP 75%
- Sunrise Phase 2A : BP 50%
- Sunrise Phase 2B : BP 50%
- Jackpine Extension : Shell 60%, Chevron 20%
- Jackpine Phase 1B : Shell 60%, Chevron 20%
- Muskeg River Mine : Shell 60%, Chevron 20%
- Pierre River Phase 1 : Shell 60%, Chevron 20%
- Pierre River Phase 2 : Shell 60%, Chevron 20%
- Carmon Creek Phase 1 & 2 : Shell 100%.

#### *Les entreprises pétrolières chinoises*

- **PetroChina**, entreprise gouvernementale chinoise<sup>253</sup>, « l'une des plus grandes entreprises énergétiques mondiales<sup>254</sup> », lorgne sur les sables bitumineux et y investit des fonds depuis plusieurs années. En 2009, elle acquit 60% de parts chez Athabasca Oil Sands Corp., pour un contrat représentant 1,9 milliard de dollars, « la plus grande offre dans l'histoire des sables bitumineux<sup>255</sup> » (puis réalisa une joint-venture pour 5 milliards de dollars en 2016<sup>256</sup>) concernant les projets de MacKay River (40% des parts) et de Dover (idem). En 2013, l'entreprise acquit 60% des parts du site de Duvernay auprès d'EnCana, pour un montant d'1,2 milliard de dollars. En dépit d'un ralentissement en 2015, PetroChina restait présente. En 2016, en seulement quelques années, le groupe avait investi 13 milliards de dollars dans les sables bitumineux, le gaz de schiste et le gaz naturel liquéfié.
- Fin mai 2005, **Sinopec** (filiale de la China Petrochemical Corp.) investit 105 millions de dollars pour acquérir 40% du projet Northern Lights géré par Synenco Energy, passés à 50% avant la vente de Synenco à Total en avril 2008 (pour 480 millions de dollars). En 2010, Sinopec conclut un contrat de 4,65 milliards de dollars pour racheter 9,03% des parts de ConocoPhillips dans le projet géant de Syncrude, faisant de cet investissement chinois « l'un des plus importants jusqu'à ce jour en Amérique du Nord<sup>257</sup> ». *Reuters* précisa qu'il s'agissait du plus gros investissement de cette entreprise dans les sables bitumineux – mais pas du seul. Les investissements des entreprises chinoises auraient surpassé ceux de leurs concurrents au cours des dernières années. Sinopec avait également augmenté de 10% ses parts dans le projet Northern Lights de Total.

<sup>253</sup> [https://www.rtb.be/info/economie/detail\\_petrole-la-chine-a-la-conquete-des-sables-bitumineux-canadiens?id=5114053](https://www.rtb.be/info/economie/detail_petrole-la-chine-a-la-conquete-des-sables-bitumineux-canadiens?id=5114053)

<sup>254</sup> <https://www.theglobeandmail.com/globe-investor/petrochina-buys-60-stake-in-oil-sands-project/article1270720/>

<sup>255</sup> <http://www.calgaryherald.com/business/Sinopec+acquires+stake+Syncrude+doubles+oilsands+presence/2831961/story.html>

<sup>256</sup> <http://business.financialpost.com/news/energy/with-first-oilsands-production-set-to-flow-petrochinas-canadian-unit-eyes-future-with-caution>

<sup>257</sup> <http://www.reuters.com/article/us-conoco-syncrude-idUSTRE63B4BU20100412>

- En 2005, la **China National Offshore Oil Corp.** investit 150 millions de dollars pour acquérir 17% de parts chez MEG Energy.
- En juillet 2009, **China Investment Corp.** investit 1,5 milliard de dollars chez le minier Teck Resources Ltd., en acquérant 17,2% de parts. Ce minier détenait 20% dans le projet de sables bitumineux de Fort Hills.

Aucune de ces entreprises ne fut attaquée par Greenpeace. En Chine, aucune manifestation n'eut lieu dans une station-service. Aucun militant ne dénonça la Chine, l'un des plus grands pollueurs mondiaux (premier émetteur de CO<sub>2</sub> : 20,9% des émissions mondiales en 2007, et 29,3% en 2013<sup>258</sup>) et grande investisseuse dans l'extraction des sables bitumineux. Personne de Greenpeace ne s'enchaîna à un convoyeur pour bloquer un site. Le site de Greenpeace Chine<sup>259</sup> ne s'en prit nullement aux investissements dans cette énergie. Un tel silence de la part des activistes de Greenpeace peut étonner, mais s'explique en reconsidérant l'ONG comme une entreprise multinationale, qui obéit aux logiques propres à toute organisation.

Dans *Ethical Oil*, Ezra Levant avait analysé cette contradiction de Greenpeace au travers d'un chapitre entier<sup>260</sup>. Une critique de l'Empire du Milieu aboutirait à la fermeture des bureaux chinois, privant l'ONG de potentiels donateurs et « supporteurs » – rappelons que chaque donateur obtient le statut de supporteur. Levant souligne ainsi qu'1% de la population qui ferait un don à l'ONG augmenterait son nombre de supporteurs de douze millions (avec les fonds afférents). Elle pourrait alors se vanter non de trois, mais de quinze millions de supporteurs, de quoi peser toujours plus sur le plan de la communication en termes de représentativité revendiquée et donc de lobbying légitime<sup>261</sup>.

Levant rapporte que Greenpeace Chine ne critique pas le nucléaire chinois, bien au contraire. Les « activistes » se félicitent par exemple que le China Guangdong Nuclear Power Group ait annoncé sa décision de construire des éoliennes, ce qui ne représenterait pourtant que 0,36% de leur énergie – alors qu'en France, Greenpeace reprochait à Total la faible part que le groupe avait décidé de consacrer aux énergies renouvelables. Les entreprises occidentales sont dénoncées, mais pas les entreprises chinoises. L'ONG n'a jamais qualifié la Chine de « climate killer ». Greenpeace n'a en outre jamais mis en lumière d'autres désastres environnementaux, comme la catastrophe de Three Gorges Dam, qui submergea plus de 1 300 villages et déporta plus d'un million de personnes. Levant note par contre que l'ONG s'attaque au problème créé par... les baguettes chinoises jetables.

Ce deux poids deux mesures est révélateur. Loin de la défense de l'environnement, nous notons des procédés qui relèvent de la recherche de sécurisation d'actifs et d'un potentiel d'ouverture de nouveaux marchés pour accroître ses levées de fonds. Contre la Chine, à l'image de ses mécènes (cf. *infra.*, III), Greenpeace a préféré passer par une critique de contournement en faisant du lobbying contre la construction de nouveaux oléoducs (en avril 2016, l'ONG présentait

<sup>258</sup> [http://edgar.jrc.ec.europa.eu/news\\_docs/jrc-2014-trends-in-global-co2-emissions-2014-report-93171.pdf](http://edgar.jrc.ec.europa.eu/news_docs/jrc-2014-trends-in-global-co2-emissions-2014-report-93171.pdf)

<sup>259</sup> <http://www.greenpeace.org.cn/>, les traductions automatiques de Google Chrome rendent la lecture du contenu accessible.

<sup>260</sup> Chapitre 8, « Greenpeace's Best Fundraiser Ever ».

<sup>261</sup> On peut en passant analyser le passage de deux à douze bureaux en Inde sous le même angle, avec le marché de donateurs et de supporteurs que représente ce pays. Douze millions de nouveaux supporteurs en plus de la Chine permettraient à Greenpeace d'augmenter considérablement ses revenus et de se réclamer non pas de quinze, mais de vingt-sept millions, se rapprochant d'un seuil symbolique de trente millions de « supporteurs ».

un mémoire devant le Bureau d'Audiences Publiques sur l'Environnement<sup>262</sup>) qui débouchent notamment sur la côte ouest et faciliteraient donc l'approvisionnement de la Chine.

Les ingérences américaines dans cette campagne, en premier lieu au travers du Rockefeller Brothers Fund, entendent pousser le Canada sur la voie de la transition énergétique, économiquement plus intéressante pour les Etats-Unis. Ce pays ne peut dès lors se permettre d'abandonner un marché des énergies fossiles en pleine expansion au Canada et dont le premier bénéficiaire serait la Chine, principale puissance rivale – et toujours plus énergivore.

#### *Quelques autres groupes pétroliers présents*

- **Cenovus Energy Inc.** Il s'agit de l'un des principaux exploitants des sables bitumineux de l'Alberta<sup>263</sup>. Greenpeace se contenta de deux ou trois articles mentionnant l'entreprise, mais ne lança jamais d'action contre cette dernière malgré son poids dans cette industrie.
- **Canadian Natural Resources.** Cette entreprise est également l'un des principaux extracteurs de sables bitumineux d'Alberta. Greenpeace ne s'attaqua à aucun de ses sites<sup>264</sup>. Pourtant, comme le rapportait *Radio Canada*, « la pétrolière Canadian Natural Resources achète la plupart des actifs des sables bitumineux de Royal Dutch Shell<sup>265</sup> ».
- **EnCana et Chevron** ne subirent aucune attaque directe de la part de Greenpeace.

#### *Le fond : Greenpeace oriente les faits sur les sables bitumineux*

Les sables bitumineux sont une forme de pétrole brut dite non conventionnelle. Ils se composent de 3 à 5% d'eau, 7 à 12% de bitume, et 80 à 85% de matières minérales (silice et argile). Extraits, ils permettent d'obtenir le bitume, sous forme solide ou de liquide dense, épais et visqueux. Les deux pays possédant l'essentiel de ses réserves sont le Canada et le Venezuela, mais on en trouve aussi à Madagascar et en Russie. L'extraction peut se pratiquer de deux façons : minière à ciel ouvert (20% des réserves totales) et *in situ* (sur place) ou thermique, qui permet de creuser plus profondément (80% des réserves totales<sup>266</sup>). Cette dernière se fait soit par procédé CSS (*Cyclic Steam Simulation*), qui permet de récupérer 20 à 25% de bitume, soit par technologie SAGD (*Steam Assisted Gravity Drainage* – Drainage par gravité au moyen de la vapeur, DGMV), qui permet de récupérer jusqu'à 40% de bitume mais aussi de recycler l'eau utilisée<sup>267</sup>.

On présente les sables bitumineux comme un pétrole sale car son extraction demande plus d'énergie qu'un pétrole conventionnel. Une fois extrait, le pétrole brut est transformé en pétrole synthétique. Parmi ses sous-produits se trouve le soufre, qui peut servir à fabriquer des engrais

---

<sup>262</sup> « Enquête et audience publique sur le projet d'oléoduc Energie Est de Transcanada », <http://www.greenpeace.org/canada/Global/canada/report/2016/06/EnergieEstMemoireGreenpeaceMai2016.pdf>, 20 avril 2016.

<sup>263</sup> <https://www.theglobeandmail.com/report-on-business/industry-news/energy-and-resources/big-oils-push-to-move-the-mushy-middle/article12464590/>

<sup>264</sup> <http://www.cnrl.com/>

<sup>265</sup> <http://ici.radio-canada.ca/nouvelle/1023184/sables-bitumineux-perspectives-prometteuses-alberta>

<sup>266</sup> <http://www.rncan.gc.ca/energie/petrole-brut/18154>

<sup>267</sup> <http://www.connaissancedesenergies.org/fiche-pedagogique/sables-bitumineux>

(la Chine et l'Inde seraient des marchés potentiels). Le soufre sert aussi pour le bitume routier et des matériaux comme le béton ou d'autres matériaux de construction<sup>268</sup>.

Comme pour plusieurs de ses campagnes, la réalité des sables bitumineux en Alberta est plus nuancée, moins binaire, que la présentation qu'en propose Greenpeace. L'ONG véhicule une certaine réalité, en général évidente (l'exploitation pétrolière porte atteinte à l'environnement), mais occulte les faits qui portent ombrage à son idéologie (et ses potentielles levées de fonds). D'autres organismes, comme par exemple la Société des musées de sciences et technologies du Canada, ont dressé une liste des avantages et inconvénients des différents types de pétrole (classique, marin et sables bitumineux), avec une mise en perspective tant sur l'impact économique et environnemental que sur la santé et la technologie<sup>269</sup>.

Aujourd'hui, le sujet fait toujours débat. Shell et Statoil se sont désengagées de leur exploitation en novembre 2016<sup>270</sup>. En janvier 2017, le premier ministre Justin Trudeau se prononça pour une sortie progressive des sables bitumineux au profit de la transition énergétique, suscitant l'opposition des dirigeants de l'Alberta<sup>271</sup> : les sables bitumineux représentent 99% des réserves de pétrole de l'Alberta, ont ainsi de quoi assurer l'indépendance énergétique du Canada et en faire une puissance pétrolière mondiale majeure.

\*\*\*

Comme nous l'avons déjà introduit, l'indépendance et l'intégrité de Greenpeace sont questionnables. Total et Shell semblent par exemple servir de prétexte à Greenpeace pour mener une communication d'influence. L'entreprise représente en effet une cible médiatique facile. En 2008, année précédant la campagne contre les sables bitumineux, Total fut condamnée dans le cadre du procès de l'Erika (1999) et dut verser 33 000 euros à Greenpeace France<sup>272</sup>.

Qu'en est-il des arguments de Greenpeace contre les sables bitumineux ? Le site officiel<sup>273</sup> des sables bitumineux canadiens fournit de nombreuses données et sources officielles sur les questions relatives à cette source d'énergie : affaires autochtones, contribution économique, réglementation et surveillance, participation des collectivités, qualité de l'air, qualité de l'eau, utilisation de l'eau, remise en état des terres, émissions de GES. De quoi, en gardant à l'esprit que chaque acteur cherche à légitimer sa propre action, apporter un point de comparaison aux affirmations de Greenpeace.

### *Le désastre climatique annoncé ?*

Les conséquences climatiques se mesureraient à l'échelle planétaire, en raison des fortes émissions de gaz à effet de serre (GES), qui pourraient « égaler ou surpasser les émissions d'un

---

<sup>268</sup> <https://www.neb-one.gc.ca/nrg/ststsc/crdlndptrlmprdct/rprt/archive/pprtnsndchllngs20152006/pprtnsndchllngs20152006-fra.pdf>

<sup>269</sup> <http://energie.techno-science.ca/fr/energie101/petrole.php>

<sup>270</sup> [http://www.lemonde.fr/climat/article/2017/01/14/justin-trudeau-veut-mettre-un-terme-a-l-exploitation-des-sables-bitumineux-d-alberta\\_5062567\\_1652612.html](http://www.lemonde.fr/climat/article/2017/01/14/justin-trudeau-veut-mettre-un-terme-a-l-exploitation-des-sables-bitumineux-d-alberta_5062567_1652612.html)

<sup>271</sup> <http://www.leblogfinance.com/2017/01/canada-trudeau-secoue-lalberta-en-plaidant-pour-une-fin-progressive-des-sables-bitumineux.html>

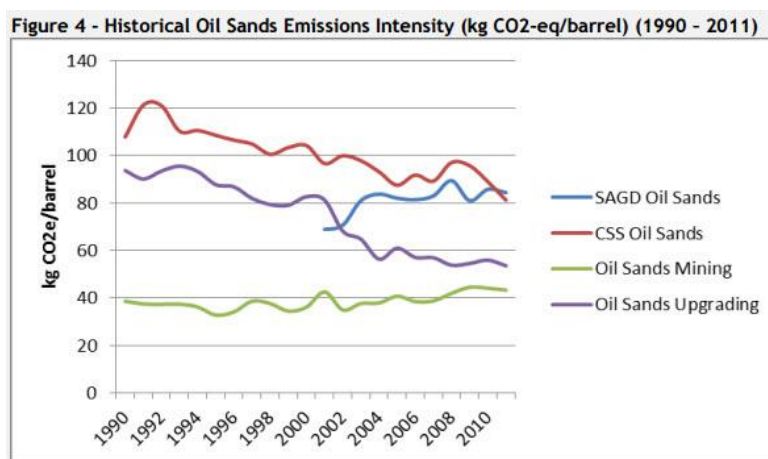
<sup>272</sup> [https://www.actu-environnement.com/ae/news/erika\\_total\\_maree\\_noire\\_proces\\_petrolier\\_4267.php4](https://www.actu-environnement.com/ae/news/erika_total_maree_noire_proces_petrolier_4267.php4)

<sup>273</sup> <http://www.canadasoilsands.ca/>

pays de 10 millions d'habitants comme la Belgique<sup>274</sup> ». Greenpeace exagère la question des GES. Un rapport du gouvernement canadien de mai 2016<sup>275</sup> soulignait qu'en 2014 « environ 9,3%<sup>276</sup> du total des émissions de GES du Canada était attribuable aux sables bitumineux, ce qui correspond à environ 0,1% des émissions mondiales ».

Par secteur, les plus grosses émissions de GES du Canada sont les transports, avec 23,4%. 70 à 80% des émissions en fonction du cycle de vie proviennent des gaz d'échappement des véhicules (le reste vient des émissions du puits à la pompe), indépendamment du type de pétrole. Le Canada lui-même ne représente qu'1,6% des émissions mondiales de GES<sup>277</sup>. De plus, diverses technologies réduisent les quantités d'émission de CO<sub>2</sub> des sables bitumineux, tels les *Gas-Turbine Once-Through Steam Generators* développés par Shell<sup>278</sup>. Ceux-ci amoindrissent le niveau des émissions liées à l'extraction à celui d'un pétrole brut conventionnel, compensant la déplétion du pétrole et du gaz naturel canadiens et l'augmentation des émissions dues au développement continu des sables bitumineux.

En 2013, Environnement Canada relevait que l'intensité des émissions de GES par baril de pétrole bitumeux produit se réduisait globalement (en 2014, le niveau était inférieur de 31% à celui de 1990)<sup>279</sup>. En 2015 toutefois, le taux de CO<sub>2</sub> produit par cette industrie avait augmenté de 56% par rapport à 1990<sup>280</sup>.



Dans son rapport contre Total, Greenpeace-France cite un article de scientifiques américains affirmant qu'il fallait réduire de manière conséquente l'émission de GES. A l'époque, l'article

<sup>274</sup> Appuyons-nous sur l'exemple belge pour rappeler que les GES sont aussi émis par l'agriculture, les transports ou les chauffages résidentiels : <http://www.climat.be/fr-be/changements-climatiques/en-belgique/emissions-belges/emissions-par-secteur/>

<sup>275</sup> [http://www.rncan.gc.ca/sites/www.rncan.gc.ca/files/energy/pdf/oilsands-sablesbitumineux/15-0513%20Oil%20Sands%20-%20GHG%20Emissions\\_us\\_f.pdf](http://www.rncan.gc.ca/sites/www.rncan.gc.ca/files/energy/pdf/oilsands-sablesbitumineux/15-0513%20Oil%20Sands%20-%20GHG%20Emissions_us_f.pdf)

<sup>276</sup> Confirmé sur <http://www.canadasoilsands.ca/en/explore-topics/ghg-emissions> ; dans la version française, la page fournit moins de tableaux (initialement en anglais) et rapporte cette proportion à 8,5%, s'appuyant sur des données du CERI (Institut canadien de recherche énergétique) de 2015 : <http://www.canadasoilsands.ca/fr/explore-topics/ghg-emissions>

<sup>277</sup> <https://ec.gc.ca/ges-ghg/default.asp?lang=En&n=E0533893-1&offset=3&toc=show>

<sup>278</sup> [http://www.pbo-dpb.gc.ca/web/default/files/Documents/Reports/2016/ClimateChange/PBO\\_Climate\\_Change\\_EN.pdf](http://www.pbo-dpb.gc.ca/web/default/files/Documents/Reports/2016/ClimateChange/PBO_Climate_Change_EN.pdf), p.33.

<sup>279</sup> [https://www.ec.gc.ca/ges-ghg/985F05FB-4744-4269-8C1A-D443F8A86814/1001-Canada%27s%20Emissions%20Trends%202013\\_e.pdf](https://www.ec.gc.ca/ges-ghg/985F05FB-4744-4269-8C1A-D443F8A86814/1001-Canada%27s%20Emissions%20Trends%202013_e.pdf), p.28.

<sup>280</sup> <http://www.rcinet.ca/fr/2017/05/11/exploitation-des-ressources-naturelles-et-technologies-propres-ottawa-renforce-les-capacites-de-lalberta/>

indiquait une augmentation médiane de la température de 5,2° d'ici 2100 (entre 3,5 et 7,4°)<sup>281</sup>. Mais cet article utilise une modélisation informatique. Or, le climat est par définition quelque chose de chaotique (la théorie du chaos s'appuie d'ailleurs sur la météorologie<sup>282</sup>). Dans son essai devenu célèbre, Gleick rappelle l'effet papillon (également appelé attracteur de Lorenz) d'Edward Lorenz : « pour de petits phénomènes météo – et à l'échelle d'une prévision globale petit peut signifier des orages ou des blizzards –, toute prédiction perd très vite de sa fiabilité. Les erreurs et les incertitudes se multiplient, s'amplifient en cascade et génèrent des processus turbulents, des tornades et des bourrasques, jusqu'aux tourbillons de la dimension d'un continent que seuls les satellites peuvent détecter. [...] Supposez [...] que l'on puisse recouvrir la Terre, depuis sa surface jusqu'au sommet de l'atmosphère, de [capteurs] espacés de trente centimètres ; supposez que chacun de ces [capteurs] indique avec une précision absolue la température, la pression, l'humidité et tout autre paramètre nécessaire à un météorologue. A 12 heures précises, un ordinateur infiniment puissant collecte toutes ces données et détermine ce qui va se produire en chaque point à 12h 1, à 12h 2, à 12h 3, etc. Cet ordinateur sera encore incapable de prédire si, un mois plus tard, il y aura de la pluie ou du soleil à Princeton, dans le New Jersey. A midi, l'espace entre les [capteurs] recèlera des fluctuations – des écarts infimes par rapport à la moyenne – dont l'ordinateur n'aura pas connaissance. A 12h 1, ces fluctuations auront déjà engendré de petites erreurs trente centimètres plus loin. En peu de temps, ces erreurs se multiplieront sur une échelle de trois mètres, et ainsi de suite, pour finalement atteindre toute la surface du Globe. »<sup>283</sup>

Il est étonnant que Greenpeace s'appuie sur cet article pour critiquer Total. Il émane en effet du MIT Joint Program on the Science and Policy of Global Change. Total était vraisemblablement au courant de ces prévisions, puisque le groupe faisait partie des nombreux acteurs énergétiques bailleurs de fonds de ce programme à l'époque où Greenpeace publia son rapport<sup>284</sup>. Il y figure toujours aujourd'hui, auprès d'acteurs multiples aux intérêts économiques parfois antagonistes<sup>285</sup>.

### *Un désastre économique ?*

Selon Greenpeace, l'impact des sables bitumineux sur l'économie serait catastrophique. En juin 2006 déjà, l'Office national de l'énergie avait réalisé un rapport sur « Les sables bitumineux du Canada. Perspectives et défis jusqu'en 2015<sup>286</sup> », et faisait état des effets socio-économiques positifs et négatifs. 33 000 emplois directs, indirects et induits avaient déjà été créés, et 240 000 de plus d'ici 2008 dans l'ensemble du Canada, dont 60% environ en Alberta dans le secteur manufacturier. Le site des sables bitumineux canadiens confirme cette tendance<sup>287</sup>, faisant état de 5 050 entreprises hors province ayant fourni leurs produits et services en 2014 (la version anglaise du site réduit pour sa part ce nombre à 3 400 entreprises en-dehors d'Alberta en 2014 et 2015<sup>288</sup>). En 2009, le même organisme publia un autre rapport, « Avenir énergétique du

<sup>281</sup> <http://news.mit.edu/2009/roulette-0519>

<sup>282</sup> Cf. notamment les découvertes de Mitchell Feigenbaum, dans Gleick (James), *La théorie du chaos*.

<sup>283</sup> Gleick, op. cit., pp.41-42.

<sup>284</sup> <https://web.archive.org/web/20090228062846/http://globalchange.mit.edu:80/sponsors/current.html>

<sup>285</sup> <https://globalchange.mit.edu/sponsors>

<sup>286</sup> [https://www.neb-](https://www.neb-one.gc.ca/nrg/sttstc/crdlndptrlmprdct/rprt/archive/pprntsndchllngs20152006/pprntsndchllngs20152006-fra.pdf)

[one.gc.ca/nrg/sttstc/crdlndptrlmprdct/rprt/archive/pprntsndchllngs20152006/pprntsndchllngs20152006-fra.pdf](https://www.neb-one.gc.ca/nrg/sttstc/crdlndptrlmprdct/rprt/archive/pprntsndchllngs20152006/pprntsndchllngs20152006-fra.pdf)

<sup>287</sup> <http://www.canadasoilsands.ca/fr/explore-topics/economic-contribution>

<sup>288</sup> <http://www.canadasoilsands.ca/en/explore-topics/economic-contribution>

Canada<sup>289</sup> », et y souligna qu' « au cours de la dernière décennie, les investissements considérables dans le secteur des sables bitumineux ont provoqué une hausse de la demande de main-d'œuvre qualifiée, propulsé les salaires et alimenté l'inflation. Entre 2005 et 2008, les salaires en Alberta ont augmenté en moyenne de 5,7% par an, 2,3% de plus que la moyenne nationale. »

Greenpeace rapporta qu'au Québec, les sables bitumineux pourraient avoir détruit 55 000 emplois. Sa source : Equiterre, sur laquelle nous reviendrons brièvement<sup>290</sup>. En mars 2012, Randstad Canada, agence majeure de « placement de personnel, recrutement et solutions RH », nota<sup>291</sup> au contraire que l'industrie pétrolière et gazière d'Alberta favorisait l'économie et les emplois de la région, avec le taux de chômage le plus bas du pays à 5%, la plus forte croissance du pays, avec une hausse de 2,8% (+58 400 emplois). Tout le monde bénéficierait de cette industrie : « les producteurs d'acier en Ontario, les usines manufacturières en Alberta et au Québec, les centres de fabrication électronique partout au Canada ». En 2016 toutefois, selon *Mining.com*, 100 000 travailleurs auraient perdu leur emploi dans les sables bitumineux suite à la chute du cours du pétrole de 2015<sup>292</sup>, sa rentabilité étant soumise à un prix du baril relativement élevé. Si nous n'avons pas pu recouper ces chiffres, d'autres articles confirment que la crise a en effet affecté les emplois du secteur<sup>293</sup>.

Le rapport de 2006 précité de l'Office national de l'énergie précisait que la croissance rapide (et non exclusivement les sables bitumineux en tant que tels) entraînait toutefois des effets socio-économiques négatifs : « pénurie de logements abordables, hausse de la circulation dans la région, pressions accrues sur les services gouvernementaux comme les soins de santé et l'éducation, transformation du mode de vie traditionnel, impacts sur les terres traditionnelles, infrastructure municipale qui ne suit pas le rythme de croissance de la population, toxicomanie et alcoolisme, et dépendance accrue à l'égard des organismes de services sociaux à but non lucratif. » En 2015, la nouvelle première ministre de l'Alberta, la néo-démocrate Rachel Notley, déclara que les sables bitumineux représentaient un « avantage phénoménal qui a transformé l'Alberta en l'un des chefs de file mondiaux pour la production pétrolière<sup>294</sup> ».

### *Une liberté totale pour les groupes pétroliers ?*

En parallèle, constate-t-on, comme Greenpeace l'affirme, une « collectivisation des coûts environnementaux » et une « privatisation des profits » des groupes pétroliers présents ? L'ONG diffuse là encore une fausse information. Le rapport de 2006 précité calculait qu'entre 1996 et 2005, les droits et impôts issus des sables bitumineux avaient rapporté six milliards de dollars au gouvernement de l'Alberta. D'ici 2015, lisait-on, « le gouvernement de l'Alberta devrait recevoir 2,4 milliards de dollars annuellement en droits, en impôts sur le revenu des sociétés et en impôts des particuliers tirés des projets existants et nouveaux de mise en valeur des sables

---

<sup>289</sup> <https://www.neb-one.gc.ca/nrg/ntgrtd/fr/archive/2009/2009nfrstrctrchngchllng/2009nfrstrctrchngchllng-fra.pdf>

<sup>290</sup>

<http://www.greenpeace.org/canada/Global/canada/report/2010/5/Les%20sables%20bitumineux%20une%20catastrophe%20ecologique%20mondiale.PDF>

<sup>291</sup> <http://www.newswire.ca/fr/news-releases/lemploi-dans-le-secteur-des-sables-bitumineux-favorise-leconomie-en-alberta-509909951.html>

<sup>292</sup> <http://www.mining.com/former-oil-sands-workers-eye-renewables-market/>

<sup>293</sup> <http://www.ctvnews.ca/business/alberta-jobless-rate-highest-in-nearly-22-years-1.3016542>

<sup>294</sup> <http://ici.radio-canada.ca/nouvelle/728909/npd-discours-notley-sables-bitumineux-avantage-petrole-alberta>

bitumineux » et « les recettes fédérales provenant des impôts sur le revenu des sociétés et des particuliers tirés de l'industrie des sables bitumineux sont évaluées à 3,5 milliards de dollars par an ». Les entreprises extractives payent des redevances concurrentielles (des contributions aux recettes publiques) à taux variable. Dans le cas des sables bitumineux, l'échelle des droits fut introduite en 2008 (avant les investissements de Total en 2009) : le paiement anticipé est passé de 1% à une échelle mobile pouvant aller jusqu'à 9% des revenus bruts, selon le prix moyen du baril de pétrole pour le mois ; le taux après bénéfice, initialement de 25%, peut désormais monter jusqu'à 40%<sup>295</sup>. Quant à la socialisation des pertes dont parle Greenpeace, c'est également faux : « De nombreuses sociétés ont subi des dépassements de coûts énormes et des retards dans leurs projets, alors que d'autres ont retardé la construction ou annulé des projets<sup>296</sup>. »

En outre, si par « pertes » Greenpeace entend l'impact environnemental, celui-ci est également encadré – au-delà d'inévitables répercussions inhérentes aux activités extractives. En 2015, le gouvernement d'Alberta actualisa ses *Specified Gas Emitters Regulations* (SGER), qui obligeaient, dès janvier 2016, à une réduction de 15% des émissions de GES ou à un paiement compensatoire de 20 dollars par tonne, et dès janvier 2017, à une réduction de 20% ou à un paiement de 30 dollars par tonne<sup>297</sup>. Le règlement avait été adopté en 2007. L'argent des pénalités sert à financer la Climate Change and Emissions Management Corporation (CCEMC), qui investit notamment dans la recherche-développement pour limiter les émissions de GES<sup>298</sup>. Le gouvernement d'Alberta investit par exemple depuis plusieurs années sur les technologies de capture et de stockage du CO<sub>2</sub>, ce que Greenpeace présente comme une « fausse solution avancée par Total pour justifier ses projets « climaticides »<sup>299</sup> ». Cette accusation de Greenpeace, datée de 2009, ne tient pas compte des éléments ultérieurs déjà présentés quant aux innovations technologiques, ni des 4,5 milliards de dollars canadiens dépensés par le gouvernement canadien<sup>300</sup>, ni des 1,24 milliard de dollars du gouvernement d'Alberta pour la capture de carbone dans le domaine tant des sables bitumineux que des engrais<sup>301</sup>.

### *L'environnement*

Sur le plan environnemental, à quel point les eaux sont-elles polluées ? Total et les entreprises peuvent-ils vraiment faire ce qu'ils veulent, ainsi que le soutient Greenpeace ? Le gouvernement d'Alberta surveille la qualité de l'eau depuis 1970. Les entreprises doivent mener des évaluations et soumettre leur résultat aux autorités. Acteurs publics et privés travaillent de concert sur cette question au travers de plusieurs organismes : Programme régional de surveillance des zones aquatiques (RAMP, créé en 1997)<sup>302</sup>, Plan régional du cours de la rivière Athabasca<sup>303</sup>, Société royale du Canada<sup>304</sup>, ou encore le Portail gouvernemental du Canada et

<sup>295</sup> <http://www.capp.ca/canadian-oil-and-natural-gas/economic-competitiveness/competitive-royalties>

<sup>296</sup> <https://www.neb-one.gc.ca/nrg/ntgrtd/fr/archive/2009/2009nfrstrctrchngchllng/2009nfrstrctrchngchllng-fra.pdf>

<sup>297</sup> <https://www.alberta.ca/climate-oilsands-emissions.aspx>

<sup>298</sup> <http://www.canadasoilsands.ca/fr/explore-topics/air-quality>

<sup>299</sup> [https://cdn.greenpeace.fr/site/uploads/2017/03/Rapport-Total-invente-la-destruction-durable.pdf?\\_ga=2.257008779.1625355085.1496332867-122931330.1492435271](https://cdn.greenpeace.fr/site/uploads/2017/03/Rapport-Total-invente-la-destruction-durable.pdf?_ga=2.257008779.1625355085.1496332867-122931330.1492435271), p.10.

<sup>300</sup> [https://www.nrcan.gc.ca/sites/www.nrcan.gc.ca/files/energy/pdf/oilsands-sablesbitumineux/15-0560%20Oil%20Sands%20-%20Carbon%20Capture%20and%20Storage\\_e.pdf](https://www.nrcan.gc.ca/sites/www.nrcan.gc.ca/files/energy/pdf/oilsands-sablesbitumineux/15-0560%20Oil%20Sands%20-%20Carbon%20Capture%20and%20Storage_e.pdf)

<sup>301</sup> <http://www.energy.alberta.ca/CCS/pdfs/FSCCS.pdf>

<sup>302</sup> <http://www.ramp-alberta.org/ramp.aspx>

<sup>303</sup> <https://www.landuse.alberta.ca/RegionalPlans/LowerAthabascaRegion/Pages/default.aspx>

d'Alberta concernant les sables bitumineux<sup>305</sup>. Une étude des résultats de ce dernier montre par exemple que les résultats quant à la qualité de l'eau invalident l'alarmisme de Greenpeace au moyen de données scientifiques.

Par ailleurs, des entreprises travaillent sur des innovations technologiques destinées à améliorer le traitement de l'eau et son recyclage dans les opérations minières et *in situ*, comme la *Canada's Oil Sands Innovation Alliance* (COSIA)<sup>306</sup>, un regroupement de producteurs qui ont déjà développé plusieurs techniques : technologies de réduction d'émissions par déconcentration des eaux de chaudière<sup>307</sup>, générateurs de vapeur à contact direct<sup>308</sup>, tubes de chaudière nervurés<sup>309</sup>, etc.

Il est exact que les travaux de Greenpeace datent de 2009 et que, selon la WaybackMachine, le site de la COSIA date de 2012. Cependant, le site des sables bitumineux canadiens existe, pour sa part, depuis 2008<sup>310</sup>, et Greenpeace disposait de toute latitude pour contribuer au débat sur la question. Mais comme nous l'avons exposé en introduction, sa campagne lancée en 2007 était destinée dès son lancement à « lutter plus efficacement contre l'exploitation croissante des sables bitumineux<sup>311</sup> ».

Une autre innovation a amélioré l'efficacité énergétique et la réduction des émissions dans cette industrie : la cogénération. Les installations de ce type « produisent de l'électricité dérivée de l'exploitation des sables bitumineux [pour] environ 2 200 mégawatts d'électricité par an. En 2014, les émissions de GES par baril de pétrole issu des sables bitumineux étaient 31% inférieures aux niveaux de 1990. On prévoit que les émissions par baril diminueront encore au cours des prochaines années<sup>312</sup>. »

Enfin, comme le gouvernement de l'Alberta le releva, 80 à 95% de l'eau utilisée pour l'exploitation des sables bitumineux est recyclée. Suncor, le plus ancien exploitant de sables bitumineux et l'une des principales cibles<sup>313</sup> de Greenpeace dans cette affaire, a de son côté mis au point la technologie *Zero Liquid Discharge*, qui permet de recycler jusqu'à 96% de l'eau<sup>314</sup>. En 2013, Total envisageait une proportion équivalente, prévoyant que l'eau sur son site de Joslyn North atteigne 85% de recyclage, voire davantage : « Dans notre projet, nous utilisons l'eau souterraine, impropre à la consommation, et non l'eau d'une rivière. Et nous prévoyons de satisfaire les besoins en eaux à 95% par de l'eau recyclée<sup>315</sup>. » La même année, la fin de non-

---

<sup>304</sup> <http://www.rsc-src.ca/en/expert-panels/rsc-reports/environmental-and-health-impacts-canadas-oil-sands-industry>

<sup>305</sup> <http://jointoilsandsmonitoring.ca/default.asp?lang=Fr&n=0DEC0F51-1>

<sup>306</sup> <http://www.cosia.ca/initiatives/water>

<sup>307</sup> <http://www.cosia.ca/initiatives/water/water-projects/boiler-blowdown-reduction-technologies>

<sup>308</sup> <http://www.cosia.ca/initiatives/water/water-projects/direct-contact-steam-generation>

<sup>309</sup> <http://www.cosia.ca/initiatives/water/water-projects/rifle-tubes>

<sup>310</sup> <https://web.archive.org/web/20080801000000/http://www.canadasoilsands.ca/>

<sup>311</sup> [http://www.greenpeace.org/canada/fr/actualites/sables\\_bitumineux\\_Alberta\\_debut/](http://www.greenpeace.org/canada/fr/actualites/sables_bitumineux_Alberta_debut/)

<sup>312</sup> [http://www.nrcan.gc.ca/sites/www.nrcan.gc.ca/files/energy/pdf/oilsands-sablesbitumineux/15-0513%20Oil%20Sands%20-%20GHG%20Emissions\\_us\\_f.pdf](http://www.nrcan.gc.ca/sites/www.nrcan.gc.ca/files/energy/pdf/oilsands-sablesbitumineux/15-0513%20Oil%20Sands%20-%20GHG%20Emissions_us_f.pdf)

<sup>313</sup> [http://www.greenpeace.org/canada/en/Multimedia\\_u/Photos/climate--Energy/Tar-sands/Greenpeace-Banner-on-Athabasca-River/](http://www.greenpeace.org/canada/en/Multimedia_u/Photos/climate--Energy/Tar-sands/Greenpeace-Banner-on-Athabasca-River/)

<sup>314</sup> <http://www.cosia.ca/uploads/files/Media%20Resources/Media%20Kit/Zero%20Liquid%20Discharge.pdf>

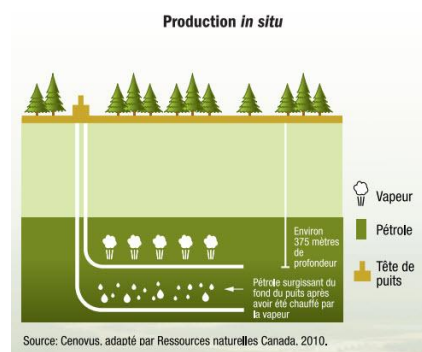
<sup>315</sup> <http://www.novethic.fr/empreinte-terre/ressources-naturelles/isr-rse/sables-bitumineux-des-ong-en-alerte-des-petroliers-actifs-et-une-europe-qui-hesite-141535.html>

recevoir que Total adressa à Greenpeace<sup>316</sup> laissait entendre que l'action du groupe pétrolier, et plus largement des autres entreprises, résulte essentiellement des échanges avec les autorités d'Alberta et de la législation en vigueur. Les données produites par les organismes publics et para-publics apparaissent en effet plus scientifiques que les contributions militantes de Greenpeace.

On notera toutefois que le site des sables bitumineux canadiens, dont l'intérêt est de défendre son activité, omet les conséquences du recyclage de l'eau. A chaque réutilisation, l'eau se gorge de toujours plus de produits chimiques issus des sables bitumineux, une donnée de poids car « la composition chimique de l'eau a une incidence sur l'efficacité du processus d'extraction du bitume, sur les réactions des nouveaux résidus quand ils sont rejetés dans les bassins, et sur les mesures à prendre pour récupérer les résidus et l'eau lorsque le gisement sera épuisé<sup>317</sup> ».

Quant à l'eau de rivière, quelle proportion de l'Athabasca est utilisée ? Cela serait difficile à déterminer en raison de son débit variable : « Ainsi, si l'on produit environ 750 000 barils de bitume par jour dans les exploitations à ciel ouvert (soit la production estimée pour 2008), il faut 2 625 000 barils de nouvelle eau chaque jour. Si l'on puisait cette eau de la rivière Athabasca, ce serait l'équivalent d'environ 2,6 % de l'eau de la rivière en hiver (en moyenne) et de 0,6 % du printemps à l'automne (d'après le débit moyen enregistré jusqu'en 2002). Les proportions seraient de 5 % l'hiver et de 1 % l'été, si l'on effectuait le calcul en tenant compte du plus faible débit enregistré avant 2002<sup>318</sup>. »

Ailleurs, Greenpeace met en garde contre la destruction de la forêt boréale<sup>319</sup>. Le réseau de mines, de puits, de routes et d'oléoducs pourrait détruire une surface comparable à la taille de la Grèce, du Portugal et du Danemark combinés. L'ONG ne donne toutefois aucun chiffre, contrairement au gouvernement canadien : « Les entreprises sont tenues par la loi de remettre le lieu en parfait état après l'extraction des sables bitumineux de façon à ce que la zone retourne à l'état d'écosystème autonome de forêt boréale avec la végétation et la faune locales. La forêt boréale canadienne s'étend d'un océan à l'autre sur une superficie d'environ 3,1 millions de kilomètres carrés<sup>320</sup>. Après plus de 40 ans d'exploitation des sables bitumineux, son extraction a porté atteinte à environ 761 km<sup>2</sup> de ce territoire. Bien qu'il soit prévu que l'exploitation des sables bitumineux continue de se développer, on s'attend à ce que la grande majorité de cette croissance provienne des procédés *in situ*. Les projets *in situ* ont une incidence sur seulement un septième de la zone d'une exploitation minière



<sup>316</sup>

[https://web.archive.org/web/20130926120114/http://www.novethic.fr/novethic/finance/transparence/fin\\_non\\_recevoir\\_pour\\_sables\\_bitumineux\\_ag\\_total/133333.jsp](https://web.archive.org/web/20130926120114/http://www.novethic.fr/novethic/finance/transparence/fin_non_recevoir_pour_sables_bitumineux_ag_total/133333.jsp)

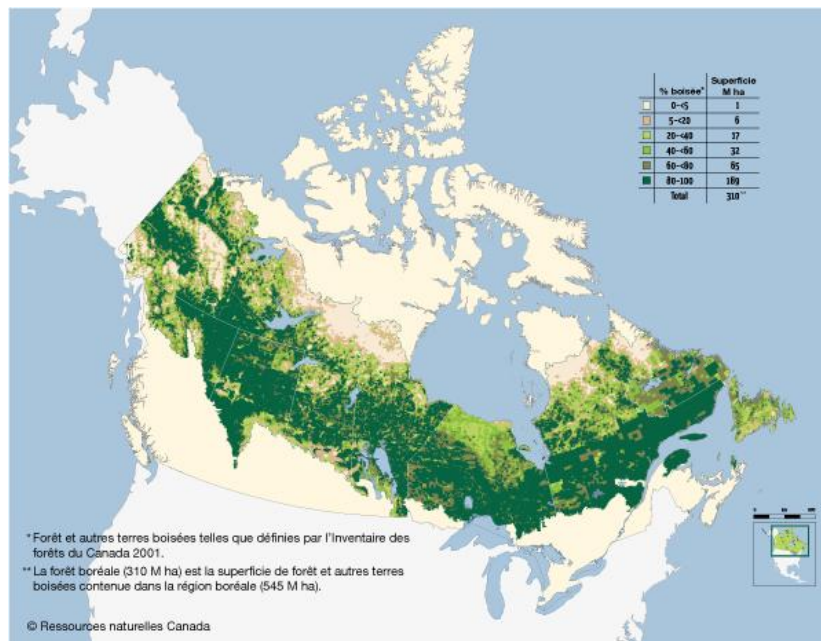
<sup>317</sup> <http://www.rncan.gc.ca/energie/sables-bitumineux/gestion-eau/5868>

<sup>318</sup> <http://www.rncan.gc.ca/energie/sables-bitumineux/gestion-eau/5870>

<sup>319</sup> [http://www.greenpeace.org/canada/Global/canada/report/2010/4/BorealForest\\_FS\\_Footnote\\_rev\\_4.pdf](http://www.greenpeace.org/canada/Global/canada/report/2010/4/BorealForest_FS_Footnote_rev_4.pdf)

<sup>320</sup> Une note précise ici que « la forêt boréale décrite dans ce document comprend la forêt et d'autres terrains boisés dans la région boréale du Canada ».

similaire [le document prend ici une source familière de Greenpeace : le Pembina Institute] et aucun bassin de résidus n'est produit<sup>321</sup>. »



L'environnement fait aussi l'objet d'une surveillance et d'un travail conjoint entre les autorités d'Alberta et les entreprises, avec plusieurs projets de remise en état des terrains exploités : restauration de l'habitat du caribou, reconstitution de la terre végétale, accélération du reboisement, tourbière de basse Nikanotee, etc.<sup>322</sup> *Environnement Canada* fournit de son côté les résultats d'analyses menées sur les populations animales dans la région des sables bitumineux, dont on peut donner quelques exemples :

- Santé des oiseaux aquatiques coloniaux et contaminants, zone des sables bitumineux<sup>323</sup> : « Cet ensemble de données affiche des concentrations de métaux lourds, y compris du mercure, des dibenzodioxines polychlorées (PCDD) et des dibenzofurannes polychlorés (PCDF), et des isotopes stables de l'azote dans les œufs de cinq espèces d'oiseaux aquatiques vivant en colonie (goéland de Californie, goéland argenté, goéland à bec cerclé, sterne pierregarin et sterne caspienne) récoltés dans deux sites près du delta des rivières de la Paix et Athabasca (île Egg et lac Mamawi) et un site dans le sud de l'Alberta (réservoir Langdon). Des données sont disponibles pour 1977, 2009, 2011, 2012 et 2013 pour des sites dans le nord de l'Alberta et pour 2008 à 2013 en ce qui concerne le site dans le sud de l'Alberta. Bien qu'il n'existe aucune ligne directrice qui s'appliquerait à ces mesures, selon l'évaluation de nos experts, il est peu probable que les concentrations observées constituent un risque pour ces populations d'oiseaux. »

<sup>321</sup> <http://www.nrcan.gc.ca/sites/www.nrcan.gc.ca/files/energy/pdf/eneene/pubpub/pdf/OS-brochure-fra.pdf>, pp.3-4.

<sup>322</sup> <http://www.canadasoilsands.ca/fr/environmental-innovation/land>

<sup>323</sup> <http://donnees.ec.gc.ca/data/species/assess/wild-bird-health-and-contaminants-oil-sands-region/colonial-waterbird-health-and-contaminants-oil-sands-region/?lang=fr>

- Santé des amphibiens et des zones humides et contaminants, région des sables bitumineux<sup>324</sup> : « Les propriétés chimiques de l'eau et de 26 métaux différents ont été mesurées à des fins de surveillance sur 21 sites de terres humides où sont menées des études sur la santé des amphibiens. Les mesures des propriétés chimiques de l'eau (pH, conductivité, matières dissoutes totales, etc.) permettent d'évaluer la qualité de l'eau, de caractériser les terres humides étudiées et permettent des comparaisons entre les différents types de terres humides surveillées. Les données indiquent de faibles concentrations de métaux, nombre d'entre eux étant indétectables. Deux échantillons de la qualité de l'eau, un prélevé en 2011 (8,27 µg\ /L) et l'autre en 2012 (6,47 µg\ /L) dans le lac Galoot, situé dans le delta Paix-Athabasca, excédaient la recommandation pour l'arsenic établie pour la protection de la vie aquatique par le Conseil canadien des ministres de l'Environnement (CCME). Toutefois, des échantillons prélevés à ce même emplacement en 2013 (1,29 et 0,78 µg\ /L) et en 2014 (2,21 µg\ /L) étaient inférieurs à la recommandation du CCME. »
- Exposition sur le terrain et effets – émissions atmosphériques et HAP (hydrocarbures aromatiques polycycliques), région des sables bitumineux<sup>325</sup> : « Des données sur la taille de la couvée et le poids des oisillons, la longueur des ailes, la taille des organes et les mesures de la fonction thyroïdienne de l'hirondelle bicolore ont été recueillies de sites d'étude près de fosses actives, de bassins de résidus et d'usines de traitement sur les concessions de sables bitumineux, et d'un site de référence relativement intouché au sud de Fort McMurray, en Alberta. L'analyse de la performance de reproduction des oiseaux a révélé qu'on n'a noté aucune différence dans le succès de l'éclosion et celui de l'envol entre les sites industriels et le site de référence. [...] Les données sur la qualité de l'air ambiant recueillies des mêmes sites ont dévoilé des concentrations de composés organiques volatiles (COV), incluant des hydrocarbures aromatiques polycycliques (HAP), des HAP alkylés et des dibenzothiophènes. Les données indiquent que les concentrations aux sites industriels étaient égales ou supérieures à celles qui ont été mesurées au site de référence. En outre, les HAP, les HAP alkylés et les dibenzothiophènes ont été mesurés dans des échantillons d'eau recueillis dans les terres humides adjacentes aux sites d'étude de l'hirondelle bicolore. Les données révèlent que les concentrations des sites industriels étaient égales ou supérieures à celles du site de référence, mais qu'elles ne dépassaient pas les recommandations du Conseil canadien des ministres de l'Environnement (CCME) au chapitre de la qualité de l'eau pour la protection de la vie dulcicole. »

### *Cancers et poissons difformes ?*

La santé est un élément anxigène mis en avant pour critiquer les sables bitumineux. Greenpeace et d'autres arguèrent du taux anormalement élevé de cancers attribués à cette activité industrielle, suite aux travaux de John O'Connor. Ce médecin de famille avait diagnostiqué un taux anormalement élevé de cancers dans la communauté autochtone de Fort Chipewyan, en Alberta, et les attribuait aux sables bitumineux. Ezra Levant, dans son essai *Ethical Oil*, avait rapporté les nombreuses incohérences d'O'Connor. Ce dernier fut critiqué par

<sup>324</sup> <http://donnees.ec.gc.ca/data/species/assess/amphibian-and-wetland-health-contaminants-and-toxicology-oil-sands-region/wild-amphibian-and-wetland-health-and-contaminants-oil-sands-region/?lang=fr>

<sup>325</sup> <http://donnees.ec.gc.ca/data/species/assess/bird-health-and-toxicology-oil-sands-region/field-exposure-and-effects-air-emissions-PAHs-oil-sands-region/?lang=fr>

*Health Canada* pour avoir créé une peur infondée. L'*Alberta Cancer Board* diagnostiqua par exemple deux cancers, contre six pour O'Connor, qui s'était donc trompé à 66%. O'Connor refusa de remettre les dossiers des « cancéreux » à Health Canada bien qu'il affirma que les patients étaient en danger. Il avait notamment déclaré qu'un patient de trente-trois ans était décédé du colon, ce qu'infirmait l'investigation universitaire. Le 15 avril 2015, suite à la radiation de John O'Connor, Ezra Levant publia un document de treize pages du *College of Physicians & Surgeons* d'Alberta du 4 novembre 2009, accablant pour O'Connor<sup>326</sup>. Greenpeace avait fait la promotion de cet homme<sup>327</sup> et l'avait porté aux nues comme « lanceur d'alertes ». Il avait d'ailleurs fait partie de la délégation de Greenpeace Canada partie en Scandinavie faire pression, avec Greenpeace Nordic, pour que Statoil se désengage des sables bitumineux<sup>328</sup>. Pour les cancers mais aussi des poissons difformes<sup>329</sup>, Greenpeace citait le rapport d'un homme, Andrew Nikiforuk, journaliste environnementaliste et soutien de John O'Connor (tous deux faisaient partie de la délégation en Scandinavie). Un problème d'indépendance apparaît : Greenpeace a payé Nikiforuk pour rédiger ce rapport<sup>330</sup>. En 2014, l'*Alberta Health Services* publia une étude d'où il ressortait que le taux de cancer n'avait pas changé à Fort Chipewyan<sup>331</sup>.

En juillet 2014 toutefois, un rapport de plusieurs autres organismes tira d'autres conclusions, mais ce dernier travail ne semble hélas pas avoir réellement fait l'objet de discussions scientifiques officielles quant à sa pertinence<sup>332</sup>. De même, plus récemment, des scientifiques de l'Université d'Alberta découvrirent que le coke de pétrole issu des sables bitumineux produirait des hydrocarbures aromatiques polycycliques cancérigènes<sup>333</sup>.

Levant rapporte que la difformité d'un poisson, la laquaiche aux yeux d'or, serait simplement relative à son processus de décomposition naturelle. Des ONG dont Greenpeace signalaient pourtant que ce poisson aurait muté, suite à l'exploitation des sables bitumineux. Il posséderait alors une « double mâchoire ». C'est encore faux. Le docteur Joseph Nelson, ichtyologiste à l'Université d'Alberta, précisa que cette particularité est propre à ce poisson et connue depuis longtemps<sup>334</sup>. Levant occulte toutefois la présence de boursouffures et de lésions sur plusieurs poissons du lac Athabasca, qui seraient des conséquences directes de l'exploitation des sables bitumineux.

### *Un « oubli » de Greenpeace ?*

Avant les sables bitumineux et la prédominance du Canada, le premier fournisseur de pétrole était l'Arabie Saoudite. *Ethical Oil*, dans sa promotion des sables bitumineux, souligne à juste titre que Greenpeace reste étonnamment silencieuse contre Saudi Aramco. Les sables bitumineux d'Alberta, affirme Ezra Levant, sont produits de manière plus éthique et en

<sup>326</sup> [https://www.therebel.media/john\\_is\\_a\\_liar](https://www.therebel.media/john_is_a_liar)

<sup>327</sup> [http://www.greenpeace.org/canada/en/Multimedia\\_u/Videos/Climat-Energie/Tar-sands/Dr-John-OConnor---Family-Physician-/](http://www.greenpeace.org/canada/en/Multimedia_u/Videos/Climat-Energie/Tar-sands/Dr-John-OConnor---Family-Physician-/)

<sup>328</sup> <http://www.greenpeace.org/canada/en/recent/greenpeace-takes-the-stop-tar-sands-to-scandinavia/>

<sup>329</sup> [http://www.greenpeace.org/canada/Global/canada/report/2010/4/SocialCosts\\_FS\\_Footnotes\\_rev\\_4.pdf](http://www.greenpeace.org/canada/Global/canada/report/2010/4/SocialCosts_FS_Footnotes_rev_4.pdf)

<sup>330</sup> <http://www.greenpeace.org/canada/en/campaigns/Energy/tarsands/Resources/Background-documents/Dirty-Oil-How-the-tar-sands-are-fueling-the-global-climate-crisis-/>

<sup>331</sup> <http://www.albertahealthservices.ca/assets/healthinfo/poph/hi-poph-surv-cancer-overview-fort-chip-2014-03-24.pdf>

<sup>332</sup>

<sup>332</sup> [https://www.dropbox.com/sh/nu0lftnz521nm46/AABXa8S3TJOWSs\\_ch2js3b3ua?preview=FULL+REPORT+Fort+Chipewyan+Env+Health+July+2014.pdf](https://www.dropbox.com/sh/nu0lftnz521nm46/AABXa8S3TJOWSs_ch2js3b3ua?preview=FULL+REPORT+Fort+Chipewyan+Env+Health+July+2014.pdf)

<sup>333</sup> <http://pubs.acs.org/doi/abs/10.1021/acs.est.5b05092>

<sup>334</sup> <https://www.pressreader.com/canada/national-post-latest-edition/20090313/281492157231403>

respectant davantage de normes sociales et environnementales que l'Arabie Saoudite. Au-delà de son argument, un autre point peut être souligné : les calculs de Greenpeace sont incomplets.

En effet, l'extraction de ce pétrole brut émet plus de GES que le pétrole conventionnel (nous avons toutefois vu la proportion infime que cela représente au niveau mondial, 0,1%). Cependant, le premier client reste le pays voisin du Canada, les Etats-Unis. Au moyen des oléoducs (qui fonctionnent à l'électricité et produisent peu de GES), le transport demande bien moins de consommation de carburants et d'intervention de fret, contrairement au pétrole saoudien. De ce fait, cette consommation réduit les coûts et la pollution qu'occasionnerait un transport depuis l'Arabie Saoudite jusqu'aux Etats-Unis.

### *Greenpeace au service de la vérité ?*

Ayant pris connaissance de ces nombreuses informations, Greenpeace aurait-elle pour autant nuancé son propos sur les sables bitumineux ? On peut en douter. Année après année, Greenpeace Canada poursuit la publication de rapports qui maintiennent sa position<sup>335</sup>. En France, à première vue, Greenpeace a cessé d'attaquer Total sur cette question, après s'être servi du pic médiatique du sommet de Copenhague de décembre 2009. Pourtant, un élément atteste que le bureau français de l'ONG n'a nullement l'intention de porter à la connaissance du public les faits que nous avons exposés et sourcés.

En effet, l'url du mini-rapport de 2009 « Total invente la destruction durable » indique que le document a été remis en ligne récemment, en mars 2017, date qui correspond au lancement par Greenpeace d'une nouvelle guerre de l'information contre le groupe pétrolier, cette fois-ci pour des forages au large d'un récif corallien au Brésil (cf. notre étude de cas n°2). La page dédiée qui rappelle les faits date du 16 mai 2017.

[https://cdn.greenpeace.fr/site/uploads/2017/03/Rapport-Total-invente-la-destruction-durable.pdf?\\_ga=2.257008779.1625355085.1496332867-122931330.1492435271](https://cdn.greenpeace.fr/site/uploads/2017/03/Rapport-Total-invente-la-destruction-durable.pdf?_ga=2.257008779.1625355085.1496332867-122931330.1492435271)

### **Avec les sables bitumineux, Total invente la destruction durable ...**

<https://www.greenpeace.fr/sables-bitumineux-total-invente-destruction-durable/> ▼

**16 mai 2017** Le pétrole des **sables bitumineux**, hydrocarbure le plus « sale » du monde, n'a pas sa place dans un ... de la désastreuse exploitation des **sables bitumineux** canadiens, on trouve Total SA. ... Consultez nos offres d'emploi.  
Vous avez consulté cette page.

### **Le double-fond(s) : Derrière l'écologie, des enjeux économiques**

#### *Un mercenariat vert (et à géométrie variable) ?*

Les éléments exposés soulèvent plusieurs questions. L'exploitation des sables bitumineux ayant lieu depuis plusieurs dizaines d'années, pourquoi Greenpeace a-t-elle choisi d'attendre 2007 pour s'y attaquer ? Pourquoi encore chercher à biaiser la présentation des faits ?

Greenpeace déclare refuser depuis toujours d'être financée par des entreprises, et ne bénéficier de dons que de particuliers ou de fondations. Pourtant, ces dernières sont bien souvent l'extension des entreprises. Les rapports financiers de Greenpeace sont pour l'essentiel moins transparents que ce qu'annonce l'ONG : si les montants des dons y sont révélés, le détail reste inconnu (il est ainsi cocasse que, dans sa lutte contre le site pro-sables bitumineux *Ethical Oil*,

<sup>335</sup> <http://www.greenpeace.org/canada/en/campaigns/Energy/tarsands/Resources/>

qui est vraisemblablement une feuille de vigne du parti conservateur<sup>336</sup>, Greenpeace se plainte que « l'Institut Ethical Oil ne divulgue pas publiquement ses sources de financement<sup>337</sup> ». La seule véritable transparence se situe du côté américain, avec les formulaires IRS 990. Nous y apprenons qu'en 2005, des trusts de la famille Rockefeller ont donné plus d'1,2 million de dollars à Greenpeace<sup>338,339</sup>. Or, Exxon Mobil (ex-Standard Oil of New Jersey, ex-Vacuum Oil Company<sup>340</sup>) est l'une des trente-quatre subdivisions de la défunte Standard Oil de la famille Rockefeller, et BP (ex-Atlantic Petroleum, ex-Standard Oil of Ohio, ex-Standard Oil of Indiana, et ex-Standard Oil of Kansas) avait racheté une partie conséquente des parts de la Standard Oil déjà en 1987<sup>341</sup>. Chevron (ex-Standard Oil of California et ex-Standard Oil of Kentucky) et ConocoPhillips (ex-Continental Oil Company) font également partie de ces subdivisions, et l'action de Greenpeace à leur encontre fut quasi-inexistante.

Greenpeace pourra se défendre sur les financements directs des Rockefeller en soutenant que la somme reçue serait globalement « mince », mais l'apport d'un acteur ne se limite pas au capital financier, mais également à son carnet d'adresse, en particulier dans le domaine des trusts centrés sur la transition énergétique. Par ailleurs, il est éthiquement douteux de se faire financer par un fonds dont la famille a fait fortune pendant près d'un siècle et demi dans l'industrie pétrolière.

Le 14 octobre 2010<sup>342</sup>, la journaliste Vivian Krause imputa cette guerre contre les sables bitumineux aux fondations américaines, dont le but serait de bloquer les exportations maritimes de pétrole canadien, afin que les Etats-Unis en demeurent les seuls clients. Au centre des mouvements de capitaux se trouverait la discrète Tides Foundation, qui bénéficie de la générosité d'autres fondations, qu'elle redistribue ensuite en fonction des demandes de ses bailleurs de fonds, ce que relève le Center for Consumer Freedom<sup>343</sup>. Krause révèle que la Tides bénéficia de 700 000 dollars de la Oak Foundation de San Francisco en 2009 pour accroître la visibilité de la question des sables bitumineux. La Oak donna également une somme « non-révélee » à Greenpeace Canada « pour accentuer l'intérêt croissant des propriétaires de ranchs et de terres pour limiter l'exploration débridée de pétrole et de gaz dans l'Alberta australe ». Greenpeace aurait été également financée pour « mener une recherche d'opinions spéciale et un travail médiatique » et pour identifier les messages à valeur informationnelle maximale auprès des Albertains.

Cela pose les limites de la sincérité du combat contre les sables bitumineux : « En bref, les organisations environnementales font ce pour quoi elles sont payées », à l'image des Amis de la Terre qui se sont attaqués à EDF et ENGIE en étant financés par l'European Climate Foundation,

---

<sup>336</sup> <http://www.ledevoir.com/environnement/actualites-sur-l-environnement/404951/greenpeace-demande-a-elections-canada-d-enqueter-sur-ethical-oil>

<sup>337</sup> <http://www.lapresse.ca/environnement/politique-verte/201404/08/01-4755583-plainte-de-greenpeace-a-elections-canada-contre-ethical-oil.php>

<sup>338</sup> <http://www.rbf.org/grantees/greenpeace-fund>

<sup>339</sup> <https://www.activistfacts.com/organizations/131-greenpeace/>

<sup>340</sup> [https://fr.wikipedia.org/wiki/Standard\\_Oil#Les\\_successeurs](https://fr.wikipedia.org/wiki/Standard_Oil#Les_successeurs)

<sup>341</sup> <http://www.nytimes.com/1987/04/29/business/bp-in-7.82-billion-deal-for-standard.html>

<sup>342</sup> <http://business.financialpost.com/fp-comment/u-s-foundations-against-the-oil-sands>

<sup>343</sup>

<https://web.archive.org/web/20061228053710/http://resourcescommittee.house.gov/archives/107cong/forests/2002feb12/berman.htm>

elle-même financée par douze acteurs des énergies dites « propres » et renouvelables<sup>344</sup>. Lorsque les bailleurs de fonds de différentes ONG sont un même organisme, le doute s'installe sur la spontanéité de la critique. Krause relève que depuis 2000, la Tides Canada reçut au moins 56 millions de dollars de la part de fondations caritatives américaines. En 2007 et 2008, elle obtint 34 millions de dollars et se classait ainsi 14<sup>e</sup> mondiale en termes de financement par des fondations américaines. De fait, elle peut recevoir des fonds de fondations qui veulent atteindre une industrie étrangère.

Un fichier de Stratfor du 13 août 2010 publié par Wikileaks<sup>345</sup> confirmait les propos de Vivian Krause. Greenpeace avait bénéficié de 186 000 dollars de la Tides Canada pour la campagne des sables bitumineux, notamment pour mener des actions directes : blocage d'usines, déploiement de banderoles dans des manifestations et d'autres lieux publics.

Le 29 novembre 2013<sup>346</sup>, Vivian Krause publia un second article d'investigation, portant sur de nouveaux financements américains pour la guerre du pétrole canadien. Des lettres de Tides USA révélaient des paiements de 3,2 millions de dollars au cours des mois passés pour des groupes d'activistes et des ONGE au Canada, aux Etats-Unis et en Europe, afin de créer une opposition au développement pétrolier canadien. Les principaux bailleurs de fonds de cette campagne contre les sables bitumineux étaient le Rockefeller Brothers Fund, les William & Flora Hewlett Foundation, Oak Foundation, Sea Change Foundation, Tides Foundation, etc., la plupart californiennes, pour un total de plus de 75 millions de dollars. En novembre 2013, plusieurs lettres pour au moins soixante-dix paiements avaient été envoyées par la Tides de San Francisco (Tides USA) à quarante-cinq organisations aux Etats-Unis, au Canada et en Europe. La Tides avait payé Greenpeace Canada 90 000 dollars « pour des manifestations qui montrent une opposition à l'expansion des oléoducs et des sables bitumineux, pour une participation dans la société Pipeline AB, et pour un travail soutenu afin d'exposer les aspects néfastes de l'industrie et du gouvernement dans l'expansion des sables bitumineux », et 100 000 dollars supplémentaires aux mêmes fins. D'autres paiements mentionnent une opposition à des oléoducs : TransCanada (le fameux Keystone XL, et Line 9), Enbridge, Kinder Morgan.

Cette lutte contre les oléoducs constitue une attaque indirecte contre les entreprises du secteur, en impactant fortement la marge bénéficiaire des groupes présents. Encore aujourd'hui, Greenpeace et d'autres poursuivent un fort lobbying auprès du gouvernement canadien pour s'opposer et générer la contestation, conformément aux souhaits de ses bailleurs de fonds, contre la construction de ces oléoducs. Le 28 juillet 2014<sup>347</sup>, Mike Hudema attribua ainsi – excessivement – à Greenpeace et à « une opposition croissante » le gel des 11 milliards de dollars d'investissements de Total sur le site de Joslyn en raison des coûts occasionnés par l'absence des oléoducs Keystone XL, Northern Gateway et Trans Mountain qui permettraient de faciliter le transport du pétrole à moindre coût. C'est une des raisons, mais elle n'est pas la seule, contrairement aux affirmations d'Hudema. L'article vers lequel ce dernier renvoie souligne

---

<sup>344</sup> <http://www.fondation-prometheus.org/wsite/publications/a-la-une/dossier-les-amis-de-la-terre-des-mercenaires/>

<sup>345</sup> [https://wikileaks.org/gifiles/attach/33/33633\\_Oil%20Sands%20Activism%20Funding%20Overview.doc](https://wikileaks.org/gifiles/attach/33/33633_Oil%20Sands%20Activism%20Funding%20Overview.doc)

<sup>346</sup> <http://business.financialpost.com/fp-comment/vivian-krause-new-u-s-funding-for-the-war-on-canadian-oil>

<sup>347</sup> <http://www.greenpeace.org/canada/en/blog/Blogentry/the-beautiful-battle-against-the-tarsands/blog/50015/>

d'ailleurs que le choix de Total est plus complexe et repose sur la hausse de l'ensemble des coûts dans l'industrie de l'énergie et le besoin d'améliorer la technologie et les plans d'exécution<sup>348</sup>.

Aujourd'hui, le projet d'oléoduc Northern Gateway a été abandonné. Suite à son blocage par Barack Obama, le projet Keystone XL (construit par TransCanada) a été relancé par Donald Trump<sup>349</sup>. Quant à Trans Mountain de Kinder Morgan, cet oléoduc validé par Justin Trudeau et Rachel Notley fait toujours l'objet d'un intense lobbying de Greenpeace auprès de l'alliance NPD-Verts, caractérisé en outre par des manifestations typiques de l'ONG comme devant le Parlement de Colombie britannique<sup>350</sup>.



Nous avons de notre côté consulté les formulaires IRS 990 de la Tides pour vérifier les chiffres de Vivian Krause relatifs à Greenpeace Canada :

- 2006<sup>351</sup> : 1 000 dollars au Greenpeace Fund (Etats-Unis).
- 2009<sup>352</sup> : 185 000 dollars à Greenpeace Canada pour la campagne sur les sables bitumineux + 29 735 pour le Greenpeace Fund à titre de « soutien général ».
- 2010 : 200 000 dollars à Greenpeace Canada pour la campagne sur les sables bitumineux<sup>353</sup>.
- 2011<sup>354</sup> : 250 000 dollars pour le même thème.

<sup>348</sup> <https://www.theglobeandmail.com/report-on-business/joslyn/article18914681/>

<sup>349</sup> [http://www.lemonde.fr/international/article/2017/03/24/transcanada-obtient-le-feu-vert-americain-pour-la-construction-de-l-oleoduc-keystone-xl\\_5100366\\_3210.html](http://www.lemonde.fr/international/article/2017/03/24/transcanada-obtient-le-feu-vert-americain-pour-la-construction-de-l-oleoduc-keystone-xl_5100366_3210.html)

<sup>350</sup> <http://ici.radio-canada.ca/nouvelle/1036822/greenpeace-erige-drapeau-victoria-espoir-kinder-morgan-pipeline-oleoduc-trans-mountain>

<sup>351</sup> <http://www.foundationsearch.com/990/ARCHIVE/5/TIDES%20FOUNDATION%202006%20510198509.PDF>

<sup>352</sup> [http://pdfs.citizenaudit.org/2010\\_08\\_EO/51-0198509\\_990\\_200912.pdf](http://pdfs.citizenaudit.org/2010_08_EO/51-0198509_990_200912.pdf)

<sup>353</sup> <https://www.tides.org/fileadmin/user/990/990-Tides-Foundation-2010.pdf.pdf>

<sup>354</sup> [http://pdfs.citizenaudit.org/2012\\_08\\_EO/51-0198509\\_990\\_201112.pdf](http://pdfs.citizenaudit.org/2012_08_EO/51-0198509_990_201112.pdf)

- 2012<sup>355</sup> : 90 000 dollars pour le même thème.
- 2013<sup>356</sup> : 100 000 dollars pour la question des sables bitumineux et du climat + 90 000 dollars + quatre dons au Greenpeace Fund pour un total de 22 500 dollars.
- 2015<sup>357</sup> : trois dons à Greenpeace Canada, pour un total de plus de 139 000 dollars. Objet : Front Commun pour la transition énergétique : recherche, éducation, et organisation sur les carburants sales et les oléoducs « comme souligné dans votre proposition ».

Notons en parallèle le site [travelingalberta.com](http://travelingalberta.com)<sup>358</sup>, un détournement de site touristique qui propose de voyager au milieu de sables bitumineux, de plages de sable noir, de pêcher des poissons visqueux<sup>359</sup>. Il émane de Greenpeace<sup>360</sup>. Le site du Rockefeller Brothers Fund révèle que la Tides Canada a bénéficié de ses subventions pour créer un site (apparemment ce site) sur le tourisme et les sables bitumineux : 50 000 dollars le 13 février 2008. Ceci accrédite le rôle d'ONG écran joué par la Tides.

Loin de l'indépendance proclamée par Greenpeace, nous nous trouvons ici face à un mercenariat vert, dont l'ONG n'est d'ailleurs que l'un des nombreux maillons. Les financements sont plus larges et révèlent une opération conjointe en provenance des Etats-Unis pour déstabiliser le potentiel de puissance énergétique canadien. Krause expose que la Tides a également financé une nouvelle campagne contre l'extraction *in situ*, un projet « Stop Shell and Keep Tar Sands Out of Europe », et donna 150 000 dollars au Natural Resources Defense Council de New York. Un autre organisme, Corporate Ethics International, reçut également des fonds du Rockefeller Brothers Fund pour mener campagne contre les sables bitumineux : 300 000 dollars le 18 novembre 2010 ; 500 000 dollars (sur deux ans) le 19 novembre 2009 ; 200 000 dollars le 19 juin 2008 ; 250 000 dollars le 13 décembre 2007<sup>361</sup>, soit 1,25 million de dollars contre les sables bitumineux (entre autres dons). A l'image de [travelingalberta.com](http://travelingalberta.com), *Rethink Alberta* est un site créé par Corporate Ethics International, et composé de plusieurs autres groupes<sup>362</sup> (le site n'existe plus depuis 2014). Equiterre, déjà mentionnée *supra.*, bénéficia des subventions de la Tides en 2010 et 2015 sur la question des sables bitumineux et des oléoducs.

Global Exchange, une autre organisation, fut aussi financé (bien que peu) par le Rockefeller Brothers Fund<sup>363</sup> sur les questions de « pratique démocratique » et par la Tides Foundation à plusieurs reprises : 2006<sup>364</sup>, 2010<sup>365</sup>, 2011<sup>366</sup>, 2012<sup>367</sup>, 2013<sup>368</sup>, 2014<sup>369</sup>, 2015<sup>370</sup>. Mike Hudema,

<sup>355</sup> [http://pdfs.citizenaudit.org/2013\\_10\\_EO/51-0198509\\_990\\_201212.pdf](http://pdfs.citizenaudit.org/2013_10_EO/51-0198509_990_201212.pdf)

<sup>356</sup> [http://pdfs.citizenaudit.org/2014\\_09\\_EO/51-0198509\\_990\\_201312.pdf](http://pdfs.citizenaudit.org/2014_09_EO/51-0198509_990_201312.pdf)

<sup>357</sup> <https://www.guidestar.org/ViewEdoc.aspx?eDocId=3138154&approved=True>

<sup>358</sup> <http://travelingalberta.com/>

<sup>359</sup> <http://news.nationalpost.com/full-comment/kevin-libin-environmental-activists-hide-behind-a-screen-of-u-s-money>

<sup>360</sup> [http://travelingalberta.com/about\\_us.php](http://travelingalberta.com/about_us.php) & [http://travelingalberta.com/contact\\_us.php](http://travelingalberta.com/contact_us.php)

<sup>361</sup> <http://www.rbf.org/grantees/corporate-ethics-international>

<sup>362</sup> <https://web.archive.org/web/20131030043645/http://rethinkalberta.com/about.php>

<sup>363</sup> <http://www.rbf.org/grantees/global-exchange>

<sup>364</sup> <http://www.foundationsearch.com/990/ARCHIVE/5/TIDES%20FOUNDATION%202006%20510198509.PDF>

<sup>365</sup> <http://www.earthisland.org/assets/2010form990.pdf>

<sup>366</sup> [https://www.tides.org/fileadmin/Admin/Financials/Tides\\_Foundation\\_990.pdf](https://www.tides.org/fileadmin/Admin/Financials/Tides_Foundation_990.pdf)

<sup>367</sup> [https://www.tides.org/fileadmin/user/990/2012\\_990\\_TF\\_public.pdf](https://www.tides.org/fileadmin/user/990/2012_990_TF_public.pdf)

<sup>368</sup> [https://www.tides.org/fileadmin/user/990/2013\\_Tides\\_Foundation\\_Fed\\_Form\\_990\\_Public\\_Disclosure.pdf](https://www.tides.org/fileadmin/user/990/2013_Tides_Foundation_Fed_Form_990_Public_Disclosure.pdf)

<sup>369</sup> <https://www.tides.org/fileadmin/user/990/2014/2014TidesFoundationFedForm990.pdf>

<sup>370</sup> [https://www.tides.org/fileadmin/user/pdf/Tides\\_List\\_of\\_2015\\_Grantees.pdf](https://www.tides.org/fileadmin/user/pdf/Tides_List_of_2015_Grantees.pdf)

Directeur du bureau de Greenpeace Canada à Edmonton dédié aux sables bitumineux, fut membre de Global Exchange de mai 2004 à juillet 2007, avant de rejoindre directement Greenpeace<sup>371</sup>.

#### *Cui bono ? Les Rockefeller (et les Etats-Unis)*

Exposer ces financements est ici indispensable. En 2012, le *Daily Caller*<sup>372</sup> mit en ligne une présentation Powerpoint du Rockefeller Brothers Fund de juillet 2008, dirigée par son directeur de programme Michael Northrop. Cette présentation était dédiée à « la campagne des sables bitumineux<sup>373</sup> ». Plusieurs organismes devaient participer à cette campagne : Natural Resources Defence Council, Earth Women, Oil Change, Forest Ethics, Environmental Defence, Global Exchange, Rainforest Action Network, mais aussi le Pembina Institute (qui avait lancé une campagne de sensibilisation en 2005), Greenpeace, Sierra Club, WWF, Indigenous Environmental Network, etc.

Les premières diapositives présentent le réchauffement climatique et montrent, à partir de l'*Oil and Gas Journal* de décembre 2004, les réserves de pétrole par pays. Avec 259 milliards de barils, l'Arabie Saoudite arrive en première position devant le Canada, qui en possède 173, dont 98% dans les sables bitumineux<sup>374</sup>. Une cartographie complète des exportations et des oléoducs est mise en avant. Le Rockefeller Brothers Fund propose de structurer une campagne coordonnée au travers de sa fondation et de la Fondation Hewlett, en attribuant 7 millions de dollars par an à cette campagne.

Les liens de la famille Rockefeller avec le gouvernement américain sont de notoriété publique et s'expliquent par l'histoire de cette famille. L'un de ses membres, Nelson Rockefeller, fut d'ailleurs le 41<sup>ème</sup> vice-président des Etats-Unis, sous la présidence de Gerald Ford. David Rockefeller, le plus connu des petits-fils du fondateur de la Standard Oil, fut par exemple à l'origine de la création de l'influent Groupe de Bilderberg et de la Commission Trilatérale, et siégea entre autres fonctions au Council on Foreign Relations – dont l'un des think tank se nomme le David Rockefeller Studies Program<sup>375</sup>. Une action menée par le Rockefeller Brothers Fund contre les sables bitumineux bénéficierait certes à sa famille, mais également au gouvernement américain et aux lobbyistes des énergies renouvelables, au moins jusqu'à l'arrivée au pouvoir de Donald Trump, qui décida de relancer la production d'énergies fossiles et le projet d'oléoduc Keystone XL.

Dans la présentation Powerpoint, Michael Marx, Directeur exécutif de Corporate Ethics International, proposait de mettre en avant les coûts et les aspects négatifs des sables bitumineux, de faire ralentir et arrêter le développement d'infrastructures et d'« enrôler » les décideurs-clés. Après avoir réussi à changer le débat et lancé un moratoire, l'effet final recherché serait de faire émerger comme paradigme dominant les nouvelles énergies. Cinq pistes

---

<sup>371</sup> <https://www.linkedin.com/in/mike-hudema/?ppe=1>

<sup>372</sup> <http://dailycaller.com/2012/02/20/campaign-against-canadian-keystone-xl-pipeline-driven-by-us-foundation-millions/>

<sup>373</sup> [https://fr.scribd.com/document/82144578/Tar-Sands-Presentation-July-2008?ad\\_group=&campaign=VigLink&content=27795&irgwc=1&keyword=ft500noi&medium=affiliate&source=impactradius](https://fr.scribd.com/document/82144578/Tar-Sands-Presentation-July-2008?ad_group=&campaign=VigLink&content=27795&irgwc=1&keyword=ft500noi&medium=affiliate&source=impactradius)

<sup>374</sup> <http://www.rcinet.ca/fr/2017/05/11/exploitation-des-ressources-naturelles-et-technologies-propres-ottawa-renforce-les-capacites-de-lalberta/>

<sup>375</sup> <https://www.cfr.org/think-tank>

stratégiques de campagne sont envisagées par le Rockefeller Brothers Fund : arrêter / limiter l'expansion de raffineries et d'oléoducs ; forcer à mener des réformes relatives au territoire, aux produits toxiques et à l'eau où sont exploités les sables bitumineux ; réduire significativement la demande future pour les sables bitumineux ; peser sur le débat aux Etats-Unis et au Canada ; créer l'unité autour de la question de la fin des carburants fossiles et la vendre aux décideurs. La campagne passerait par un coordonnateur américain et un autre canadien. Quatre types de groupes mèneraient la campagne : politique, demande, infrastructure, communications, et un comité de pilotage comprendrait les coordonnateurs, les bailleurs de fonds, les représentants des groupes de campagne, ainsi que le fonds de la Tides dédié aux sables bitumineux. Le budget de 7 millions de dollars par an se répartirait dans les poursuites légales, l'organisation, la sensibilisation, et le lobbying législatif.

Dan Woynillowicz, Directeur des relations extérieures et stratégiques du Pembina Institute, rappela que le Pembina est actif sur la question des sables bitumineux depuis le milieu des années 1990 et lança une importante campagne de sensibilisation en 2005. Sa présentation souligne le succès auprès des médias, dont l'attention sur le sujet aurait fortement crû depuis octobre 2007. Ceci se traduit par une réponse du gouvernement fédéral d'Alberta, avec un objectif pour 2018 et deux milliards de dollars engagés dans la capture et le stockage de carbone – mais le gouvernement ne voudrait pas aller assez loin sur la question, lit-on. Il faudra alors soutenir l'engagement dans les procédures d'approbation réglementaire, mobiliser des ressources en communications, en média et sur le web, s'appuyer sur les Premières Nations (qui mirent par la suite en avant, médiatiquement, les fameux poissons « difformes »<sup>376</sup>) et autres défis légaux, et mobiliser le public en Ontario et au Québec.

Enfin Susan Casey-Lefkowitz, avocate principale du National Resources Defence Council, proposait une stratégie pour la campagne américaine sur les sables bitumineux canadiens, mettant en avant le réchauffement climatique, la forêt boréale, la justice environnementale et les oiseaux migrateurs. Elle insistait notamment sur la capacité d'influence pour mettre fin à la dépendance au pétrole. Les banques devraient s'engager, ainsi que les investisseurs pétroliers (dont Total était absent, à cette époque). Greenpeace est plusieurs fois présente en photo au cours de cette présentation, soulignant le rôle d'agit-prop de l'ONG.

### *Lobbying énergétique*

Depuis de nombreuses années, des lobbies ont poussé les Etats-Unis à s'orienter vers la transition énergétique, un domaine où leurs entreprises sont particulièrement performantes. L'entrave aux sables bitumineux canadiens peut s'interpréter à plusieurs niveaux : 1) guerre économique pour empêcher le Canada d'avoir une véritable indépendance énergétique et de devenir une puissance majeure grâce aux sables bitumineux 2) volonté d'empêcher l'exportation de ce pétrole vers la Chine, premier rival économique des Etats-Unis, en s'assurant que ces derniers restent les premiers clients si les investissements ne parviennent pas à être stoppés ; jusqu'alors, le premier exportateur de pétrole était l'Arabie Saoudite, le plus grand producteur est Saudi Aramco, et l'Arabie Saoudite est une alliée des Etats-Unis, or les sables bitumineux lui feraient perdre quatre-vingt millions de barils par an, selon Levant<sup>377</sup> 3) le Rockefeller Brothers Fund anticipe le choc en retour en prévoyant la durée avant que la campagne contre les sables

---

<sup>376</sup> <http://www.cbc.ca/news/canada/edmonton/oilsands-poisoning-fish-say-scientists-fishermen-1.939507>

<sup>377</sup> *Ethical Oil*, op. cit.

bitumineux porte ses fruits : les Rockefeller investissaient encore, jusqu'en 2014, dans le pétrole dont les sables bitumineux au travers d'ExxonMobil. Leur campagne contre Keystone XL fait suite à leur désinvestissement de l'industrie fossile<sup>378</sup> 4) les entreprises visées sont des concurrentes des filiales héritières de la Standard Oil.

Le rapport annuel 2014 du Rockefeller Brothers Fund précisait qu'environ 40% de son budget annuel de dons était dédié aux « divers efforts pour combattre le réchauffement climatique ». En 2014, le développement durable devenait le secteur le plus financé par la Fondation, avec 74 millions de dollars, soit une hausse de 14 millions (+23%)<sup>379</sup>. 43% des dépenses du programme se destinaient à favoriser une économie fondée sur l'énergie propre, et 17% à réduire la dépendance sur l'énergie émettrice de CO2<sup>380</sup>. En 2016, 39% (2,47 millions de dollars) de ce programme étaient dédiés à une économie reposant sur l'énergie propre, 38,6% (2,45 millions) pour la sensibilisation du public et des décideurs au changement climatique, 9,3% (593 000 dollars) au progrès international sur le changement climatique, et 7% (444 630 dollars) pour réduire la dépendance à l'énergie à forte intensité de carbone<sup>381</sup>.

En mai 2008 déjà, avant le lancement de la campagne contre les sables bitumineux, les Rockefeller, actionnaires d'Exxon, sont entrés en conflit contre l'entreprise, qui refusait de se diversifier avec les énergies renouvelables comme le faisait déjà Royal Dutch Shell. Les raisons sont loin d'être « uniquement » philanthropiques : « Leurs arguments (et leurs motivations) sont autant financiers que moraux. Si ExxonMobil rate le coche des renouvelables, craignent-ils, les bénéfices de l'entreprise en pâtiront<sup>382</sup>. »

Le désinvestissement de la famille Rockefeller d'Exxon prit effet en mars 2016, avec un retrait du pétrole, du charbon et des sables bitumineux, jugeant Exxon « moralement condamnable » de poursuivre dans cette voie<sup>383</sup>. En septembre 2015, le site *Inside Climate News* avait publié des documents montrant que depuis les années 1970, les scientifiques d'Exxon avaient averti le groupe sur l'impact de l'exploitation de pétrole sur le changement climatique<sup>384</sup>. Opportunément, les Rockefeller se trouvent parmi les bailleurs de fonds de ce site<sup>385</sup>, via le Rockefeller Brothers Fund et le Rockefeller Family Fund.

\*\*\*

Loin d'agir en activistes pour l'environnement, Greenpeace a été rémunérée comme mercenaire vert et ONG écran masquant des intérêts économiques alternatifs aux sables bitumineux. A aucun moment, l'ONG n'a dénoncé l'opération de *greenwashing* ni la contradiction d'être financée par la Tides afin de servir les intérêts du Rockefeller Brothers Fund, famille ayant fait fortune notamment grâce au pétrole. En aucun lieu, Greenpeace n'a fait preuve de mesure, de rigueur, de souci scientifique ni d'une volonté d'informer de manière équilibrée les citoyens sur

---

<sup>378</sup> <http://www.oilsandsfactcheck.org/2014/09/25/video-the-truth-about-the-anti-keystone-xl-rockefeller-brothers-fund/>

<sup>379</sup> <http://www.rbf.org/about/2014-annual-review>

<sup>380</sup> <https://web.archive.org/web/20151118202035/http://www.rbf.org/programs/sustainable-development>

<sup>381</sup> <http://www.rbf.org/programs/sustainable-development>

<sup>382</sup> [http://www.liberation.fr/futurs/2008/05/28/les-rockefeller-verts-de-colere-contre-exxon\\_72797](http://www.liberation.fr/futurs/2008/05/28/les-rockefeller-verts-de-colere-contre-exxon_72797)

<sup>383</sup> <https://www.rffund.org/divestment>

<sup>384</sup> <https://insideclimatenews.org/news/15092015/Exxons-own-research-confirmed-fossil-fuels-role-in-global-warming>

<sup>385</sup> <https://insideclimatenews.org/about/our-funders>

les avantages et les inconvénients des sables bitumineux. Elle fait partie des nombreux acteurs mobilisés par l'ancien n°1 de l'industrie pétrolière. Son action, avec ses méthodes classiques (caricature, manifestations, banderoles, « dossiers », vidéos, occupation de site), repose sur des arguments essentiellement unilatéraux et s'inscrit dans un agenda déconnecté des premières exploitations des sables bitumineux vingt ans auparavant, sur lesquelles l'ONG était jusqu'alors demeurée étrangement silencieuse. A ce jour, Greenpeace Canada poursuit sa campagne<sup>386</sup>. Le lobbying énergétique semble avoir porté ses fruits puisque l'Alberta s'ouvre de plus en plus au marché des énergies renouvelables<sup>387</sup>.

Pour compléter ce dossier des sables bitumineux, nous noterons que leur exploitation est défendue par Patrick Moore, l'un des cofondateurs de l'organisation, aujourd'hui considéré comme « controversé » en raison de son soutien au nucléaire et à l'hydroélectricité. Moore voit dans cette énergie un moyen de faire face aux besoins énergétiques croissants de la population mondiale<sup>388</sup>. En février 2014, un autre porte-voix anti-pétrole, *Media Matters for America* (un site financé par la Tides Foundation et l'Open Society de George Soros...<sup>389</sup>), dépeignait Moore comme un désinformateur et un négateur du réchauffement climatique d'origine anthropique<sup>390</sup>.

---

<sup>386</sup> <http://www.greenpeace.org/canada/fr/campagnes/Energies/sables-bitumineux/>

<sup>387</sup> <http://ici.radio-canada.ca/nouvelle/1038065/energie-renouvelable-alberta-electricite>

<sup>388</sup> <http://business.financialpost.com/news/energy/ex-greenpace-leader-bats-for-oil-sands>

<sup>389</sup> [http://www.politico.com/blogs/onmedia/1010/Soros\\_gives\\_1\\_million\\_to\\_Media\\_Matters.html](http://www.politico.com/blogs/onmedia/1010/Soros_gives_1_million_to_Media_Matters.html)

<sup>390</sup> <https://www.mediamatters.org/research/2014/02/27/who-is-patrick-moore-a-look-at-the-former-green/198266>

## Étude de cas n°2 : la Foz do Amazonas

### La forme : Les attaques de Greenpeace contre Total

#### *Chronologie*

En avril 2016, une équipe de trente chercheurs océanographes américains et brésiliens rendirent publiques leurs découvertes sur un grand récif corallien à l'embouchure de l'Amazone (*Foz do Amazonas*), suite à des expéditions menées en 2010, 2012 et 2014. Ce récif mesurerait près de 9 500 km<sup>2</sup>, pour plus de 1 000 km de longueur, s'étendant des Etats du Maranhão, du Pará et d'Amapá, jusqu'à la frontière avec la Guyane française. Cette expédition s'appuya sur une publication de 1977<sup>391</sup>, qui rapportait la pêche de poissons semblables à ceux que l'on trouve dans les milieux coralliens.

Le 12 janvier 2017, Greenpeace envoyait une lettre à Total, probablement pour faire part à l'entreprise de son opposition au forage pétrolier dans la Foz do Amazonas. Quelques jours plus tard, l'ONG entreprit une expédition sur les lieux pour réaliser les premières images du récif corallien.

Le 23 janvier, Greenpeace Italia publiait un visuel avec une petite tortue et des gouttes de pétrole rajoutées prêtes à lui couler dessus<sup>392</sup>. C'est ce jour que l'ONG publia son premier tweet sur le sujet avec le hashtag #AmazonReef. Le 28 janvier, Greenpeace UK publia la première photo du récif sous-marin<sup>393</sup>, suivie par Greenpeace India<sup>394</sup> et d'autres bureaux (Belgique, Russie, etc.).

En janvier 2017, après la lettre de l'ONG à Total, l'Esperanza se rendit à 250 kms au large des côtes du Brésil pour mener une expédition de documentation<sup>395</sup>. Le 29 janvier, la BBC rapportait l'expédition, et écrivait que selon Greenpeace, 95 puits avaient été forés dans la région, avec vingt-sept d'entre eux abandonnés suite à des incidents mécaniques<sup>396</sup>.

Contre Total, Greenpeace réalisa une vidéo animée simulant une fuite de pétrole qui détruit en conséquence l'écosystème marin (animaux, végétation), accompagnée d'une musique d'ambiance anxiogène et de poissons morts remontant à la surface – en noir et blanc pour accentuer l'effet macabre. Le message est qu' « au large du Brésil, une menace plane », symbolisée par un navire de Total.

Dans le même temps, en janvier 2017, Greenpeace lança une pétition contre le groupe pétrolier. Elle comportait plus de 50 000 signatures au 29 janvier<sup>397</sup>, 500 000 au 16 février<sup>398</sup>, plus d'un million au 18 avril 2017<sup>399</sup>, et plus d'1,2 million à ce jour<sup>400</sup>. Elle permit notamment, en faisant

---

<sup>391</sup> Collette (Bruce) & Ruetzler (Klaus), « Reef Fishes Over Sponge Bottoms Off the Mouth of the Amazon River », [https://repository.si.edu/bitstream/handle/10088/7901/iz\\_Collette\\_Ruetzler\\_1977.pdf?sequence=1&isAllowed=y](https://repository.si.edu/bitstream/handle/10088/7901/iz_Collette_Ruetzler_1977.pdf?sequence=1&isAllowed=y) & <http://agris.fao.org/agris-search/search.do?recordID=AV20120146816>

<sup>392</sup> [https://twitter.com/Greenpeace\\_ITA/status/823576920973578240](https://twitter.com/Greenpeace_ITA/status/823576920973578240)

<sup>393</sup> <https://twitter.com/GreenpeaceUK/status/825365739272019969>

<sup>394</sup> <https://twitter.com/greenpeaceindia/status/853208854880038912>

<sup>395</sup> [http://www.lemonde.fr/planete/article/2017/01/24/a-la-decouverte-d-une-mysterieuse-barriere-de-corail-au-large-de-l-amazone\\_5068167\\_3244.html](http://www.lemonde.fr/planete/article/2017/01/24/a-la-decouverte-d-une-mysterieuse-barriere-de-corail-au-large-de-l-amazone_5068167_3244.html)

<sup>396</sup> <http://www.bbc.com/news/world-latin-america-38789009>

<sup>397</sup> <https://twitter.com/GreenpeaceUK/status/825793139394895874>

<sup>398</sup> <https://twitter.com/greenpeacefr/status/832156328634236928>

<sup>399</sup> <https://twitter.com/Greenpeace/status/853350988618625024>

monter le hashtag #AmazonReef, de donner davantage de visibilité aux actions ultérieures de l'ONG sur Twitter, fin mars et surtout fin mai. Si BP est aussi mise en cause, la vidéo et le logo de la pétition ne représentent que la multinationale française<sup>401</sup>. La section britannique de Greenpeace lança aussi une pétition contre BP et Total, mais sans aucun logo<sup>402</sup>. En outre, Greenpeace France n'a une fois de plus pas activement attaqué BP.

Le 31 janvier, l'Energy Desk de Greenpeace publia une information erronée, selon laquelle Total et BP voudraient forer à 8 km du récif. Après un courrier de Total du 8 février l'invitant à se rendre sur les lieux, l'ONG rectifia, les forages les plus proches étant prévus à 28 km du récif<sup>403</sup>.

Le 6 février, Greenpeace qualifia les opérations de Total et BP de « projets écocides<sup>404</sup> ». Les entreprises menaceraient aussi la mangrove amazonienne du parc national de Cabo Orange, un espace protégé de 619 000 hectares.

Le 27 mars, Greenpeace déversa 3 000 litres de mélasse sur environ 400 m<sup>2</sup> devant le siège de Total à La Défense, avec des militants portant des banderoles en français et en portugais où était inscrit « Sauvons le récif de l'Amazone », et une autre seulement en français, « Total menace officielle du récif de l'Amazone », avec une réplique déployée en grand par des militants escaladant la devanture du bâtiment. L'AFP filma la vidéo de l'action<sup>405</sup> et plusieurs utilisateurs de Twitter partagèrent les photos de l'événement, qui n'obtint cependant qu'assez peu de retweets à chaque fois, contrairement à l'action de Greenpeace du 27 mai (de plus grande envergure et où l'ONG put s'appuyer sur ANV-COP21 et donc ses réseaux pour obtenir davantage de résonance).

Ce même jour, sur Twitter, en réponse à Greenpeace, Total invita (à nouveau<sup>406</sup>) l'ONG au dialogue et donna sa version des faits : « Nos licences d'exploration ne se superposent pas avec le positionnement des récifs décrits par la communauté scientifique. Ceci a été attesté lors de l'« étude de baseline environnementale ». L'enquête publique a confirmé l'absence d'impact par nos opérations sur ces récifs : le puits le plus proche qui sera foré, sera situé à 28 km de distance. » Total ajoute que des leçons furent tirées de 2010 et de la catastrophe de British Petroleum avec « la conception, la construction et la mise à disposition d'équipements capables de stopper une éruption. Ces équipements sont gérés par l'organisme coopératif de lutte contre la pollution marine aux hydrocarbures, le *Oil Spill Response Ltd* (OSRL). A titre d'exemple, un des dispositifs de « capping » est en place à Rio de Janeiro. » Total proposait à Greenpeace de « [se] rendre compte par [elle]-même de la qualité des travaux de préparation et des opérations sur place ». L'impact de cette communication de Total est toutefois inexistant : Manoelle Lepoutre, Directrice engagement société civile de Total, ne fut retweetée que cinq fois, contre 105 pour le tweet initial de Greenpeace.

---

<sup>400</sup> Le 28 juillet 2017.

<sup>401</sup> <https://fr.amazonreefs.org/>

<sup>402</sup> <https://secure.greenpeace.org.uk/page/s/defend-the-amazon-reef>

<sup>403</sup> <https://twitter.com/Energydesk/status/826514702935142400/photo/1>

<sup>404</sup> <https://www.greenpeace.fr/voyage-en-eaux-troubles-les-projets-de-total-et-bp-menacent-aussi-la-mangrove-amazonienne/>

<sup>405</sup> <http://www.huffingtonpost.fr/2017/03/27/pourquoi-greenpeace-a-deverse-3000-litres-de-melasse-devant-le-s-a-22013598/>

<sup>406</sup> <https://twitter.com/ManoelleL/status/846370249364647937> & <https://twitter.com/search?vertical=default&q=%23amazonreef&src=typd&lang=fr>

Le 27 mars 2017 toujours, simultanément avec la France, Greenpeace mena une action contre Total en Belgique<sup>407</sup>, où Anvers accueille la plus grande raffinerie belge du groupe pétrolier. L'une des deux Directrices de Greenpeace International, Bunny McDiarmid, y participa. Elle incarne un symbole fort puisque, comme nous l'avons mentionné dans sa biographie, elle fit partie de l'équipe du Rainbow Warrior en 1985 – l'accusation contre Total s'étend ainsi subtilement à la France<sup>408</sup>. Les militants escaladèrent « un grand réservoir de pétrole, une torchère et une cheminée haute de 90 mètres pour y déployer une banderole », ainsi qu'une œuvre d'art qu'ils recouvrirent ensuite de faux pétrole. Cette action à Anvers rassembla des activistes de Greenpeace Belgique, Pays-Bas, Allemagne, Hongrie, Suisse et du Royaume-Uni. Elle s'inscrit dans le contexte d'autres manifestations qui se tinrent au mois de mars dans plus de soixante pays. Bunny McDiarmid demandait ici que Total écoute le mouvement Break Free, qui se développerait sur les six continents. Cette opération est en réalité majoritairement chapeautée par Greenpeace : dans l'essentiel des pays partenaires, l'ONG est en effet la seule entité qui représente Break Free<sup>409</sup>.

Le 31 mars, pour *Le Monde*, Rémi Barroux<sup>410</sup> notait que « Total sera l'une des deux compagnies, avec BP, à pouvoir explorer cette zone<sup>411</sup>. » L'information est fautive et ne fut pas corrigée *a posteriori* : plusieurs entreprises ont obtenu des concessions pour forer dans la Foz do Amazonas. Comme dans un reportage de *Reuters* (cf. *infra*), les avis mis en avant par l'article divergent quant au forage. Pedro Aloisio Pitar, président de l'association locale des pêcheurs de Calçoene, expliquait que la population entendit parler du forage dès 2013 mais manque d'informations ; Ricardo Motta, « le Directeur du parc national de Cabo Orange [...] redoute le chantage économique et social des compagnies pétrolières, dans un pays en crise, avec ses 13 millions de chômeurs » ; la maire d'Oiapoque, au nord du parc de Cabo Orange, se montre favorable aux projets et à leurs retombées socio-économiques ; Gilberto Laparra, président du Conseil des peuples indigènes d'Oiapoque, s'interroge, et aimerait que Total et BP se rendent auprès des communautés locales. Enfin Ronaldo Francini Filho, professeur de biologie marine à l'université de l'Etat de Paraíba, demande à en faire une zone protégée – ce point aura son importance, comme nous le verrons (cf. III).

Le 1<sup>er</sup> avril, Greenpeace fit un « poisson d'avril » à Total en simulant des forages pétroliers sur des sites naturels et touristiques français (Trocadéro, Etretat, Pic Saint-Loup, Bordeaux, ou encore Mont Saint-Michel<sup>412</sup>), habillés en faux cadres dirigeants et en faux ouvriers (une demi-douzaine à une dizaine de militants à chaque fois). *Libération* rapporta que « les militants ont

---

<sup>407</sup> <http://www.usinenouvelle.com/article/total-vise-par-des-actions-coordonnees-de-greenpeace-a-paris-et-a-anvers.N519414>

<sup>408</sup> <http://www.greenpeace.org/belgium/fr/presse/LIVE--La-directrice-internationale-de-Greenpeace-prend-part-a-une-action-contre-les-plans-de-forage-de-Total/>

<sup>409</sup> Greenpeace est l'unique représentante de Break Free (<https://www.breakfree2017.org/partner-organization/>) dans plusieurs pays. Pour la Grèce, on notera que les associations partenaires n'ont pour certaines rien à voir avec les énergies fossiles mais traitent de questions comme les migrants. A l'international, on trouve en outre Global Witness, dont le plus gros bailleur de fonds, George Soros, avait substantiellement investi dans le pétrole par le passé, et plus récemment dans le charbon d'Arch Coal et Peabody Energy.

<sup>410</sup> Rémi Barroux est un militant politique, cf. *Les nouveaux sans culottes – Enquête sur l'extrême-gauche française*.

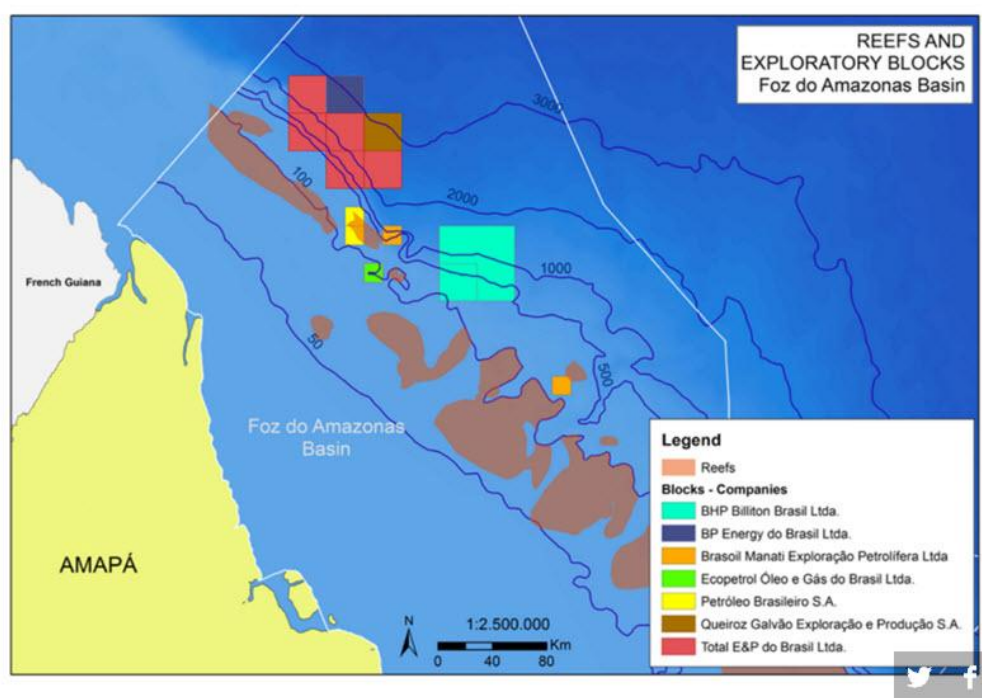
<sup>411</sup> [http://www.lemonde.fr/planete/article/2017/03/31/au-bresil-mangrove-foret-peche-et-coraux-menaces-par-les-projets-petroliers-de-total\\_5103677\\_3244.html](http://www.lemonde.fr/planete/article/2017/03/31/au-bresil-mangrove-foret-peche-et-coraux-menaces-par-les-projets-petroliers-de-total_5103677_3244.html)

<sup>412</sup> <https://twitter.com/search?vertical=default&q=%23amazonreef&src=typd&lang=fr>

annoncé d'autres actions dans les semaines à venir si Total maintient son projet, qui pourrait voir le forage de puits d'exploration avant la fin 2017<sup>413</sup>. »

Le même jour, contre Total, Greenpeace réalisa quelques happenings au Brésil, avec à chaque fois peu de militants<sup>414</sup>, à l'exception d'une grosse performance qui réunit six cents personnes le 29 mars, dont deux cents étudiants d'écoles publiques de Rio de Janeiro. Greenpeace fit ici du lobbying auprès des Directeurs et enseignants d'écoles pour convaincre de réaliser la performance, il ne s'agit donc pas d'un recrutement de six cents militants de l'ONG<sup>415</sup>. Comme par le passé<sup>416</sup>, John Quigley fut missionné par Greenpeace pour réaliser la performance. Il n'est toutefois pas certain que Greenpeace ait eu une réelle influence sur les processus décisionnels brésiliens, les autorités précisant quand elles interagissent avec des ONG<sup>417</sup>.

Le 5 avril 2017, Greenpeace France publia une cartographie accompagnée de plusieurs diapositives et mettait en cause « des technologies toujours à risque », citant seulement, toutefois, l'exemple de Deepwater Horizon. L'ONG affirmait qu'« on ne compte plus les nombreux exemples d'accidents et de fuites liés à l'exploration et l'exploitation pétrolières » mais se contentait de reprendre cet exemple de 2010, le plus anxiogène, contre lequel elle se distingua pourtant par sa passivité. Selon Greenpeace, les populations locales seraient « inquiètes ». Le reportage de *Reuters* disponible souligne pourtant qu'une partie de la population perçoit ces forages comme une opportunité économique<sup>418</sup>.



© Greenpeace

<sup>413</sup> [http://www.liberation.fr/planete/2017/04/01/poisson-d-avril-de-greenpeace-pour-denoncer-un-projet-de-forage-de-total-au-bresil\\_1559972](http://www.liberation.fr/planete/2017/04/01/poisson-d-avril-de-greenpeace-pour-denoncer-un-projet-de-forage-de-total-au-bresil_1559972)

<sup>414</sup> <http://www.greenpeace.org/brasil/pt/Blog/voluntarios-aproveitam-o-dia-da-mentira-para-c/blog/59091/>

<sup>415</sup> <http://www.greenpeace.org/brasil/pt/Blog/centenas-de-pessoas-formam-desenho-enorme-pel/blog/59075/>

<sup>416</sup> <http://www.creativeresistance.org/melting-vitruvian-man/>

<sup>417</sup> <http://www.mpf.mp.br/mg/sala-de-imprensa/noticias-mg/caso-mariana-mpf-e-mp-mg-realizam-encontro-com-31-instituicoes-e-grupos-de-pesquisa-para-discussao-e-elaboracao-de-projeto-de-trabalho-no-eixo-socioeconomico>

<sup>418</sup> <https://www.greenpeace.fr/cartographie-projets-a-risques-de-total-pres-recif-de-lamazone/>

Le 10 mai, Greenpeace France rapporta que le 3 mai, le procureur de l'Etat d'Amapá recommandait à l'Agence environnementale brésilienne (IBAMA) de suspendre les licences environnementales des compagnies pétrolières pour leur projet de forage exploratoire en eau profonde. Total et BP n'auraient pas tenu compte du récif corallien et de son écosystème et une meilleure étude d'impact serait à mener. Ceci ne signifie pas que le projet est annulé<sup>419</sup> et la demande des autorités est donc différente de celle de Greenpeace. Ici, dans ses « considérant », le procureur invoque notamment le principe de précaution<sup>420</sup>, selon le Principe 15 de la Déclaration ECO 92.

Le 23 mai, Greenpeace France publia un rapport critiquant Total et ses apparentes carences dans l'évaluation des risques du forage dans la Foz do Amazonas. L'ONG s'appuya sur quatre experts. Nous reviendrons dessus.

Greenpeace France adressa onze questions à Total dans le cadre de son Assemblée générale ordinaire et extraordinaire du 26 mai<sup>421</sup>. Le Conseil d'administration apporta des réponses, nous en mentionnerons quelques-unes :

- La formation de récifs fut découverte dans les années 1970 « et a fait l'objet depuis de plusieurs publications scientifiques ». Précisons que Greenpeace semble avoir raison sur sa critique : seul un article scientifique de 1977 en fait état.
- Les deux puits d'exploration du programme de forage présentent des conditions standard. Ils se situent à respectivement à 28 et 38 km du récif et sont forés à environ 1 900 m d'eau « tandis que le récif ne s'étend pas au-delà de 250 mètres d'eau ».
- « En plus d'une soixantaine de réunions de consultation et trois audiences publiques, une étude d'impact environnemental complète a été menée avec l'assistance d'un tiers-expert brésilien reconnu, la société Prooceano. Cette étude est publique et disponible sur le site de l'IBAMA, l'autorité environnementale brésilienne. Cette étude montre notamment qu'il n'y a pas de récif ou d'écosystème sensible sur nos permis. »
- Total rappelle que « l'exploration est une activité dont le succès n'est pas garanti ».
- Le délai entre le début de l'exploration et la mise en production d'un champ est d'environ huit ans pour un projet grand-offshore.
- Le projet Foz do Amazonas « présente des conditions standard en termes de régimes de pression (pressions hydrostatiques) et ne présente donc pas les risques de pression élevée que l'on rencontre dans certains puits du Golfe du Mexique » (Edina Ifticène de Greenpeace France avertissait que Total compte utiliser les mêmes méthodes de forage que celles qui ont conduit à la catastrophe de Deepwater Horizon en 2010). Total a accès à un dispositif de « capping stack » dans la région de Rio de Janeiro. Il n'est pas réservé à Total car développé et mis en commun par l'industrie pétrolière, mais sera disponible pour Total en cas de besoin. Sur ce dernier point, la critique de Greenpeace paraît pertinente : si le dispositif, qui n'est pas réservé à Total, est indisponible en cas de besoin, la fuite ne pourra pas être contenue.

---

<sup>419</sup> <http://www.mpf.mp.br/ap/sala-de-imprensa/noticias-ap/mpf-ap-quer-a-suspensao-da-exploracao-de-petroleo-na-foz-do-rio-amazonas>

<sup>420</sup> [http://www.mpf.mp.br/ap/atuacao/recomendacoes/recomendacoes-2017/recomendacao\\_18\\_2017\\_ibama\\_corais.pdf](http://www.mpf.mp.br/ap/atuacao/recomendacoes/recomendacoes-2017/recomendacao_18_2017_ibama_corais.pdf)

<sup>421</sup> [http://www.total.com/sites/default/files/atoms/files/questions-ecrites-reponses\\_ca\\_fr.pdf](http://www.total.com/sites/default/files/atoms/files/questions-ecrites-reponses_ca_fr.pdf)

- Plusieurs procédés entrent en jeu en cas de fuite : activation des systèmes d'obturation des puits et mise en œuvre de dispersants. Les systèmes obturateurs sont plus fiables qu'avant (« tests multiples et redondance des Blocs Obturateurs de Puits »), « et les systèmes de suivi et contrôle des variations de pression sont plus performants ». Le « capping stack » est mis en œuvre en dernier recours. Sa durée d'acheminement serait d'une dizaine de jours.
- « Le projet Foz do Amazonas se justifie [...], à l'inverse de l'exploration pétrolière en zone de banquise dans l'Arctique à laquelle Total a renoncé car ne présentant pas les caractéristiques de projets pétroliers à bas coût qui résistent à des prix bas. »
- Total va consacrer 10% de son budget R&D à la technologie de captage, stockage et valorisation du CO<sub>2</sub>.
- Total a initié un dialogue avec plusieurs ONG dont Greenpeace au sujet des activités brésiliennes, et avait déjà proposé à Greenpeace, par un courrier du 8 février 2017, « de se rendre sur le site du projet Foz do Amazonas pour se rendre compte sur place de la qualité des travaux de préparation et des opérations ».

Le 27 mai (le lendemain), l'ONG mena de nouvelles actions dans une vingtaine de villes françaises et dans six pays. Elle appelait à une journée de mobilisation internationale contre Total. Six pays étaient associés : Brésil, Luxembourg, Malaisie, Pays-Bas (siège de Greenpeace International), Turquie, France. Des militants de Greenpeace et d'ANV-COP21 recouvrirent par exemple une station-service Total située Porte de Montreuil, aux couleurs de l'Amazone et de son récif corallien, tout en déployant la banderole « Station Total : récif en danger » sur le périphérique attenant. Le forage, lisait-on, se ferait « à moins de trente kilomètres du récif révélé au public il y a quelques mois, et à la limite des eaux territoriales françaises, celles de la Guyane, où la compagnie n'a pas eu l'autorisation d'explorer ». Les panneaux placardés dans la station-service avaient la forme de poissons, de coraux et de tortues. Greenpeace critiquait le risque que tout forage entraînerait pour la biodiversité, que ce soit dans les eaux brésiliennes ou « les centaines de kilomètres de côte, où se succèdent mangroves et forêts<sup>422</sup>. » En France, Total possède 2 200 stations-service<sup>423</sup>. BP en a 400<sup>424</sup>, mais Greenpeace n'occupe aucune de cette dernière.

L'ANV-COP21 a plusieurs partenaires<sup>425</sup> (dont Greenpeace) liés plus ou moins directement à des intérêts financiers du secteur énergétique : Les Amis de la Terre, 350.org (cf. infra), la Fondation Charles Léopold Mayer pour le Progrès de l'Homme (FPH, qui finance l'ANV-COP21<sup>426</sup> et est étroitement liée à l'Open Society du spéculateur George Soros<sup>427</sup>), Alternatiba (qui a également comme partenaire la FPH, mais aussi l'European Climate Foundation<sup>428</sup>). Comme Greenpeace, Alternatiba se prononce en faveur de l'éolien<sup>429</sup>.

<sup>422</sup> [http://www.lemonde.fr/biodiversite/article/2017/05/27/mobilisation-contre-le-projet-de-forage-de-total-au-large-du-bresil\\_5134828\\_1652692.html](http://www.lemonde.fr/biodiversite/article/2017/05/27/mobilisation-contre-le-projet-de-forage-de-total-au-large-du-bresil_5134828_1652692.html)

<sup>423</sup> <http://www.total.fr/mes-deplacements/me-rendre-en-station/trouver-station.html>

<sup>424</sup> [http://www.stationsbp.fr/bp\\_station/site\\_bp\\_station/index.php?page=Nos-stations-service](http://www.stationsbp.fr/bp_station/site_bp_station/index.php?page=Nos-stations-service)

<sup>425</sup> <http://anv-cop21.org/fonctionnement-soutiens/>

<sup>426</sup> <http://anv-cop21.org/financement/>

<sup>427</sup> Cf. nos deux articles dédiés sur Soros Connection : <https://sorosconnection.com/soros-sherpa-fondation-charles-leopold-mayer-1/> & <https://sorosconnection.com/soros-sherpa-fondation-charles-leopold-mayer-2/>

<sup>428</sup> <https://alternatiba.eu/sengager/coup2pouce-pour-le-climat/> Sur l'European Climate Foundation, financée par des acteurs de la « transition énergétique », nous renvoyons à notre dossier consacré aux Amis de la Terre réalisé pour la

Ce 27 mai, Greenpeace se montra active sur les réseaux sociaux, mais d'une manière qui s'apparente à de l'astroturfing, gonflant artificiellement l'ampleur de ses actions. Des photos de militants furent partagées à plusieurs reprises avec le même hashtag #amazonreef. Des photos des diverses actions furent publiées.

Actuellement, l'opposition de Greenpeace se poursuit. Son but est que Total abandonne son projet, comme l'annonçait Thiago Almeida de Greenpeace Brésil.

#### *A nouveau, un ciblage à deux vitesses*

Selon la cartographie fournie par Greenpeace elle-même (déjà présentée *supra.*), plusieurs groupes pétroliers disposent de concessions dans la Foz do Amazonas. Dans son rapport du 23 mai 2017 (cf. *infra*), l'ONG demande « à Total, à BP et aux autres compagnies pétrolières de renoncer à ces projets ainsi qu'à tout autre forage exploratoire dans le bassin de l'embouchure de l'Amazonie ». Rien de concret contre ces « autres » ne fut mené. **Queiroz Galvão E&P** (QGEP) et **Ecopetrol** ne subirent aucune attaque de la part de l'ONG.

**BHP Billiton** (dont l'un des six plus gros actionnaires est la Bank of America<sup>430</sup>), également présente, n'eut aucune critique à déplorer pour ses projets de forage pétrolier. Le 11 avril 2017 pourtant, Greenpeace Brésil publia un article sur la contamination des eaux souterraines du Rio Doce<sup>431</sup>. Les agriculteurs seraient durement touchés, en particulier au travers de l'eau qu'ils utilisent. L'ONG a d'ailleurs produit une étude sur le sujet<sup>432</sup> et considère qu'une modification de la loi sur la protection de l'environnement serait désastreuse. La « catastrophe » du Mariana (Minas Gerais), due à la société minière Samarco, « formée par Vale et BHP Billiton », aurait détruit le bassin de la rivière Doce, et entraîné 21 morts. Un premier article avait été publié le 30 mars et parlait déjà de Vale et BHP Billiton<sup>433</sup>, fort critiquées au travers de la Samarco. Le 5 novembre 2015, un barrage minier s'était rompu, « libérant des dizaines de millions de mètres cubes de boues d'extraction, tuant au moins dix personnes (et quinze autres portées disparues) et ravageant sur 850 km tout l'écosystème du Rio Doce et ses environs. Cette catastrophe écologique, la plus importante au Brésil par son ampleur, est due à la négligence et au mauvais entretien des barrages par Samarco et BHP Billiton. L'impact écologique n'est à ce jour pas encore connu avec précision<sup>434</sup>. » En 2014, BHP Billiton était classée comme la 19<sup>ème</sup> entreprise la plus émettrice de CO2 depuis le début de la société industrielle (1751-2010)<sup>435</sup>.

Le cas de **Brasoil** (Brasoil Manati Exploração Petrolifera S. A.<sup>436</sup>) est intéressant à souligner. Ce groupe pétrolier fait partie des bailleurs de fonds de l'expédition océanographique qui mit officiellement le récif corallien à jour<sup>437</sup>. Société privée de développement, production et

---

Fondation Prometheus : <http://www.fondation-prometheus.org/wsite/publications/a-la-une/dossier-les-amis-de-la-terre-des-mercenaires/>

<sup>429</sup> <https://twitter.com/Alternatiba/status/868404418290601984>

<sup>430</sup> <http://www.investopedia.com/articles/insights/081516/top-6-shareholders-bhp-billiton-bhp-bac.asp>

<sup>431</sup> <http://www.greenpeace.org/brasil/pt/Blog/rio-doce-guas-subterraneas-tambm-esto-contamin/blog/59171/>

<sup>432</sup>

[http://www.greenpeace.org.br/hubfs/Campanhas/Agua\\_Para\\_Quem/documentos/greenpeace\\_estudo\\_agua\\_riodoce\\_%20.pdf?\\_hstc=218051913.454a64900e57da9dc15c3ab9752fac54.1495536137699.1497605312999.1497618224027.8&\\_hssc=218051913.1.1497618224027&\\_hsfp=59179455](http://www.greenpeace.org.br/hubfs/Campanhas/Agua_Para_Quem/documentos/greenpeace_estudo_agua_riodoce_%20.pdf?_hstc=218051913.454a64900e57da9dc15c3ab9752fac54.1495536137699.1497605312999.1497618224027.8&_hssc=218051913.1.1497618224027&_hsfp=59179455)

<sup>433</sup> <http://www.greenpeace.org/brasil/pt/Blog/da-lama-ao-p-o-impacto-da-tragdia-do-rio-doce/blog/59083/>

<sup>434</sup> [https://fr.wikipedia.org/wiki/BHP\\_Billiton](https://fr.wikipedia.org/wiki/BHP_Billiton)

<sup>435</sup> <http://bit.ly/2tclSgF>

<sup>436</sup> <http://www.brasoilcorp.com/po/financials/brasoil-2014-q4-fs.pdf>

<sup>437</sup> <http://advances.sciencemag.org/content/2/4/e1501252.full>

exploration pétrolière et gazière au Brésil, dont le siège est à Rio de Janeiro, Brasoil est fonctionnelle depuis 2006 et a développé des opérations avec ses partenaires, dont Petrobras et Queiroz Galvão E&P. Elle est opératrice de trois blocs obtenus lors de la vente aux enchères (11<sup>ème</sup> ronde, cf. *infra*) de mai 2013, avec une participation de 100%.<sup>438</sup> Elle dispose en outre d'une participation dans l'un des plus grands gisements de gaz au Brésil. Deux des blocs sont situés en mer dans le bassin amazonien et un *onshore* dans la baie de Reconcavo (REC-T-95). Sa concession dans la Foz do Amazonas (bloc FZA-M-254<sup>439</sup> et FZA-Z-539) a été « couverte » par une nouvelle technique de sismique 3D, qui permettra à Brasoil d'identifier les domaines de l'exploration. En 2007, Brasoil acquit un portefeuille d'actifs chez Queiroz Galvão.

Le bloc FZA-M-539 comprend un champ de gaz découvert par Petrobras en 1976, localisé dans l'eau entre 100 et 150 mètres de profondeur. Un second bloc, FZA-M-254, se situe à l'extrême-sud de la zone, dans des canaux turbiditiques en eaux profondes, qui s'étendent du puits de Zaedyus (à environ 150 kms au nord-est de Cayenne, « sous plus de 2 000 mètres d'eau et 5 711 mètres de roche sous le plancher marin » – exploité par un consortium conduit par **Shell**, avec Tullow Oil comme opérateur du forage<sup>440</sup>) en Guyane française. Brasoil détient également Brasoil Coral (Brasoil Coral Exploração Petrolífera Ltda) et Brasoil Cavalho Marino Exploração Petrolífera Ltda.

Brasoil ne subit pas d'attaques de Greenpeace, alors que ses deux blocs touchent pratiquement le récif de corail. Sur son site, Greenpeace Brasil ne mentionne pas une seule fois l'entreprise, ni son repreneur, **PetroRio**. De manière plus surprenante, rien contre **Petróleo Brasileiro (Petrobras)** non plus. Pourtant, l'entreprise nationale est opératrice de tous les blocs, et en exploite elle-même deux : ces derniers ne sont pas situés à 28 kms du récif, mais sur le récif lui-même. Greenpeace ne mena aucune opération contre elle, que ce soit dans ses stations-service, par des occupations diverses ou même au travers d'articles sur le site de Greenpeace Brésil.

\*\*\*

Prenons un autre élément comparatif de taille pour illustrer brièvement le souci à géométrie apparemment variable de Greenpeace à l'égard de l'environnement. En novembre 2011, l'Agence Nationale du Pétrole brésilienne annonça que **Chevron**, le géant pétrolier américain, avait désormais l'interdiction de réaliser des forages pétroliers au Brésil, suite à une fuite d'une quantité de 2 400 barils de pétrole dans la zone de forage présalifère le 9 novembre<sup>441</sup>, risquant alors une amende de cinquante-cinq millions de dollars. Des gisements à une telle profondeur sont en effet risqués, à lire le rapport de Greenpeace que nous analyserons ci-après : les risques augmentent au-delà de 4 500 mètres de profondeur, et les gisements présalifères se situent à 7 000 mètres.

Quelle fut à l'époque la réaction de Greenpeace ? Absolument aucune. Le bureau international tout comme les bureaux régionaux et nationaux demeurèrent muets. Seule la section brésilienne de l'ONG se manifesta, avec relativement peu de détermination. De plus, malgré l'accident et son

---

<sup>438</sup> [http://www.brasoilcorp.com/index.php?page=informaaaes\\_corporativas](http://www.brasoilcorp.com/index.php?page=informaaaes_corporativas)

<sup>439</sup> <http://www.brasoilcorp.com/index.php?page=historico>

<sup>440</sup> [https://fr.wikipedia.org/wiki/Zaedyus\\_\(puits\)](https://fr.wikipedia.org/wiki/Zaedyus_(puits))

<sup>441</sup> <https://www.forbes.com/sites/afontecchia/2011/11/23/chevron-banned-from-drilling-in-brazil-after-oil-spill/#1362ecc63045>

ampleur, Greenpeace ne demanda pas que Chevron cesse ses forages, mais seulement que l'entreprise soit « transparente » sur l'accident. Une seule action eut lieu, rassemblant moins de dix militants, qui déployèrent une banderole « Chevron : votre bazar, notre problème » (*Sua sujeira, nosso problema*) et déversèrent de la fausse huile devant les locaux brésiliens de l'entreprise.

Pourtant, comme le rappelle Greenpeace, de grands récifs coralliens se trouvent à Abrolhos, dans le bassin de Campos où la fuite de Chevron eut lieu, et leur importance en tant que ressources naturelles a abouti à la transformation du récif en un parc national en 1983, assurant « la richesse de la pêche et les avantages du tourisme<sup>442</sup> ». Cinq jours après cette action, Greenpeace Brésil publia un communiqué là encore en décalage avec sa réputation d'activiste, se contentant de déclarer que « si l'investissement actuellement dédié au pétrole était dirigé vers les énergies renouvelables, cela pourrait mettre le pays sur la voie de l'énergie verte<sup>443</sup> ».

En 2013 seulement, Greenpeace Brazil lança une initiative éphémère pour présenter l'historique des données et des accidents dans la région présalifère. Le site ne comprend que quatre articles : le premier date du 9 mai 2013, les trois autres du 7 mars 2014<sup>444</sup>.

#### Le fond : « Forages pétroliers dans le bassin de l'embouchure de l'Amazone : un risque inacceptable », rapport de Greenpeace

Le rapport de Greenpeace, publié trois jours seulement avant l'Assemblée générale de Total, pose des questions pertinentes sur le plan écologique, mais nécessite tout de même une mise en perspective sur plusieurs des éléments qu'il présente<sup>445</sup>. Il s'est appuyé sur l'expertise de quatre scientifiques « indépendants », dont les conclusions soulignent que « les modèles hydrologiques et de dispersion de marée noire utilisés dans le cadre de l'EIE [Etude d'Impact Environnemental] ne prennent pas suffisamment en compte les caractéristiques de la région. Ainsi, Total a sous-estimé les dommages qui pourraient découler des activités de forage ou d'une éventuelle marée noire. De plus, ces modèles ne tiennent pas compte de l'importante étendue du récif, ni de la possibilité qu'une marée noire puisse atteindre les mangroves côtières. »

Sur la question d'une acquisition de sept blocs, le rapport de Greenpeace renvoie vers un article qui ne donne pas ces informations<sup>446</sup>, mais qui souligne entre autres le retour d'ExxonMobil au Brésil (silence de Greenpeace) et note que l'ANP proposait, dans son 11<sup>ème</sup> round, l'acquisition de 289 blocs. Sur 142 offres reçues, l'Agence en attribua finalement quarante-cinq, situés dans les cinq bassins de la marge équatoriale.

Poursuivant, Greenpeace demande 1) aux autorités brésiliennes d'annuler toutes les autorisations de forage dans le bassin de l'embouchure de l'Amazone 2) à Total, à BP et aux autres compagnies pétrolières de renoncer aux forages dans le bassin de l'Amazone. Greenpeace demande en outre à ce qu'il n'y ait plus de nouvelles explorations pétrolières. Pour une analyse des risques de terrain et son instabilité (glissements de terrain, forts courants), Greenpeace a

<sup>442</sup> <http://www.greenpeace.org/brasil/pt/Noticias/Chevron-seu-petroleo-nossa-sujeira/>

<sup>443</sup> <http://www.greenpeace.org/brasil/pt/Blog/remando-contra-a-mar/blog/37982/>

<sup>444</sup> [http://www.greenpeace.com.br/lataria/?utm\\_campaign=lataria&utm\\_source=banner\\_lateral-20150116&utm\\_medium=gp\\_site](http://www.greenpeace.com.br/lataria/?utm_campaign=lataria&utm_source=banner_lateral-20150116&utm_medium=gp_site)

<sup>445</sup> [https://cdn.greenpeace.fr/site/uploads/2017/05/Recif\\_Amazone\\_Total\\_risque\\_inacceptable\\_Greenpeace.pdf?ga=2.249872134.1612349257.1497874221-122931330.1492435271](https://cdn.greenpeace.fr/site/uploads/2017/05/Recif_Amazone_Total_risque_inacceptable_Greenpeace.pdf?ga=2.249872134.1612349257.1497874221-122931330.1492435271)

<sup>446</sup> <http://www.upstreamonline.com/hardcopy/news/994724/bg-and-total-among-11th-round-winners>

fait appel à l'analyse du géo-scientifique Moysés Gonzalez Tessler, dont le profil professionnel LinkedIn précise son statut de consultant technique pour l'entreprise Tetra Tech – depuis avril 2012<sup>447</sup>.

Cette précision rend difficile l'évaluation de la fiabilité des données fournies par le Dr Tessler : Tetra Tech, entreprise publique américaine, bailleur de fonds du World Resources Institute (cf. *infra*)<sup>448</sup>, également proche de l'USAID<sup>449</sup> et par le passé partenaire de Conservation International (cf. *infra*, III)<sup>450</sup>, fut au cœur d'un scandale en 2014<sup>451</sup>, quand un lanceur d'alerte révéla que l'entreprise, bénéficiaire d'un contrat de trois cents millions de dollars, avait volontairement falsifié des données d'enjeu de santé publique, sous-estimant volontairement les risques de radiation de Superfund, un ancien site de la Navy (où se trouvait un laboratoire de défense radiologique et de décontamination de bateaux irradiés par les essais d'armes nucléaires) destiné à être reconverti en parcs, boutiques et logements, ce que confirma la Commission de réglementation nucléaire des Etats-Unis le 11 février 2016<sup>452</sup>. Le lanceur d'alerte Anthony Smith, ancien technicien de contrôle des radiations pour l'entreprise, témoigna en mars 2016<sup>453</sup>. Ses superviseurs lui auraient 1) ordonné de remplacer des échantillons de terre potentiellement contaminés par des échantillons propres 2) demandé de jeter de la terre contaminée dans des tranchées ouvertes du côté de Hunters Point 3) forcé à signer de faux documents plus tard soumis au gouvernement 4) fait falsifier des données informatiques qui analysaient les niveaux de radiation. Greenpeace n'a d'ailleurs jamais attaqué Tetra Tech sur cette affaire, mais a collaboré plusieurs fois avec ses consultants, aux Etats-Unis<sup>454</sup> comme en Allemagne<sup>455, 456</sup>.

La modélisation de Total souffrirait de nombreuses carences, comme par exemple une simulation qui ne permettrait pas d'évaluer avec précision la dynamique des vents et des courants. Le modèle hydrodynamique comprendrait des failles et ne prendrait pas en compte certains facteurs comme « les caractéristiques du plateau continental situé à proximité des côtes, où les courants pourraient également transporter du pétrole en cas de marée noire ». L'EIE de Total n'a pas intégré les impacts d'une marée noire<sup>457</sup> sur les mangroves : « la liste des impacts présentée dans les études d'impacts des compagnies pétrolières [est] incomplète. Certains impacts ont été mal évalués, d'autres sont absents et [...] les EIE souffrent d'un manque de références scientifiques ». Les impacts cumulatifs auraient été minimisés.

---

<sup>447</sup> <https://www.linkedin.com/in/moyses-gonzalez-tessler-1b91bb122/?ppe=1>

<sup>448</sup> [http://www.wri.org/sites/default/files/uploads/WRI\\_2015\\_Annual\\_Report.pdf](http://www.wri.org/sites/default/files/uploads/WRI_2015_Annual_Report.pdf)

<sup>449</sup> L'USAID est une officine proche des services de renseignement américains.

<sup>450</sup> [http://www.conservation.org/publications/documents/CI\\_Climate\\_Change\\_Initiative\\_FY11\\_Report.pdf](http://www.conservation.org/publications/documents/CI_Climate_Change_Initiative_FY11_Report.pdf)

<sup>451</sup> <http://www.nbcbayarea.com/investigations/Contractor-Submitted-False-Radiation-Data-at-Hunters-Point-279025911.html>

<sup>452</sup> <https://www.nrc.gov/docs/ML1604/ML16042A074.pdf>

<sup>453</sup> <http://www.nbcbayarea.com/investigations/Former-Hunters-Point-Worker-Claims-Supervisors-Ordered-Him-to-Hide-Radiation-371723561.html>

<sup>454</sup> <http://www.greenpeace.org/international/Global/international/planet-2/report/2008/5/roadmap-to-recovery.pdf>

<sup>455</sup> [http://www.greenpeace.de/files/MCBI\\_scientists\\_consensus\\_statement\\_0.doc](http://www.greenpeace.de/files/MCBI_scientists_consensus_statement_0.doc)

<sup>456</sup> Nous ajouterons, en simple note, que Tetra Tech a produit un rapport critique contre le pétrole, en 2013, avec le Natural Resources Defense Council, dont nous avons souligné l'absence d'indépendance dans notre étude de cas sur les sables bitumineux. Information donnée par le NRDC : <https://www.nrdc.org/sites/default/files/oil-industry-undermining-california-clean-energy-IB.pdf>

<sup>457</sup> Pour l'analyse sur les effets d'une marée noire sur le corail, Greenpeace renvoie à un article de la National Oceanic and Atmospheric Administration : <http://response.restoration.noaa.gov/about/media/how-do-oil-spills-affect-coral-reefs.html> Il s'agit d'une agence gouvernementale américaine.

Répondant à Greenpeace quelques jours plus tard, Total affirmait avoir demandé une expertise à la société Prooceano<sup>458</sup>, une entreprise brésilienne spécialisée dans les services à l'industrie offshore (océanographie côtière et hauturière), rachetée en 2012 par le groupe français CLS (Collecte Localisation Satellites)<sup>459</sup>. CLS est une filiale du CNES (Centre National d'Etudes Spatiales), d'ARDIAN (ex-AXA Private Equity, société d'investissement privé) et de l'IFREMER (Institut Français de Recherche pour l'Exploitation de la Mer). Elle est certifiée ISO 9001 (relative aux systèmes de management de la qualité – version 2008)<sup>460</sup>. Ses autres clients comprennent entre autres Petrobras, PetroRio (acquéreur de Brasoil), Shell, Statoil, Chevron, QGEP, Exxon, et le Secrétariat à l'Environnement du Brésil<sup>461</sup>.

Selon la présentation de son site, Prooceano collecte ses données de plusieurs façons<sup>462</sup> : planeur sous-marin autonome, profiler Argo (qui mesure la température et la salinité jusqu'à 2 000 m de profondeur<sup>463</sup>), ADCP (un sonar hydroacoustique courantomètre – qui analyse la vitesse d'écoulement de l'eau le long d'une colonne d'eau entière<sup>464</sup>), sonde CTD (pour conductivité, température et profondeur – *depth* –, qui mesure ces données ainsi que la salinité et la concentration de particules dans une colonne d'eau<sup>465</sup>), XCP (*Expendable Current Profiler*, un outil de surveillance des courants de l'océan<sup>466</sup>). En tant que filiale du groupe CLS, ajoute le site, l'entreprise a accès, dans les zones de captage à distance, à « la base de données mondiale la plus complète », et opère là aussi au moyen de plusieurs techniques, dont un radar à synthèse d'ouverture (qui utilise notamment l'interférométrie, une technique qui permet d'obtenir « de l'information sur la couverture du sol, le relief ou encore le mouvement à une échelle centimétrique »)<sup>467</sup>.

Le troisième chapitre du rapport de Greenpeace, « Forages à haut-risque ? Les risques de ces forages exploratoires sont-ils acceptables ? » commence par décrire le bassin de l'embouchure de l'Amazone (Foz do Amazonas) comme à haut risque. L'ONG rappelle que des forages y ont débuté à la fin des années 1960. Depuis les années 1970, « Petrobras a foré 71 puits, dont la plupart se trouvent en eaux peu profondes ». Selon Petrobras, rapporte Greenpeace, 90 puits (l'ONG notait 95 précédemment, cf. *supra*.) ont au total été forés dans l'embouchure de l'Amazone. Greenpeace signale qu'il faut rappeler les risques environnementaux et techniques des conditions de forage. Pourtant, l'ONG ne rapporte aucun cas de marée noire malgré ces nombreux forages et ce, depuis une époque, il y a plus de quarante ans, où la technologie d'extraction et de sécurisation était moins avancée.

S'interrogeant sur les risques liés aux sédiments et à l'instabilité des fonds marins, Greenpeace affirme que la structure géologique de la zone est peu connue. Cette information nous semble inexacte, au regard d'un rapport de l'ANP brésilienne, présenté sous forme de graphiques, tableaux et imageries sur plus de cent pages, là aussi par un expert, le géologue Raphael Victor

<sup>458</sup> <http://www.prooceano.com.br/>

<sup>459</sup> [http://m.lesechos.fr/redirect\\_article.php?id=0202154033844](http://m.lesechos.fr/redirect_article.php?id=0202154033844)

<sup>460</sup> <https://www.cls.fr/le-groupe/>

<sup>461</sup> <http://www.prooceano.com.br/site/en/customers>

<sup>462</sup> <http://www.prooceano.com.br/site/en/areas-of-activity>

<sup>463</sup> <http://www.argo.ucsd.edu/>

<sup>464</sup> <https://www.who.edu/instruments/viewInstrument.do?id=819>

<sup>465</sup> <http://oceanexplorer.noaa.gov/facts/ctd.html>

<sup>466</sup> <http://www.aoml.noaa.gov/phod/dhos/xcpr.php> & <http://www.geosci-instrum-method-data-syst.net/6/209/2017/gi-6-209-2017.pdf>

<sup>467</sup> <https://fr.wikipedia.org/wiki/T%C3%A9l%C3%A9tection>

Aleixo Vasconcellos, qui procède notamment à une analyse stratigraphique – tenant compte des pièges gravimétriques comme la paléogéomorphie et les *pinch-out* –, gravimétrique ou encore tectonique, réalisée dans le cadre du round 11 et de l'attribution des concessions dans la Foz do Amazonas<sup>468</sup>.

Greenpeace poursuit : pendant la phase de forage des puits, selon l'INERIS, l'explosion des puits serait de 5,2 pour 1 000 (soit 0,52%). Durant l'exploration, le risque doublerait. Nous serions alors à 1,04% de risque – soit 98,96% d'absence de risque. Si la profondeur des puits dépasse 4 500 m, les risques seraient six fois plus élevés. Total n'est ici pas concernée ; Greenpeace omet de préciser que les forages de l'entreprise française sont prévus à 1 900 m de profondeur environ. Pour Greenpeace, les systèmes obturateurs seraient insuffisants. Selon Total (cf. les réponses durant son assemblée générale du 26 mai 2017), ils sont plus fiables qu'auparavant. L'ONG compare toujours le projet de forage de Total avec Deepwater Horizon, alors que les conditions géoécologiques ne sont pas les mêmes. Le forage représente bien entendu des risques environnementaux, tout comme l'extraction du néodyme nécessaire aux éoliennes que promeut Greenpeace, et plus largement comme la plupart des opérations inhérentes à l'activité industrielle.

Ailleurs dans son rapport, l'ONG emploie l'argument des émissions mondiales de CO<sub>2</sub>. Nous avons déjà vu, avec le cas des sables bitumineux, qu'un chantier d'une telle ampleur ne représenterait qu'une contribution mondiale de 0,1%. Ici, l'étendue des blocs pétroliers exploités est bien moindre.

Greenpeace s'appuie ensuite sur une étude de 350.org & L'Observatoire des Multinationales qui critique la stratégie « Climat » de Total<sup>469</sup>. 350.org, ONG fort influente, dispose de nombreux alliés. Parmi ceux mis en avant se trouvent des noms déjà remarqués dans notre étude de cas sur les sables bitumineux : Rainforest Action Network, Greenpeace elle-même, Sierra Club, Friends of the Earth, Oil Change International, mais aussi par exemple l'Energy Action Coalition (organisation pro-éolien) ou des ONG financées par George Soros et proches du Parti Démocrate américain : MoveOn.org et Avaaz.org<sup>470</sup>. Le bilan financier 2016<sup>471</sup> souligne que 350.org a investi dans le mouvement Break Free, le désinvestissement des énergies fossiles, le sommet de Paris ou encore les sables bitumineux. Elle est enfin financée par de très nombreuses fondations, dont des acteurs du lobby de la transition énergétique : Oak Foundation, ClimateWorks Foundation, Rockefeller Brothers Fund, Tides Foundation, European Climate Foundation, etc<sup>472</sup>. Cette ONG n'est donc pas une source indépendante mais militante. L'Observatoire des Multinationales est animé par l'association Alter-médias, et le nom de domaine du site est détenu par Ivan du Roy<sup>473</sup>, l'un des cofondateurs du journal *Basta* !<sup>474</sup>, de la mouvance altermondialiste. Ce parti pris idéologique accroît les risques de biais de son étude.

---

<sup>468</sup> [http://www.brasil-rounds.gov.br/arquivos/Seminarios\\_r11/tec\\_ambiental/ingles/Foz\\_do\\_Amazonas\\_Basin.pdf](http://www.brasil-rounds.gov.br/arquivos/Seminarios_r11/tec_ambiental/ingles/Foz_do_Amazonas_Basin.pdf)

<sup>469</sup> <http://multinationales.org/IMG/pdf/350-total.pdf>

<sup>470</sup> <https://350.org/allies/>

<sup>471</sup> <https://cdn.350.org/wp-content/uploads/2017/05/350.org-FY16-Audited-Financial-Statements-Final.pdf>

<sup>472</sup> <https://350.org/2016-annual-report/#financials> Il est à ce titre étonnant de trouver une « anti-capitaliste » comme Naomi Klein présente au Conseil d'administration de cette ONG (<https://350.org/fr/about/board/>, merci à Giuseppe Gagliano du CESTUDEC pour cette information).

<sup>473</sup> <http://whois.domaintools.com/multinationales.org>

<sup>474</sup> <https://www.bastamag.net/Ivan-du-Roy>

Un dernier élément du rapport de Greenpeace pose problème. L'une des sources présentée est la suivante : "Analysis of Environmental Impact Assessment of Offshore Drilling Activity in Blocks FZA-M-57, 86, 88, 125 and 127, Amazon mouth basin - Review 01 Operator: Total E&P of Brazil LTDA (Process: 02022.000327/2014-62), Source: Advanced Environmental Licensing Office, IBAMA Technical report." Nous n'avons pas trouvé le rapport en question, et avons contacté l'IBAMA pour savoir s'il existait (sans obtenir de réponse de la part de cet organisme).

## Le double-fond(s) : fondations américaines et finance écosystémique

### *L'attribution des concessions pétrolières*

Cette étude de cas comprend de nombreux paramètres, et Greenpeace joue apparemment à nouveau un rôle de mercenariat vert. L'actualité de leur attaque contre Total ne permet pas de disposer de formulaires IRS 990 suffisamment récents pour identifier des financements à destination de l'ONG comme dans le cadre des sables bitumineux. Nous retracerons d'abord le processus des acquisitions pétrolières de Total et les enjeux des concessions brésiliennes.

Le Brésil lança son premier appel d'offre (*round*) via l'Agence nationale du pétrole (ANP) en 2008. Le pays dispose d'immenses réserves dites pré-salifères en eaux profondes (7 000 mètres) au large des Etats de Rio de Janeiro, São Paulo et Espirito Santo, découvertes en 2007. Les réserves du pré-sal sont estimées entre 70 et 100 milliards de barils. Petrobras est le seul opérateur de ces blocs, avec une participation d'au moins 30% : « Les blocs, dont 166 en mer, 94 en eaux peu profondes, 72 en eaux profondes et 123 sur la terre ferme, totalisent une surface de 155 800 kilomètres carrés dans onze bassins sédimentaires. » Les entreprises désireuses de forer ont des obligations à respecter : « Les compagnies seront soumises au modèle de concessions en vigueur depuis 1997 : elles assumeront seules les risques d'exploitation et reverseront des redevances à l'Etat. »<sup>475</sup>

En mai 2013 se tint le 11<sup>ème</sup> appel d'offre, hors secteur présalifère, où 64 entreprises de 21 pays se disputèrent 289 blocs de pétrole des régions nord et nord-est. Total obtint dix blocs pour un montant final de 130 millions d'euros. Selon *Les Echos*, l'entreprise française obtint « les zones les plus convoitées ». Les enchères furent très disputées, et Total et ses partenaires acceptèrent de payer « une prime de 3 700 % pour décrocher le permis d'exploration dans une zone située non loin de la Guyane, où Total a participé à d'importantes découvertes en 2011 », dans cette zone de Foz do Amazonas. « Dans deux autres blocs, situés dans le bassin d'Espirito Santo, Total sera associé à Statoil. »

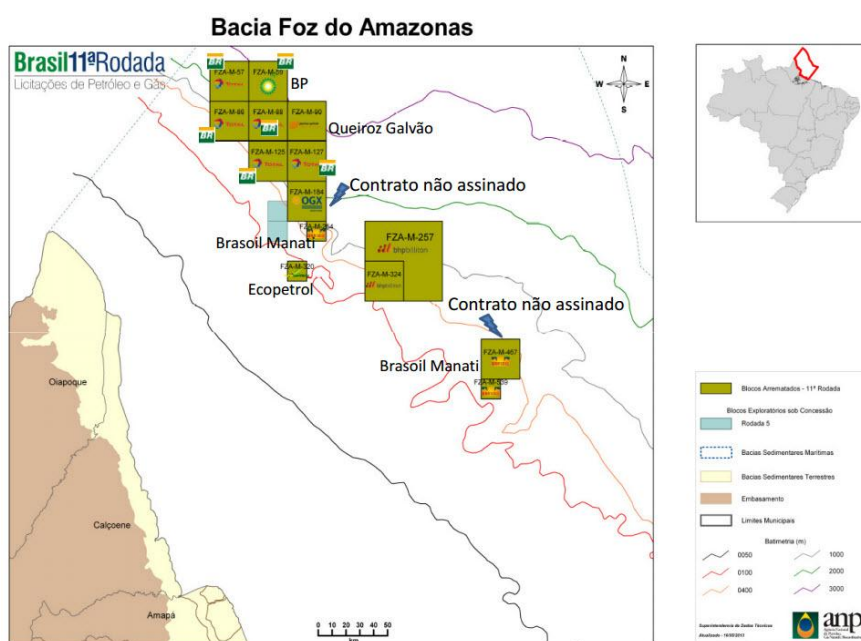
L'ANP brésilienne considère que l'exploitation pétrolière de la Foz do Amazonas représente une opportunité économique<sup>476</sup>. Le contrat comprend en premier lieu cinq ans d'exploration avec évaluation sismique, données géochimiques, gravimétriques, magnétométriques, suivis de trois ans d'exploration avec forage de puits, suivis d'au moins vingt-sept ans de développement et de production. Plusieurs activités participent à la phase d'exploration : appui logistique pour la sismique maritime et le forage, la manutention et le mouvement de bateaux et d'engins de chantier, réparation et manutention des bateaux d'appui, services auxiliaires indirects (repas, hôtellerie, nettoyage, lessive, levées douanières, expertise-conseil, conseil en environnement,

---

<sup>475</sup> <http://www.20minutes.fr/economie/1154545-20130514-20130514-bresil-met-encheres-nouvelles-reserves-petrolieres>

<sup>476</sup> [www.anp.gov.br/wwwanp/?dw=70889](http://www.anp.gov.br/wwwanp/?dw=70889)

communication médiatique), soutien logistique sur les moyen et long-termes, transit fluvial et maritime depuis les bases de support jusqu'à la zone de forage. En 2014, il était prévu que les consortiums mènent de la sismique 3D sur 713 km<sup>2</sup>. La Foz do Amazonas, située au Nord, est en outre loin de regrouper la majorité des projets pétroliers : seulement 20 sur 1 201, contre par exemple 716 au Sud-Est ou 249 au Nord-Est, soit 2,2% du total.



#### Recursos para P&D por Região (2006 a 2014)

| Região       | Nº Projetos  | Recursos (R\$)          | %          |
|--------------|--------------|-------------------------|------------|
| Sudeste      | 716          | 1.973.154.692,86        | 51,2       |
| Nordeste     | 249          | 714.009.703,23          | 18,5       |
| Sul          | 178          | 354.678.039,96          | 9,2        |
| Norte        | 20           | 84.189.327,44           | 2,2        |
| Cento-Oeste  | 29           | 54.487.452,36           | 1,4        |
| Nacional     | 9            | 673.855.704,87          | 17,5       |
| <b>Total</b> | <b>1.201</b> | <b>3.854.374.920,72</b> | <b>100</b> |

*Les Echos* font état d'un « retour en force de Total », qui pensait initialement n'avoir aucun intérêt à investir au Brésil. Le pétrolier n'avait participé qu'aux premières enchères après la fin du monopole de Petrobras au cours des années 1990, et comme nous l'avons déjà énoncé, les permis d'exploration de Total ne se limitent pas à la Foz do Amazonas mais se situent aussi dans le bassin de Campos (en partenariat avec Petrobras) et dans le bassin de Santos (en partenariat avec Shell).

Dans ce 11<sup>ème</sup> appel d'offre, de grands noms firent concurrence à Total : les américains ExxonMobil et Chevron, l'anglo-néerlandais Shell, les britanniques BP et BG Group, le norvégien

Statoil, l'espagnol Repsol, le chinois CNOOC. Total gagna<sup>477</sup> une participation de 40% dans cinq blocs du bassin Foz de Amazonas (FZA-M-57, FZA-M-86, FZA-M-88, FZA-M-125 et FZA-M-127), 45% dans un bloc (CE-M-661) dans le bassin de Ceará, 25% dans trois blocs (ES-M-669, ES-M-671 et ES-M-743) dans le bassin d'Espirito Santo, et 50% dans un bloc (BAR-M-346) du bassin de Barreirinhas<sup>478</sup>. Le fichier officiel du 11<sup>ème</sup> round<sup>479</sup> montre que Total est loin d'être la seule entreprise à avoir obtenu des concessions, en particulier dans la Foz do Amazonas. Au même moment, Shell, Statoil et BP étaient sous les projecteurs de la Commission européenne pour une question de collusion sur les prix du pétrole et du gaz<sup>480</sup>. Greenpeace publia un article sur le sujet (rédigé par un invité<sup>481</sup>) mais ne mena aucune action contre ces groupes.

|                 |           |            |                |         |              |                        |  |
|-----------------|-----------|------------|----------------|---------|--------------|------------------------|--|
| Espirito Santo  | SES-T6    | ES-T-506   | ES-T-506_R11   | 30,30   | 30/08/13     | 48610.005466/2013 - 72 | Cowan Petróleo e Gás (50%)*; Petrobras (50%)                   |
| Espirito Santo  | SES-T6    | ES-T-516   | ES-T-516_R11   | 30,30   | 30/08/13     | 48610.005456/2013 - 37 | Cowan Petróleo e Gás (50%)*; Petrobras (50%)                   |
| Foz do Amazonas | SFZA-AP1  | FZA-M-125  | FZA-M-125_R11  | 766,60  | 06/08/13     | 48610.005518/2013 - 19 | Total E&P Brasil (40%)*; BP EOC (30%); Petrobras (30%)         |
| Foz do Amazonas | SFZA-AP1  | FZA-M-127  | FZA-M-127_R11  | 766,60  | 06/08/13     | 48610.005504/2013 - 97 | Total E&P Brasil (40%)*; BP EOC (30%); Petrobras (30%)         |
| Foz do Amazonas | SFZA-AP1  | FZA-M-184  | FZA-M-184_R11  | 766,90  | Não assinado | 48610.005501/2013 - 53 | OGX (100%)*  |
| Foz do Amazonas | SFZA-AP1  | FZA-M-254  | FZA-M-254_R11  | 191,80  | 17/09/13     | 48610.005487/2013 - 98 | Brasoil Manati (100%)*   |
| Foz do Amazonas | SFZA-AP2  | FZA-M-257  | FZA-M-257_R11  | 2301,70 | 06/08/13     | 48610.005509/2013 - 10 | BHP Billiton (100%)*   |
| Foz do Amazonas | SFZA-AR1  | FZA-M-320  | FZA-M-320_R11  | 191,80  | 06/08/13     | 48610.005488/2013 - 32 | Ecopetrol (100%)*  |
| Foz do Amazonas | SFZA-AR2  | FZA-M-324  | FZA-M-324_R11  | 767,40  | 06/08/13     | 48610.005494/2013 - 90 | BHP Billiton (100%)*   |
| Foz do Amazonas | SFZA-AR2  | FZA-M-467  | FZA-M-467_R11  | 767,80  | Não assinado | 48610.005401/2013 - 27 | Brasoil Manati (100%)*   |
| Foz do Amazonas | SFZA-AR2  | FZA-M-539  | FZA-M-539_R11  | 192,00  | 17/09/13     | 48610.005489/2013 - 87 | Brasoil Manati (100%)*   |
| Foz do Amazonas | SFZA-M-57 | FZA-M-57   | FZA-M-57_R11   | 766,00  | 06/08/13     | 48610.005500/2013 - 17 | Total E&P Brasil (40%)*; BP EOC (30%); Petrobras (30%)         |
| Foz do Amazonas | SFZA-AP1  | FZA-M-59   | FZA-M-59_R11   | 766,00  | 06/08/13     | 48610.005507/2013 - 21 | BP EOC (70%)*; Petrobras (30%)                                 |
| Foz do Amazonas | SFZA-AP1  | FZA-M-86   | FZA-M-86_R11   | 766,30  | 06/08/13     | 48610.005510/2013 - 44 | Total E&P Brasil (40%)*; BP EOC (30%); Petrobras (30%)         |
| Foz do Amazonas | SFZA-AP1  | FZA-M-88   | FZA-M-88_R11   | 766,30  | 06/08/13     | 48610.005505/2013 - 31 | Total E&P Brasil (40%)*; BP EOC (30%); Petrobras (30%)         |
| Foz do Amazonas | SFZA-AP1  | FZA-M-90   | FZA-M-90_R11   | 766,30  | 30/08/13     | 48610.005428/2013 - 10 | Queiroz Galvão (35%)*; Pacific Brasil (30%); Premier Oil (35%) |
| Para-Maranhão   | SPAMA-AP1 | PAMA-M-265 | PAMA-M-265_R11 | 769,30  | 30/08/13     | 48610.005473/2013 - 74 | Queiroz Galvão (30%)*; Pacific Brasil (70%)                    |
| Para-Maranhão   | SPAMA-AP1 | PAMA-M-337 | PAMA-M-337_R11 | 769,30  | 30/08/13     | 48610.005469/2013 - 14 | Queiroz Galvão (50%)*; Pacific Brasil (50%)                    |

En octobre 2013<sup>482</sup>, Total participa avec d'autres entreprises aux premières enchères sur les gisements pré-salifères, « le plus riche champ pétrolier du Brésil ». L'exploitation revient à un consortium formé de Petrobras (40%), Shell et Total (20% chacun) ainsi que des Chinois CNPC et CNOOC (10% chacun) : « Ce consortium a été le seul à présenter une offre pour exploiter sur 35 ans ce gigantesque champ pré-salifère de 1 500 km<sup>2</sup> dont les réserves enfouies sous une épaisse couche de sel entre 5 et 7 km sous le niveau de la mer, sont estimées entre 8 et 12 milliards de barils de brut. Les entreprises ont proposé la part minimum de 41,65% d'excédent brut d'exploitation de pétrole (*profit oil*) exigée par le gouvernement brésilien dans l'appel d'offre pour remporter l'enchère. » Le nombre de barils potentiels a ensuite doublé, passant de douze à plus de vingt-cinq. Les grands groupes américains auraient refusé d'investir en raison des 6,9 milliards de dollars que le consortium devrait verser au Brésil. Parmi les onze entreprises en lice, sept figuraient parmi les onze ayant la plus grande valeur sur le marché dans le monde : China National Corporation (CNPC, 2<sup>ème</sup>), Shell (3<sup>ème</sup>), Ecopetrol (6<sup>ème</sup>), Petrobras (7<sup>ème</sup>), Total (8<sup>ème</sup>), China National Offshore Oil Corporation (CNOOC, 10<sup>ème</sup>), Repsol/Sinopec (11<sup>ème</sup>), précisait l'ANP.<sup>483</sup>

<sup>477</sup> [http://www.brasil-rounds.gov.br/round11/resultados\\_R11/resultado\\_r11\\_SFZA-AP1.asp](http://www.brasil-rounds.gov.br/round11/resultados_R11/resultado_r11_SFZA-AP1.asp)

<sup>478</sup> <http://br.total.com/pt-br/sua-pagina/midia/list-news/total-conquista-10-licencas-de-exploracao-na-11a-rodada-de-licitacoes-do-brasil>

<sup>479</sup> [http://www.brasil-rounds.gov.br/arquivos/ass\\_contratos\\_r11/info\\_contratos\\_r11.xlsx](http://www.brasil-rounds.gov.br/arquivos/ass_contratos_r11/info_contratos_r11.xlsx)

<sup>480</sup> <http://www.telegraph.co.uk/finance/newsbysector/energy/10057017/BP-Shell-and-Statoil-investigated-over-suspected-oil-price-manipulation.html>

<sup>481</sup> <http://www.greenpeace.org.uk/newsdesk/energy/analysis/why-we-cant-trust-price-we-pay-oil-and-gas>

<sup>482</sup> <http://www.leparisien.fr/flash-actualite-economie/bresil-un-consortium-regroupant-petrobras-shell-total-cnpc-cnooc-remporte-libra-21-10-2013-3246727.php>

<sup>483</sup> <http://www.marine-oceans.com/actualites-afp/6305-bresil-les-compagnies-asiatiques-vedettes-des-1eres-encheres-du-petrole-pre-sal>

Le 24 octobre 2016, Petrobras et Total s'alliaient dans le pétrole et le gaz pour « rechercher ensemble des opportunités dans l'exploration et la production pétrolière et gazière au Brésil et ailleurs ». L'alliance stratégique concernerait d'abord le gaz naturel et les projets électriques dans le pays<sup>484</sup>. Le 22 décembre 2016, Total renforça sa présence au Brésil<sup>485</sup> et dépensa 2,2 milliards de dollars pour acquérir des actifs notamment dans la zone « très convoitée » du « pré-sal ». Selon le PDG de Total, Patrick Pouyanné, « ces accords vont considérablement renforcer la présence de Total au Brésil en nous donnant accès aux ressources remarquables du pré-sel et en nous permettant d'intégrer la prometteuse chaîne intégrée du gaz du pays. » Total et Petrobras deviennent en effet partenaires et ont procédé à plusieurs cessions et acquisitions d'actifs « pour concrétiser leur partenariat ». Les gisements présalifères du bassin de Santos sont des « ressources pétrolifères géantes situées sous d'épaisses couches de sel, à 2 000 mètres sous le niveau de la mer ». Total va racheter 35% des champs de Lapa (déjà en production) et en devenir opérateur, et 22,5% des champs de « Iara », en cours de développement. Total augmenterait ainsi ses réserves exploitables de plus d'un milliard de barils à un coût moindre, entre 1,75 et 2,4 dollars le baril, contre 2,55 en règle générale. L'accord comporte d'autres volets : « Petrobras va ainsi reprendre 20% d'un bloc d'exploration de Total (Perdido) au large du Mexique, tandis que le groupe français rachètera aussi de la gazéification dans un terminal méthanier (Bahia), ainsi que 50% de deux usines de cogénération électrique, dans la région de Bahia. » Le 1<sup>er</sup> mars 2017<sup>486</sup>, Total et Petrobras scellèrent cette alliance conclue en décembre 2016<sup>487</sup>. Les deux groupes mènent au moins seize projets internationaux en commun, dont neuf au Brésil.

#### *Le « changement de régime » au Brésil*

Il est surprenant que la guerre de l'information de Greenpeace contre Total se produise presque concomitamment au renforcement des partenariats entre l'entreprise brésilienne et le groupe français, qui prend ainsi une importance croissante et probablement rentable dans le pays. Nous pouvons nous orienter vers deux pistes principales. En 2016 eut lieu un coup d'Etat « à la Gene Sharp » au Brésil, qui entraîna la destitution de la présidente Dilma Rousseff. Le Brésil fait partie des BRICS, les pays-puissances dont la croissance et les ressources en font des acteurs économiques montants sur la scène internationale. En plus du pétrole, le Brésil détient de nombreuses ressources naturelles comme des minéraux stratégiques et pourrait devenir à moyen terme une puissance régionale.

Une fois Dilma Rousseff destituée, son ancien vice-président Michel Temer fut confirmé au poste de président par intérim. Il recruta José Serra comme ministre des Affaires étrangères. Battu par Rousseff en 2010, cet homme avait été soutenu par des compagnies pétrolières comme Chevron<sup>488</sup>. Serra prit une orientation davantage pro-américaine, là où le Brésil était auparavant en faveur du Venezuela<sup>489</sup>. ExxonMobil faisait également partie des investisseurs et déplorait

<sup>484</sup> [https://www.lesechos.fr/24/10/2016/lesechos.fr/0211427578876\\_petrobras-et-total-s-allient-dans-le-petrole-et-le-gaz.htm](https://www.lesechos.fr/24/10/2016/lesechos.fr/0211427578876_petrobras-et-total-s-allient-dans-le-petrole-et-le-gaz.htm)

<sup>485</sup> [https://www.lesechos.fr/22/12/2016/lesechos.fr/0211619390927\\_petrole---total-concretise-son-alliance-avec-petrobras.htm](https://www.lesechos.fr/22/12/2016/lesechos.fr/0211619390927_petrole---total-concretise-son-alliance-avec-petrobras.htm)

<sup>486</sup> <http://www.total.com/en/media/news/press-releases/total-and-petrobras-seal-their-strategic-alliance-through-signature-definitive-contracts>

<sup>487</sup> <http://www.petrobras.com.br/fatos-e-dados/avancamos-na-alianca-estrategica-com-a-total-com-a-assinatura-de-novos-acordos.htm>

<sup>488</sup> <https://wikileaks.org/Nos-bastidores-o-lobby-pelo-pre.html>

<sup>489</sup> <http://www.bbc.com/portuguese/brasil-36334715>

que Petrobras dispose de tout contrôle sur l'achat d'équipement, la technologie et le personnel, ce qui pourrait nuire à des fournisseurs américains. Dit autrement, l'économie brésilienne était trop « nationalisée » pour assurer suffisamment de bénéfices aux entreprises pétrolières américaines. Ces dernières souhaitaient toutefois demeurer au Brésil, un pays aux ressources attractives, pour faire face à un accès moindre à d'autres ressources (les terres rares chinoises ou les sables bitumineux russes par exemple), et pour occuper le terrain face à une concurrence principalement chinoise.

Quelques mois après le round d'octobre 2013, le 17 mars 2014, le juge Sérgio Moro lança l'opération *Lava Jato* (connue en anglais sous le nom de *Car Wash*<sup>490</sup>), qui impacta durement Petrobras<sup>491</sup> et se poursuit aujourd'hui<sup>492</sup>, révélant des pots-de-vins pour l'attribution de contrats de construction, et plusieurs milliards de dollars de surévaluation des actifs de l'entreprise. Avec cette affaire, Petrobras annonça la vente de 13,7 milliards de ses actifs. En mai 2016, l'entreprise nomma un nouveau PDG, Pedro Parente. En septembre 2016, Petrobras décida de réduire de 25% ses investissements sur la période 2017-2021, et devait se désengager du GPL, des biocarburants et des engrais, pour se concentrer sur le pétrole<sup>493</sup>. En novembre, alors que le cours de Petrobras chuta en quelques jours de 10,78 à 7,93 dollars, le spéculateur George Soros, qui s'était désengagé de l'entreprise en 2015 en revendant ses 636 000 actions, décida de réinvestir dans Petrobras en achetant 1,56 million d'actions (avant de les revendre là encore<sup>494</sup>). De plus, la décision de Petrobras de privilégier la production pétrolière convainquit les investisseurs américains tels Raymond James et Citigroup. La presse brésilienne rapporte d'ailleurs que le nouveau PDG de Petrobras, Pedro Parente, avait tenu une conférence à New York en ce même mois de novembre 2016, à laquelle assista BlackRock, la plus grande société mondiale de gestion d'actifs<sup>495</sup> devenue également actionnaire de Petrobras<sup>496</sup>.

L'une des spécificités de la guerre économique reste la rareté des preuves, et l'on fonctionne davantage sur le recoupement de faisceaux d'indices. Dans le cas présent, nous nous trouvons chronologiquement avec une révolution colorée ayant débuté vers mars 2016, mais dont les prodromes naquirent avec le scandale *Car Wash* en 2014, quelques mois après des rounds pétroliers stratégiques. En avril 2016 furent publiés les résultats de l'expédition sur la découverte du récif corallien au cœur de notre étude de cas. Quelques mois plus tard, Petrobras se trouva affaiblie. Malgré tout, le géant brésilien renforça sa coopération avec Total fin décembre 2016. Deux semaines plus tard, Greenpeace adressait un courrier à Total. Encore deux semaines plus tard, l'ONG documentait le récif corallien découvert plusieurs mois auparavant et s'en prenait seulement à Total (et de manière presque inexistante à BP). En mars 2017, Break Free, mouvement sous l'égide de Greenpeace, lançait un mois d'actions pour le désinvestissement des énergies fossiles, avec des opérations contre Total le 27 mars et le 1<sup>er</sup> avril. Le même mois d'avril, trois ONG des réseaux du financier George Soros s'attaquèrent à Total – et à Areva, sous le prétexte d'un manque de transparence relatif à leurs industries

---

<sup>490</sup> [https://en.wikipedia.org/wiki/Operation\\_Car\\_Wash](https://en.wikipedia.org/wiki/Operation_Car_Wash)

<sup>491</sup> Les investigations s'étendirent à neuf autres entreprises brésiennes, dont Queiroz Galvão.

<sup>492</sup> <https://www.theguardian.com/world/2017/jun/01/brazil-operation-car-wash-is-this-the-biggest-corruption-scandal-in-history>

<sup>493</sup> [https://www.lesechos.fr/21/09/2016/lesechos.fr/0211312732169\\_petrobras-met-ses-investissements-au-regime-sec.htm](https://www.lesechos.fr/21/09/2016/lesechos.fr/0211312732169_petrobras-met-ses-investissements-au-regime-sec.htm)

<sup>494</sup> <http://www.ibillionaire.me/securities/1200/>

<sup>495</sup> <http://veja.abril.com.br/economia/bilionario-george-soros-volta-a-comprar-acoes-da-petrobras/>

<sup>496</sup> <http://www.zonebourse.com/PETROLEO-BRASILEIRO-SA-PE-6496795/societe/>

extractives, une critique que Total réfuta<sup>497</sup>. Ces ONG sont Oxfam<sup>498</sup>, ONE et Sherpa. Comme nous l'avons déjà vu, Greenpeace International fait partie, avec Oxfam International et d'autres ONG des réseaux Soros (Transparency International, Amnesty International, CIVICUS, ActionAid International), des onze signataires fondateurs de la charte de redevabilité (ou responsabilité) des ONGI (INGO Accountability Charter, devenu Accountable Now)<sup>499</sup>. ONE a parfois mené des opérations communes avec Oxfam et comprend au sein de son bureau un proche du gouvernement américain et une ancienne Directrice de Facebook<sup>500</sup>. Enfin, Greenpeace France est l'un des partenaires de Sherpa<sup>501</sup>. Le 23 mai, Greenpeace publia un rapport et posa des questions à Total, en vue de l'Assemblée générale du 26 mai où le groupe répondit, comme nous l'avons déjà vu. Le lendemain, Greenpeace reprit ses actions contre Total.

Cet enchaînement d'événements et l'organisation de leur calendrier pose la question de la spontanéité et de l'indépendance des actions de Greenpeace, à l'instar de ce que nous pûmes observer dans le cas des sables bitumineux. Pour autant, si Total est la seule cible, le pétrole n'est peut-être pas l'objectif unique. En effet, les travaux menés depuis de nombreuses années par Yan Giron ont mis à jour un enjeu économique insoupçonné dont des fondations et ONG américaines sont les principales actrices, à savoir la finance écosystémique et les retours sur investissement au travers de la création de gigantesques aires – terrestres et / ou marines – protégées sur l'ensemble du globe. Ces aires n'interdisent toutefois pas nécessairement l'extraction de minerais. Certains de leurs promoteurs sont en effet liés au monde des affaires et à des industries qui ont besoin de ressources minières terrestres ou sous-marines.

#### *La Moore Foundation et sa nébuleuse*

L'un des principaux bailleurs de fonds de l'expédition qui « découvrit » le récif corallien de la Foz do Amazonas et en informa le public dans *Sciences Advance* en avril 2016 n'est autre que la Gordon and Betty Moore Foundation. Cette Fondation américaine se consacre à plusieurs programmes, dont la conservation environnementale. Ce programme entend promouvoir un développement durable destiné à protéger les écosystèmes en danger, notamment en mettant en avant des modèles de gestion efficaces dans les écosystèmes terrestres, marins et d'eau douce. On peut en réalité y voir une gigantesque opération de *greenwashing* : Gordon E. Moore est le cofondateur d'Intel, la multinationale de l'informatique née en 1968 et qui emploie à ce jour plus de 100 000 personnes.<sup>502</sup> La micro-informatique nécessite entre autres l'extraction de minerais comme les terres rares, avec leurs conséquences environnementales. La Fondation, note Yan Giron, a « des liens probables avec les entreprises de hautes technologies informatiques », et elle fait partie des lourds investisseurs « dans la protection des océans et la manipulation des politiques marines en fonction de leurs conceptions<sup>503</sup> ».

<sup>497</sup> <https://www.asso-sherpa.org/transparence-industries-extractives-francaises-cest-flou>

<sup>498</sup> Pour plus d'informations sur Oxfam : <http://www.fondation-prometheus.org/wsite/publications/newsletter/octobre-2016/oxfam-et-lopen-society/>

<sup>499</sup> [https://en.wikipedia.org/wiki/International\\_Non-Governmental\\_Organisations\\_Accountability\\_Charter#Origins](https://en.wikipedia.org/wiki/International_Non-Governmental_Organisations_Accountability_Charter#Origins)

<sup>500</sup> Pour plus d'informations sur ONE, cf. nos deux articles dédiés sur Soros Connection : <https://sorosconnection.com/one-la-sorosite-de-bono-dans-la-presidentielle-francaise-2017/> & <https://sorosconnection.com/morton-halperin-chez-one-reseaux-detat-reseaux-soros/>

<sup>501</sup> <https://www.asso-sherpa.org/nos-partenaires>

<sup>502</sup> <https://en.wikipedia.org/wiki/Intel>

<sup>503</sup> <http://upload.ouestfrance.fr/ouest-france.fr/doc/OCEANBUSINESS.doc>

Selon le rapport *Blue Charity Business*<sup>504</sup>, un nombre restreint de cinq fondations caritatives finance les ONGE internationales : The PEW Charitable Trusts, David & Lucile Packard Foundation, Gordon & Betty Moore Foundation, Walton Family Foundation, Oak Foundation. La Moore Foundation appartient notamment à la coalition OCEANS5. Ce rapport daté de fin 2012 notait que la Fondation Moore s'était fortement investie dans le financement de la réforme de la politique des pêches. Entre 1999 et 2011, la Moore Foundation était le deuxième plus gros financeur (après le PEW Charitable Trusts) des organismes scientifiques pour la recherche halieutique, avec un total d'environ 37 millions de dollars<sup>505</sup>. Elle œuvre en tant que *science-based lobbying* (lobbying justifié par la science) revendiqué. La Moore vise également l'Europe pour le changement et la mise en œuvre de la politique des pêches.

Pour le propos qui intéresse notre étude de cas, nous noterons plus particulièrement que la Moore Foundation « est le second plus important financeur de la recherche océanographique. Ses trois principaux bénéficiaires ont été les programmes PISCO (Oregon S. U. : 13 millions de dollars en 2005) et le projet Area Based Management (Conservation International : 12,5 millions de dollars en 2005 aussi) et Global (Duke University : 3 millions de dollars en 2004). Les questions d'Area Based Management ont été fortement mises en avant dans la réforme des pêches aux USA. »

La Moore Foundation dispose d'un centre de recherche chez Conservation International<sup>506</sup>, l'organisation qui sera au centre d'une partie ultérieure de notre analyse. Avec d'autres fondations (Rockefeller, Tides<sup>507</sup>, MacArthur, Packard), la Moore soutient financièrement The Natural Capital Project, un projet porté entre autres par The Nature Conservancy – une organisation qui promeut la finance bleue en s'appuyant sur les services écosystémiques. La composition de son bureau directeur souligne le lien de l'ONG avec le monde de la finance et de l'entreprise :

- Mark Tercek, président et PDG, ancien Directeur général chez Goldman Sachs<sup>508</sup>,
- Thomas Tierney, président et co-fondateur du Bridgespan Group<sup>509</sup>, présentée comme une organisation non lucrative, mais qui accueille en son comité directeur des représentants du secteur lucratif<sup>510</sup> comme Steve Denning, chairman de la société de gestion d'actifs General Atlantic, John Donahoe, le chairman de PayPal, Steve Ellis du fonds d'investissement américain Texas Pacific Group, ou encore deux représentants – dont le PDG – du cabinet international de conseil en stratégie et management Bain & Company. Thomas Tierney est lui-même chairman du Bureau directeur d'Ebay<sup>511</sup>.

<sup>504</sup> [https://peche-dev.org/IMG/pdf/blue\\_charity\\_business.pdf](https://peche-dev.org/IMG/pdf/blue_charity_business.pdf)

<sup>505</sup> Cf. également le programme PISCO expliqué dans le rapport, avec près de 15 millions de dollars de la Moore Foundation.

<sup>506</sup> <http://wiki.bluelobby.eu/articles/bio-steven-mccormick> Actif jusqu'en juillet 2014, le site bluelobby.eu de Yan Giron dispose de la plus grande base de données relative au business caritatif de l'environnement marin.

<sup>507</sup> Cf. notre étude de cas sur les sables bitumineux.

<sup>508</sup> <https://www.nature.org/about-us/governance/executive-team/mark-tercek-biography.xml>

<sup>509</sup> <https://www.nature.org/about-us/governance/board-of-directors/board-of-directors-member-profiles.xml#Tierney>

<sup>510</sup> <https://www.bridgespan.org/about-us/board-of-trustees>

<sup>511</sup> <https://www.ebayinc.com/our-company/our-leaders/thomas-tierney/#thomas-tierney>

- James Rogers, entre autres « membre à vie » de l'influent Council on Foreign Relations, et ancien PDG et chairman de Duke Energy, une entreprise énergétique américaine de production, transport et distribution d'électricité<sup>512</sup>.
- Shona Brown, de Google Inc.
- On trouve également de nombreux représentants et directeurs de diverses entreprises au sein de ce bureau, comme les PDG de BlackRock, Alibaba (l'Amazon chinois), la Rockefeller Foundation, et des acteurs du monde de la finance.
- L'ancien président de la Moore Foundation (2007-2014), Steven McCormick, fut auparavant membre de The Nature Conservancy, de 1976 à 2007, y occupant le poste de président à partir de 2001<sup>513</sup>, ce qui souligne à nouveau la porosité entre l'univers des fondations et les intérêts financiers. Le monde politique n'est pas loin. Dans son documentaire *Océans, la voix des invisibles*, Mathilde Jounot filmait un discours de l'ancienne commissaire européenne à la pêche Maria Damanaki, passée à la gestion des océans pour The Nature Conservancy, ONG qui veut investir dans le « capital naturel ».

#### *Les liens de la Moore Foundation avec Greenpeace*

- En 2007, Greenpeace USA<sup>514</sup> rapportait que des fondations américaines et canadiennes avaient contribué à la lutte en faveur de la forêt vierge du Grand Ours : The Nature Conservancy, William and Flora Hewlett Foundation, Gordon and Betty Moore Foundation, Rockefeller Brothers Fund, Wilburforce Foundation (qui aurait donné 226 900 dollars à Greenpeace en 2005<sup>515</sup>), Tides Canada Foundation, pour un total de 58 millions de dollars.
- 22 janvier 2015<sup>516</sup> : la Moore Foundation reprit un article qui citait un rapport de Greenpeace de 2006 sur le soja dans la région de l'Amazonie.
- 13 mai 2015<sup>517</sup> : la Moore Foundation reprit un article du même auteur qui rapportait les résultats d'une étude sur le bœuf en Amazonie, et qui citait le travail de pression de Greenpeace en 2009.
- 10 décembre 2015 : la Moore Foundation publia un article sur la remise du Prix Equateur au Conseil indigène Tacana de Bolivie. L'initiative de conservation des Tacana s'était réalisée en partenariat avec la WCS (Worldlife Conservation Society) et fut financée notamment par la Moore Foundation. L'article rapporta que Kumi Naidoo, alors Directeur exécutif international de Greenpeace, assista à cette cérémonie<sup>518</sup>.
- 1<sup>er</sup> février 2016<sup>519</sup> : la Moore rapporta un accord signé après plusieurs années pour protéger la forêt vierge du Grand Ours en Colombie-britannique. Plusieurs organisations sont citées, dont Greenpeace.

---

<sup>512</sup> <https://www.nature.org/about-us/governance/board-of-directors/board-of-directors-member-profiles.xml#Rogers>

<sup>513</sup> <http://wiki.bluelobby.eu/articles/bio-steven-mccormick>

<sup>514</sup> <http://www.greenpeace.org/usa/news/public-private-partnership-sec/>

<sup>515</sup> <https://www.activistfacts.com/organizations/131-greenpeace/>

<sup>516</sup> <https://www.moore.org/article-detail?newsUrlName=study-shows-brazil-s-soy-moratorium-still-needed-to-preserve-amazon>

<sup>517</sup> <https://www.moore.org/article-detail?newsUrlName=brazilian-beef-industry-moves-to-reduce-its-destruction-of-rain-forests>

<sup>518</sup> <https://www.moore.org/article-detail?newsUrlName=tacana-indigenous-people-of-bolivia-win-prestigious-equator-prize>

<sup>519</sup> <https://www.moore.org/article-detail?newsUrlName=final-agreement-will-permanently-safeguard-85-percent-of-great-bear-rainforest>

- 12 mai 2016 : la Moore renvoyait vers un communiqué de Greenpeace USA pour un accord sur la culture du soja qui appuyait une conservation de l'Amazonie sur le long terme<sup>520</sup>.

Ces liens peuvent sembler ténus. La coalition OCEANS5 précédemment citée – et dont la Moore Foundation est partenaire<sup>521</sup> – en donne davantage. OCEANS5 se présente comme « une collaboration de bailleurs de fonds internationaux composée de philanthropes tant nouveaux qu'expérimentés dédiés à la protection des cinq océans du monde. [Ils centrent] leurs investissements et leur soutien sur de grands et opportuns projets et campagnes pour établir des réserves marines et limiter la surpêche<sup>522</sup>. » On y trouve des profils d'organisations diverses : Marisla Foundation (qui aurait accordé une subvention de 250 000 dollars à Greenpeace en 2004), Oak Foundation, Pew Charitable Trusts, Gateway Inc. (développement informatique), Avalon Capital Group (créé par le Fondation de Gateway Inc. ; Avalon investit notamment dans le développement de logiciels, Internet, les technologies avancées, et les communications<sup>523</sup>), Bloomberg Philanthropies. On notera la présence de Stephen Campbell, qui siège au bureau de 350.org et fit partie de Greenpeace Australia-Pacific, Greenpeace International et Greenpeace Chine, et officie désormais à la Oak Foundation. OCEANS5 fit appel à Greenpeace pour plusieurs programmes : *Improving seafood traceability* (allocation de fonds)<sup>524</sup>, *Protecting Antarctica* (coalition où l'on retrouve le Pew Charitable Trusts)<sup>525</sup>, et *Protecting remote British overseas territories* (avec là encore Pew parmi d'autres ONG « bleues »)<sup>526</sup>.

Un rapport de la Packard Foundation de juin 2015 précise qu'OCEANS5 a donné un million de dollars par an pendant trois ans à une coalition d'ONGE où l'on trouve Greenpeace<sup>527</sup>, de 2012 à 2014. Le but : combattre la pêche illégale (IUU – *Illegal, Unreported and Unregulated*) et durcir la redevabilité pour la conservation marine. La Moore Foundation y a quant à elle apporté une contribution de six millions de dollars. Si cette dernière n'a apparemment jamais octroyé de subventions à Greenpeace – selon sa base de données –, la Packard, autre membre du « Cartel des Cinq » précité, a accordé plusieurs millions de dollars à l'ONG (*Fund* des Etats-Unis, Japon, Stichting Greenpeace Council, Australie-Pacifique, et Asie du Sud-Est) au travers de son programme Conservation and Science<sup>528</sup> :

<sup>520</sup> <https://www.moore.org/article-detail?newsUrlName=brazilian-soy-agreement-renewed-indefinitely-provides-long-term-protection-of-the-amazon>

<sup>521</sup> <http://oceans5.org/results/partners-members/>

<sup>522</sup> <http://oceans5.org/>

<sup>523</sup> <http://avalon.com/investments>

<sup>524</sup> <http://oceans5.org/project/improving-seafood-traceability/>

<sup>525</sup> <http://oceans5.org/project/protecting-antarctica/>

<sup>526</sup> <http://oceans5.org/project/protecting-remote-british-overseas-territories/>

<sup>527</sup> <https://www.packard.org/wp-content/uploads/2016/03/Packard-White-Paper-on-IUU-for-Packard-website.pdf>

<sup>528</sup> [https://www.packard.org/grants-and-investments/grants-database/?grant\\_keyword=greenpeace&program\\_area=All%20Programs&award\\_amount=All%20Amounts&award\\_year=All%20Years](https://www.packard.org/grants-and-investments/grants-database/?grant_keyword=greenpeace&program_area=All%20Programs&award_amount=All%20Amounts&award_year=All%20Years)

| Year | Grantee          | Program                  | Amount      |
|------|------------------|--------------------------|-------------|
| 2017 | Greenpeace Japan | Conservation and Science | \$350,000   |
| 2017 | Greenpeace Fund  | Conservation and Science | \$700,000   |
| 2016 | Greenpeace Japan | Conservation and Science | \$456,000   |
| 2016 | Greenpeace Fund  | Conservation and Science | \$1,000,000 |
| 2015 | Greenpeace Fund  | Conservation and Science | \$700,000   |
| 2015 | Greenpeace Japan | Conservation and Science | \$250,000   |
| 2015 | Greenpeace Fund  | Conservation and Science | \$150,000   |
| 2014 | Greenpeace Fund  | Conservation and Science | \$1,000,000 |
| 2013 | Greenpeace Fund  | Conservation and Science | \$700,000   |
| 2013 | Greenpeace Japan | Conservation and Science | \$250,000   |
|      |                  |                          | 1 2 »       |

| Year | Grantee                           | Program                  | Amount    |
|------|-----------------------------------|--------------------------|-----------|
| 2013 | Stichting Greenpeace Council      | Conservation and Science | \$50,000  |
| 2013 | Greenpeace Australia Pacific Ltd. | Conservation and Science | \$100,000 |
| 2013 | Greenpeace South East Asia        | Conservation and Science | \$300,000 |
| 2013 | Greenpeace Japan                  | Conservation and Science | \$400,000 |
| 2012 | Greenpeace Fund                   | Conservation and Science | \$300,000 |
| 2012 | Stichting Greenpeace Council      | Conservation and Science | \$83,358  |
|      |                                   |                          | « 1 2     |

Ces relations illustrent la vaste nébuleuse que constitue le business de la conservation. En 2011, dans son étude « Reefs at Risk Revisited »<sup>529</sup>, le World Resources Institute (WRI) produisait une carte des récifs coralliens en les classant par risque de menace. Plusieurs bassins où sont octroyées des concessions pétrolières comprennent des récifs coralliens que le WRI considère en (très) grand danger<sup>530</sup> : Pernambuco, Paraíba, Sergipe-Alagoas, Espírito Santo.

<sup>529</sup> [http://pdf.wri.org/reefs\\_at\\_risk\\_revisited.pdf](http://pdf.wri.org/reefs_at_risk_revisited.pdf)

<sup>530</sup> [http://www.wri.org/sites/default/files/Atlantic\\_Brazil\\_web\\_high-res.jpg](http://www.wri.org/sites/default/files/Atlantic_Brazil_web_high-res.jpg)



Parmi les quatre auteurs du rapport se trouvait Lauretta Burke<sup>531</sup>, qui hormis le programme Reefs at Risk, travaille au WRI sur le projet Coastal Capital, qui vise à la « valorisation économique des écosystèmes côtiers aux Caraïbes [...] en quantifiant leur valeur économique »<sup>532</sup>. Le WRI et ses partenaires locaux cherchent à fournir des informations aux preneurs de décisions grâce à des données sur ces écosystèmes, « dont les récifs coralliens, les mangroves et les plages en vue d'atteindre des buts économiques et sociaux ». Le rapport indique que le projet Reefs at Risk Revisited fut développé notamment en collaboration avec The Nature Conservancy. Il s'appuie sur des organismes publics et des ONG telles Oceana, le WWF, et bénéficia du soutien financier, entre autres, des fondations Packard et Marisla, ainsi que du Ministère de l'Intérieur et du Département d'Etat américains.

Le rapport soulignait que les récifs coralliens figurent parmi les écosystèmes les plus productifs et biologiquement riches. Ils fourniraient également de précieux bénéfices écosystémiques à des millions de riverains côtiers : nourriture, revenus, pépinières pour la pêche commerciale, attractivité pour les plongeurs du monde entier, production de sable sur les plages touristiques, et protection des côtes contre les ravages des tornades. Dit autrement : les récifs coralliens valent potentiellement beaucoup d'argent.

A ce stade, le chaînon manquant de notre étude se trouve en la personne de Rodrigo Moura. Membre de l'Université Rio de Janeiro, cet homme est aussi un membre de Conservation

<sup>531</sup> <http://www.wri.org/profile/lauretta-burke>

<sup>532</sup> <http://www.wri.org/our-work/project/coastal-capital-economic-valuation-coastal-ecosystems-caribbean>

International – Brazil<sup>533</sup> (responsable des questions marines), et il fut surtout celui qui dirigea l'expédition<sup>534</sup> des trente océanographes qui explorèrent la zone de la Foz do Amazonas, et est l'un des rédacteurs de l'article de *Sciences Advance* dédié. Moura avait à ce titre adressé des correspondances à Greenpeace en février 2017, selon le rapport déjà analysé de l'ONG.

### *Conservation International*

Fondée en 1987, Conservation International lança ses premiers projets au Brésil en 1988 et s'y créa comme organisme national en 1990. L'ONG dispose de bureaux à Rio de Janeiro, Belém et Brasilia, et de postes avancés à Caravelas, Mucugê et Macapa. En 2007 déjà, elle faisait partie des neuf ONG – on y trouvait aussi Greenpeace, le WWF, Les Amis de la Terre, ainsi que The Nature Conservancy – qui avaient lancé une proposition d'accord national pour reconnaître la valeur de la forêt et mettre fin à la déforestation de l'Amazonie<sup>535</sup>.

Qui dirige Conservation International ? Le chairman et PDG se nomme Peter Seligmann. Le 1<sup>er</sup> avril 2016, il écrivit un article intitulé « La nature est inextricablement liée aux bénéfices nets des entreprises<sup>536</sup> ». On relèvera que Seligmann y dissertait sur le besoin d'assurer la santé de tous mais travaillait auparavant pour Coca-Cola... Pour lui, le secteur des affaires a son rôle à jouer. Les entreprises seraient « des agents de changement pour l'économie mondiale ». Seligmann cofonda Conservation International en 1987<sup>537</sup>. Il est Directeur chez First Eagle Holdings, un fonds d'investissement, siège au bureau consultatif du Jackson Hole Land Trust (dédié à la conservation environnementale), et siégea au comité consultatif international de Coca-Cola de 2011 à 2014. Il est également proche du pouvoir politique américain : membre du Council on Foreign Relations et nommé au bureau de l'Enterprise for the Americas par Bill Clinton en 2000. C'est aussi un ancien membre de The Nature Conservancy.

Les membres du bureau de Conservation International comprennent plusieurs hauts dirigeants d'entreprises, comme Wes Bush, PDG de Northrop Grumman, entreprise de la Défense (aéronautique, construction navale, espace, électronique, et donc intéressée par l'extraction de minerais et de terres rares), le président du MIT L. Rafael Reif, le président du Council on Foreign Relations Richard Haass, Alexander Karsner de Google X (créée par Google et désormais filiale d'Alphabet, société parente de Google ; centralisée sur la R&D, elle a notamment développé la Waymo, voiture sans conducteur, et est donc également intéressée par les activités extractives), Heidi Miller, ancienne présidente de la banque JP Morgan Chase, ou encore Mark Ferguson, le co-Directeur des investissements du Generation Investment Management d'Al Gore.

Un autre membre du bureau de Conservation International, Pavan Sukhdev, écrivit le 23 novembre 2015 un article<sup>538</sup> qui résume pour une bonne partie la démarche de l'ONG. Intitulé « Le Protocole du capital naturel et au-delà », il mettait en avant une initiative nommée la Natural Capital Coalition, qui avait pour idée centrale de valoriser économiquement les services

---

<sup>533</sup> Il en était toujours membre au 23 mars 2017, à en juger par la dernière actualisation de la page Brésil de l'International Coral Reef Initiative (<http://www.icriforum.org/about-icri/members-networks/brazil>) qui renvoyait à son courriel [r.moura@conservation.org](mailto:r.moura@conservation.org)

<sup>534</sup> [https://fr.wikipedia.org/wiki/R%C3%A9cif\\_corallien\\_de\\_l%27Amazon%C3%A9#D.C3.A9couverte](https://fr.wikipedia.org/wiki/R%C3%A9cif_corallien_de_l%27Amazon%C3%A9#D.C3.A9couverte) & <http://advances.sciencemag.org/content/2/4/e1501252.full>

<sup>535</sup> <http://www.worldwatch.org/node/5392>

<sup>536</sup> <http://blog.conservation.org/2016/04/nature-inextricably-linked-to-companies-bottom-lines/?ga=2.100232862.1487665234.1497708635-1609339177.1497512380>

<sup>537</sup> <http://www.conservation.org/NewsRoom/experts/Pages/ci-expert-details.aspx?ID=4&name=Peter-Seligmann>

<sup>538</sup> [http://www.huffingtonpost.com/pavan-sukhdev/the-natural-capital-protocol\\_b\\_8627954.html](http://www.huffingtonpost.com/pavan-sukhdev/the-natural-capital-protocol_b_8627954.html)

de la nature, tant en termes de dépendance que d'impact pour les affaires, afin de passer à une économie plus « verte ».

On retrouve Sylvia Earle parmi les nombreux membres émérites de Conservation International – dont l'une des collaboratrices, Shannon Joy, est présente au bureau d'OCEANS5. Nous mentionnons Sylvia Earle car elle représente d'après nous un exemple supplémentaire du lien entre la finance écosystémique et des intérêts économiques stratégiques pour plusieurs entreprises. En octobre 2016, nous écrivions à son sujet pour la Fondation Prometheus : « biologiste marine et exploratrice américaine, elle fonda la Sylvia Earle Alliance, à l'origine de Mission Blue, qui travaille à la construction d'un réseau mondial d'aires marines protégées. Cette grande ONG a quatre partenaires principaux : Rolex, fabricant de montres de luxe ; Google, le géant de l'Internet ; With Tone, spécialiste de l'industrie des téléphones mobiles<sup>539</sup> ; Biotherm, spécialisée dans les cosmétiques. Or, [un] article de *Géo* soulignait que les fonds marins fourmillent d'hydrocarbures, de métaux rares utilisés dans la confection de produits électroniques [« Outre les hydrocarbures, les fonds marins regorgent de cuivre, zinc, nickel, argent, or et platine mais aussi de métaux rares – yttrium, germanium, sélénium et baryum, essentiels à la fabrication des produits électroniques. »], mais aussi d'espèces végétales et animales potentiellement utiles aux industries médicale et cosmétique<sup>540</sup> [...] » Les projets de forage de Total pourraient ainsi rendre impossibles des recherches de minerais sous-marins potentiels au bénéfice d'autres acteurs économiques.

Enfin, « [...] Mission Blue a en outre quatre partenaires stratégiques : National Geographic, partenaire de Pew et propriété de Bertelsmann [...] ; TED, qui remet un prix à Sylvia Earle en 2009<sup>541</sup> ; l'IUCN (Union Internationale pour la Conservation de la Nature), aux partenaires multiples<sup>542</sup>, dont l'USAID, The Nature Conservancy, [Conservation International], les Fondations Oak, Rockefeller, Ford, Clinton et diverses entreprises ; Greenpeace<sup>543</sup> ». A noter qu'à cette époque, il y a moins d'un an, la Moore Foundation figurait encore parmi les bailleurs de fonds / partenaires de l'IUCN<sup>544</sup>, ce qui n'est plus le cas aujourd'hui<sup>545</sup>.

\*\*\*

20% des dépenses de Conservations International vont à la finance écosystémique, 34% de ses revenus proviennent de fondations, et 16% émanent d'entreprises<sup>546</sup>. Un de ses programmes, le Global Conservation Fund (GCF), est financé par une subvention de la Gordon and Betty Moore Foundation<sup>547</sup> et fut lancé grâce à cette dernière, en 2001, avec un don de 100 millions de dollars. A ce jour, le Global Conservation Fund a permis d'établir 77 zones protégées, tant terrestres que marines<sup>548</sup>. Sur la page dédiée, le GCF annonce plus : il aurait aidé à créer ou

---

<sup>539</sup> <http://www.withtone.com/>

<sup>540</sup> <http://www.geo.fr/photos/reportages-geo/la-france-s-agrandit-sous-les-flots-159739>

<sup>541</sup> <http://www.ted.com/participate/ted-prize/prize-winning-wishes/mission-blue>

<sup>542</sup> <http://www.iucn.org/about/union/donors/>

<sup>543</sup> <http://www.fondation-prometheus.org/wsite/publications/newsletter/octobre-2016/chroniques-bleues/>

<sup>544</sup> <https://web.archive.org/web/20160809104132/http://www.iucn.org:80/secretariat/strategic-partnerships/about/donors-and-partners-0>

<sup>545</sup> <https://www.iucn.org/about/donors-and-partners>

<sup>546</sup> [http://www.conservation.org/publications/documents/2016-annual-report.pdf?\\_ga=2.258500874.1487665234.1497708635-1609339177.1497512380](http://www.conservation.org/publications/documents/2016-annual-report.pdf?_ga=2.258500874.1487665234.1497708635-1609339177.1497512380)

<sup>547</sup> <http://www.conservation.org/projects/Pages/global-conservation-fund.aspx>

<sup>548</sup> <http://www.conservation.org/stories/funding-the-long-term-protection-of-nature/Pages/overview.aspx>

étendre 135 zones protégées d'écosystèmes terrestres et marins dans vingt-six pays, bénéficiant à 60 000 personnes, dont 3 000 emplois. Le GCF aurait joué un rôle-clé dans l'établissement de vingt-six dotations pour des zones protégées, pour un montant total se chiffrant à 230 millions de dollars (dont 189 provenant de ses partenaires). Le GCF a plus de quarante partenaires, parmi lesquels on retrouve des fonds d'investissement mais aussi The Nature Conservancy.



Le 27 mai 2015, Conservation International annonça le lancement d'un fonds d'innovation (un mécanisme financier) pour la conservation en Amapá, afin de mettre en œuvre et entretenir des unités de conservation (*i. e.* des aires protégées). Cette initiative, le Fonds Amapá, se ferait sous la forme d'un partenariat entre Conservation International Brésil (qui y investit 5 millions de réals, soit environ 1,37 million d'euros<sup>549</sup> – provenant essentiellement du Global Conservation Fund), le gouvernement d'Amapá, et le Fonds brésilien pour la diversité (Funbio). Les fonds iraient au corridor de la biodiversité<sup>550</sup> de l'Etat. Le Fonds (de dotation) Amapá aurait notamment pour fonction de générer des ressources continues pour les aires protégées *via* les revenus des placements financiers. Le fonds investirait ces revenus conformément au plan pluriannuel de l'Etat, construit « de manière participative » avec la société. Outre les acteurs précités, la structure du fonds bénéficierait du soutien de la Gordon and Betty Moore Foundation. Rodrigo Medeiros, vice-président de Conservation International Brésil, annonça que le fonds visait aussi à « apporter des avantages certains à l'ensemble de la population qui aujourd'hui a un énorme potentiel de développement économique grâce à l'utilisation durable des ressources naturelles ». Plusieurs investissements garantiraient la conservation du « capital naturel » au moyen d'une « utilisation économique des aires protégées ».

<sup>549</sup> Au taux de change du 19 juin 2017.

<sup>550</sup> Ces corridors sont des milieux naturels qui relient entre eux divers habitats vitaux pour la survie des espèces – par exemple pour la migration.

Parmi les propositions formulées, il est surprenant que le renforcement de l'extraction côtoie ici la gestion forestière, la formation technique, et l'amélioration de la gestion de l'eau et des « biens environnementaux ». Cet ensemble d'actions permettrait, lit-on, de réduire la pauvreté et d'augmenter les revenus. Les chiffres avancés donnent en outre une idée de la valeur écosystémique de cette région : la zone protégée de l'Amapá, en 2015, représentait 10,2 millions d'hectares répartis dans dix-neuf aires protégées, totalisant 72% du territoire régional sous protection officielle. L'Amapá serait l'Etat le mieux conservé de l'Amazonie, avec 98% de forêts primaires.

Le gouvernement des Etats-Unis fait partie des partenaires du Funbio précité. En 2016, celui-ci disposait de nombreux bailleurs de fonds de nature variée : banques, Conservation International et Conservation International Foundation, financements publics, fondations brésiliennes, et d'autres noms familiers tels que The Nature Conservancy, ClimateWorks Foundation, Oak Foundation, Gordon and Betty Moore Foundation. On y trouve également l'entreprise française ENGIE mais aussi, avec étonnement, des groupes pétroliers : BP Brasil Ltda., Chevron Brasil Upstream Frade Ltda., ou encore Petrobras<sup>551</sup>. L'un des deux membres responsables du business siégeant au bureau du Funbio est par ailleurs membre de JP Morgan<sup>552</sup>. Le chairman du Funbio est Álvaro Antonio Cardoso de Souza. Sa biographie n'est pas donnée, mais il fut PDG de la Citibank Brazil de 1993 à 1994, et vice-président exécutif de Citigroup de 1995 à 2003<sup>553</sup>.

Conservation International s'implique également à Calha Norte, dans l'Etat du Pará. En 2006, le gouvernement de l'Etat y avait annoncé la création de cinq zones protégées (dont la plus grande du monde, pour une surface totale de 12,8 millions d'hectares à la frontière avec Suriname et la Guyane. L'ONG fait partie du consortium Calha Norte qui s'implique depuis plusieurs années dans la création d'un réseau d'aires protégées au sein de cet Etat. L'expertise de Conservation International est multiple et comprend la sylviculture, l'agrosylviculture et la gestion des ressources halieutiques<sup>554</sup>.

L'implication de Conservation International dans deux des Etats où se trouve la Foz do Amazonas ainsi que dans le troisième, le Maranhão, va poursuivre sa croissance : en 2015, l'ONG annonça qu'elle investirait soixante-dix millions de dollars au Brésil sur les dix prochaines années. Plusieurs régions ont été sélectionnées pour implanter des projets, ainsi que les côtes des Etats de l'Amapá, de Pará et de Maranhão, et que des projets pétroliers risqueraient donc de venir contrarier<sup>555</sup>.

\*\*\*

Sur les océans, le but de Conservation International serait de « sauvegarder la biodiversité côtière et océanique vitale du monde et les écosystèmes les plus productifs afin de maximiser les bénéfices écologiques, sociaux et économiques sur le long-terme pour les peuples et la nature ». Trois milliards de personnes sur sept dépendraient de la nourriture marine comme source principale de protéines. 44% de la population mondiale vivrait à moins de 150 kms de l'océan.

<sup>551</sup> [http://www.funbio.org.br/wp-content/uploads/2017/05/Funbio-Annual-Report-2016\\_-1.pdf](http://www.funbio.org.br/wp-content/uploads/2017/05/Funbio-Annual-Report-2016_-1.pdf), pp.55-58.

<sup>552</sup> <http://www.funbio.org.br/en/o-funbio/equipe-e-conselho/>

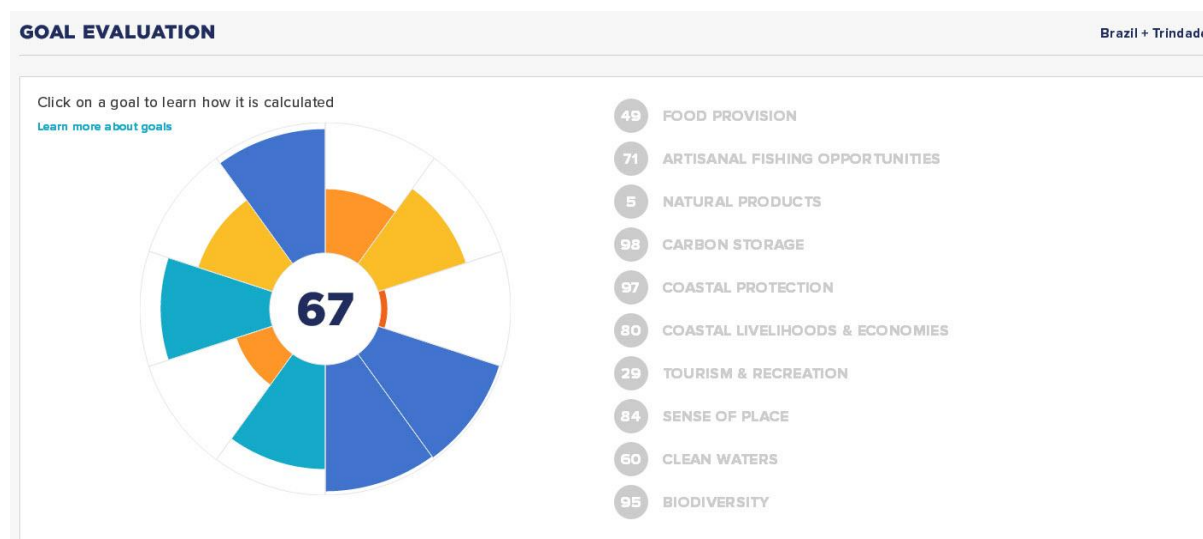
<sup>553</sup> <https://www.bloomberg.com/research/stocks/people/person.asp?personId=22894706&privcapId=34120227>

<sup>554</sup> <http://www.conservation.org/projects/Pages/Protecting-Heart-of-the-Amazon-in-Calha-Norte-Brazil.aspx>

<sup>555</sup> <http://www.conservation.org/global/brasil/noticias/Pages/conservacao-internacional-pretende-investir-70-milhoes-no-brasil-nos-proximos-10-anos.aspx>

Enfin, la valeur économique annuelle produite par l'océan se chiffrerait à 2,5 trillions (*i. e.* 2,5 mille milliards) de dollars. Les partenariats de Conservation International combinerait la science avec les approches traditionnelles, les pêcheurs, les communautés côtières et les gouvernements nationaux.

Parmi ses initiatives, Conservation International a lancé l'*Ocean Health Index*. Sur un ensemble de 221 ZEE (Zones économiques exclusives), le Brésil<sup>556</sup> (avec son archipel de Trindade) y est classé 125<sup>ème</sup>, avec un score de 67 sur 100 (la moyenne mondiale étant de 71). Dix critères sont pris en compte pour ce score de 67 : nourriture disponible (49), opportunités de pêche artisanale (71), produits naturels (*i. e.* coquillages, éponges de mer, poissons d'aquarium, etc. ; 5), capture de carbone (98), protection côtière (97), habitats & économies côtières (80), tourisme & loisirs (29), sentiment d'appartenance (84), eaux limpides (60), biodiversité (95). Précédemment, le score du Brésil était de 60. L'*Ocean Health Index* avait analysé dix-sept zones côtières. L'Amapá, le Para et le Maranhão où se situe la Foz do Amazonas, avaient reçu respectivement les notes de 62, de 55 et de 57<sup>557</sup>. Selon ses déclarations, Conservation International vise à utiliser le *Global Ocean Index* comme un outil d'évaluation à destination des décideurs politiques pour les questions relatives à la gestion de l'océan<sup>558</sup>.



Conservation International s'implique dans la Foz do Amazonas. Un article de l'ONG souligne que « la grande quantité de nutriments et d'eau douce de ces cours d'eau a conduit à la formation de grands estuaires et au développement de mangroves vastes et productives. La végétation croissante de la rivière Oiapoque dans Amapá, la baie de Saint-Louis, et Maranhão, forment la plus grande gamme continue de mangroves au monde, couvrant environ un million d'hectares<sup>559</sup>. » Des activités extractives s'y déroulent, ce à quoi l'ONG ne s'oppose pas (*cf. supra.*). Conservation International souhaite y étendre des zones protégées « dans le but d'élargir la gouvernance et la protection des milieux naturels et des communautés traditionnelles qui y vivent », ajoutant que ces communautés « seront des grands partenaires des changements souhaités sur ce territoire ». Elle affirme qu'il est possible d'améliorer la vie des

<sup>556</sup> <http://www.oceanhealthindex.org/region-scores/scores/brazil-+-trindade>

<sup>557</sup> <http://www.oceanhealthindex.org/ohi-plus/brazil-assessment-en>

<sup>558</sup> <http://www.conservation.org/projects/pages/ocean-health-index.aspx>

<sup>559</sup> <http://www.conservation.org/global/brasil/iniciativas-atuais/Pages/costa-equatorial.aspx>

personnes qui vivent sur la côte en promouvant « des chaînes de production durables », en particulier au travers de l'extraction à base communautaire.

L'intérêt financier de Conservation International et de sa nébuleuse économique se manifeste au travers de ses éléments de langage : l'ONG se dit confiante dans le développement de partenariats stratégiques dans la région et l'influence, notamment *via* la science, pour le développement du territoire, « ce qui démontre les vertus d'une société qui protège son capital naturel, produit ainsi de la richesse durable et établit une gouvernance participative et transparente ». Objectif affiché : « Contribuer au développement du territoire et à l'amélioration de la qualité de vie des personnes qui bénéficient de leur capital naturel de façon durable. »

Conservation International met en avant une stratégie en cinq points :

- Contribuer à l'amélioration de la gestion de la partie marine du territoire, grâce à l'expansion du réseau des zones de protection marine, protégeant les habitats critiques et les espèces en voie de disparition.
- Faire de la pêche dans la zone côtière du territoire une activité plus durable.
- Mettre au point des arrangements sur les chaînes commerciales qui ajoutent de la valeur aux poissons, apportant des avantages aux pêcheurs de la région.
- Agir à titre d'agent de l'intégration des différents acteurs du territoire dans les discussions sur l'occupation et l'utilisation durable des milieux marins et côtiers, en utilisant les processus et les outils de planification et de gestion des terres.
- Contribuer à la création et à l'organisation de l'information scientifique sur les écosystèmes de la région, comme le soutien pour la conservation et l'utilisation durable des ressources naturelles.

\*\*\*

En fin de compte, nous observons un cas comparable au conflit contre les sables bitumineux. L'enjeu réel dépasse l'enjeu présenté. Une nébuleuse d'ONG et d'intérêts financiers (politiques, économiques, bancaires...) s'entrecroisent et opèrent à différents niveaux. Greenpeace, ONG « feuille de vigne », donne à nouveau l'illusion de « David contre Goliath » et s'en prend à une cible médiatique mais reste muette contre les entreprises du pays où elle intervient. Elle présente une version partielle et partiale des faits. Son souci de l'environnement apparaît davantage comme un prétexte que comme une réelle préoccupation. Une nouvelle fois, le sérieux et les réelles motivations de Greenpeace sont questionnables.

## Étude de cas n°3 : le nucléaire d'EDF

### La forme : la lutte de longue date de Greenpeace contre EDF

Nous remonterons ici assez loin dans le temps, afin de pouvoir mettre les chiffres et affirmations de Greenpeace sur les bienfaits de l'éolien en perspective avec ce que nous exposerons dans notre deuxième partie, en nous appuyant sur les données actuelles.

Greenpeace s'oppose de longue date au nucléaire, s'en prenant à la Cogema, à Areva et à EDF au moins depuis 1999<sup>560</sup>. En décembre 2003<sup>561</sup>, des activistes de Greenpeace déployèrent dix modèles de petites turbines éoliennes sur le futur site nucléaire de Penly, en France, pour critiquer la décision de la France de construire une nouvelle centrale, en dépit d'une « grande surcapacité énergétique nucléaire », alors que l'investissement éolien serait bien plus « sain » sur les plans économique et environnemental. Pour le même argent investi, affirme l'ONG, l'éolien produirait cinq fois plus d'emplois et 2,3 fois plus d'électricité qu'un réacteur nucléaire. Les 3 à 3,5 milliards d'euros prévus pour un investissement nucléaire généreraient, avec l'éolien, 24 TWh annuels (contre dix pour le nucléaire), alimentant l'équivalent de 6,5 millions de foyers. En Allemagne, deux millions de foyers seraient déjà alimentés grâce à l'éolien. Dans l'Union Européenne, à horizon 2010, l'éolien devait apporter autant d'énergie que quatorze réacteurs nucléaires, selon l'European Wind Energy Association (EWEA – aujourd'hui Wind Europe<sup>562</sup>). L'éolien aurait déjà remplacé le nucléaire, laissé « loin derrière ». Greenpeace demandait déjà à EDF d'abandonner les nouveaux projets de réacteur, en l'occurrence l'EPR, alimenté par du plutonium et qui produirait des déchets hautement radioactifs : « L'Europe est à un croisement et nous refusons de laisser le lobby nucléaire dicter notre futur énergétique sans tenir compte de l'opinion, de l'environnement et de la sécurité du peuple. Greenpeace demande à EDF de faire le bon choix. »

Ce billet de Greenpeace s'appuyait sur le rapport de Greenpeace France « Eolien vs Nucléaire 2003 », dont l'un des principaux auteurs<sup>563</sup> est Antoine Bonduelle. Pendant vingt ans (1994-2014<sup>564</sup>), il fut au bureau du Réseau Action Climat (Climate Action Network), un important lobby en faveur de la transition énergétique qu'il présida et cofonda. Il coécrivit un rapport avec Jean Jouzel, co-Directeur du GIEC. L'enjeu de l'EPR est de remplacer le parc nucléaire. Selon le rapport, un programme éolien (comprenant de l'*offshore*) apporterait plus d'énergie qu'un réacteur nucléaire EPR à pleine capacité. Il n'est toutefois pas précisé combien le « programme éolien » évoqué demanderait d'aérogénérateurs. Le lancement d'un EPR serait un handicap pour EDF. Dans l'éolien, l'évolution des emplois serait « spectaculaire ». L'éolien apporterait de grands bénéfices socio-économiques à la France en comparaison à l'EPR, en assurant cinq fois plus d'emplois et 2,3 fois plus d'électricité que le nucléaire. Outre ces informations erronées (cf. *infra*), Greenpeace omet de préciser que ces emplois sont en général créés à l'étranger, *e. g.* au Danemark et en Allemagne.

---

<sup>560</sup> [https://webcache.googleusercontent.com/search?q=cache:QidCmzrNSkI:https://www.greenpeace.fr/stop-plutonium/techno\\_uranium.html+&cd=4&hl=fr&ct=clnk&gl=fr](https://webcache.googleusercontent.com/search?q=cache:QidCmzrNSkI:https://www.greenpeace.fr/stop-plutonium/techno_uranium.html+&cd=4&hl=fr&ct=clnk&gl=fr)

<sup>561</sup> <http://www.greenpeace.org/international/en/news/features/no-to-new-nukes-go-wind/>

<sup>562</sup> <https://windeurope.org/about-us/new-identity/>

<sup>563</sup> [http://www.greenpeace.org/international/PageFiles/25977/wind\\_vs\\_nuclear.pdf](http://www.greenpeace.org/international/PageFiles/25977/wind_vs_nuclear.pdf)

<sup>564</sup> <https://www.linkedin.com/in/antoine-bonduelle-58707b55/?ppe=1>

En 2004, Greenpeace lança la campagne « EDF, demain j'arrête<sup>565</sup> ».

Du 21 au 23 juillet 2005, pendant plus de cinquante heures, six militants de Greenpeace occupèrent la plate-forme d'EDF à Flamanville pour protester contre l'implantation du réacteur EPR. En réponse, EDF assigna l'ONG en justice<sup>566</sup>.

Fin mars 2007, des militants de Greenpeace occupèrent la centrale nucléaire de Belleville-sur-Loire<sup>567</sup> pour protester contre le futur EPR de Flamanville. Ils déployèrent des banderoles en s'accrochant à l'une des deux tours de refroidissement du site. Greenpeace déplorait que le projet de réacteur EPR ait « été décidé sans véritable débat démocratique ». L'EPR d'Areva NP (Areva et Siemens) deviendrait, une fois construit, « le réacteur le plus dangereux du monde », selon « des études » (lesquelles ?). EDF en prévoyait l'entrée en service en 2012.

Suite à l'ouverture du marché de l'électricité en juillet 2007, Greenpeace lança le comparateur d'énergie Ecolo Watt afin d'évaluer la qualité environnementale d'EDF et de ses concurrents<sup>568</sup>. EDF y fut classée comme polluante, Greenpeace y faisant la promotion d'Enercoop qui obtint la meilleure note... sachant que Greenpeace fait partie des membres fondateurs d'Enercoop (avec Les Amis de la Terre), qui s'appuie notamment sur l'éolien. En outre, ce classement était biaisé dans la mesure où « Greenpeace avait en effet classé les fournisseurs d'électricité et non les offres des fournisseurs d'électricité : Enercoop ne pouvait arriver qu'en tête, étant l'un des seuls fournisseurs à ne proposer que des offres d'électricité verte. Toutefois, cela ne veut pas dire que les offres d'Enercoop sont plus écologiques que les offres vertes des fournisseurs alternatifs moins chers. Enercoop joue de cette ambiguïté pour mettre en avant des offres plus vertes que celles des autres fournisseurs et proposer les prix les plus élevés du marché<sup>569</sup>. »

En 2009 eut lieu un tournant, avec une mise en cause d'EDF pour avoir apparemment espionné Greenpeace et le réseau Sortir du Nucléaire. Nous touchons là à un domaine qui dépasse la présentation médiatique des faits. EDF est une entreprise particulièrement stratégique pour la France, ce qui implique la présence en son sein de réseaux de renseignements professionnels et d'une politique de confidentialité poussée. Greenpeace, quant à elle, est également loin de la représentation de David contre Goliath dont elle continue pourtant de s'armer (ce que nous confirmerons à nouveau dans notre troisième partie du présent cas). Nous avons déjà vu ses liens avec de très conséquents réseaux financiers. Malheureusement, son opacité ne nous permet pas de connaître l'intégralité des sections qui la financent à travers le monde. Contrairement à ce qu'affirme l'avocat d'EDF, l'entreprise aurait donc toutes les raisons d'espionner Greenpeace si cette dernière mettait en danger le projet d'EPR, la survie de ce dernier dépendant de la confidentialité quant à l'ensemble de son développement, notamment pour les défauts à corriger. Un article<sup>570</sup> de *Challenges* posait en mai 2009 la question de « taupes au sein d'EDF », qui auraient fait fuiter au bénéfice de Sortir du Nucléaire un rapport interne traitant de la fragilité de l'EPR en cas d'attaques terroristes-suicides. Au moyen d'une autre fuite, Greenpeace put détourner des camions transportant du plutonium, ayant eu connaissance de

---

<sup>565</sup> [http://www.liberation.fr/terre/2015/07/05/l-electricite-plus-verte-que-celle-des-voisins\\_1343857](http://www.liberation.fr/terre/2015/07/05/l-electricite-plus-verte-que-celle-des-voisins_1343857)

<sup>566</sup> <http://www.sortirdunucleaire.org/EPR-une-plate-forme-d-EDF-a>

<sup>567</sup> <http://www.sortirdunucleaire.org/Greenpeace-occupe-la-centrale>

<sup>568</sup> <http://www.sortirdunucleaire.org/Greenpeace-passe-au-crible-les>

<sup>569</sup> <https://www.fournisseurs-electricite.com/enercoop/la-societe>

<sup>570</sup> [https://www.challenges.fr/magazine/la-verite-sur-l-espionnage-de-greenpeace-par-edf\\_341159](https://www.challenges.fr/magazine/la-verite-sur-l-espionnage-de-greenpeace-par-edf_341159)

leur trajet et de leurs heures de passage. Interrogé, Pascal Husting, alors Directeur du bureau français de l'ONG, expliquait connaître ces informations grâce à des recherches sur Internet, avant d'admettre l'aide d'un informateur<sup>571</sup>. Mais Husting demanda tout de même qu'EDF soit transparente et irréprochable, des exigences dont l'ONG se dispense encore actuellement.

Le 4 mars 2009, des militants de Greenpeace (la photo de *Libération* en montre quatre) manifestèrent devant l'usine d'Areva à La Hague. Les banderoles déployées portaient les slogans « Stop Plutonium » et « Nuclear Madness made in France »<sup>572</sup>.

Le 26 mai 2009, Greenpeace fit irruption pendant le discours du PDG d'EDF lors d'un colloque organisé par l'Union française de l'électricité au prétexte que Pierre Gadonneix, le PDG d'EDF, refuserait le débat sur les choix énergétiques de la France. Pascal Husting reprocha le manque de transparence en matière de nucléaire : « au débat, vous préférez la communication à sens unique<sup>573</sup> ».

Début 2010, Greenpeace lança une campagne de sensibilisation sur l'exportation des déchets nucléaires français en Russie.

Du 10 au 11 mars 2010, à la gare de triage de Villeneuve-Saint-Georges, douze militants de Greenpeace bloquèrent un train transportant de l'uranium appauvri appartenant à EDF et Areva<sup>574</sup>. Ils demandaient un moratoire sur l'exportation des déchets radioactifs par la France (la cargaison devait aller en Russie). *Geo* souligna que la polémique sur ce sujet fut lancée quelques mois auparavant par le documentaire « Déchets, le cauchemar du nucléaire », qui montrait que 13% des matières radioactives de France, exportées en Russie, n'étaient pas recyclées. Areva répondit que l'uranium était envoyé en Russie pour retraitement et réutilisation en France, notre pays ne disposant pas « du procédé d'ultracentrifugation nécessaire à l'enrichissement de l'uranium ». Greenpeace remit en cause l'argument d'Areva et parla de déchets nucléaires. Pour Greenpeace, seuls 4% des déchets d'Areva envoyés en Russie seraient revenus.

Le 30 juillet 2010, Greenpeace publia l'article « Nucléaire : EDF et Areva sur le podium<sup>575</sup> ». EDF est le premier producteur mondial d'électricité nucléaire. Greenpeace s'indigne qu'une entreprise de service public ne soit pas « transparente ». Mais ce sont là deux choses différentes : le secret industriel, en particulier de l'un des chefs de file mondial du secteur, nécessite une politique de secret : « échappé au débat public, échappé au débat citoyen et aux règles démocratiques ».

---

<sup>571</sup> Il ne s'agit pas du seul cas qui interroge au sein d'EDF. En 2015, Capital publiait un article fourni intitulé « David Gutmann : le gourou qui a infiltré EDF » (<http://www.capital.fr/entreprises-marches/david-gutmann-le-gourou-qui-a-infiltre-edf-1056562>), où il exercerait une influence conséquente fondée sur des méthodes poussées de PNL, de dynamique des groupes et d'ingénierie comportementale. En consultant son parcours, nous avons remarqué qu'il passa plusieurs années au sein de l'Institut Tavistock, un influent mais discret organisme découlant de la Clinique du même nom, et en pointe sur les techniques de management et de conduite du changement depuis le milieu des années 1940.

<sup>572</sup> <http://www.liberation.fr/terre/2009/10/12/nos-dechets-nucleaires-sont-caches-en-siberie> 587213

<sup>573</sup> <http://www.capital.fr/economie-politique/greenpeace-perturbe-un-discours-du-p-dg-d-edf-381812>

<sup>574</sup> <http://www.geo.fr/environnement/actualite-durable/nucleaire-greenpeace-dechets-radioactifs-66560>

<sup>575</sup> <https://www.greenpeace.fr/nucleaire-edf-et-areva-sur-le-podium/>

Le 21 avril 2011, un mois après Fukushima, des militants de Greenpeace déployèrent une banderole « Le nucléaire sûr n'existe pas » devant le siège d'EDF<sup>576</sup>. Le même jour, Henri Proglio, alors PDG d'EDF, recevait les journalistes pour sa première conférence de presse après Fukushima.

Le 10 novembre 2011, la justice condamna EDF, qualifiée quelques jours plus tôt de « délinquant d'exception » par Greenpeace<sup>577</sup>, à verser 1,5 million d'euros d'amende pour complicité de piratage informatique et recel de documents confidentiels, dans l'affaire opposant l'entreprise à Greenpeace<sup>578</sup> qui, touchant 500 000 euros de dédommagement, parla alors de « signal fort » envoyé à l'industrie nucléaire.

En position de force après ce procès, Greenpeace fit intrusion le 5 décembre dans une centrale nucléaire d'EDF située dans l'Aube, à Nogent-sur-Seine<sup>579</sup>. Neuf militants se postèrent sur le toit du réacteur nucléaire pour y peindre un panneau « Danger ». Sophia Majnoni, chargée de campagne de Greenpeace France, souligna la faiblesse de l'audit de sécurité réalisé par le gouvernement et qui ne prendrait pas en compte les risques d'intrusion. Seuls les risques naturels seraient appréhendés. Les militants passèrent les trois barrières de sécurité dont certaines électrifiées. EDF répondit que les militants avaient été repérés en amont et suivis, mais qu'il fut décidé de ne pas employer la force contre eux. Les militants furent ensuite arrêtés. Concomitamment, l'ONG investit d'autres centrales, mais la sécurité chassa les activistes<sup>580</sup>. Le fil des événements soulignerait plutôt que la sécurité d'EDF fit en effet défaut<sup>581</sup>. Les militants écopèrent de quatre à six mois de prison avec sursis en janvier 2012<sup>582</sup>.

Le 2 mai 2012, un militant de Greenpeace mena une nouvelle opération d'intrusion dans une centrale nucléaire, dans l'Ain. En parapente à moteur, il atterrit sur l'un des toits de la centrale, alors que le survol d'une centrale est interdit dans un rayon de dix kilomètres et à une hauteur de mille mètres<sup>583</sup>. L'opération était toutefois risquée. Dominique Minière, le Directeur du parc nucléaire d'EDF rapporta que, « pris dans un tourbillon provoqué par les tours aéroréfrigérantes de la centrale », le militant faillit s'écraser au sol (ce que confirment les images vidéo). L'opération de Greenpeace aurait été contre-productive selon le Directeur, et aurait prouvé l'efficacité du système d'alerte : le militant fut rapidement interpellé : « Le principal risque, les militants de Greenpeace le prennent pour eux, et ils ne démontrent rien sur la sûreté des centrales ». Le Directeur rappelle qu'aux Etats-Unis, le système est plus dissuasif car les services de sécurité des entreprises ont le droit de tirer quand quelqu'un s'approche des clôtures.

---

<sup>576</sup> [http://lexpansion.lexpress.fr/entreprises/greenpeace-accroche-une-banderole-anti-nucleaire-sur-le-siege-edf\\_1336717.html](http://lexpansion.lexpress.fr/entreprises/greenpeace-accroche-une-banderole-anti-nucleaire-sur-le-siege-edf_1336717.html)

<sup>577</sup> <https://www.greenpeace.fr/un-proces-hors-norme-pour-un-delinquant-dexception/>, sous la plume d'Axel Renaudin, qui travaille aujourd'hui dans le domaine marketing / publicitaire (<https://www.linkedin.com/in/axel-renaudin-b477314/?ppe=1>).

<sup>578</sup> [http://www.lemonde.fr/societe/article/2011/11/10/edf-condamnee-pour-l-espionnage-de-greenpeace\\_1602078\\_3224.html](http://www.lemonde.fr/societe/article/2011/11/10/edf-condamnee-pour-l-espionnage-de-greenpeace_1602078_3224.html)

<sup>579</sup> [http://www.bfmtv.com/mediaplayer/video/greenpeace-fait-intrusion-dans-une-centrale-nucleaire-edf\\_17021.html](http://www.bfmtv.com/mediaplayer/video/greenpeace-fait-intrusion-dans-une-centrale-nucleaire-edf_17021.html)

<sup>580</sup> <http://www.parismatch.com/Actu/Politique/Greenpeace-s-introduit-dans-une-centrale-nucleaire-150543>

<sup>581</sup> <http://www.leparisien.fr/societe/nucleaire-greenpeace-parvient-a-remettre-en-cause-la-securite-des-centrales-05-12-2011-1753654.php>

<sup>582</sup> [http://www.lemonde.fr/planete/article/2012/01/20/le-proces-des-militants-de-greenpeace-s-est-ouvert-a-troyes\\_1632282\\_3244.html](http://www.lemonde.fr/planete/article/2012/01/20/le-proces-des-militants-de-greenpeace-s-est-ouvert-a-troyes_1632282_3244.html)

<sup>583</sup> <http://www.lefigaro.fr/actualite-france/2012/05/02/01016-20120502ARTFIG00365-greenpeace-s-introduit-dans-la-centrale-nucleaire-du-bugey.php>

En février 2013, EDF fut relaxée en appel dans le cadre du procès l'opposant à Greenpeace dans l'affaire supposée d'espionnage – mais un cadre du groupe fut condamné à six mois de prison<sup>584</sup>.

Le 15 juillet 2013, une trentaine de militants (France, Italie, Roumanie, Espagne) de Greenpeace pénétrèrent à nouveau dans une centrale nucléaire, dans la Drôme (Tricastin)<sup>585</sup>. Les militants s'enchaînèrent aux structures, déployèrent des banderoles et projetèrent au moyen d'un éclairage une fissure (artificielle) en cours de formation. L'Autorité de Sûreté Nucléaire (ASN) considérait pourtant la centrale comme performante en matière de sécurité nucléaire, intégrant les risques d'agressions externes. On assista ensuite à une bataille de communication : le gouvernement et EDF affirmèrent que les militants n'avaient pas pénétré les zones les plus sensibles de la centrale, ce que contesta Greenpeace. Pour le gouvernement, les militants de l'ONG avaient été identifiés : « C'est une action médiatique mais qui ne représente pas de danger ». On pourra néanmoins s'étonner, en prenant le parallèle des sables bitumineux, que Greenpeace n'ait pas documenté par vidéo son intrusion dans ces zones sensibles, pour accroître l'effet médiatique de son opération<sup>586</sup>. Les militants furent par la suite condamnés à trois mois de prison avec sursis<sup>587</sup>.

Selon Christophe Caupenne, ancien coordonnateur national des négociateurs au sein du RAID et spécialisé en sécurité, « les zones où sont allés les militants ne constituent pas des zones sensibles au sens du Commissariat de l'Énergie Atomique [et aux énergies alternatives depuis 2010] ou d'EDF. Aucune intrusion dans les périmètres vulnérables n'a été réalisée. [...] Vouloir faire croire que monter dans une infrastructure équivaut à pénétrer dans un sanctuaire à haute criticité est une tromperie. Le chemin est long avant d'atteindre les zones à risques, et les réponses des forces de l'ordre sont bien différentes lorsqu'il s'agit de terrorisme. Greenpeace sait très bien qu'aucun militant ne se fera tirer dessus pour un déploiement de banderole<sup>588</sup>. » Ici, Greenpeace agirait donc par tromperie et ne démontrerait nullement la dangerosité de la centrale. Caupenne conclut que « ces actions obligent le gouvernement à faire des réponses de parade à des actions de parade. Tout le monde joue à un juste cinéma en réponse à ces actions. »

Le 18 mars 2014, cinquante-six militants de Greenpeace (de quatorze nationalités différentes toutefois) pénétrèrent dans la centrale de Fessenheim à l'aide d'un camion à bascule, montèrent sur le toit d'une cuve et y déployèrent une banderole anti-nucléaire<sup>589</sup>, surveillés par un hélicoptère de la gendarmerie. Europe Ecologie – Les Verts (EELV) récupéra politiquement l'action en saluant « un coup d'éclat qui met en lumière la fragilité de nos installations nucléaires ». Cette incursion fit suite à plusieurs occupations simultanées de centrales nucléaires par Greenpeace dans différents pays, quelques jours auparavant : France, Belgique, Suisse, Espagne, Pays-Bas, Suède. Pour l'une des intrusions, à Gravelines (France), les militants de Greenpeace furent condamnés à de la prison avec sursis. Le Parquet souligna que l'opération eut

---

<sup>584</sup> <http://www.lefigaro.fr/actualite-france/2013/02/06/01016-20130206ARTFIG00503-edf-relaxe-dans-l-affaire-de-l-espionnage-de-greenpeace.php>

<sup>585</sup> <http://www.rfi.fr/france/20130715-france-intrusion-greenpeace-centrale-tricastin-interpelle>

<sup>586</sup> <https://www.franceinter.fr/societe/nos-centrales-sont-elles-si-faciles-d-acces>

<sup>587</sup> [http://www.lexpress.fr/actualite/societe/justice/intrusion-den-greenpeace-au-tricastin-29-militants-de-condamnes-a-trois-mois-avec-sursis\\_1497924.html](http://www.lexpress.fr/actualite/societe/justice/intrusion-den-greenpeace-au-tricastin-29-militants-de-condamnes-a-trois-mois-avec-sursis_1497924.html)

<sup>588</sup> <http://www.atlantico.fr/decryptage/greenpeace-finit-devenir-plus-dangereux-que-menaces-qu-croit-denoncer-christophe-caupenne-787256.html>

<sup>589</sup> [http://www.lemonde.fr/planete/article/2014/03/18/greenpeace-s-invite-a-fessenheim\\_4384769\\_3244.html](http://www.lemonde.fr/planete/article/2014/03/18/greenpeace-s-invite-a-fessenheim_4384769_3244.html)

« un coût considérable pour l'Etat [...] plusieurs millions d'euros ». 1 300 salariés de la centrale ne purent aller travailler ce jour-là<sup>590</sup>.

En juin 2014, Greenpeace, contestant les chiffres d'EDF, publia une « étude synthétique » sur « Le coût de production futur du nucléaire exploité au-delà de 40 ans<sup>591</sup> », qui comparait ce dernier avec l'électricité d'origine renouvelable. L'analyse de Greenpeace reposait sur les expertises de Global Chance et Wise-Paris, que l'ONG présente comme « indépendantes ». C'est inexact. S'il est vrai que Global Change n'est pas aussi radical que Greenpeace et la *deep ecology*, et s'oppose aux démarches écologistes « intégristes » et « anti-humains », il se prononce pour le recours aux énergies renouvelables et s'oppose au nucléaire<sup>592</sup>. Quelques-uns de ses fondateurs<sup>593</sup> montrent son orientation :

- Martine Barrère, qui écrivit en 1981 l'article « Le nucléaire, l'énergie qui mène à la bombe<sup>594</sup> ».
- Benjamin Dessus et Bernard Laponche, auteurs de l'essai *En finir avec le nucléaire. Pourquoi et comment* (2011)<sup>595</sup>. Benjamin Dessus publie en outre régulièrement des billets anti-nucléaire et anti-EDF sur le blog de Médiapart<sup>596</sup>. En 2008, Bernard Laponche cofonda Les Amis d'Enercoop qu'il présida jusqu'en 2012<sup>597</sup>.

Wise-Paris est dirigé par Yves Marignac, qui n'est autre qu'un membre du Conseil d'administration de Global Change. Il fut lauréat du Nuclear-Free Future Awards 2012<sup>598</sup>, dont l'un des sponsors n'est autre que la Fondation environnementale de Greenpeace en Allemagne (*Umweltstiftung*). Il est ainsi difficile d'évaluer la fiabilité du rapport, que l'on pourrait raisonnablement considérer comme biaisé.

Le 24 juin 2015, Greenpeace France publia un article animé sur son site, qui se proposait de décrypter les cinq « mythes<sup>599</sup> » autour des avantages du nucléaire. Greenpeace commençait par de fausses informations (cf. *infra.*) : le nucléaire français poserait de graves problèmes sur le plan de la sûreté et serait dangereux économiquement, fonctionnant à perte et n'étant plus compétitif face aux énergies renouvelables. Les coûts de production exploseraient. L'ONG renvoyait à un rapport publié la veille qu'elle avait là encore commandé à Wise-Paris, intitulé « Nucléaire français : l'impasse industrielle », dont Yves Marignac était l'un des deux auteurs<sup>600</sup>. Selon Greenpeace :

---

<sup>590</sup> <http://www.leparisien.fr/nord-pas-de-calais/intrusion-a-gravelines-prison-avec-sursis-pour-des-militants-de-greenpeace-22-09-2014-4154969.php>

<sup>591</sup>

[https://cdn.greenpeace.fr/site/uploads/2017/03/etude\\_greenpeace\\_cout\\_production\\_nucleaire\\_062014.pdf?ga=2.235908481.1648606243.1498219318-122931330.1492435271](https://cdn.greenpeace.fr/site/uploads/2017/03/etude_greenpeace_cout_production_nucleaire_062014.pdf?ga=2.235908481.1648606243.1498219318-122931330.1492435271), remise en ligne en mars 2017 comme l'indique l'url, au moment des attaques contre EDF.

<sup>592</sup> <http://www.global-chance.org/Charte-de-Global-Chance-6>

<sup>593</sup> [https://fr.wikipedia.org/wiki/Global\\_Chance](https://fr.wikipedia.org/wiki/Global_Chance)

<sup>594</sup> <http://carfree.fr/index.php/2011/09/13/les-mythes-de-lage-atomique/>

<sup>595</sup> <http://www.seuil.com/ouvrage/en-finir-avec-le-nucleaire-benjamin-dessus/9782021059199>

<sup>596</sup> <https://blogs.mediapart.fr/benjamin-dessus/blog>

<sup>597</sup> [https://fr.wikipedia.org/wiki/Bernard\\_Laponche](https://fr.wikipedia.org/wiki/Bernard_Laponche)

<sup>598</sup> <http://www.global-chance.org/Nuclear-Free-Future-Award-2012-Yves-Marignac-laureat>

<sup>599</sup> <https://www.greenpeace.fr/faillite-nucleaire/>

<sup>600</sup> Le rapport fut là aussi remis en ligne en février 2017, pendant les attaques contre EDF :

<https://cdn.greenpeace.fr/site/uploads/2017/02/20150623Rapport-Nucl%C3%A9aireFrance-ImpasseIndustrielle.pdf>

- Le nucléaire serait un fleuron industriel, mais Areva et EDF seraient endettées. Maintenir EDF coûterait 110 milliards d'euros supplémentaires.
- Un marché dynamique à l'international. En réalité, la France n'a conquis que 2% des parts de marché. Areva ne traite quasiment qu'avec EDF.
- L'EPR de Flamanville entraîne des surcoûts. Le coût de production du MWh de l'EPR de Flamanville serait de 95 euros, contre 75 euros pour les parcs solaires photovoltaïques. Greenpeace oubliait ici de mentionner l'intermittence des énergies renouvelables.
- Les énergies renouvelables prendraient le relais « dans de très nombreux pays ». L'éolien représenterait 40% du mix énergétique du Danemark. 630 000 emplois nets seraient créés, en plus de ceux créés pour le démantèlement des centrales nucléaires.
- La France développerait les ENR 2,5 fois moins vite que la moyenne nationale. Areva aurait besoin de 7 milliards d'euros pour survivre, ce seront donc les contribuables qui paieront.

Le 27 octobre 2015, juste avant la COP21, plusieurs ONG anti-nucléaire dont Greenpeace et Les Amis de la Terre commandèrent à Wise-Paris un rapport sur les risques du renforcement du nucléaire<sup>601</sup>. Dans la foulée de la COP21, on notera qu'EDF fit partie des trois lauréats du Prix Pinocchio pour son *greenwashing* sur le nucléaire « propre ». Ce prix est organisé par Les Amis de la Terre, Basta, l'Observatoire des Multinationales, ActionAid France, etc., des organismes dont nous avons déjà rappelé la collusion de certains avec le business énergétique<sup>602</sup>. Ces ONG et Wise critiquèrent ainsi le discours d'EDF sur le nucléaire, qui affirmait que cette énergie émettait peu de gaz à effet de serre.

Le 14 janvier 2016, Greenpeace publia un article sur « Les six failles du projet d'enfouissement des déchets nucléaires à Cigéo<sup>603</sup> », et en profita pour critiquer Areva et EDF, le projet de treize milliards d'euros étant réévalué à trente-cinq milliards. Greenpeace prétendit que « selon [ses] informations », cela coûterait près du double, mais ne fournit aucune preuve. Ses six arguments :

- **Insécurité géologique** : les conteneurs doivent être enfouis et stockés dans une couche géologique d'argile, stable et imperméable. Mais pour Greenpeace, le forage déstabilisera la couche argileuse et des « épisodes sismiques » pourraient avoir lieu, entraînant une dangereuse imprévisibilité.
- **Insécurité logistique** : l'infrastructure adéquate pour transporter les déchets « hyper sensibles » ne serait pas disponible. Ce serait une décision politique pour faire croire que l'on peut stocker des déchets radioactifs et conserver ce modèle énergétique.
- **Insécurité chronologique** : le site industriel de La Hague sera obsolète en 2030 et ne pourrait pas à cette date accueillir de déchets à haute radioactivité.
- **Insécurité économique** : ceci est de notre point de vue tout à fait hors-sujet, Greenpeace posant la question du niveau de l'inflation, du prix de l'argent, du coût de la main d'œuvre et des technologies. Cela s'applique à tout un ensemble de domaines et n'est donc pas, selon nous, un argument.

<sup>601</sup> <http://www.sortirdunucleaire.org/WISE-nucleaire-climat>

<sup>602</sup> <http://www.prix-pinocchio.org/2015/12/03/les-laureats-des-prix-pinocchio-2015-sont-chevron-edf-et-bnp-paribas/>

<sup>603</sup> <https://www.greenpeace.fr/les-six-failles-du-projet-denfouissement-des-dechets-nucleaires-cigeo/>

- **Insécurité scientifique** : une fois les conteneurs enfouis, un mélange bétonneux prévoit que les galeries ne soient plus accessibles, rendant impossible toute intervention ultérieure.
- **Insécurité historique** : ces choix engagent les générations futures.

Greenpeace enfonçait le clou au moyen d'une affirmation anxiogène : les déchets hautement radioactifs resteront dangereux « pendant des centaines de milliers d'années encore ».

Le 12 février 2016, douze militants de Greenpeace bloquèrent le convoi transportant le couvercle de la cuve du réacteur EPR depuis une usine d'Areva en s'y enchaînant, arguant du fait que selon eux l'acier comporterait des anomalies et ne répondrait pas aux conditions nécessaires<sup>604</sup>.

Le 7 mars 2016, Greenpeace publia un article<sup>605</sup> contre EDF critiquant la « déshérence industrielle » du groupe et « l'impasse financière à laquelle mène la stratégie de l'entêtement nucléaire », profitant de la démission du numéro 2 du groupe en raison du projet d'EPR à Hinkley Point, au Royaume-Uni. Greenpeace rappela qu'EDF avait été éjectée du CAC 40 en décembre 2015 mais restait silencieuse sur les attaques en réputation subies par l'entreprise. L'État aurait sous-estimé le chiffrage du projet d'enfouissement des déchets nucléaires de Cigéo<sup>606</sup>. En parallèle, l'État (donc les contribuables) dut payer cinq milliards d'euros pour sauver Areva (en réalité, selon un article plus récent, ce sont les actionnaires qui validèrent une proposition de ce montant ; dans un premier temps, l'État devrait apporter 3,3 milliards<sup>607</sup>), empêtrée dans un scandale de corruption. EDF poursuivrait ses investissements malgré la récession du nucléaire, qui décroît depuis le début des années 2000. 300 milliards d'euros auraient été investis dans les énergies renouvelables en 2015. Le coût des énergies renouvelables baisserait. Le prix de l'électricité nucléaire aurait augmenté de 20% en trois ans. – Greenpeace occulte que cela provient notamment de la CSPE en raison du financement des éoliennes (cf. *infra*). La Chine demanda un moratoire sur l'EPR de Taishan. La Cour des comptes estimait qu'il faudrait fermer dix-sept à vingt réacteurs, un chiffre que Greenpeace estime à trente. Les écologistes allemands demandaient par exemple à faire fermer la centrale mosellane de Cattenom. Le 2 mars 2016, Genève avait déposé une plainte contre X pour « mise en danger délibérée de la vie d'autrui et pollution des eaux » contre la centrale de Bugey, dans l'Ain. Greenpeace s'appuyait sur les difficultés d'EDF (démission de Thomas Piquemal, Directeur financier du groupe, et du chef de chantier) mais n'en donnait pas tous les paramètres.

En mars 2016, pour les trente ans de Tchernobyl et les cinq ans de Fukushima, Greenpeace International publia un rapport intitulé « Nuclear Scars : The Lasting Legacies of Chernobyl and Fukushima<sup>608</sup> ». Le monde disposait alors de 400 réacteurs nucléaires. Certains seraient plus vulnérables que d'autres mais tous pourraient subir une fusion, à cause de la vétusté, des erreurs humaines, du terrorisme, de la perte de puissance des systèmes d'urgence, et des désastres naturels. Selon ce rapport, nous connaîtrions un accident nucléaire tous les dix ans,

<sup>604</sup> <http://www.letelegramme.fr/france/epr-greenpeace-bloque-un-convoi-a-destination-a-flamanville-12-02-2016-10956254.php>

<sup>605</sup> <https://www.greenpeace.fr/edf-la-desherence/>

<sup>606</sup> <https://www.greenpeace.fr/les-six-faillies-du-projet-denfouissement-des-dechets-nucleaires-cigeo/>

<sup>607</sup> [https://www.lesechos.fr/03/02/2017/lesechos.fr/0211765415798\\_areva---les-actionnaires-valident-un-sauvetage-a-5-milliards-d-euros.htm](https://www.lesechos.fr/03/02/2017/lesechos.fr/0211765415798_areva---les-actionnaires-valident-un-sauvetage-a-5-milliards-d-euros.htm)

<sup>608</sup> [http://www.greenpeace.org/international/Global/international/publications/nuclear/2016/Nuclear\\_Scars.pdf](http://www.greenpeace.org/international/Global/international/publications/nuclear/2016/Nuclear_Scars.pdf)

contrairement à ce que déclare l'industrie nucléaire. Le rapport comparait les libérations de nucléides radioactifs dans l'atmosphère. Greenpeace présentait des données chiffrées des deux accidents avec des cas de personnes dont la maison avait été contaminée. Des effets sur la santé mentale et de plus hauts taux de mortalité auraient été observés sur des survivants de Fukushima. Pour affirmer qu'un accident nucléaire se produirait chaque décennie environ, Greenpeace se citait et renvoyait à la page 42 de son rapport réalisé en 2012, « Lessons from Fukushima<sup>609</sup> », un an après la catastrophe de Fukushima. Toutefois, l'ONG tordait les chiffres pour annoncer qu'il y aurait eu cinq accidents nucléaires en trente-trois ans : Three Miles Island, Tchernobyl et Fukushima, Greenpeace comptant ce dernier comme triple en raison de la rupture de trois réacteurs. En outre, aucun accident n'eut lieu entre Tchernobyl (1986) et Fukushima (2011), soit pendant deux décennies et demie. La méthode de calcul de l'ONG apparaît donc biaisée et critiquable. Three Miles Island ne fit apparemment aucun mort et poussa à renforcer la sécurité de l'industrie nucléaire<sup>610</sup>, qui évoluèrent en outre considérablement depuis Tchernobyl en 1986.

En avril 2016, Greenpeace et Ecotricity, « concurrent direct du géant français de l'électricité [EDF] », comptaient engager des poursuites judiciaires contre le projet de centrale nucléaire à Hinkley Point, après l'annonce de l'Etat français de renflouer EDF à hauteur de quatre milliards d'euros<sup>611</sup>. L'éolien serait devenu l'énergie la moins chère à produire en Angleterre et en Allemagne, et sans subvention (ceci est faux au moins pour l'Allemagne, cf. *infra*. sur la contribution EEG). Greenpeace et Ecotricity avaient missionné le cabinet Monckton Chambers pour juger de la légalité de l'aide de l'Etat à EDF<sup>612</sup>.

Le 30 septembre 2016, au bout de huit ans (depuis octobre 2008), EDF signa son contrat avec son partenaire chinois CGN et le Royaume-Uni pour la centrale nucléaire d'Hinkley Point, située sur la côte ouest de l'Angleterre<sup>613</sup>. EDF céda 33,5% du projet de Hinkley Point à CGN. Il était prévu qu'un autre EPR d'EDF soit développé à Sizewell (côte Est), avec CGN en actionnaire à 20%. Un troisième projet d'EPR, à Bradwell, serait dirigé par CGN à 66,5% : EDF cèdera son terrain au groupe chinois, qui construira son propre réacteur, Hualong. Selon le PDG d'EDF, le contrat britannique « marque la relance du nucléaire en Europe<sup>614</sup> », amenant les autres pays à suivre ce modèle qui contribuerait à la décarbonisation. Greenpeace annonça déjà intenter une action en justice pour bloquer le projet. Mais on peut s'interroger : Greenpeace combat-elle le nucléaire, ou prétexte-t-elle de son opposition au nucléaire pour s'en prendre aux entreprises françaises, en l'occurrence EDF mais aussi Areva ? En effet, l'ONG ne s'attaqua pas frontalement à CGN. Seul l'Energy Desk<sup>615</sup> de l'ONG produisit un article soulignant une diminution de moitié

<sup>609</sup>

<http://www.greenpeace.org/international/Global/international/publications/nuclear/2012/Fukushima/Lessons-from-Fukushima.pdf>

<sup>610</sup> [https://fr.wikipedia.org/wiki/Accident\\_nucl%C3%A9aire\\_de\\_Three\\_Mile\\_Island](https://fr.wikipedia.org/wiki/Accident_nucl%C3%A9aire_de_Three_Mile_Island)

<sup>611</sup> [https://www.lesechos.fr/23/04/2016/lesechos.fr/021870488625\\_hinkley-point---greenpeace-et-un-concurrent-d-edf-menacent-de-porter-plainte.htm](https://www.lesechos.fr/23/04/2016/lesechos.fr/021870488625_hinkley-point---greenpeace-et-un-concurrent-d-edf-menacent-de-porter-plainte.htm) & <http://energydesk.greenpeace.org/2016/04/22/french-government-support-for-edf-could-be-illegal-warn-top-lawyers/>

<sup>612</sup> [https://cdn.greenpeace.fr/site/uploads/2017/02/L%C3%A9galit%C3%A9-EDF-Hinkley-Point\\_Avis-juridique-1.pdf](https://cdn.greenpeace.fr/site/uploads/2017/02/L%C3%A9galit%C3%A9-EDF-Hinkley-Point_Avis-juridique-1.pdf)

<sup>613</sup> [https://www.lesechos.fr/30/09/2016/LeEchos/22288-077-ECH\\_hinkley-point---edf-signe-enfin-son-contrat-avec-londres.htm](https://www.lesechos.fr/30/09/2016/LeEchos/22288-077-ECH_hinkley-point---edf-signe-enfin-son-contrat-avec-londres.htm)

<sup>614</sup> [https://www.lesechos.fr/15/09/2016/lesechos.fr/0211291812824\\_londres-et-edf-saluent-une-nouvelle-ere-pour-le-nucleaire.htm](https://www.lesechos.fr/15/09/2016/lesechos.fr/0211291812824_londres-et-edf-saluent-une-nouvelle-ere-pour-le-nucleaire.htm)

<sup>615</sup> <http://energydesk.greenpeace.org/2016/02/16/hinkley-builders-edf-cgn-are-tankin/>

de la valeur des actions de CGN sur un an. Sur la même période, EDF connut proportionnellement la même baisse. Pourtant, les deux entreprises subirent un traitement bien différent de la part de Greenpeace, bien que la Chine soit un bien plus grand pollueur que la France.

\*\*\*

Standard & Poor's et Moody's avaient dégradé la note d'EDF une semaine auparavant. Arrêtons-nous un instant sur ce fait pour noter que ces agences de notation sont loin d'être fiables et indépendantes. En 2015, un rapport<sup>616</sup> de la SEC (*U.S. Securities and Exchange Commission* – le gendarme boursier) soulignait la rigueur à géométrie variable des études de ces agences de notation financière. A plusieurs reprises pourtant, leurs erreurs furent conséquentes. En juin 2012, le Sénat publia un rapport<sup>617</sup> pointant la responsabilité de premier plan de ces agences dans la crise financière de 2008 pour avoir noté « trop généreusement des actifs financiers risqués adossés à des crédits hypothécaires accordés à des ménages faiblement solvables » avant de « dégrader brutalement leur note, ce qui a produit un effondrement du marché ». Ce cas n'est pas isolé. En 2001, Enron fut qualifiée d'un des meilleurs investissements avant de faire faillite quelques jours plus tard – mais ses comptes avaient été truqués, pointant les limites de l'accès à l'information et donc de la fiabilité des agences de notation. Idem pour Lehman Brothers en 2008, les agences pensant à tort qu'un sauvetage politique interviendrait. Idem enfin pour la Grèce, dont les agences dégradèrent la note tardivement et de manière abrupte<sup>618</sup>. En novembre 2013, le prix Nobel Paul Krugman critiqua quant à lui Standard & Poor's, qui avait dégradé la note de la France, en parlant d'un choix davantage idéologique qu'économique<sup>619</sup>.

L'agence Moody's (Moody's Corporation), est l'une des cofondatrices du Council on Foreign Relations (CFR). L'un de ses investisseurs est Berkshire Hathaway Inc., qui appartient à Warren Buffett. McGraw Hill, éditeur de Business Week et d'autres journaux financiers, mais aussi propriétaire de Standard & Poor's, était encore récemment membre du CFR<sup>620</sup>. Le *Global Go To Think Tank Index 2016* de l'Université de Pennsylvanie classe le CFR comme le dixième plus influent *think tank* mondial et en deuxième position aux Etats-Unis<sup>621</sup>. Cet organisme se présente comme non partisan, du fait qu'il rassemble tant des Républicains que des Démocrates. Il se compose de près de 5 000 membres, qui proviennent tant du monde politique, qu'économique et financier. On y trouve plusieurs noms connus et influents : Madeleine Albright, Warren Buffett, Bill & Chelsea Clinton, Henry Kissinger, cinq membres de la famille Rockefeller, ou encore George & Alexander Soros, mais surtout de très nombreuses entreprises parmi les plus grandes au monde, telles la société de gestion d'actifs BlackRock, Google ou Chevron. En réalité loin d'être indépendant, le CFR fut cofondé par Walter Lippmann (1889-1974), *spin doctor* et l'un des

---

<sup>616</sup> <https://www.sec.gov/ocr/reportspubs/special-studies/nrsro-summary-report-2015.pdf>

<sup>617</sup> Espagnac (Frédérique) et De Montesquiou (Aymeri), « Rapport d'information fait au nom de la mission commune d'information sur le fonctionnement, la méthodologie et la crédibilité des agences de notation », <https://www.senat.fr/rap/r11-598-1/r11-598-11.pdf>

<sup>618</sup> [http://lexpansion.lexpress.fr/actualite-economique/les-plus-grosses-bourdes-des-agences-de-notations\\_1426519.html](http://lexpansion.lexpress.fr/actualite-economique/les-plus-grosses-bourdes-des-agences-de-notations_1426519.html)

<sup>619</sup> [https://www.lesechos.fr/12/11/2013/LesEchos/21561-016-ECH\\_les-agences-de-notation-sous-le-feu-des-critiques.htm](https://www.lesechos.fr/12/11/2013/LesEchos/21561-016-ECH_les-agences-de-notation-sous-le-feu-des-critiques.htm)

<sup>620</sup> <https://www.cfr.org/membership/corporate-members>

<sup>621</sup> [http://repository.upenn.edu/cgi/viewcontent.cgi?article=1011&context=think\\_tanks](http://repository.upenn.edu/cgi/viewcontent.cgi?article=1011&context=think_tanks)

principaux artisans de la Commission Creel, qui poussa les Etats-Unis dans la guerre en 1917 suite à une campagne de manipulation de l'opinion<sup>622</sup>.

\*\*\*

En novembre 2016, Greenpeace décida de porter plainte contre EDF, soupçonnée de trafiquer ses comptes, et contre son PDG<sup>623</sup>. L'ONG avait missionné le cabinet Alpha Value. Selon le rapport<sup>624</sup> de ce cabinet, l'Allemagne aurait réussi, le 15 mai 2016, « à servir 100% de la demande en électricité avec des énergies renouvelables ». L'efficacité jugée croissante des énergies renouvelables les rendrait compétitives. Le rapport s'appuyait sur une étude de Bloomberg New Energy Finance. Toutefois, ce rapport ne tenait pas compte des énergies supplémentaires nécessaires en complément de l'éolien. A aucun moment il n'était fait non plus mention de la CSPE qui subventionne l'éolien et fait monter le prix de l'électricité. Enfin, la fermeture de dix-sept réacteurs EDF d'ici 2025 permettrait 1) de soutenir le prix d'électricité à moyen terme 2) d'augmenter la rentabilité des actifs de production en exploitation d'EDF 3) de respecter les deux volets de la loi relative à la transition énergétique liés au nucléaire. EDF contesta l'étude et porta plainte contre X<sup>625</sup>.

Greenpeace accentua la pression sur EDF et mena de nouveaux happenings. Le 14 décembre 2016, trente militants de l'ONG bloquèrent le siège d'EDF à Paris, vêtus de combinaisons, avec des banderoles anti-nucléaire en anglais et en français, et des fûts de faux déchets nucléaires. EDF déclara porter plainte notamment pour les « propos mensongers » de l'ONG<sup>626</sup> affirmant qu'EDF aurait une dette de 74 milliards d'euros. L'entrée du bâtiment avait en outre été barricadée par l'ONG. Au même moment, une banderole était déployée sur la façade du bâtiment par des escaladeurs de Greenpeace. L'action fut filmée par l'AFP et Greenpeace et largement reprise dans les médias. L'action de l'ONG fut reconduite les 15 et 16 décembre<sup>627</sup>. Le 14 février 2017, les militants de Greenpeace manifestèrent à nouveau devant les locaux d'EDF, qui présentait ce jour ses résultats financiers 2016, annonçant une baisse du chiffre d'affaires de 5,1%, à 71 milliards d'euros<sup>628</sup>.

Le 17 mai 2017, Greenpeace porta plainte contre EDF auprès de la Commission européenne de Bruxelles sous le chef d'aide illégale lorsque l'Etat français avait procédé à une opération de recapitalisation de l'entreprise<sup>629</sup>. L'Etat reste en effet le principal actionnaire de l'entreprise, détenant plus de 83% de son capital. Suite aux difficultés d'EDF, l'Etat accepta de percevoir ses dividendes en actions plutôt qu'en numéraire pendant trois ans : 2015, 2016 et 2017. En avril 2016, EDF avait décidé de faire appel au marché pour financer ses gros investissements. Les

---

<sup>622</sup> Sur ce sujet, lire par exemple la préface de Normand Baillargeon à l'édition française de l'essai d'Edward Bernays, *Propaganda. Comment manipuler l'opinion en démocratie*, écrit en 1928 : [http://www.editions-zones.fr/spip.php?page=lyberplayer&id\\_article=21](http://www.editions-zones.fr/spip.php?page=lyberplayer&id_article=21)

<sup>623</sup> [http://www.lemonde.fr/economie/article/2016/11/17/greenpeace-met-en-cause-les-comptes-d-edf\\_5032485\\_3234.html](http://www.lemonde.fr/economie/article/2016/11/17/greenpeace-met-en-cause-les-comptes-d-edf_5032485_3234.html)

<sup>624</sup> [http://www.alphavalue.fr/secure/portal/files/AV\\_EDF\\_Greenpeace.pdf](http://www.alphavalue.fr/secure/portal/files/AV_EDF_Greenpeace.pdf)

<sup>625</sup> <https://investir.lesechos.fr/actions/actualites/edf-conteste-l-etude-d-alphavalue-sur-sa-situation-financiere-porte-plainte-1610563.php>

<sup>626</sup> <http://www.leparisien.fr/environnement/energies/paris-des-militants-de-greenpeace-bloquent-l-acces-au-siege-d-edf-14-12-2016-6454167.php>

<sup>627</sup> <http://www.europe1.fr/societe/nouvelle-action-de-greenpeace-devant-le-siege-d-edf-2928230>

<sup>628</sup> <http://www.capital.fr/economie-politique/greenpeace-s-invite-a-la-presentation-des-resultats-d-edf-1206981>

<sup>629</sup> <https://www.lesechos.fr/industrie-services/energie-environnement/0212098318108-edf-greenpeace-porte-plainte-a-bruxelles-contre-la-france-2087468.php>

*Echos* rappellent que la France avait par le passé été condamnée pour des aides, mais aussi que la Commission européenne avait déjà décidé qu'une aide de l'Etat pouvait être conforme aux règles de l'UE, en l'occurrence pour éviter la faillite à Areva<sup>630</sup>.

### Le fond : Sortir du nucléaire : le scénario de transition énergétique de Greenpeace

En 2013, avec le soutien de l'EREC et du GWEC, Greenpeace mit au point un « scénario de transition énergétique<sup>631</sup> », qui reste le document de référence vers lequel renvoie Greenpeace France. Pour la France, ce scénario annonçait deux objectifs : une réduction quasi-complète de l'émission de GES et la sortie du nucléaire (ainsi que la fin de l'utilisation des énergies fossiles). Point intéressant sur lequel nous reviendrons, Greenpeace précisait que cette transition énergétique « ne doit pas créer de nouvelles tensions sur l'environnement », parmi lesquelles la surexploitation des ressources minières, la pollution des sols et des eaux, ou encore les émissions toxiques dans les airs. Les investissements publics et privés devraient se faire en tenant compte de ces éléments. Le scénario préconisé ne se limitait bien entendu pas à l'éolien mais incluait également la rénovation des bâtiments, le développement du stockage de l'électricité, ainsi que des transports comme par exemple les voitures électriques.

Sans entrer dans l'ensemble des détails techniques et des données de ce rapport, nous remarquerons son caractère essentiellement propagandiste et publicitaire. A aucun moment, Greenpeace ne mentionnait plusieurs éléments pourtant majeurs que cette transition impliquait, à savoir les coûts énergétiques et environnementaux, mais aussi sociaux et sanitaires. En effet, les installations des énergies renouvelables ne sont pas créées *ex nihilo* et ne fonctionnent pas seules. Elles reposent sur l'utilisation de ressources et de minerais divers, aux coûts multiples parfois élevés.

### *Les véhicules électriques*

Les externalités négatives des véhicules électriques ont été passées sous silence. Pourtant, leur batterie fonctionne grâce à une terre rare surnommée « l'or blanc<sup>632</sup> », le lithium, que l'on utilise également pour les téléphones portables, les ordinateurs et autres tablettes tactiles. Le lithium se trouve dans la saumure des marais salants. Ses plus grandes réserves mondiales (70%) reposent dans le « triangle du lithium<sup>633</sup> » ou « triangle ABC<sup>634</sup> » (Argentine-Bolivie-Chili), du côté de la Cordillère des Andes, ainsi qu'au Tibet<sup>635</sup> et en Afghanistan.<sup>636</sup>

L'extraction de lithium comporte des impacts environnementaux sévères : assèchement des rivières, disparition de la vie animale, raréfaction et pollution de l'eau, destruction des couloirs biologiques, dépôts de lithium cancérogènes. Au Nord du Chili, l'eau se raréfie, entraînant la disparition progressive de l'agriculture de subsistance et un exode rural, accompagnant une baisse des conditions de vie des familles locales. Pour Guillen Mo Gonzalez, responsable d'une

---

<sup>630</sup> <https://www.lesechos.fr/industrie-services/energie-environnement/0212098318108-edf-greenpeace-porte-plainte-a-bruxelles-contre-la-france-2087468.php>

<sup>631</sup> [https://cdn.greenpeace.fr/site/uploads/2017/02/Scenario-Transition-Energetique-Greenpeace-2013.pdf?\\_ga=2.70210896.1594547457.1499650988-1218706163.1499650988](https://cdn.greenpeace.fr/site/uploads/2017/02/Scenario-Transition-Energetique-Greenpeace-2013.pdf?_ga=2.70210896.1594547457.1499650988-1218706163.1499650988)

<sup>632</sup> <http://www.lefigaro.fr/international/2011/02/05/01003-20110205ARTFIG00006-lithium-la-ruée-vers-l-or-blanc.php>

<sup>633</sup> <http://energie.lexpansion.com/prospective/le-triangle-du-lithium-vers-un-nouvel-eldorado- a-34-3323.html>

<sup>634</sup> <http://blogs.mediapart.fr/blog/patrig-k/210214/lithium-de-bretagne-et-stockage-energie>

<sup>635</sup> <http://minerals.usgs.gov/minerals/pubs/commodity/lithium/myb1-2008-lithi.pdf>

<sup>636</sup> <http://www.nytimes.com/2010/06/14/world/asia/14minerals.html>

délégation chilienne, « ce n'est pas une solution verte – ce n'est pas une solution du tout<sup>637</sup> ». En Argentine, plusieurs espèces sont menacées : vigognes, flamants roses, lamas, souris et même des bactéries pouvant pourtant résister à des conditions extrêmes : « On a observé que l'eau se trouve partiellement salinisée. C'est un drame pour [les habitants], dépendants de l'agriculture et de la culture du sel. C'est tout un mode de vie qui est menacé. Les *salares* représentent également un lieu sacré, la Pachamama, qu'ils honorent chaque année au mois d'août », selon Silvana Morel, avocate écologiste et soutien juridique auprès des peuples locaux<sup>638</sup>.

L'utilisation des terres rares, dont le lithium fait partie, pose également la question des conséquences de leur toxicité pour l'homme. En 2014, l'office parlementaire français d'évaluation des choix scientifiques et technologiques rendit ainsi une étude de faisabilité de la saisine sur « Les enjeux stratégiques des terres rares ». Le texte rapportait les propos de Guillaume Pitron, journaliste et reporter ayant notamment travaillé sur la question des terres rares chinoises<sup>639</sup> : « on n'est pas absolument certain du lien entre le taux de cancer et l'exploitation des terres rares ; mais on peut se poser des questions. C'est le cas à Dalahai<sup>640</sup>, dans un des 400 villages du cancer [*i. e.* « des bourgs où le niveau de pollution est tel que la proportion de personnes atteintes de cancer franchit des niveaux alarmants<sup>641</sup> »]. C'est aussi le cas en Malaisie où sont amoncelés des copeaux de minerais autour de l'ancienne mine de Bukit Merah, où il y a plus de leucémies qu'ailleurs. Les corrélations ne sont pas totalement établies. Mais elles sont probables, même s'il est difficile de les évaluer. On fait certes du propre avec les terres rares quand elles servent à fabriquer des éoliennes. Mais pour faire du propre il faut faire du sale<sup>642</sup>. »

Si Greenpeace critique le recyclage des déchets nucléaires, celui des batteries au lithium interroge également. Dans celles qu'utilisent les TIC (technologies de l'information et de la communication, par exemple chez Packard, bailleur de fonds de l'ONG), moins d'1% du matériau serait recyclé<sup>643</sup>. Quant à l'Europe, selon Véronique Parasote<sup>644</sup>, Docteur en physique et chimie des matériaux, seules 5% des batteries lithium-ion mises sur le marché européen sont actuellement collectées après usage, les 95% qui restent allant à la décharge ou à l'incinération. Car si le lithium se recycle bien, il faut l'extraire après la collecte des déchets. Mais aucune directive européenne n'aurait été prise sur le sujet, le lithium n'étant pas encore rentable, en raison d'un prix encore trop bas<sup>645</sup>.

En 2011, l'INERIS (Institut National de l'Environnement Industriel et des Risques) avait publié un rapport d'étude intitulé « Approche de la maîtrise des risques spécifiques de la filière véhicules électriques. Analyse préliminaire des risques<sup>646</sup> ». Les rédacteurs notaient à l'époque « deux principales sources de risques associées aux VE [véhicules électriques] » : 1) « de la mise

---

<sup>637</sup> Cité par Dan McDougall dans son article : <http://www.dailymail.co.uk/home/moslive/article-1166387/In-search-Lithium-The-battle-3rd-element.html>

<sup>638</sup> <http://www.reporterre.net/Corruption-pollution-consommation>

<sup>639</sup> <http://www.guillaumepitron.com/>

<sup>640</sup> Un village situé dans la province chinoise de Mongolie.

<sup>641</sup> <http://www.lefigaro.fr/international/2013/02/24/01003-20130224ARTFIG00170-en-chine-400-villages-du-cancer-recenses.php>

<sup>642</sup> [http://www.assemblee-nationale.fr/opecest/faisabilite\\_terres\\_rares.pdf](http://www.assemblee-nationale.fr/opecest/faisabilite_terres_rares.pdf)

<sup>643</sup> <http://ecoinfo.cnrs.fr/article328.html#nb1>

<sup>644</sup> [fr.viadeo.com/fr/profile/veronique.parasote](http://fr.viadeo.com/fr/profile/veronique.parasote)

<sup>645</sup> <http://twi-terre.net/index.php/infos-sources/55-batterie-lithium-ion-un-poids-plume-aux-lourds-impacts>

<sup>646</sup> <http://www.ineris.fr/centredoc/ve-analyse-apr-couv-ineris-1386077293.pdf>

en œuvre de systèmes à haute densité d'énergie présentant des domaines d'instabilité en température et en tension susceptibles de conduire à une libération accidentelle et relativement brutale de cette énergie (phénomène d'emballement thermique) tout au long de leur cycle de vie », 2) « du fait même de l'électrification du véhicule, la présence de courants forts et de tensions élevées nécessitant une prise en compte adaptée de ces risques électriques. » Nous reproduisons ici les risques majeurs identifiés par le rapport<sup>647</sup> :

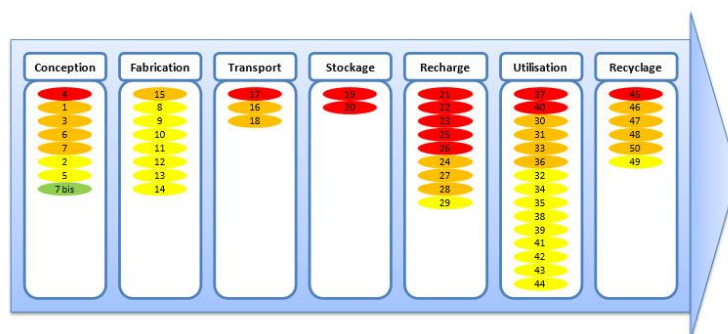


Figure 20 : Répartition des sujets/risques identifiés pour les différentes étapes du cycle de vie de la filière VE. (Le code couleur correspondant à la criticité des scénarios est conforme à celui utilisé dans le tableau 4)

Les scénarios les plus critiques au cours du cycle de vie du VE, selon et avec les limites de la cotation retenue, sont donc :

- Conception :
  - o N° 4 : Non respect des bonnes pratiques et des normes de sécurité en vigueur,
- Transport :
  - o N° 17 : Transport en tunnels : conséquences d'un feu en atmosphère confinée impliquant des batteries,
- Stockage :
  - o N° 19 : Scénarios d'incendies ou d'explosions pour des stockages de batteries,
  - o N° 20 : Risques électriques et chimiques liés aux stockages de batteries chargées (modèle Quick drop par exemple) sur site dédié ou en station service avec présence du public,
- Charge :
  - o N° 26 : Problématique spécifique charge rapide, surtout en milieux confinés,
  - o N° 21 : Risques de recharge chez les particuliers,
  - o N° 22 : Risques de recharge en milieux confinés en général,
  - o N° 23 : Problématique spécifique des chargeurs de VAE chez les particuliers,
  - o N° 25 : Risques de recharge dans les parkings couverts et autres milieux confinés : Risques accrus d'explosion, feux et dispersion toxiques,
- Utilisation :
  - o N° 37 : Situations accidentelles dans les lieux confinés (tunnels, parkings, stations de péage...),
  - o N° 40 : Risques à l'intervention / service de secours dans des situations accidentelles (Feux extérieurs, Feux de batteries (déclenchement dans le VE), Feux intérieurs autres, Crashes, Immersion dans l'eau, etc.),
- Recyclage :
  - o N° 45 : Problématique de gestion des risques au niveau de la collecte, stockage, recyclage et élimination des batteries usagées.

Si des chercheurs prévoient qu'en 2020, grâce à des supercondensateurs, les véhicules électriques n'auraient plus besoin de batterie<sup>648</sup> (il conviendra alors d'étudier les énergies et matériaux utilisés), nous n'y sommes pas encore.

<sup>647</sup> Les conclusions du rapport se trouvent aux pages 60-64.

<sup>648</sup> <http://soocurious.com/fr/dici-5-ans-les-voitures-electriques-seront-depourvues-de-batteries/>

Le véhicule électrique est-il plus écologique que le véhicule classique, dit thermique ? *ConsoGlobe* rapporte que « c'est en prenant en compte tous les paramètres et pas seulement les émissions de carbone que l'Université des Sciences et des Technologies de Norvège a mesuré l'impact réel des voitures électriques et en a tiré quelques chiffres éloquent. [...] Ainsi, on apprend qu'en ne tenant compte que de la production du véhicule, une voiture électrique est **deux fois plus dommageable pour l'environnement** qu'un véhicule thermique. Ceci s'explique par les **matériaux intervenant dans la fabrication des batteries**, comme le lithium par exemple, une ressource naturelle qui va commencer à s'épuiser au fil du temps<sup>649</sup>. »

Par ailleurs, et l'information émane pourtant de Stéphane Lhomme, directeur de l'Observatoire du Nucléaire, la voiture électrique est en fin de compte, au regard de son cycle de vie, aussi polluante qu'une voiture thermique<sup>650</sup>, ce qu'avait en effet déjà conclu une étude<sup>651</sup> commandée par l'ADEME (cf. *infra*) et que reprend Lhomme. Ce dernier souligne que « la fabrication des batteries est tellement émettrice de CO2 qu'il faut avoir parcouru de 50 000 à 100 000 kms en voiture électrique pour commencer à être moins producteur de CO2 qu'une voiture thermique. Soit 15 à 30 kms par jours, 365 jours par an, pendant 10 ans ! [...] De plus, tout le CO2 émis par une voiture électrique est envoyé dans l'atmosphère avant même que ne soit parcouru le moindre kilomètre, alors que la voiture thermique émet son CO2 au fil des ans... » Comme les voitures thermiques, elles émettent aussi des particules fines *via* les pneus et les freins, et le bonus écologique, prime publique, va aux acheteurs, en général des personnes aisées.

L'étude en question que commanda l'Agence de l'Environnement et de la Maîtrise de l'Energie (ADEME), intitulée « Elaboration selon les principes des ACV des bilans énergétiques, des émissions de gaz à effet de serre et des autres impacts environnementaux induits par l'ensemble des filières de véhicules électriques et de véhicules thermiques, VP<sup>652</sup> de segment B (citadine polyvalent) et VUL<sup>653</sup> à l'horizon 2012 et 2020<sup>654</sup>. » Les indicateurs que cite le rapport sont la consommation d'énergie primaire totale, le potentiel de changement climatique, d'épuisement des ressources fossiles, d'acidification, d'eutrophisation de l'eau, et de création d'ozone photochimique. Ce n'est qu'après un kilométrage supérieur à 40 000 kms que la consommation d'énergie primaire du véhicule électrique devient inférieure à celle du véhicule thermique. Dit autrement, en-dessous de 40 000 kms, le nucléaire (France) et le charbon (Allemagne) seraient moins polluants que l'énergie « propre » nécessaire au véhicule électrique. D'autres indicateurs du rapport montrent que le véhicule électrique n'est pas toujours le plus écologique (il émet par exemple bien plus de SO<sub>2</sub> – c'est-à-dire de dioxyde de soufre, un polluant atmosphérique responsable entre autres des pluies acides – que le véhicule thermique) :

---

<sup>649</sup> <http://www.consoglobe.com/vrai-impact-ecologique-voitures-electriques-cg> Le soulignement en gras provient de *ConsoGlobe*.

<sup>650</sup> [http://www.lemonde.fr/economie/article/2015/10/23/emissions-de-co2-l-impasse-de-la-voiture-electrique\\_4795636\\_3234.html](http://www.lemonde.fr/economie/article/2015/10/23/emissions-de-co2-l-impasse-de-la-voiture-electrique_4795636_3234.html)

<sup>651</sup> <http://www.ademe.fr/elaboration-selon-principes-acv-bilans-energetiques-emissions-gaz-a-effet-serre-autres-impacts-environnementaux>

<sup>652</sup> Véhicule particulier, destiné au transport de personnes.

<sup>653</sup> Véhicule utilitaire léger, pour le transport de marchandises.

<sup>654</sup> [http://www.ademe.fr/sites/default/files/assets/documents/ademe\\_-\\_acv\\_comparative\\_ve-vt\\_-\\_resume\\_du\\_rapport\\_final.pdf](http://www.ademe.fr/sites/default/files/assets/documents/ademe_-_acv_comparative_ve-vt_-_resume_du_rapport_final.pdf)

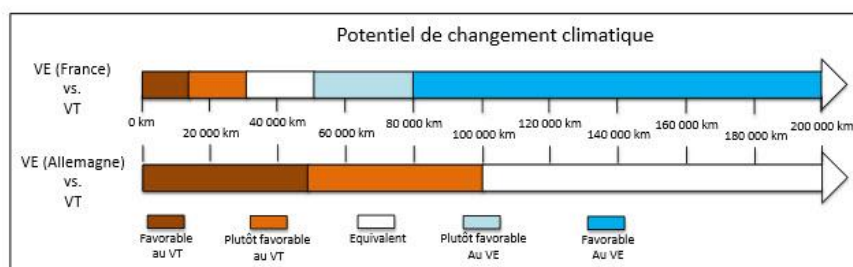


Figure 1-7 : Domaines de pertinence environnementale du véhicule électrique (France et Allemagne) comparés au véhicule thermique pour le potentiel de changement climatique en 2012

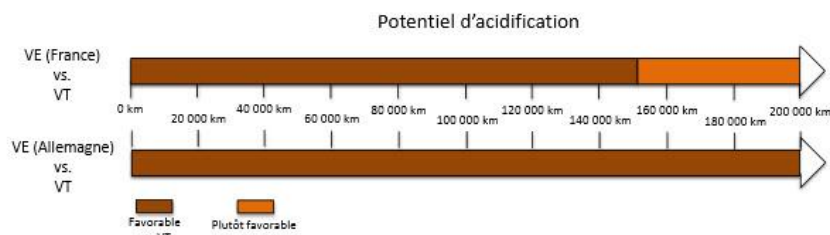


Figure 1-13 : Domaines de pertinence environnementale du véhicule électrique (France et Allemagne) comparés au véhicule thermique pour le potentiel d'acidification en 2012

#### Domaines de pertinence environnementale

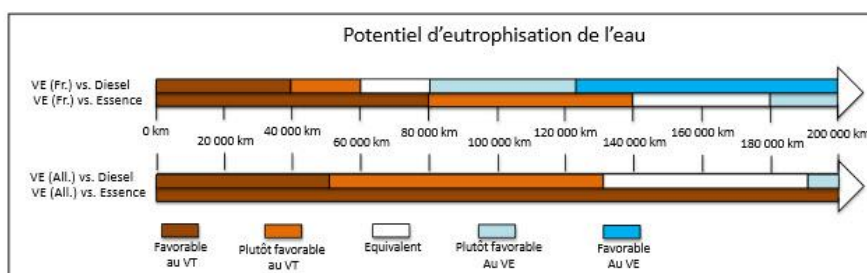


Figure 1-16 : Domaines de pertinence environnementale du véhicule électrique (France et Allemagne) comparés au véhicule thermique pour le potentiel d'eutrophisation de l'eau en 2012

#### Domaines de pertinence environnementale

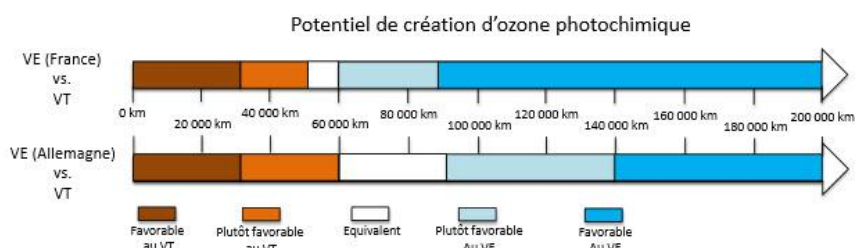


Figure 1-19 : Domaines de pertinence environnementale du véhicule électrique (France et Allemagne) comparés au véhicule thermique pour le potentiel de création d'ozone photochimique en 2012

Le site *Actu-environnement* a toutefois relevé quelques limites inhérentes à cette étude : « les impacts liés à la construction des infrastructures, comme les chutes de production de la batterie n'ont pas été pris en compte, des informations s'avèrent lacunaires concernant notamment les

performances des batteries. Les impacts liés à la toxicité et à l'écotoxicité n'ont également pas été évalués faute de données fiables et d'indicateurs pertinents<sup>655</sup>. »

### *Les écrans à cristaux liquides (LCD)*

La question des écrans fait partie des préconisations mises en avant par le rapport de Greenpeace. L'ONG recommandait d'optimiser la consommation d'énergie en passant des écrans à tubes cathodiques (116 kWh/an) aux écrans à cristaux liquides (53 kWh/an). Nulle part dans son étude Greenpeace ne précise alors que ces écrans sont produits *via* le trifluorure d'azote, qui serait potentiellement 17 200 fois plus négatif pour le réchauffement climatique que le CO<sub>2</sub>. En novembre 2011, l'accord de Durban suggéra de l'ajouter au nombre des gaz à effet de serre de l'annexe A du protocole de Kyoto<sup>656</sup>.

## **Annex 2**

### **Proposed amendments to Annex A to the Kyoto Protocol**

*The following table shall replace the list under the heading "Greenhouse gases" in Annex A to the Protocol:*

#### **Greenhouse gases**

Carbon dioxide (CO<sub>2</sub>)

Methane (CH<sub>4</sub>)

Nitrous oxide (N<sub>2</sub>O)

Hydrofluorocarbons (HFCs)

Perfluorocarbons (PFCs)

Sulphur hexafluoride (SF<sub>6</sub>)

Nitrogen trifluoride (NF<sub>3</sub>)

D'autres matériaux sont nécessaires à la confection de ces écrans, à l'instar de l'indium. Les 4 et 5 juin 2015, un colloque du Collège de France porta sur la question des ressources et de leur gestion durable, et rappela la composition de la dernière liste établie par la Commission européenne en mai 2014. Celle-ci considérait vingt métaux et minéraux comme faisant partie des « matériaux critiques », *i. e.* se raréfiant. L'indium en faisait partie<sup>657</sup>. La poursuite de sa raréfaction est probable en dépit de son recyclage<sup>658</sup>, en raison de la demande croissante pour ce type d'écrans, ce qui fera par ailleurs augmenter son prix. Il est de plus utilisé dans la confection d'autres matériaux « alternatifs » tels les LED<sup>659</sup>. Or il n'existe actuellement pas de substitut valable à l'indium, qui représente un « haut risque » dans l'approvisionnement, selon une étude de la *Proceedings of the National Academy of Sciences* de 2015<sup>660</sup> reprise par l'Université de Yale<sup>661</sup>. A l'époque où Greenpeace rédigea son rapport, d'autres données étaient déjà disponibles quant à la pénurie à venir de l'indium.

### *Les panneaux solaires*

Les panneaux solaires peuvent aussi prêter à caution. Certes, ceux-ci sont moins chers à produire que les éoliennes et n'entraînent pas autant de nuisances (cf. *infra*). Toutefois, à l'instar

<sup>655</sup> <http://www.actu-environnement.com/ae/news/vehicule-thermique-ou-electrique-quid-du-plus-vertueux-20108.php4>

<sup>656</sup> [http://unfccc.int/files/meetings/durban\\_nov\\_2011/decisions/application/pdf/awgkp\\_outcome.pdf](http://unfccc.int/files/meetings/durban_nov_2011/decisions/application/pdf/awgkp_outcome.pdf)

<sup>657</sup> [https://www.sciencesetavenir.fr/fondamental/y-aura-t-il-encore-de-l-indium-pour-l-europe\\_23281](https://www.sciencesetavenir.fr/fondamental/y-aura-t-il-encore-de-l-indium-pour-l-europe_23281)

<sup>658</sup> [https://www.lesechos.fr/02/12/2014/lesechos.fr/0203979367786\\_nyrstar-recupere-un-metall-rare-dans-les-dechets-de-raffinerie.htm](https://www.lesechos.fr/02/12/2014/lesechos.fr/0203979367786_nyrstar-recupere-un-metall-rare-dans-les-dechets-de-raffinerie.htm)

<sup>659</sup> <https://www.consoglobe.com/indium-fin-cg>

<sup>660</sup> <http://www.pnas.org/content/112/14/4257.full>

<sup>661</sup> <http://environment.yale.edu/news/article/metals-used-in-hightech-products-face-future-supply-risks/>

de ces dernières, leur fonctionnement est intermittent et soumis aux aléas météorologiques et à leur orientation (au soleil ou à l'ombre). De plus, la technologie actuelle ne permet toujours pas de stocker l'énergie et ces panneaux, comme l'indique leur nom, sont inactifs la nuit et doivent donc s'appuyer sur une énergie d'appoint.

Là encore, la question de la fabrication de cette énergie renouvelable est à prendre en compte. Divers types de panneaux solaires existent<sup>662</sup>. Les panneaux solaires thermiques (capteurs à eau ou capteurs à air) sont utilisés pour le chauffage et l'eau chaude sanitaire. Parmi les panneaux solaires photovoltaïques, un seul type est sans silicium, mais il comporte des cellules dites CIS (cuivre-indium-sélénium – ou CIGS, avec du gallium<sup>663</sup>). Les autres modèles photovoltaïques (hormis ceux composés de cellules multi jonctions réservés au domaine spatial) se composent de silicium, qui doit être raffiné et traité avant la fabrication des cellules<sup>664</sup> :

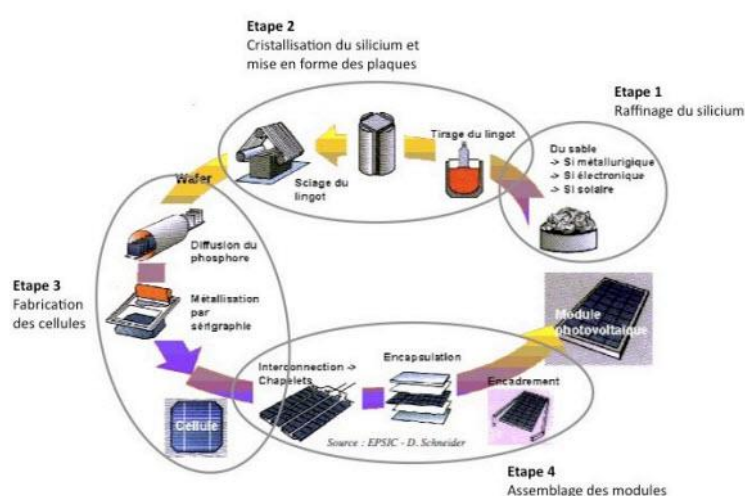


Figure 2 : Enchaînement des étapes de fabrication d'un module photovoltaïque au silicium cristallin

Selon Éric Drezet, chercheur au CNRS, les impacts environnementaux de la production de silicium sont là encore conséquents. L'exploitation des carrières de silice a des effets néfastes sur le paysage, ainsi que sur l'eau (« augmentation des écoulements, de l'érosion et de la turbidité en aval ») et sur le sol et la végétation (« érosion, atteinte aux zones boisées et aux pâturages »). Le traitement industriel du silicium requiert une forte consommation de produits toxiques, d'eau et d'énergie. En outre, les usines à silicium sont des centrales thermiques et fonctionnent au charbon, très polluant. De plus, la couche supérieure de la cellule photovoltaïque se compose d'un semi-conducteur, dont l'industrie consomme de nombreux produits chimiques et toxiques : « Les effluents de ces produits ont des impacts potentiels sur la qualité de l'air, de l'eau, des sols et sur la santé des employés qui risquent de développer des maladies professionnelles. Les données concernant l'emploi de produits chimiques dans le cadre de la chaîne de fabrication des semi-conducteurs sont difficiles à obtenir et varient sensiblement selon les sources. [...] Une société qui préfère rester anonyme confie que pour produire 1 cm<sup>2</sup> de wafer<sup>665</sup>, il faut 45g de produits chimiques : gaz dopants / déposition (silane, phosphine, dichlorosilane, diborane) :

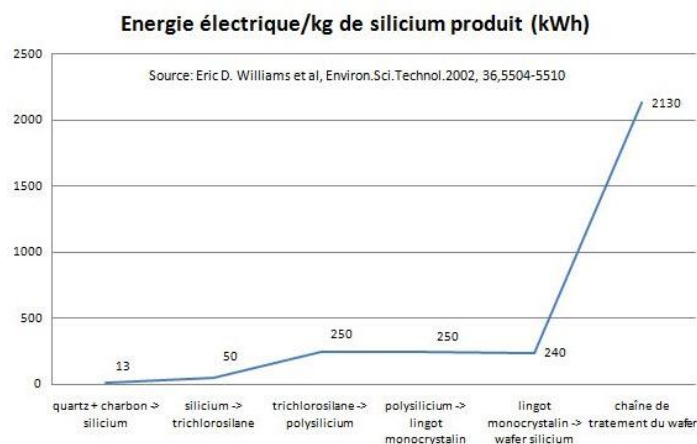
<sup>662</sup> <http://www.panneaux-solaires-france.com/les-differents-panneaux-solaires>

<sup>663</sup> <http://www.futura-sciences.com/planete/dossiers/developpement-durable-cellules-photovoltaïques-coeur-panneaux-solaires-1688/page/11/>

<sup>664</sup> [http://www.photovoltaique.info/IMG/pdf/PV\\_Fab\\_Envf\\_final\\_26082009.pdf](http://www.photovoltaique.info/IMG/pdf/PV_Fab_Envf_final_26082009.pdf)

<sup>665</sup> Le wafer est une plaque de semi-conducteur.

0,16g ; photolithographie (acétone, peroxyde d'hydrogène, hydroxyde de tétraméthylammonium...) : 14g ; gravure (protoxyde d'azote, ammoniacque, chlore, trichlorure de bore...) : 0,23g ; acides / bases (acides phosphorique, nitrique, sulfurique, chlorhydrique, ammoniacque...) : 31g, et en ce qui concerne les gaz élémentaires (azote, hélium, argon, hydrogène, oxygène) : 556g. En d'autres termes, ce ne sont pas moins de 280kg de produits chimiques par kg de silicium produit<sup>666</sup>. » Drezet conclut que l'impact environnemental de cette industrie présentée comme plus propre que les industries traditionnelles est en réalité bien plus important en raison des ressources, de l'eau, de l'énergie (cf. schéma ci-dessous, tiré de l'article cité) et des produits toxiques mobilisés.



Sur le plan sanitaire, le travail de la silice présente des risques et peut déboucher sur une maladie, la silicose, qui peut ensuite dégénérer et entraîner des complications tuberculeuses et cancéreuses<sup>667</sup>.

### *L'éolien*

L'énergie éolienne est la principale énergie renouvelable en faveur de laquelle s'implique Greenpeace depuis de très nombreuses années<sup>668</sup>. L'intense lobbying que déploie l'ONG contribue à travers l'Europe à la construction croissante de « parcs » éoliens. Mais l'éolien, ainsi que l'affirme Greenpeace, représente-t-il une alternative sûre, viable et écologique au nucléaire ? A lire la promotion qu'en fait l'ONG, les aérogénérateurs constitueraient une véritable révolution énergétique. Toutefois, les faits détonnent à nouveau par rapport à la réalité présentée par Greenpeace et à son absence de mesure. Depuis plusieurs années, diverses recherches sont menées sur l'éolien et les résultats, disponibles publiquement, devraient avoir poussé Greenpeace à la prudence, qui plus est et ce d'autant plus si l'on tient compte de la présentation que l'ONG fait d'elle-même, à savoir une organisation qui se fonde sur des données scientifiques et recherche la vérité. Par ailleurs, le manque de rigueur de Greenpeace sur la question éolienne questionne un autre principe dont elle se revendique : le principe de précaution au bénéfice de l'environnement. Enfin, les faits que nous passerons en revue pointent un élément

<sup>666</sup> <http://ecoinfo.cnrs.fr/?p=11181>

<sup>667</sup> [http://www.officiel-prevention.com/protections-individuelles/les-voies-respiratoires/detail\\_dossier\\_CHSCT.php?rub=91&ssrub=127&dossid=391](http://www.officiel-prevention.com/protections-individuelles/les-voies-respiratoires/detail_dossier_CHSCT.php?rub=91&ssrub=127&dossid=391)

<sup>668</sup> On remarquera que sur sa page dédiée à l'éolien, Greenpeace cite des organismes publics pour appuyer son propos, mais pas lorsqu'il s'agit de répondre à la question sur la fiabilité des renouvelables comme source d'électricité, se contentant de promouvoir l'utilisation des énergies renouvelables en complément les unes avec les autres, <https://www.greenpeace.fr/renouvelons-energie/projet-eolien.html>

problématique qui met en lumière soit le manque de formation des militants de Greenpeace, soit leur cynisme : les effets néfastes des éoliennes sur la santé humaine. En effet, pourquoi se revendiquer d'un principe de précaution pour l'environnement mais ne pas en faire autant pour l'Homme, qui plus est lorsque les éoliennes ne font nulle distinction et peuvent affecter tant les personnes âgées, que les enfants et les femmes enceintes ? Pourtant, dans son rapport de 2013 sur la transition énergétique, Greenpeace demandait de « mettre fin au recours aux énergies destructrices de l'environnement et nuisibles aux humains, c'est-à-dire les énergies fossiles et le nucléaire ». L'éolien est-il en outre, comme l'affirme Greenpeace, une source d'énergie propre n'émettant pas de GES, fonctionnelle, bon marché ?

\*\*\*

De quoi se compose exactement une éolienne ? Selon Jean-Louis Butré<sup>669</sup>, « elle est composée d'un socle de béton armé de 1 500 tonnes, d'un mât en acier ou en béton de 80 à 110 m et d'une nacelle contenant le générateur d'électricité entraîné par une hélice tripale. Chaque pale peut atteindre une dimension de 50 m, soit une envergure de 100 m, supérieure à celle d'un Airbus 380. La nacelle pèse plus de 70 tonnes<sup>670</sup>. » Généralement, elles fonctionnent avec un vent entre 11 et 90 km/h<sup>671</sup>, une vitesse au-delà de laquelle elles sont arrêtées pour des questions de sécurité. Selon le Syndicat des énergies renouvelables, l'investissement pour la construction d'un parc éolien revenait à 1,282 million d'euros / MW, soit le double pour un aérogénérateur de 2 MW.

Le rapport « Bilan électrique » RTE (Réseau de transport d'électricité) de 2014<sup>672</sup> notait qu'à cette date, le nucléaire représentait toujours 77% de la production d'électricité française, contre seulement 3,1% pour l'éolien (et 1,1% pour le photovoltaïque). Pourtant, on dénombrait fin 2014 à peu près 5 500 éoliennes en France, réparties sur 820 sites. Greenpeace anticipe une sortie du nucléaire d'ici 2031 et prévoit que l'éolien et le solaire représenteront à eux deux environ 41% de l'électricité produite. Si l'on s'appuie sur la part de chacune de ces deux énergies précédemment exposées dans le mix énergétique 2014, l'éolien représenterait trois quarts de ces 41%, soit environ 30% du mix énergétique de 2025, c'est-à-dire près de 55 000 éoliennes. Plusieurs soucis apparaissent : des distances d'espacement sont à respecter sur les sites d'implantation, tous ces sites ne sont pas venteux et donc propices à une efficacité des éoliennes, de larges portions du paysage français seraient détruites (ce fut déjà le cas du village médiéval de Saint-Pierre-le-Clair dans la commune de Bourriège, dans le Languedoc, pour construire six éoliennes<sup>673</sup>, bien que Greenpeace affirme qu'« une enquête publique est chargée de déterminer la compatibilité d'un projet éolien avec le patrimoine territorial<sup>674</sup> »), les circuits hydrologiques des sous-sols seraient perturbés, sans oublier les effets néfastes sur la santé des riverains.

---

<sup>669</sup> Butré (Jean-Louis), en collaboration avec Berthon (Hugues), *Éolien, une catastrophe silencieuse : coûts, nuisances, efficacité, les chiffres qui font peur*, éditions du Toucan, 2017. Notre lecture s'est effectuée sur format Kindle et renverra donc, le cas échéant, à des emplacements, non à des numéros de page.

<sup>670</sup> Op. cit., emp. 400-406.

<sup>671</sup> [https://fr.wikipedia.org/wiki/%C3%89nergie\\_%C3%A9olienne#Plage\\_de\\_fonctionnement](https://fr.wikipedia.org/wiki/%C3%89nergie_%C3%A9olienne#Plage_de_fonctionnement)

<sup>672</sup> [http://www.rte-france.com/sites/default/files/bilan\\_electrique\\_2014.pdf](http://www.rte-france.com/sites/default/files/bilan_electrique_2014.pdf)

<sup>673</sup> <http://www.lindependant.fr/2013/09/15/un-village-medieval-detruit-pour-construire-six-eoliennes.1790201.php>

<sup>674</sup> <https://www.greenpeace.fr/renouvelons-energie/projet-eolien.html>

Combien faut-il d'éoliennes pour remplacer une centrale nucléaire ? Le site *Ethicologique.org*, favorable à Greenpeace<sup>675</sup>, a calculé que les éoliennes sont « aujourd'hui capables de développer une puissance de 5 MW », et retient un chiffre de 2 000 MWh de production annuelle par MW de puissance installée pour l'éolien européen. Ce calcul, mis en perspective avec celui de la puissance nucléaire, donne pour résultat qu'il faudrait 750 éoliennes pour remplacer un réacteur nucléaire<sup>676</sup>. Ce chiffre nous semble sous-estimé. Le rapport 2016 de la performance de l'éolien de France Énergie Éolienne<sup>677</sup> a estimé la puissance unitaire moyenne d'une éolienne non à 5, mais à 2,27 MW (la puissance unitaire de la turbine la plus élevée, propriété de Vestas, serait de 3,3 MW). Il faudrait donc, en tenant compte de ce chiffre, plus de 1 500 éoliennes pour remplacer un parc nucléaire. En outre, comme le précise Jean-Louis Butré, la seule centrale nucléaire de Civaux a fourni 5% de la production électrique nationale, avec un taux de disponibilité de 85,2%<sup>678</sup>, soit plus que l'ensemble de la production électrique des 5 500 éoliennes présentes sur le territoire en 2014.

Contrairement au scénario de Greenpeace, le coût de l'éolien ne baisse pas. Le rapport du Syndicat des énergies renouvelables soulignait une augmentation de +5,5% du coût d'investissement total pour 2014-2016 :

Les résultats de l'enquête mettent en évidence **une évolution à la hausse du coût d'investissement total entre la période 2013 et le futur proche (2014-2016)**, comme le montre le tableau ci-dessous :

|   | Coûts 2013<br>(k€/MW) | Coûts<br>2014-2016<br>(k€/MW) | Variation  |
|---|-----------------------|-------------------------------|--|
| Eoliennes (dont le transport et le montage) | 989                   | 976                           | Coût des éoliennes stable malgré une augmentation de la hauteur du mât et du diamètre du rotor   |
| Génie civil (dont les fondations)           | 147                   | 163                           | Hausse du coût des fondations notamment <b>(+12%)</b><br>– voir explications ci-dessous  |
| Raccordement réseau                         | 75                    | 116                           | <b>+55%</b> · Hausse importante suite à la suppression de la réfraction puis à la mise en place des schémas régionaux de raccordement – voir ci-dessous  |
| Développement                               | 71                    | 74                            | <b>+4%</b> · Hausse plus ou moins importante selon les projets du fait de la durée de développement qui s'allonge  |
| Aléas                                       | –                     | 24                            | Pour 2013, les aléas ont déjà été répartis sur les 4 autres postes de coûts, en accord avec les montants finalement et réellement supportés. Pour 2014-2016, les aléas correspondent aux provisions sur les coûts, en ligne avec celles constatées en 2013. <sup>7</sup> |
| <b>Total</b>                                | <b>1 282</b>          | <b>1 353</b>                  | <b>+5,5%</b>   |

#### Coûts de l'éolien, rapport RTE 2014

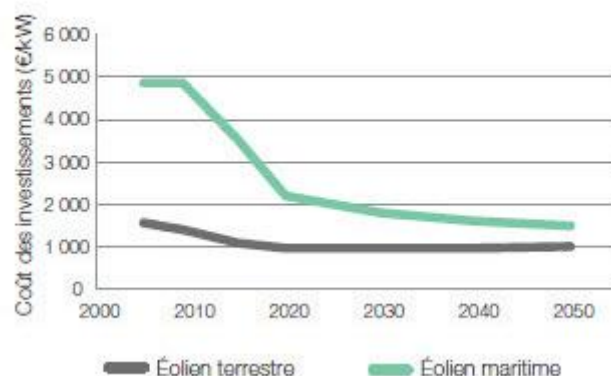
<sup>675</sup> <http://ethicologique.org/index.php/tag/greenpeace/>

<sup>676</sup> <http://ethicologique.org/index.php/750-eoliennes-1-reacteur-nucleaire/>

<sup>677</sup> [http://fee.asso.fr/wp-content/uploads/2017/01/20170111\\_CP\\_Performances-de-leolien-2016.pdf](http://fee.asso.fr/wp-content/uploads/2017/01/20170111_CP_Performances-de-leolien-2016.pdf)

<sup>678</sup> [https://fr.wikipedia.org/wiki/Centrale\\_nucl%C3%A9aire\\_de\\_Civaux#Actualit%C3%A9](https://fr.wikipedia.org/wiki/Centrale_nucl%C3%A9aire_de_Civaux#Actualit%C3%A9)

### Evolution des coûts de l'éolien



Idem, scénario Greenpeace 2013

### Une électricité intermittente et ses implications

Par définition, l'électricité produite par les aérogénérateurs n'est pas pilotable comme l'est celle issue du nucléaire ou des centrales thermiques. A l'instar des panneaux solaires, l'éolien ne fonctionne qu'en présence de son énergie de référence, en l'occurrence le vent. Instable, le courant nécessiterait l'installation de compteurs « intelligents » de type Linky.

Il n'est pas possible de stocker l'énergie, le courant doit donc être consommé dès qu'il est produit. De ce fait, en cas d'absence de vent, donc de courant, l'électricité cesse, et les outils alimentés tels que l'informatique cessent de fonctionner faute d'énergie. Pour pallier cette déficience, il faut donc construire des centrales thermiques capables de prendre instantanément le relais<sup>679</sup>, et qui émettront du CO2 par leur combustion de charbon ou leurs turbines à gaz, mais aussi en raison du fonctionnement par à-coup (plus de CO2 émis à cause du temps d'attente en pré-chauffe) en fonction de la présence ou de l'absence d'énergie éolienne, une instabilité qui entraîne « des émissions mal contrôlées ». Ce ne seront pas les seules installations nécessaires au transport de cette électricité : pour satisfaire l'évolution du parc éolien national, de nouveaux pylônes et transformateurs électriques seront également nécessaires – celles que critiquait Greenpeace, écrivant que les éoliennes seraient plus esthétiques « que des lignes haute tension<sup>680</sup> ».

En France, le facteur de charge<sup>681</sup> moyen d'une éolienne terrestre oscille entre 22 et 25%<sup>682</sup> – dans son rapport, Greenpeace ne prévoit pratiquement aucune amélioration d'ici 2050 –, mais celui-ci peut varier selon la période de l'année et ces variations peuvent se produire seulement en l'espace de quelques heures. Cette affirmation de Jean-Pierre Riou<sup>683</sup> est confirmée par les

<sup>679</sup> <http://www.atlantico.fr/decryptage/rapport-ademe-energies-renouvelables-enorme-erreur-raisonnement-ceux-qui-affirme-que-ne-couterait-pas-plus-cher-remy-prudhomme-2086408.html>

<sup>680</sup> <https://www.greenpeace.fr/position-greenpeace-eoliennes/>

<sup>681</sup> « Le facteur de charge d'une unité de production électrique est le ratio entre l'énergie qu'elle produit et l'énergie qu'elle aurait produite durant cette période si elle avait constamment fonctionné à puissance nominale (puissance la plus élevée qu'une unité de production peut délivrer). », <http://www.connaissancedesenergies.org/qu-est-ce-que-le-facteur-de-charge-d-une-unite-de-production-electrique-120305>

<sup>682</sup> [https://fr.wikipedia.org/wiki/%C3%89nergie\\_%C3%A9olienne#Plage\\_de\\_fonctionnement](https://fr.wikipedia.org/wiki/%C3%89nergie_%C3%A9olienne#Plage_de_fonctionnement)

<sup>683</sup> <http://www.economiematin.fr/news-quand-les-eoliennes-augmentent-les-emissions-de-co2>

données en temps réel de la production d'électricité par filière de l'application Eco2mix du site officiel du Réseau de transport d'électricité (RTE)<sup>684</sup>.

Dit autrement, les éoliennes augmentent les émissions de CO<sub>2</sub>. Riou appuie cette assertion en renvoyant à un rapport de mars 2012 d'ENEA Consulting, « société de conseil en énergie et développement durable pour l'industrie », et qui portait sur le stockage d'énergie. L'étude soulignait que « le recours croissant à des solutions de production intermittentes d'électricité, éolien principalement, constitue une source de fragilité supplémentaire<sup>685</sup>. » On peut ainsi faire à Greenpeace la critique que Butré adresse à des défenseurs de l'éolien : « Assimiler l'éolien à une énergie renouvelable comme l'hydraulique est une hérésie scientifique, car un barrage stocke de l'eau et produit de l'électricité à la demande, c'est-à-dire qu'il fonctionne à l'opposé de celui d'une éolienne. »

Dans *Energies renouvelables : le défi du stockage*<sup>686</sup>, court reportage réalisé par le Centre national de la recherche scientifique (CNRS), cette question est également au centre des réflexions. Pour Pascal Brault, physicien au Groupe de recherches sur l'énergétique des milieux ionisés (GREMI)<sup>687</sup>, arrêter les énergies fossiles du jour au lendemain pour les remplacer par les énergies renouvelables sera impossible, car nous n'en sommes pas encore capables. Il faudrait par exemple, souligne-t-il, 500 km<sup>2</sup> d'éoliennes pour remplacer une tranche de nucléaire, or 1) soixante tranches de nucléaire assurent 75% de l'électricité consommée en France 2) le vent ne souffle pas tous les jours et les énergies renouvelables sont intermittentes. En produisant sans consommer, il faudrait stocker, mais nous savons seulement convertir l'énergie. D'autres pistes existent, mais elles connaissent aussi leurs propres limites. Dans le même reportage, Xavier Py, physicien au Laboratoire procédés, matériaux et énergie solaire (PROMES)<sup>688</sup>, explique que pour atteindre l'objectif énergétique visé en 2050 par les grandes puissances, il faudrait construire quatre cents centrales thermodynamiques de type Andasol (en Espagne) pour couvrir les besoins, alors qu'une seule est actuellement construite chaque année. De plus, cela demanderait la consommation de vingt millions de tonnes de nitrate (sel fondu) par an, là où le Chili, son principal producteur, ne peut en fournir qu'un million.

Ces impossibilités techniques ont conduit, parmi d'autres, quatre scientifiques<sup>689</sup> à promouvoir la construction de réacteurs nucléaires de dernière génération, peu émetteurs de CO<sub>2</sub>. La construction de soixante-et-un nouveaux réacteurs nucléaires par an permettrait de remplacer les énergies fossiles à horizon 2050. Ce chiffre se porterait à 115 réacteurs par an en tenant compte de l'accroissement démographique et du développement des pays pauvres<sup>690</sup>.

---

<sup>684</sup> <http://www.rte-france.com/fr/eco2mix/eco2mix-mix-energetique>

<sup>685</sup> <http://www.enea-consulting.com/wp-content/uploads/2015/05/ENEA-Consulting-Le-Stockage-dEnergie1.pdf>, p.3.

<sup>686</sup> <https://lejournel.cnrs.fr/videos/energies-renouvelables-le-defi-du-stockage>

<sup>687</sup> Sis à l'Université d'Orléans.

<sup>688</sup> Sis à l'Université de Perpignan.

<sup>689</sup> France Culture rappelle leur pedigree : « James Hansen, l'ancien directeur du Goddard Institute de la NASA ([...] qui a été le premier, en 1988, à lancer l'alerte sur le réchauffement climatique et sa probable origine humaine), a lancé un appel en compagnie d'un fameux climatologue australien, Tom Wigley, d'un grand professeur du MIT, Kerry Emmanuel et de Ken Caldeira, un spécialiste de l'acidification des océans. »,

<https://www.franceculture.fr/emissions/les-idees-claires/la-lutte-contre-le-carbone-passe-par-le-nucleaire>

<sup>690</sup> <https://www.theguardian.com/environment/2015/dec/03/nuclear-power-paves-the-only-viable-path-forward-on-climate-change>

## Le nucléaire

Dans le combat de Greenpeace contre le nucléaire, la défense de l'environnement est-elle le but ? Nous répondrons plus explicitement à cette question, essentiellement rhétorique, dans notre partie suivante (III). Pour le moment, présentons quelques faits qui mettent en doute le fondement scientifique et « pour la vérité » du combat de Greenpeace contre le nucléaire. Nous avons consulté le *Climate Change Performance Index* (CCPI) de 2017 vers lequel renvoie Jean-Louis Butré, une initiative de GermanWatch et du Climate Action Network (CAN).

Germanwatch se présente comme un lobby en faveur du développement durable<sup>691</sup>. Comme Greenpeace, cette ONG est membre de l'Initiative pour la transparence de la société civile (à ne pas confondre avec Accountable Now) de Transparency International, Oxfam et Greenpeace, et est inscrite au registre européen des lobbyistes<sup>692</sup>. On notera que ce lobby est membre de l'initiative des réseaux Soros, Publiez Ce Que Vous Payez (Publish What You Pay – PWYP)<sup>693</sup>. Germanwatch est notamment financé par le lobby énergétique des renouvelables<sup>694</sup>. Il a par exemple reçu 213 000 euros de Brot Für Die Welt (Pain pour le Monde, une organisation protestante), 213 000 euros également de l'European Climate Foundation, 132 575 euros de la Stiftung Mercator, 62 500 euros de la Renewables Grid Initiative, etc., mais aussi près de 420 000 euros du Ministère fédéral de la Coopération et du développement économique, et près de 370 000 euros du Ministère fédéral de l'Environnement.

Le Climate Action Network comprend de très nombreux membres<sup>695</sup>, dont certains que nous avons déjà étudiés, tels 350.org, Avaaz.org, BirdLife International, BUND (Friends of the Earth Allemagne), Oxfam, mais aussi Greenpeace<sup>696</sup> (erreur du site : le logo utilisé pour Greenpeace France est celui d'Oxfam France, et la page dédiée concerne Oxfam France<sup>697</sup>). Assez logiquement, on pouvait donc s'attendre à ce que le CCPI mette en avant le modèle « vert » allemand que vante Greenpeace, et que la France, puissance nucléaire, essuie les plâtres. Ce n'est pas le cas. Si le rapport précise que les trois premières places n'ont pas été attribuées à défaut de pays assez exigeants, la quatrième place – et donc le pays le mieux noté – revient à la France, avec une note de 66,17. L'Allemagne est classée 29<sup>ème</sup> (56,58). La Chine et le Japon, envers qui Greenpeace se montre si peu critique, sont respectivement en 48<sup>ème</sup> (47,49) et 60<sup>ème</sup> (35,93) positions<sup>698</sup> :

---

<sup>691</sup> Précisons que le site en français présente bien moins de possibilités de navigation et donc d'informations que le site en allemand, nous recommandons donc une navigation en langue allemande avec l'aide du traducteur automatique de Google Chrome.

<sup>692</sup> <https://germanwatch.org/de/transparenz-und-vertrauen>

<sup>693</sup> <https://germanwatch.org/de/Netzwerk>

<sup>694</sup> <https://germanwatch.org/de/download/16432.pdf>

<sup>695</sup> <http://www.climatenetwork.org/about/members>

<sup>696</sup> <http://www.climatenetwork.org/about/members?page=25> &

<http://www.climatenetwork.org/about/members?page=26>

<sup>697</sup> <http://www.climatenetwork.org/profile/member/green-peace-france>

<sup>698</sup> <http://www.caneurope.org/docman/climate-energy-targets/3015-climate-change-performance-index-2017/file>, voir plus particulièrement la p.17 du rapport.

## Climate Change Performance Index for G20 Countries

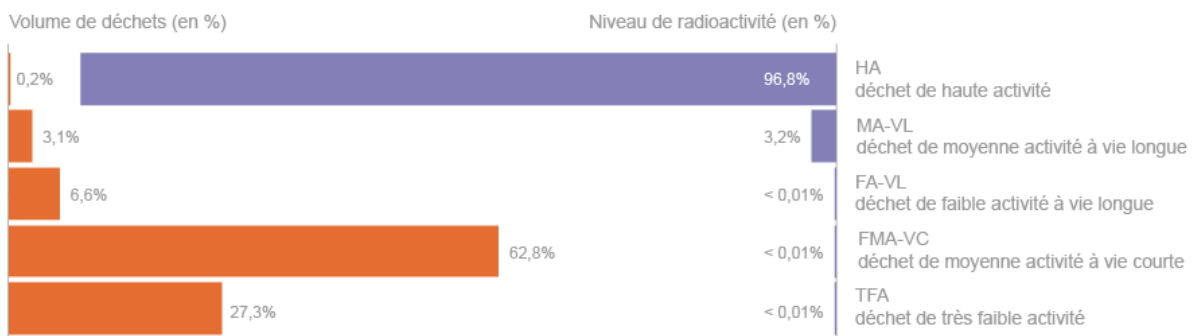
| Rank | Country        | Score |
|------|----------------|-------|
| 4    | France         | 66.17 |
| 6    | United Kingdom | 66.10 |
| 16   | Italy          | 60.72 |
| 20   | India          | 59.08 |
| 22   | Indonesia      | 58.86 |
| 28   | Mexico         | 57.02 |
| 29   | Germany        | 56.58 |

| Rank | Country            | Score |
|------|--------------------|-------|
| 32   | South Africa       | 56.17 |
| 36   | Argentina          | 53.15 |
| 40   | Brazil             | 52.46 |
| 43   | United States      | 51.04 |
| 48   | China              | 47.49 |
| 51   | Turkey             | 45.54 |
| 53   | Russian Federation | 44.30 |

| Rank | Country      | Score |
|------|--------------|-------|
| 55   | Canada       | 43.06 |
| 57   | Australia    | 40.66 |
| 58   | Korea        | 38.11 |
| 60   | Japan        | 35.93 |
| 61   | Saudi Arabia | 25.45 |

\* Not included: European Union (The European Union is part of the G20 Countries.)

Comment l'expliquer ? Les émissions dues au parc nucléaire français ne devraient-elles pas être conséquentes ? L'Institut de Radioprotection et de Sécurité Nucléaire (IRSN) a rendu un rapport sur les niveaux de radioactivité de la France de 2011 à 2014<sup>699</sup> et en conclut que l'exposition due à la production d'énergie nucléaire est faible, « c'est-à-dire généralement inférieure à la radioactivité naturelle émise par le soleil<sup>700</sup> ». L'article de *E-RSE* citant ce rapport renvoie en parallèle à une autre étude, réalisée par l'Agence Nationale des Déchets Radioactifs (ANDR). Les chiffres publiés amènent à relativiser le facteur peur employé par Greenpeace. La quasi-totalité des déchets a une faible intensité radioactive, inférieure à 0,01%<sup>701</sup>. Seuls 0,2 % ont une radioactivité élevée et 3,1% un niveau moyen, avec une durée de vie longue. Ils sont stockés et traités sur trois sites : La Hague (Areva), Marcoule et Cadarache (sites du Commissariat à l'énergie atomique – CEA).



Pour le moment, 80% de ces 3,3% usés retraités ne sont pas réutilisés mais le seraient potentiellement avec les réacteurs de quatrième génération (les EPR). Le combustible dit MOX (Mélange d'oxydes) constitue l'une des possibilités de traitement du combustible nucléaire usé, recyclant par exemple l'uranium et le plutonium à hauteur de 96%, méthode permettant de diviser par dix la toxicité à long terme de ces déchets et par cinq leur volume. Une fois usé, le combustible MOX est stocké comme déchet. Le site *Connaissance des énergies* souligne trois avantages énergétiques du recyclage de plutonium par le procédé MOX : « 1) La limitation des quantités de plutonium produit par les centrales. En effet, un réacteur MOX consomme autant de plutonium qu'il en produit. Il contribue ainsi à l'effort de stabilisation des stocks de matières

<sup>699</sup> [http://www.irsn.fr/FR/expertise/rapports\\_expertise/surveillance-environnement/Documents/BR-2011-2014/index.htm](http://www.irsn.fr/FR/expertise/rapports_expertise/surveillance-environnement/Documents/BR-2011-2014/index.htm)

<sup>700</sup> [https://e-rse.net/nucleaire-energie-propre-ecologique-pollution-24625/#gs.3t\\_qk1Y](https://e-rse.net/nucleaire-energie-propre-ecologique-pollution-24625/#gs.3t_qk1Y)

<sup>701</sup> <http://www.connaissancedesenergies.org/fiche-pedagogique/classification-des-dechets-radioactifs-issus-de-l-industrie-nucleaire>

nucléaires 2) la réduction de la toxicité à long terme des déchets 3) des économies importantes d'uranium enrichi et donc d'uranium naturel<sup>702</sup>. »

Un article de *Contrepoints* rapportait une initiative qui pourrait avoir son utilité si elle s'avère effective pour l'avenir. Trois anciens étudiants du MIT ont créé leur entreprise, Transatomic Power, qui a développé un réacteur nucléaire à sels fondus, « alimenté uniquement par les déchets nucléaires des autres centrales<sup>703</sup> ». L'entreprise prétend pouvoir optimiser l'utilisation de l'énergie contenue dans l'uranium, dont les centrales classiques ne peuvent extraire que 3 à 5% de l'énergie, et ainsi « multiplier par 75 l'électricité produite par tonne d'uranium extrait ». Le combustible utilisé ne produirait pratiquement pas de déchets radioactifs, limitant ainsi les impacts environnementaux et l'émission de GES. Sans élément sous pression, ces centrales seraient notamment prémunies contre le risque d'explosion<sup>704</sup> – donc même en cas d'attaques terroristes.

Qu'en est-il de l'énergie nécessaire tant au nucléaire qu'à l'éolien ? Président fondateur de l'ONG Sauvons le Climat (SLC), Hervé Nifenecker a comparé le nucléaire et l'éolien à plusieurs niveaux. Le second a besoin de 275 tonnes d'acier pour le mat, et 1 200 tonnes (contre les 1 500 de Butré) pour les fondations. Il retient un facteur de charge<sup>705</sup> de 25% pour une durée de vie de vingt ans. A titre de comparaison, 500 000 m<sup>3</sup> de béton seraient nécessaires pour un EPR, et 330 000 tonnes d'acier, le tout avec un facteur de charge de 90% et une durée de vie de soixante ans. Somme toute, pour une production d'énergie égale, il faudrait ainsi quatre à cinq fois plus d'acier et six fois plus de béton pour l'éolien que pour l'EPR<sup>706</sup>. Le traitement de l'acier et du béton nécessitant par ailleurs des dépenses d'énergie et donc des émissions de CO<sub>2</sub>, Nifenecker en conclut que « pour cette partie de la construction », l'éolien exigerait la production de trois à cinq grammes de CO<sub>2</sub>/kWh, contre 0,7 pour l'EPR. En s'appuyant sur les résultats d'une étude du Paul Scherrer Institute de Zurich, l'article conclut par un tableau comparatif des émissions de CO<sub>2</sub> en fonction du cycle de vie des différentes techniques de production. A l'exception de l'hydroélectricité, le nucléaire serait la plus « écologique », les pires étant le charbon suivi du gaz, utilisés dans les centrales thermiques d'appoint pour pallier l'intermittence de l'électricité éolienne :

|                          | Hydro | nucléaire | éolien | PV    | Biomasse | Géothermique | Gaz CCG | Charbon |
|--------------------------|-------|-----------|--------|-------|----------|--------------|---------|---------|
| gCO <sub>2</sub> cq./kWh | 4     | 6         | 10-16  | 49-60 | 75       | 45           | 423     | 903     |

Tableau 2

*Emissions de CO<sub>2</sub> calculées sur le cycle de vie pour les différentes techniques de production*

<sup>702</sup> <http://www.connaissancedesenergies.org/fiche-pedagogique/combustible-mox>

<sup>703</sup> <https://www.contrepoints.org/2014/02/16/156826-produire-de-lenergie-avec-les-dechets-nucleaires>

<sup>704</sup> <http://www.europe1.fr/emissions/l-innovation-du-jour/transatomic-power-une-centrale-nucleaire-sans-dechets-radioactifs-qui-ne-peut-pas-exploser-3362192>

<sup>705</sup> « Le facteur de charge d'une unité de production électrique est le ratio entre l'énergie qu'elle produit sur une période donnée et l'énergie qu'elle aurait produite durant cette période si elle avait constamment fonctionné à puissance nominale. Il fournit une indication importante pour calculer la rentabilité d'une installation électrique. », <http://www.connaissancedesenergies.org/qu-est-ce-que-le-facteur-de-charge-d-une-unite-de-production-electrique-120305>

<sup>706</sup> L'ensemble des calculs se trouve dans l'article : [http://energie.lexpansion.com/energie-nucleaire/le-nucleaire-emet-moins-de-co2-que-le-solaire-et-l-eolien\\_a-32-5396.html](http://energie.lexpansion.com/energie-nucleaire/le-nucleaire-emet-moins-de-co2-que-le-solaire-et-l-eolien_a-32-5396.html)

## La question de l'indépendance énergétique et du néodyme

Selon Greenpeace, le nucléaire n'assure pas l'indépendance énergétique de la France. Notre pays importe, il est vrai, l'intégralité de son uranium, ainsi que 99% du pétrole et du charbon nécessaires, et 98% du gaz : « Nous sommes donc toujours aussi dépendants de l'extérieur pour nos ressources énergétiques. Seul le recours aux énergies renouvelables nous permettrait d'être autonome. Mais le lobby nucléaire se garde bien de le reconnaître. » 40% de l'uranium est en effet extrait essentiellement au Niger, où opère Areva.

Greenpeace occulte le fait que le charbon et le gaz sont aussi nécessaires aux centrales thermiques qui devront combler les éoliennes à l'arrêt. Mais le principal mensonge par omission de l'ONG porte sur la question du néodyme. Cette terre rare, comme 97% de cette famille de minerais, est extraite en Chine, ce qui ne garantit pas davantage une indépendance énergétique. Sur le plan environnemental, l'endroit le plus pollué au monde était en 2015 le lac Baotou, situé dans la province chinoise de la Mongolie intérieure. En cause : l'extraction des terres rares, dont le néodyme qui équipe non seulement les batteries des voitures électriques mais aussi les aimants des éoliennes (jusqu'à 600 kgs de néodyme pour l'aimant d'une éolienne offshore de 3 MW<sup>707</sup>). Cette extraction diffuse de la poussière radioactive et de charbon, des vapeurs d'acide sulfurique, et entraîne des déversements de déchets toxiques, contaminant les sols et les nappes phréatiques<sup>708</sup>. Le *Daily Mail* avait de son côté réalisé une enquête en immersion au sein de mines d'extraction de néodyme, témoignant des conditions extrêmes dans lesquelles travaillent les ouvriers pour produire ce matériau destiné aux éoliennes, entre jets de lave, air chargé en soufre et combinaisons aspergées d'acide, avec des séquelles sur les poumons<sup>709</sup>. Dans le village de Dalahai, touché par le lac empoisonné voisin, les villageois connaissent des taux de cancer anormalement élevés, de l'ostéoporose, des maladies cutanées et respiratoires. Les villageois rapportent pour leur part que « leurs dents ont commencé à tomber, leurs cheveux devenaient blancs à des âges inhabituellement précoces. [...] Les enfants sont nés avec des os poreux et le taux de cancer a explosé<sup>710</sup>. » Jamie Choi de Greenpeace China avait dénoncé cette situation<sup>711</sup>, sans aucune suite de Greenpeace International ni aucun relai ou campagne de la part des autres bureaux de l'ONG. Petit à petit, cette pollution aux terres rares gagne le continent européen, et l'on en retrouve des traces dans le Rhin en raison des usines, par exemple allemandes, qui en utilisent<sup>712</sup>.

## L'énergie « démocratique »

Que dit Greenpeace ? Que le nucléaire n'est pas démocratique. Le sujet serait opaque : « Le lobby nucléaire ment et organise le mensonge. » Il n'y aurait jamais eu de débat « démocratique<sup>713</sup> » sur le sujet. C'est également le cas pour l'éolien, à la différence que Greenpeace présente cette énergie comme résultant d'une volonté de la société civile. C'est faux. Des réunions

<sup>707</sup> <https://www.actu-environnement.com/ae/news/interview-christian-hocquard-terres-rares-applications-environnementales-impact-chine-10352.php4>

<sup>708</sup> <http://www.atlantico.fr/rdv/atlantico-green/saccage-environnement-et-pire-endroit-au-monde-est-2135054.html> & [http://www.lemonde.fr/asie-pacifique/article/2012/07/19/en-chine-les-terres-rares-tuent-des-villages\\_1735857\\_3216.html](http://www.lemonde.fr/asie-pacifique/article/2012/07/19/en-chine-les-terres-rares-tuent-des-villages_1735857_3216.html)

<sup>709</sup> <http://www.dailymail.co.uk/news/article-1241872/EXCLUSIVE-Inside-Chinas-secret-toxic-unobtainium-mine.html>

<sup>710</sup> <http://www.dailymail.co.uk/home/moslive/article-1350811/In-China-true-cost-Britains-clean-green-wind-power-experiment-Pollution-disastrous-scale.html>

<sup>711</sup> <http://www.taipetimes.com/News/world/archives/2011/05/02/2003502226/1>

<sup>712</sup> <https://www.letemps.ch/sciences/2013/05/16/pollution-aux-terres-rares-gagne-europe>

<sup>713</sup> <http://www.greenpeace.org/france/fr/campagnes/nucleaire/fiches-thematiques/nucleaire-et-democratie/>

d'information ont lieu dans les communes, où des représentants de société présentent des faits orientés tenant davantage du marketing que de la mise en perspective coûts / bénéfices de l'implantation de parcs éoliens. On se trouve davantage, selon la formule d'Edward Bernays, dans *l'ingénierie du consentement* que dans l'information éclairée. Il n'y a donc là pas plus de débat démocratique. Pourquoi Greenpeace ne demande-t-elle pas que soient menées des études contradictoires pesant les avantages et les inconvénients des différents types d'énergie ?

Un autre élément semble non-démocratique, dans le sens où il est imposé aux ménages sans leur avis, à savoir la Contribution au service public de l'électricité (CSPE). En 2016, elle représentait un prélèvement fiscal de 16% supplémentaires sur la facture d'électricité des consommateurs, dont 39% pour le soutien au photovoltaïque et 17% pour le soutien à l'éolien<sup>714</sup>. EDF a l'obligation de racheter l'électricité produite par les énergies renouvelables à un tarif avantageux pour celles-ci. Entre 2002 et 2015, notait *Capital*, la CSPE a augmenté de +550%, passant de 3 à 19,5 euros/MWh<sup>715</sup>. Pour autant, la CSPE n'a pas suffi pour couvrir les charges de service public et aurait pour cela dû se chiffrer, toujours en 2015, à 25,93 euros/MWh. Cette situation a entraîné un manque à gagner pour EDF estimé à 5,2 milliards d'euros fin 2013. En 2017, les charges continuent d'augmenter pour EDF, et représentent plus de huit milliards d'euros, dont 67% pour le surcoût lié aux énergies renouvelables (la Commission de Régulation de l'Energie indiquait une prévision de 71%), avec désormais 35% pour le photovoltaïque et 19% pour l'éolien. Comme en 2016, le montant 2017 de la CSPE est fixé à 22,5 euros /MWh<sup>716</sup>.

Historique des taux de CSPE (€/MWh) :

| 1 <sup>er</sup><br>janvier<br>2004 | 1 <sup>er</sup><br>janvier<br>2011 | 31<br>juillet<br>2011 | 1 <sup>er</sup><br>juillet<br>2012 | 1 <sup>er</sup><br>janvier<br>2013 | 1 <sup>er</sup><br>janvier<br>2014 | 1 <sup>er</sup><br>janvier<br>2015 | 1 <sup>er</sup><br>janvier<br>2016 | 1 <sup>er</sup><br>janvier<br>2017 |
|------------------------------------|------------------------------------|-----------------------|------------------------------------|------------------------------------|------------------------------------|------------------------------------|------------------------------------|------------------------------------|
| 4,5                                | 7,5                                | 9                     | 10,5                               | 13,5                               | 16,5                               | 19,5                               | 22,5                               | 22,5                               |

Parallèlement à cela, EDF subit l'impact de la loi n°2010-1488 du 7 décembre 2010 sur la « nouvelle organisation du marché de l'électricité », dite loi NOME, qui ouvrit le secteur à la concurrence<sup>717</sup>. Cette loi est issue de la directive européenne 2003/54/CE qui imposait cette libéralisation effective du marché de l'électricité, EDF restant prédominant<sup>718</sup>. En conséquence, la loi NOME impose qu'EDF cède 25% de sa production nucléaire à la concurrence à un prix (42 euros/MWh) fixé par le dispositif Accès Régulé à l'Électricité Nucléaire Historique (ARENH), « un droit pour les fournisseurs d'acheter de l'électricité à EDF à un prix régulé et pour des volumes déterminés par la Commission de Régulation de l'Energie<sup>719</sup> ». EDF estimait déjà que ce

<sup>714</sup> [https://fr.wikipedia.org/wiki/Contribution\\_au\\_service\\_public\\_de\\_l%27%C3%A9lectricit%C3%A9](https://fr.wikipedia.org/wiki/Contribution_au_service_public_de_l%27%C3%A9lectricit%C3%A9)

<sup>715</sup> <http://www.capital.fr/votre-argent/cette-taxe-meconnue-qui-fait-discretement-flamber-la-facture-d-electricite-1057074>

<sup>716</sup> <https://www.edf.fr/entreprises/le-mag/actualites-du-marche-de-l-energie/evolution-de-la-contribution-au-service-public-de-l-electricite-cspe-au-1er-janvier-2017>

<sup>717</sup> <http://www.cre.fr/glossaire/loi-nome>

<sup>718</sup> <http://eur-lex.europa.eu/legal-content/FR/ALL/?uri=celex:32003L0054>

<sup>719</sup> [https://clients.rte-france.com/lang/fr/clients\\_producteurs/services\\_clients/dispositif\\_arenh.jsp](https://clients.rte-france.com/lang/fr/clients_producteurs/services_clients/dispositif_arenh.jsp)

prix de 42 euros qui lui était imposé creusait son déficit. La situation s'est par la suite aggravée, avec en janvier 2016 une chute de 20% des prix de l'électricité, autour de 28 euros / MWh<sup>720</sup>.

Progressivement, la combinaison de ces facteurs a contribué à l'endettement d'EDF, désormais sortie du CAC40 pour rejoindre le rang inférieur, le CAC Next 20. Greenpeace écrit qu'EDF est « aujourd'hui surendetté et incapable de dégager de la trésorerie. Bref, cette filière est en faillite économique. Or il ne fait aucun doute non plus que ce sont les consommateurs et les contribuables, d'aujourd'hui et de demain, qui paieront la facture. » L'ONG omet juste de préciser que les subventions aux énergies renouvelables et la libéralisation du marché en sont responsables. La politique énergétique promue par Greenpeace est de ce fait responsable, *via* la CSPE, de l'augmentation du tarif de l'électricité des ménages. Pour résumer, si le nucléaire n'est pas « démocratique » (quelle politique publique l'est réellement ?), on peut dire qu'il a « démocratisé » l'accès à l'énergie dans le sens où il fournit de l'électricité à relativement bas coût, au regard d'autres pays et énergies et en tenant compte de sa spécificité géographique (la France ne pourrait par exemple pas fonctionner autant que l'Islande avec de l'hydroélectricité<sup>721</sup>).

Enfin, de nombreux riverains s'opposent aux projets des promoteurs éoliens dans leurs communes. Sans consultation démocratique, ils ont « appris » que des aérogénérateurs seraient construits près de chez eux. Sur ce sujet, Greenpeace diffuse de fausses informations en affirmant que la construction ne se ferait qu'avec l'accord des propriétaires contre rémunération et après consultation des populations riveraines, « après enquête ouverte d'utilité publique, phase au cours de laquelle les avis de chacun sont minutieusement recueillis et pris en compte<sup>722</sup>. » Si des réunions d'information ont lieu, avec des élus généralement favorables et des promoteurs chargés de vendre leur projet, le caractère privé – et opaque – du marché éolien en fait une transaction entre un promoteur et un propriétaire foncier ou du moins un élu politique (qui peut aussi être propriétaire, entraînant ainsi de possibles conflits d'intérêt<sup>723</sup>). Face à cela, de nombreuses initiatives voient le jour :

- Dans l'Aveyron, vingt-sept associations se sont réunies pour former le collectif Sauvons l'Aveyron, contre l'implantation des parcs éoliens<sup>724</sup>.
- En Normandie, à Tôtes, l'association Cervantès et d'autres s'opposent aux projets<sup>725</sup>.
- Dans l'Indre, à Montlevicq, les habitants ont réussi à faire annuler la construction de cinq éoliennes dont ils critiquaient les effets néfastes à venir : bruits, santé, patrimoine, qualité de vie<sup>726</sup>.

---

<sup>720</sup> [https://www.lesechos.fr/26/01/2016/lesechos.fr/021650201023\\_electricite---la-chute-des-prix-complice-encore-la-donne-pour-edf.htm](https://www.lesechos.fr/26/01/2016/lesechos.fr/021650201023_electricite---la-chute-des-prix-complice-encore-la-donne-pour-edf.htm)

<sup>721</sup> [https://fr.wikipedia.org/wiki/Hydro%C3%A9lectricit%C3%A9\\_en\\_Islande](https://fr.wikipedia.org/wiki/Hydro%C3%A9lectricit%C3%A9_en_Islande)

<sup>722</sup> <https://www.greenpeace.fr/renouvelons-energie/projet-eolien.html>

<sup>723</sup> [http://www.lejdc.fr/luzy/economie/btp-industrie/2016/10/10/les-eoliennes-dans-les-villages-un-risque-de-conflit-d-interet\\_12107401.html](http://www.lejdc.fr/luzy/economie/btp-industrie/2016/10/10/les-eoliennes-dans-les-villages-un-risque-de-conflit-d-interet_12107401.html)

<sup>724</sup> [https://www.sciencesetavenir.fr/nature-environnement/l-eolien-n-a-pas-que-des-amis-en-aveyron\\_13817](https://www.sciencesetavenir.fr/nature-environnement/l-eolien-n-a-pas-que-des-amis-en-aveyron_13817)

<sup>725</sup> <http://www.paris-normandie.fr/breves/normandie/projet-d-eoliennes-a-totes--des-opposants-lancent-une-petition-sur-internet-YB8074753>

<sup>726</sup> <https://www.change.org/p/non-%C3%A0-l-implantation-de-5-%C3%A9oliennes-g%C3%A9antes-%C3%A0-montlevicq-pays-de-georges-sand>

- Dans l'Aisne, l'association Stop Eolien 02 a déposé une soixantaine de plaintes pour prise illégale d'intérêts, face à des élus municipaux qui auraient autorisé l'implantation d'éoliennes dans leurs villages, ce qui leur rapporte des fonds<sup>727</sup>.
- Dans l'Aude, à Bourriège, les anti-éoliens ont obtenu gain de cause contre la construction d'un parc éolien<sup>728</sup>.
- L'association Bocage en péril s'est mobilisée dans l'Indre<sup>729</sup>.
- Jean-Louis Butré a fondé la Fédération Environnement Durable<sup>730</sup>.
- La plateforme européenne contre l'éolien, également présidée par Jean-Louis Butré, et qui regroupe 1 277 organisations membres de 31 pays européens, dont 675 en France<sup>731</sup>.

Ce ne sont ici que quelques exemples d'une longue liste. D'autres éléments sont passés sous silence par Greenpeace. En 2014 par exemple, le Service central de prévention de la corruption (SCPC) rendit un rapport sur la généralisation de prises illégales d'intérêt d'élus dans le développement de l'implantation des parcs éoliens<sup>732</sup> : « Des baux allant de vingt à trente ans en moyenne, pouvant rapporter à l'élu ou sa famille jusqu'à 100 000 euros annuels dans ses caisses personnelles<sup>733</sup> ». Plus récemment, des commissaires enquêteurs furent eux-mêmes soupçonnés de corruption<sup>734</sup>.

#### La baisse des prix grâce à l'éolien ?

Greenpeace met en avant la réussite allemande. Les deux pays les plus en pointe et d'ailleurs principaux constructeurs d'éoliens dans l'Europe des 28 sont le Danemark et l'Allemagne. Ce sont aussi les deux pays où l'électricité est la plus chère, très largement au-dessus de la moyenne européenne. En 2016, pour les ménages, le prix du kWh dans l'UE des 28 se chiffrait à 0,2052 euros. En France, il était de 0,1685, contre respectivement 0,2969 et 0,3088 euros pour l'Allemagne et le Danemark<sup>735</sup>, pourtant passés à la « révolution verte ». En Allemagne, les ménages paient le coût du plan « Energiewende » (Transition énergétique) décidé par le pays. L'Institut d'économie de la concurrence de l'Université de Düsseldorf a calculé que sur la période 2000-2025, ce plan totalisera 520 milliards d'euros de dépenses. Il en avait déjà coûté 150 en 2015, au moment de la publication de l'étude. L'Institut précisait qu'une famille de quatre personnes « paie directement et indirectement plus de 25 000 euros pour la transition énergétique<sup>736</sup> ». L'Allemagne repasse ainsi progressivement au charbon et au lignite, et ses émissions de CO2 augmentent à nouveau.

L'éolien *offshore*, au taux de charge supérieur (environ 45%), ne ferait probablement pas non plus baisser le prix de l'électricité. Le prix du kWh revient au double d'une éolienne territoriale.

<sup>727</sup> <http://france3-regions.francetvinfo.fr/hauts-de-france/picardie/aisne/aisne-plaintes-justice-stopper-expansion-eoliennes-802749.html>

<sup>728</sup> <http://www.economiamatin.fr/news-bourriège-la-grande-victoire-des-resistants-face-au-promoteur-eolien>

<sup>729</sup> <https://reporterre.net/L-eolien-industriel-et-les-abeilles-ne-vont-pas-bien-ensemble>

<sup>730</sup> <http://environnementdurable.net/>

<sup>731</sup> <http://epaw.org/organisation.php?lang=fr&country=France>

<sup>732</sup> <http://www.lefigaro.fr/actualite-france/2014/07/03/01016-20140703ARTFIG00301-parcs-eoliens-alerte-a-la-corruption-des-elus.php>

<sup>733</sup> [http://www.epaw.org/fb\\_images/LE%20FIGARO%2004072014-680.jpg](http://www.epaw.org/fb_images/LE%20FIGARO%2004072014-680.jpg)

<sup>734</sup> <http://www.batiactu.com/edito/soupcon-complicite-prise-illegale-interet-autour-un-45164.php>

<sup>735</sup> <http://ec.europa.eu/eurostat/tgm/table.do?tab=table&init=1&language=en&pcode=ten00117&plugin=1>

<sup>736</sup> <https://www.welt.de/wirtschaft/article158668152/Energiewende-kostet-die-Buerger-520-000-000-000-Euro-erstmal.html>

De plus, son coût de construction est supérieur<sup>737</sup>, la distance peut s'échelonner de quinze à quarante kilomètres de la côte<sup>738</sup>, et il faut construire les raccordements électriques nécessaires. Cet *offshore* pourrait en outre porter préjudice au secteur halieutique.

#### Accidents et effets sanitaires

Aux Etats-Unis, le site *Wind Watch* recense les accidents dus aux éoliennes depuis 1980 et donne la source de ses informations. Toujours actif et à jour, *Wind Watch* a constitué un fichier<sup>739</sup> néanmoins arrêté au 30 septembre 2014 qui dénombre 1 614 accidents (dont seulement moins d'une trentaine avant 1995, la quasi-totalité d'entre eux étant donc récents). Parmi ceux-ci, plus de 110 accidents mortels, plusieurs centaines de départs de feux, de défaillances structurelles, d'accidents de pales, de transport, mais aussi des blessures ou des troubles sur la santé humaine. On note aussi près de 180 accidents environnementaux (généralement des animaux tués par les pales ou les infrasons). Au 18 août 2014 par exemple, les turbines du Valley Wind Spring energy project, aux Etats-Unis, avaient à elles seules tué 566 chauves-souris depuis 2013 (entrée 1 603 du tableau). Cette longue liste est à actualiser, au vu du développement croissant de l'éolien, dont l'année 2016 a représenté un véritable bond, avec +45% d'installations raccordées en France.

Greenpeace pourra rétorquer que nous n'échelonnons pas les accidents en fonction de leur gravité et de leur intensité. C'est exact. C'est néanmoins ce que fait l'ONG en soulignant sans nuance que l'Autorité sur la Sécurité Nucléaire (ASN) avait relevé 1 200 accidents dans les centrales nucléaires françaises depuis 2000 (cf. *infra*, III, « Le double-fond(s) »).

Une critique récurrente adressée aux éoliennes concerne leur impact sur la santé. Greenpeace nie ce fait au motif que l'Agence française de sécurité sanitaire de l'environnement et du travail (AFSSET) ne l'aurait pas reconnu. Pourtant, l'ONG se targue d'appliquer le principe de précaution à l'environnement, ce qu'elle refuse ici pour la santé humaine. Si Greenpeace cherchait réellement la vérité scientifique comme elle l'annonce sur son site, elle aurait fait siennes les recommandations du réalisateur Alain Belime, auteur du rapport « Etude sur les risques sanitaires générés par les éoliennes<sup>740</sup> » (mai 2014) en s'appuyant sur les préconisations du texte de loi relatif au principe de précaution : identification des effets potentiellement négatifs, évaluation des données scientifiques disponibles, étendue de l'incertitude scientifique.

En 2017, le documentaire indépendant de Belime, *L'éolien, un ami qui vous fait du mal*<sup>741</sup>, s'attachait aux effets des infrasons générés par ces installations. Lorsque la pale passe devant le mat, l'air se comprime, et le relâchement de cette compression crée des infrasons, que les murs ne peuvent pas arrêter. Alain Belime dénombre ainsi douze symptômes attribuables aux aérogénérateurs, parmi lesquels angoisses, malaises, fatigue ou encore problèmes cardiaques. Après avoir rappelé que les infrasons sont initialement une arme de guerre, créée en 1944 et utilisée aujourd'hui par les forces de l'ordre dans certaines manifestations, Belime expose leurs effets potentiels sur nos différents organes : le cœur peut subir un épaississement du péricarde (l'enveloppe autour du cœur) et entraîner un « infarctus silencieux » ; la réaction des cellules

---

<sup>737</sup> [https://www.challenges.fr/entreprise/eolien-offshore-les-sacrifies-du-treport\\_91328](https://www.challenges.fr/entreprise/eolien-offshore-les-sacrifies-du-treport_91328)

<sup>738</sup> [https://fr.wikipedia.org/wiki/%C3%89olienne\\_offshore#France](https://fr.wikipedia.org/wiki/%C3%89olienne_offshore#France)

<sup>739</sup> <http://docs.wind-watch.org/fullaccidents.pdf>

<sup>740</sup> [http://agirpourlaxaintrie.fr/IMG/pdf/rapport\\_sur\\_les\\_risques\\_sanitaires\\_-\\_alain\\_05-2014\\_v2\\_1c.pdf](http://agirpourlaxaintrie.fr/IMG/pdf/rapport_sur_les_risques_sanitaires_-_alain_05-2014_v2_1c.pdf)

<sup>741</sup> <https://www.youtube.com/watch?v=zmhyPTj2-Y>

ciliées au son au niveau de l'oreille interne risque de boucher définitivement l'oreille ; l'effet sur les poumons s'apparente à la fibrose pulmonaire. Il convient d'ajouter à cela l'effet stroboscopique permanent pour les habitations qui le subissent.

En Australie, où la multinationale Vestas critiquait l'opposition australienne à l'éolien qu'elle qualifiait d'opération de désinformation (cf. *infra*, III), Belime montre une vidéo d'un agriculteur possédant une exploitation située près d'une éolienne et cassant un œuf afin d'illustrer par l'image un phénomène récurrent qu'il observe : l'œuf ne contient pas de jaune. Belime pose ainsi la question suivante : « Comment est-ce qu'on peut garantir aux femmes enceintes qu'elles ne seront pas impactées ? » Nous pourrions étendre cette question aux hormones féminines et masculines en général. D'autres vidéos sont diffusées, et recoupent les informations fournies par le site *Wind Watch* : des poulains malades avec une déformation du sabot, des troupeaux avec une chute de production laitière, « 1 600 fausses couches dans un élevage de visons proche d'éoliennes » au Danemark, et d'autres types de malformation animale comme l'absence de blocs oculaires.

Le 8 octobre 2014, la *Clinical Review* de la *Royal Society of Medicine* publia un article scientifique<sup>742</sup> portant un diagnostic sur les effets indésirables sur la santé dans l'environnement des turbines éoliennes industrielles<sup>743</sup>. Cet article fait suite à une version antérieure de ce diagnostic, publiée en août 2011. En 2014, les auteurs employèrent plusieurs méthodes, dont « une revue des enquêtes autovérificatrices publiées dans une littérature revue par des pairs (*peer-reviewed*) ; des entrevues et des échanges avec des riverains rapportant des effets sur la santé ; des rapports d'incidents publiés sur Internet ; des témoignages sous serment pendant des procédures judiciaires de riverains rapportant des effets sur la santé ; des échanges personnels avec des physiciens ; et de la littérature grise<sup>744</sup>. Nous avons cherché *via* PubMed et Google Scholar des articles publiés depuis l'an 2000 qui comprennent les termes « santé turbine éolienne », « enquête turbine éolienne », « symptômes turbines éoliennes », « auto-évaluations turbine éolienne » et « bruit turbine éolienne ». Une recherche sur PubMed avec la requête « définition de cas » a fourni une base supplémentaire liée aux définitions de cas pour les défis de diagnostics émergents. » Dans son introduction, l'article rappelle que l'OMS dispose que les mesures prises par les gouvernements pour lutter contre le changement climatique ne doivent pas se faire aux dépens de la santé des citoyens par des politiques « qui mènent à la pauvreté rurale, à la spoliation des terres, et au déplacement de personnes qui quittent alors leur maison », des « preuves » indiquant que ces exigences n'ont pas été forcément respectées. Les symptômes les plus courants constatés par les auteurs sont de divers types :

- **Neurologique** : acouphènes, vertiges, troubles de l'équilibre, maux d'oreilles, nausées, migraines.
- **Cognitif** : difficultés de concentration, troubles ou difficultés de mémoire.

---

<sup>742</sup> <http://journals.sagepub.com/doi/pdf/10.1177/2054270414554048>

<sup>743</sup> Jean-Pierre Riou a traduit cet article en français sur le site de son association *Le Mont Champot* : <http://lemontchampot.blogspot.fr/2014/10/les-criteres-de-diagnostic-des-effets.html>

<sup>744</sup> L'association des professionnels de l'information et de la documentation définit la littérature grise comme un « document produit à l'intention d'un public restreint, en dehors des circuits commerciaux de l'édition et de la diffusion, et en marge des dispositifs de contrôle bibliographique. Le développement de la mise à disposition de ces documents sur les réseaux de télécommunication remet en question ce concept. », [http://www.adbs.fr/litterature-grise-17647.htm?RH=OUTILS\\_VOQ](http://www.adbs.fr/litterature-grise-17647.htm?RH=OUTILS_VOQ)

- **Cardiovasculaire** : hypertension, palpitations, augmentation de la taille/volume du cœur (cardiomégalie).
- **Psychologique** : troubles de l'humeur (dépression, anxiété), sentiment de frustration, sentiment de détresse, angoisse.
- **Troubles de régulation** : difficulté de contrôle du diabète, apparition de désordres thyroïdiens ou difficulté à contrôler hypo / hyper thyroïdisme.
- **Etat général** : fatigue, somnolence.

Jean-Pierre Riou rappelle que la Cour Suprême du Portugal avait reconnu, en mai 2013, que les éoliennes avaient eu des effets vibro-acoustiques néfastes sur une famille et demandé en conséquence le démantèlement de quatre éoliennes d'un parc à proximité de leur logement<sup>745</sup>. C'est d'ailleurs une universitaire portugaise, Maria Alves-Pereira, que citent à plusieurs reprises Alain Belime et Jean-Pierre Riou comme référence sur la question des effets des infrasons. Cette personne travaille sur cette question depuis plus de trente ans et a publié ses recherches et résultats dans environ 135 articles scientifiques<sup>746</sup>. Ses études se sont par ailleurs attachées à la question des effets néfastes des infrasons des éoliennes<sup>747</sup>.

En 2015, l'assemblée des médecins allemands réunie à Francfort avertissait sur les dangers sanitaires des éoliennes sur la santé humaine dus aux basses fréquences et aux infrasons, même en l'absence de pales mais « sous la seule action des vibrations solidiennes générées par le mât<sup>748</sup>. » Alors qu'en France, les habitations se situent à un minimum de 500 mètres de distance, l'assemblée allemande évaluait une propagation des effets néfastes jusqu'à dix kilomètres. Jean-Pierre Riou précise que quatre cabinets d'acoustique avaient été mandatés aux Etats-Unis<sup>749</sup> pour une étude sanitaire et avaient conclu communément aux risques des infrasons, en établissant la manifestation de plusieurs symptômes : migraines, nausées, vertiges, « augmentation du taux de cortisol, marqueur de stress, sur des oies élevées à 500 mètres d'éoliennes ». L'un des acousticiens venus effectuer les relevés a subi les effets sanitaires des éoliennes. Pacific Hydro, un fournisseur d'énergie, a reconnu sur son propre site Internet, après une étude de sa filière éolienne, que les nausées et migraines dont se plaignaient les riverains avaient pour origine les infrasons des aérogénérateurs<sup>750</sup>.

En mai 2017, l'Agence nationale de sécurité sanitaire de l'alimentation, de l'environnement et du travail (ANSES) prenait acte<sup>751</sup> de ce « syndrome éolien » et, à des fins prophylactiques, recommandait de conditionner la construction d'éoliennes à plusieurs niveaux : autorisation seulement en cas de consensus de la population concernée, faciliter la concertation et informer sur les projets avec leurs impacts potentiels, « systématiser les contrôles de conformité acoustique et fixer la périodicité de ces derniers par arrêté », appuyer les innovations

<sup>745</sup>

<http://www.dgsi.pt/jstj.nsf/954f0ce6ad9dd8b980256b5f003fa814/4559d6d733d1589780257b7b004d464b?OpenDocument>

<sup>746</sup> <http://www.fichier-pdf.fr/2015/11/11/cv-m-alves-pereira-feb2015-publ-pdf-e/cv-m-alves-pereira-feb2015-publ-pdf-e.pdf>

<sup>747</sup> <https://www.youtube.com/watch?v=HVHTTGUG-ZE>

<sup>748</sup> <http://www.economiematin.fr/news-eolienne-scandale-sante-allemande-interdiction-eolien>

<sup>749</sup> <http://www.economiematin.fr/news-eolienne-danger-sante-infrasons-impact-familles-exploitation-riou>

<sup>750</sup> <http://www.pacifichydro.com.au/english/our-communities/communities/cape-bridgewater-acoustic-study-report/?language=en>

<sup>751</sup> [http://www.francetvinfo.fr/sante/environnement-et-sante/eoliennes-controler-les-nuisances-sonores-et-mieux-informer-les-riverains\\_2123665.html](http://www.francetvinfo.fr/sante/environnement-et-sante/eoliennes-controler-les-nuisances-sonores-et-mieux-informer-les-riverains_2123665.html)

technologiques susceptibles d'atténuer les inconvénients acoustiques des pales éoliennes, « entreprendre une étude épidémiologique sur les nuisances sanitaires répertoriées pour améliorer précisément l'impact de ce syndrome des éoliennes<sup>752</sup> ».

*Quid* des animaux, hormis ce que relevait *Wind Watch* ? Robert Lefavre, apiculteur bio et membre de l'association Bocage en péril, déclara que les infrasons des éoliennes pourraient impacter les abeilles de ses ruches. Désorientées, elles n'auraient plus les repères indispensables pour retrouver leur ruche. En 2014, la branche espagnole de l'ONG BirdLife a tenté de déterminer le nombre d'oiseaux tués chaque année par les éoliennes au travers d'un rapport détaillé, en tenant compte de quatre facteurs : la mortalité minimale fondée sur les carcasses trouvées dans les parcs éoliens, la part de carcasses enlevées par les prédateurs et les charognards, l'efficacité de la recherche, *i. e.* la part de carcasses trouvées par les chercheurs, et enfin la zone couverte par les chercheurs par rapport à la zone totale dans laquelle les victimes des éoliennes pourraient chuter. Au moment du rapport, l'Espagne comprenait 17 780 aérogénérateurs. Sans compter les oiseaux tués par les lignes électriques construites découlant des éoliennes, BirdLife évalua à huit millions le nombre d'oiseaux (dont des vautours, des aigles royaux, des chauves-souris<sup>753</sup>, ainsi que des espèces vulnérables et en danger, etc.) tués chaque année<sup>754</sup>. L'éolien offshore n'était pas développé, et l'étude ne le prit donc pas en compte, tout en demandant à ce que des recherches soient menées sur ses impacts. L'annexe I de son rapport recense les cas d'animaux tués par des turbines éoliennes dans plusieurs pays.

### Le double-fond(s) : Greenpeace et ses partenaires, parties prenantes du business énergétique

Comment expliquer la chronologie des attaques de Greenpeace contre EDF ? Pourquoi d'autres acteurs du nucléaire, comme le chinois CGN, ne se sont-ils pas fait attaquer ? Comment comprendre que Greenpeace se batte à ce point en faveur des énergies renouvelables, mais surtout de l'éolien ? Si l'ONG était réellement soucieuse de l'environnement et de peser les avantages et les inconvénients de l'éolien, sa présentation des faits aurait vraisemblablement différé. Peut-on alors, dès lors, parler ici encore de mercenariat vert ? Oui et non. Car ce qu'omet (sciemment ?) Greenpeace France, c'est que l'ONG dispose aussi, en Allemagne, d'une branche business particulièrement intéressée et partie prenante de la question énergétique. Dit autrement, à l'instar d'un George Soros, Greenpeace se trouve en plein conflit d'intérêts, sa main droite constituant son versant ONG, tandis que sa main gauche agit en acteur purement économique. Nous constaterons également que les motifs avancés pour s'opposer au projet de réacteur nucléaire à Hinkey Point ne sont pas les mêmes entre ces deux mains.

---

<sup>752</sup> <http://www.letelegramme.fr/sante/eoliennes-une-energie-renouvelable-mais-dangereuse-16-05-2017-11515478.php>

<sup>753</sup> <http://www.lefigaro.fr/sciences/2014/10/03/01008-20141003ARTFIG00432-les-eoliennes-tueuses-de-chauves-souris.php>

<sup>754</sup> [http://www.seo.org/wp-content/uploads/2014/10/Guidelines for Assessing the Impact of Wind Farms on Birds and Bats.pdf](http://www.seo.org/wp-content/uploads/2014/10/Guidelines%20for%20Assessing%20the%20Impact%20of%20Wind%20Farms%20on%20Birds%20and%20Bats.pdf), p.13.

## Greenpeace contre le nucléaire pour son propre profit

### Un fournisseur d'électricité « verte »

The screenshot shows the Greenpeace Energy website interface. At the top, there's a navigation bar with the Greenpeace Energy logo and a search icon. Below the navigation bar, there are two main tariff cards. The first card, 'Ökostrom aktiv', shows a price of 27,10 + 8,90 € Cent/kWh. The second card, 'Solarstrom plus', shows a price of 28,30 + 8,90 € Cent/kWh and is marked as a 'NEUER TARIF' (New Tariff). Both cards include a 'jetzt wechseln' (switch now) button.

Greenpeace possède des intérêts économiques dans le business énergétique avec sa structure allemande Greenpeace Energy<sup>755</sup>. En 1998, profitant de la libéralisation du marché de l'énergie qu'elle réclamait, Greenpeace lança la campagne Aktion Stromwechsel, qui demandait le passage à l'électricité « verte »<sup>756</sup>. Depuis le 28 octobre 1999, Greenpeace Energy est un fournisseur d'électricité verte, sous la forme d'une coopérative. Greenpeace garantit « 100% d'électricité verte à partir de l'énergie éolienne et de l'hydroélectricité », avec une part

« toujours plus grande » d'énergie éolienne dans ses tarifs d'énergie verte. Pour ceux de l'énergie solaire, l'énergie fonctionne avec 10% de solaire et 90% d'électricité « verte » d'origine éolienne et hydraulique.

Les ventes d'électricité de Greenpeace Energy se sont développées jusqu'en 2009 (566 GWh) avant de baisser jusqu'en 2011 (363 GWh), pour demeurer à un niveau presque stable jusqu'en 2016. Sa production de gaz a débuté en 2011 pour connaître une évolution presque continue, passant initialement de 14 à 200 GWh en 2016. Le développement de la clientèle est constant. Le nombre de membres de la coopérative reste cependant stable depuis 2013, jusqu'en 2017 où il passa de 23 000 à 24 000<sup>757</sup>. Les bénéfices restent presque stables depuis 2014, autour de 100 millions d'euros (97 en 2015). En 2016, Greenpeace Energy employait 78 personnes, vendit 370 millions de kWh d'électricité, 204 millions de kWh de gaz, le tout pour un total de 102 millions d'euros. Elle a 130 000 consommateurs d'électricité et de gaz, dont environ 9 400 clients commerciaux et industriels.

Greenpeace Energy possède un annuaire d'entreprises durables<sup>758</sup> et propose par ailleurs un partenariat de distribution aux particuliers. Parmi ses clients professionnels, on notera la présence d'Oxfam<sup>759</sup>.

Greenpeace Energy affirme être le seul fournisseur d'énergie en Allemagne à respecter les critères nécessaires à l'environnement et que son électricité « verte » proviendrait de centrales électriques propres. L'électricité ne provient ni de centrales nucléaires ni de centrales à charbon ou de lignite<sup>760</sup> – on peut ici mieux comprendre le souhait qu'avait Greenpeace Suède de racheter l'usine à charbon de Vattenfall en Allemagne (8 000 salariés) afin d'en geler le développement<sup>761</sup>.

<sup>755</sup> Greenpeace Energy a son blog, Energy Aktuell : <http://energy-aktuell.de/>

<sup>756</sup> <http://www.greenpeace.org/international/en/news/Blogs/makingwaves/greenpeace-energy/blog/51259/>

<sup>757</sup> [https://www.greenpeace-energy.de/fileadmin/docs/sonstiges/Greenpeace\\_Energy\\_in\\_Zahlen.pdf](https://www.greenpeace-energy.de/fileadmin/docs/sonstiges/Greenpeace_Energy_in_Zahlen.pdf)

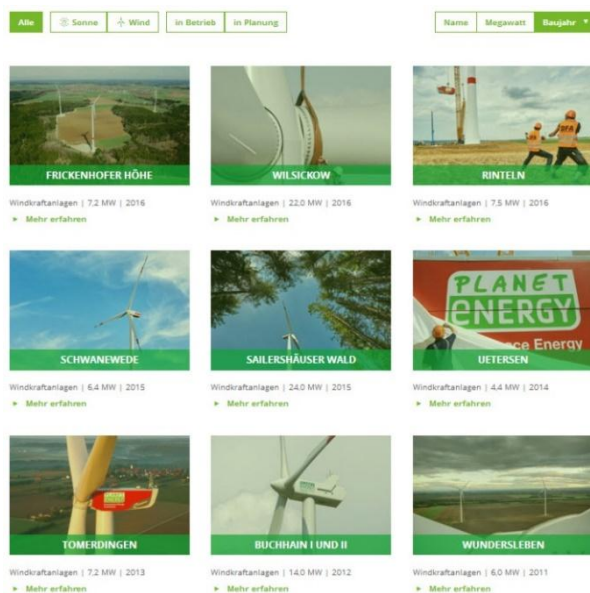
<sup>758</sup> <https://www.greenpeace-energy.de/geschaeftskunden/unsere-kunden/branchenbuch.html>

<sup>759</sup> <https://www.greenpeace-energy.de/geschaeftskunden/unsere-kunden/portraits.html>

<sup>760</sup> <https://www.greenpeace-energy.de/privatkunden/oekostrom/greenpeace-stromkriterien.html> ; Greenpeace qualifie le lignite de « tueur climatique » : <https://www.greenpeace-energy.de/solarstrom-plus.html>

<sup>761</sup> <http://www.usinenouvelle.com/article/greenpeace-se-porte-acquereur-des-mines-de-charbon-de-vattenfall-en-allemande.N355343>

Le travail de Greenpeace serait certifié par des experts « indépendants » et son électricité provient des centrales hydroélectriques et éoliennes en Autriche et en Allemagne. La proportion d'éolien de son offre augmenterait année après année. En dépit de cette annonce de Greenpeace et de la promotion que l'ONG (ou plutôt ici l'entreprise) fait de l'éolien, nous pouvons remarquer que l'énergie fournie par ce système est généralement très inférieure à celle qu'apporte l'hydroélectricité. Greenpeace Energy met en effet à disposition une carte géographique mais aussi une liste des centrales « vertes » ainsi que les MW et l'année de construction de ces dernières, et une comparaison de ces MW souligne la distorsion entre les deux productions d'énergie<sup>762</sup>.



Greenpeace Energy a une filiale, Planet Energy GmbH. Planet Energy a construit dix parcs éoliens, trois centrales photovoltaïques, et s'implique dans trois parcs éoliens. L'entreprise annonce que « la capacité totale des centrales électriques est de 78 mégawatts. Cela couvre les besoins annuels en électricité d'environ 51 000 ménages en moyenne. » Planet Energy aurait déjà investi plus de 140 millions d'euros dans les centrales électriques « propres », et planifierait d'autres projets. 2016 fut leur année la plus productive, avec la construction de trois parcs éoliens<sup>763</sup>. Greenpeace Energy dispose d'autres filiales (*tochterunternehmen*) : Windpark Frickenhofer

Höhe GmbH & Co. KG, Planet energy Verwaltungsgesellschaft I mbH, Planet energy Verwaltungsgesellschaft III mbH, Windgas Haßfurt GmbH & CO. KG (50%)<sup>764</sup>.

Greenpeace vante son électricité verte mais précise que la part d'éolien est en constante augmentation. Pourquoi, dès lors, ne pas se contenter d'autres sources si ces énergies sont renouvelables ? Pourquoi vouloir augmenter la part d'éolien ? Le mix électrique de Greenpeace se compose à 88,45% d'hydroélectricité et à 11,55% d'éolien<sup>765</sup>. Il s'agirait donc d'une révolution énergétique hydroélectrique et non éolienne.

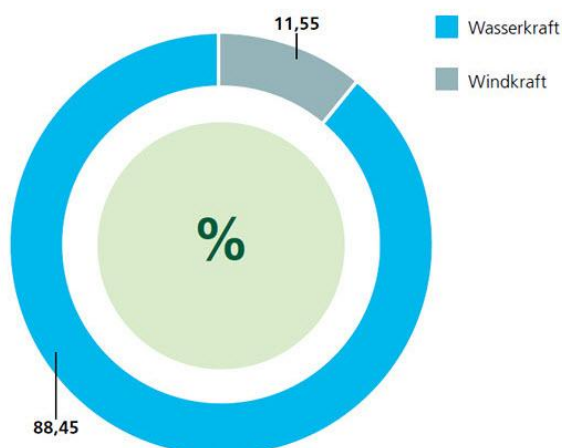
<sup>762</sup> <https://www.greenpeace-energy.de/privatkunden/oekostrom/tarif-oekostrom-aktiv/lieferantenkraftwerke.html>

<sup>763</sup> <https://www.greenpeace-energy.de/politik-engagement/kraftwerksbau.html>

<sup>764</sup> [https://www.greenpeace-energy.de/fileadmin/docs/publikationen/GPE\\_Nachhaltigkeitsbericht\\_mit\\_Index\\_2015.pdf](https://www.greenpeace-energy.de/fileadmin/docs/publikationen/GPE_Nachhaltigkeitsbericht_mit_Index_2015.pdf)

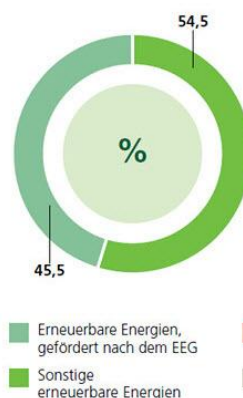
<sup>765</sup> <https://www.greenpeace-energy.de/privatkunden/oekostrom/tarif-oekostrom-aktiv.html>

### Stromherkunft Ökostrom aktiv

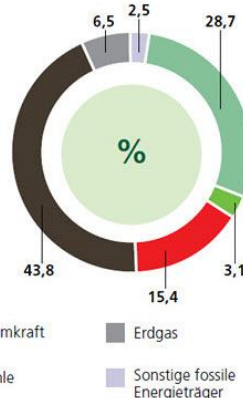


### Energieträgermix

GREENPEACE ENERGY STROMMIX 2015

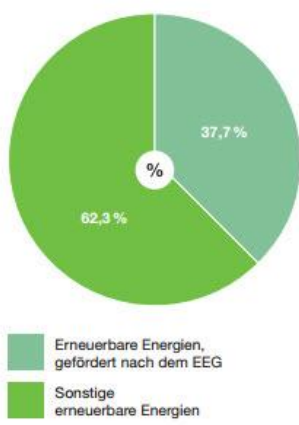


BUNDESDEUTSCHER DURCHSCHNITTMIX 2015



En outre, en 2015, 45,5% du mix énergétique de Greenpeace provenait d'un soutien issu de la loi sur les énergies renouvelables (*Erneuerbare-Energien-Gesetz*, ou EEG), qui a notamment créé un dispositif des tarifs de rachat garantis. Il s'agit d'un système de subvention, qui concerne essentiellement l'éolien et le photovoltaïque. Les opérateurs et les distributeurs doivent alors racheter l'électricité produite par les producteurs d'énergies renouvelables – ce qui se répercute sur le prix de l'électricité conventionnelle (comme nous l'avons vu pour EDF en France). Les meilleurs producteurs de renouvelables sont ainsi assurés de bénéficier d'une rente, ce qui permet notamment d'accroître le photovoltaïque en France et l'éolien en Allemagne, en Espagne et au Danemark<sup>766</sup>. Dit autrement, le modèle de Greenpeace est presque à moitié financé grâce à des aides publiques.

GREENPEACE-ENERGY-STROMMIX 2014



Le prix de l'électricité se répercute donc sur les consommateurs d'électricité, ménages comme entreprises, au travers de l'EEG-Umlage, l'équivalent de la CSPE française. Mais les conséquences financières de l'EEG se sont révélées négatives, selon un rapport de la Commission d'experts sur la recherche et l'innovation (*Expertenkommission Forschung und Innovation – EFI*) de 2014 : en 2013, ce sont 22,9 milliards d'euros de subventions qui furent alloués aux énergies renouvelables, entraînant un surcoût équivalent à 20% du prix total de l'électricité sur les factures des consommateurs. L'EEG n'aurait en outre pas aidé à lutter contre le changement climatique, « mais simplement relocalisé les émissions de gaz à effet de serre de l'industrie vers d'autres secteurs et vers d'autres pays, et n'a pas eu d'effet stimulant pour

l'innovation, comme le montre l'analyse des dépôts de brevets. » Le rapport déconseille donc la poursuite de l'EEG<sup>767</sup>. Du point de vue de Greenpeace Energy, l'EEG (avec les tarifs de rachat) ne

<sup>766</sup> Joumni (Haitham), « Les systèmes de prix de rachat garanti pour la production électrique renouvelable : fondements économiques, critères de mise en œuvre et impacts sur le progrès technique des filières », in *Economie et développement urbain durable*, <http://books.openedition.org/pressesmines/1544?lang=fr>

<sup>767</sup> [https://fr.wikipedia.org/wiki/%C3%89nergie\\_en\\_Allemagne#Financement\\_des\\_%C3%A9nergies\\_renouvelables](https://fr.wikipedia.org/wiki/%C3%89nergie_en_Allemagne#Financement_des_%C3%A9nergies_renouvelables). La note Wikipédia correspondante renvoie aux pages 51-52 du rapport en allemand, où l'on retrouve en effet cette conclusion : aucune justification pour la poursuite de l'EEG. Cf. <http://www.e->

serait toutefois pas une aide mais une simple compensation<sup>768</sup> – qui représentait 37,7% du mix énergétique de Greenpeace Energy en 2014.

En 2013, le ministre allemand de l'Environnement, Peter Altmaier, estima à mille milliards d'euros le coût de la sortie du nucléaire pour l'Allemagne « d'ici la fin des années 2030<sup>769</sup> ». Même Hubert Weiger, directeur de l'ONG BUND (branche allemande des Amis de la Terre) souligna « le risque financier énorme imposé au contribuable<sup>770</sup> ».

### Sven Teske et le lobbying énergétique

Sven Teske est l'un des cinq membres fondateurs de Greenpeace Energy et « a dirigé la production d'analyses et d'études détaillées pour Greenpeace, afin de servir de feuille de route pour une transition mondiale vers les énergies propres à horizon 2050 ». Son site *Energy Blue Print* est aujourd'hui inaccessible, le dernier enregistrement disponible de la Wayback Machine remonte au 26 mars 2017<sup>771</sup>. Avec ce site, Greenpeace coécrivit en 2012<sup>772</sup> un rapport de 340 pages sur la révolution énergétique. Les deux autres organismes coauteurs étaient le Global Wind Energy Council (GWEC) et l'European Renewable Energy Council (EREC). Sven Teske a dirigé le projet et en est le principal auteur.

La dernière page du rapport fournit des informations sur les différents « partenaires ». Le GWEC se présente comme « la voix du secteur de l'énergie éolienne mondiale » – le site de ce lobby est plus explicite et parle d'industrie<sup>773</sup>, non de « secteur ». Il « représente plus de 1 500 entreprises, organisations et institutions dans plus de soixante-dix pays, comprenant des constructeurs, des développeurs, des fournisseurs de composants, des instituts de recherche, des associations nationales de l'éolien et des énergies renouvelables, des fournisseurs d'électricité, des compagnies financières et d'assurances. »

Créé en avril 2000, l'EREC est une organisation parapluie de l'industrie des énergies renouvelables. Elle représente les divers pans du secteur européen, qui emploie 550 000 personnes et dont les retombées financières se chiffraient en 2012 à 70 milliards d'euros. Le site de cet organisme est également indisponible à ce jour. On remarquera que le GWEC et l'EREC sont voisins : les deux ont leur siège à Bruxelles : le premier au 80 rue d'Arlon, le second au 63-67.

---

[fi.de/fileadmin/Gutachten\\_2014/EFI\\_Gutachten\\_2014.pdf](http://fi.de/fileadmin/Gutachten_2014/EFI_Gutachten_2014.pdf), conclusion (Schlussfolgerung) p. 52 « Die Expertenkommission kommt zu dem Schluss, dass das EEG weder ein kosteneffizientes Instrument für Klimaschutz ist noch eine messbare Innovationswirkung zu entfalten scheint. Aus diesen beiden Gründen ergibt sich deshalb keine Rechtfertigung für eine Fortführung des EEG. »

<sup>768</sup> <http://www.solarserver.de/solar-magazin/nachrichten/archiv-2014/2014/kw08/greenpeace-energy-kritisiert-verzerrte-preise-am-strommarkt-erneuerbare-energien-werden-systematisch-benachteiligt.html>

<sup>769</sup> [http://www.lemonde.fr/planete/article/2013/02/21/berlin-chiffre-a-1-000-milliards-d-euros-le-cout-de-sa-sortie-du-nucleaire\\_1836032\\_3244.html](http://www.lemonde.fr/planete/article/2013/02/21/berlin-chiffre-a-1-000-milliards-d-euros-le-cout-de-sa-sortie-du-nucleaire_1836032_3244.html)

<sup>770</sup> <http://www.euractiv.fr/section/energie/news/germanys-nuclear-providers-set-to-be-hit-with-massive-atomic-phase-out-bill/>

<sup>771</sup> <https://web.archive.org/web/20170326045424/http://www.energyblueprint.info/>

<sup>772</sup>

[https://web.archive.org/web/20160318101433/http://energyblueprint.info/fileadmin/media/documents/2012/ER2012\\_final\\_including\\_IRENA\\_foreword.pdf](https://web.archive.org/web/20160318101433/http://energyblueprint.info/fileadmin/media/documents/2012/ER2012_final_including_IRENA_foreword.pdf)

<sup>773</sup> <http://www.gwec.net/about-winds/about-gwec/>

Teske a déjà produit d'autres rapports avec ces organismes et d'autres, notamment au sujet des Pays-Bas<sup>774</sup>. En 2015, il produisit avec le GWEC et Solar Power Europe une étude en faveur d'un avenir avec des énergies 100% renouvelables<sup>775</sup>. Solar Power Europe est un organisme voisin des deux déjà cités et se situe au 69-71B rue d'Arlon à Bruxelles. Cette association de lobbying se donne pour mission d'influer sur les normes environnementales pour promouvoir les opportunités « croissantes » que représente l'énergie solaire en Europe<sup>776</sup>. Son comité directeur se compose de hauts-représentants d'acteurs des entreprises de l'énergie solaire.

### Autres services de Greenpeace Energy

#### Autour de la voiture électrique

Le business énergétique de Greenpeace Energy ne se cantonne pas à l'électricité *stricto sensu*. La coopérative propose également d'installer des stations de recharge pour voiture électrique, en partenariat avec Wallbe<sup>777</sup>, fournisseur de stations de charge à usages privé, semi-public et public. Greenpeace propose des tarifs spéciaux pour tous les clients de Greenpeace Energy. Les véhicules de type 1 et 2 sont concernés, et Greenpeace propose un design exclusif. Nous sommes ici plus dans le pur marketing que dans la défense de l'environnement. Wallbe a de nombreux constructeurs automobiles parmi ses clients dans le domaine de la voiture électrique : Volkswagen, BMW, Audi, Daimler, Renault, Nissan, Mitsubishi, Hyundai, KIA, BYD, Tesla Motors, Opel, Volvo, Ford, Chevrolet, Peugeot, Citroën Smart<sup>778</sup>, et dispose de partenaires dans différents pays, dont deux en Grande-Bretagne, où EDF prévoit la construction de réacteurs EPR<sup>779</sup>.

La question de la recharge des voitures électriques est un enjeu stratégique, au vu du développement que connaît ce secteur. Or, le nucléaire représente là encore un acteur (et donc un concurrent) de poids. Selon le site *Connaissance des énergies*, à partir des performances moyennes d'un réacteur nucléaire en 2014, « il serait ainsi théoriquement possible d'effectuer l'équivalent de près de 326 millions de recharges de batteries de ce véhicule électrique en un an (soit presque 900 000 par jour) à partir de l'électricité fournie par un seul réacteur nucléaire<sup>780</sup>. »

Greenpeace est en outre partenaire de PlugSurfing, une plate-forme d'application mobile qui, par l'achat d'une clé de recharge, donne accès aux stations des principaux opérateurs européens pour recharger sa voiture électrique dans divers pays, dont la France<sup>781</sup>. Enfin, Greenpeace Energy a lancé avec Cambio un projet de covoiturage en voiture électrique<sup>782</sup>.

#### Hôtellerie et panneaux solaires

Greenpeace Energy collabore avec deux autres entreprises<sup>783</sup>. L'association des Bio Hotels comprend 90 hôtels (dont cinquante en Allemagne) dans sept pays européens, et ses bâtiments

---

<sup>774</sup> <http://www.greenpeace.nl/Global/nederland/report/2013/klimaat%20en%20energie/energy-revolution-scenario.pdf>

<sup>775</sup> <https://issuu.com/matjazd/docs/energy-revolution-2015-full>

<sup>776</sup> <http://www.solarpowereurope.org/about/vision-mission/>

<sup>777</sup> <http://www.wallbe.de/>

<sup>778</sup> <https://shop.wallbe.de/index.php>

<sup>779</sup> <http://www.wallbe.de/en/partners/>

<sup>780</sup> <http://www.connaissancedesenergies.org/combien-de-voitures-electriques-un-reacteur-nucleaire-peut-il-theoriquement-recharger-151014>

<sup>781</sup> <https://www.plugsurfing.com/fr/>

<sup>782</sup> <https://www.greenpeace-energy.de/service/e-mobilitaet/carsharing.html>

<sup>783</sup> <https://www.greenpeace-energy.de/politik-engagement/kooperationen.html>

sont des « hôtels éco-certifiés ». Leur électricité « verte » est fournie par Greenpeace Energy, et un cinquième de leurs hôtels dispose de son propre système photovoltaïque. Ils disposent également de plus de 90 vélos électriques et de dix-neuf voitures électriques, présentées comme permettant une mobilité « propre<sup>784</sup> ».

Simon (ou Simon Energy<sup>785</sup>) est un fournisseur de panneaux solaires photovoltaïques, filiale de l'autrichienne Oekostrom, qui est un acteur de l'éolien et partenaire de Planet Energy. Cette entreprise privilégie les circuits courts, fournit l'Autriche et l'Allemagne<sup>786</sup> et vise une ouverture vers la Suisse et les Pays-Bas. L'un des deux fondateurs de cette entreprise, Michael Galhaup, a travaillé près de trois ans pour Vestas Autriche<sup>787</sup> (cf. *infra*.)

#### « No Point » et la plainte de Greenpeace Energy contre EDF pour... « distorsion de concurrence »

La coopérative continue de demander au gouvernement allemand de lutter contre les centrales nucléaires en Allemagne et en Europe : les subventions « exorbitantes » en faveur du nucléaire seraient inefficaces et risquées et mettraient en péril le développement du nucléaire.

En parallèle, Greenpeace Energy a créé un site, « No Point<sup>788</sup> », contre la centrale de Hinkley Point<sup>789</sup>. Le 3 mars 2015, Greenpeace Energy, qui se présente donc comme un « fournisseur d'énergie verte », annonça poursuivre la Commission européenne pour avoir approuvé l'aide de plusieurs milliards de dollars à la centrale de Hinkley Point C, dont la construction « menace de fausser la concurrence dans l'UE<sup>790</sup> ». Contrairement aux campagnes de Greenpeace en France, il n'est à aucun moment question de protection de l'environnement – tout comme Greenpeace France passe sous silence les intérêts économiques de la coopérative allemande.

Sönke Tanger, Directeur de Greenpeace Energy, déposa un recours en annulation devant la Cour de l'Union européenne, au Luxembourg, au motif que l'aide à la centrale nucléaire affectera les « fournisseurs d'énergie verte, dédiés aux personnes économiquement défavorisées » – alors qu'en réalité, l'énergie « verte » subventionnée fait monter le montant de la facture des consommateurs<sup>791</sup>. Hinkley Point aurait un effet négatif sur le marché européen de l'électricité<sup>792</sup>. Greenpeace utilise ici le facteur peur tout en passant sous silence l'EEG et la responsabilité de son lobbying dans l'augmentation du prix de l'électricité en Allemagne.

---

<sup>784</sup> <https://www.greenpeace-energy.de/politik-engagement/kooperationen/biohotels.html>

<sup>785</sup> <http://simon.energy/>

<sup>786</sup> <https://www.greenpeace-energy.de/politik-engagement/kooperationen/simon.html>

<sup>787</sup> <https://at.linkedin.com/in/michael-galhaup-24742795>

<sup>788</sup> Greenpeace Energy y affiche le soutien de 172 acteurs publics et privés : quelques associations, mais essentiellement des entreprises. Celles-ci œuvrent essentiellement dans le secteur énergétiques, mais on trouve aussi des acteurs du bio ou un institut de Tai Chi : <http://www.no-point.de/unterstuetzer/>

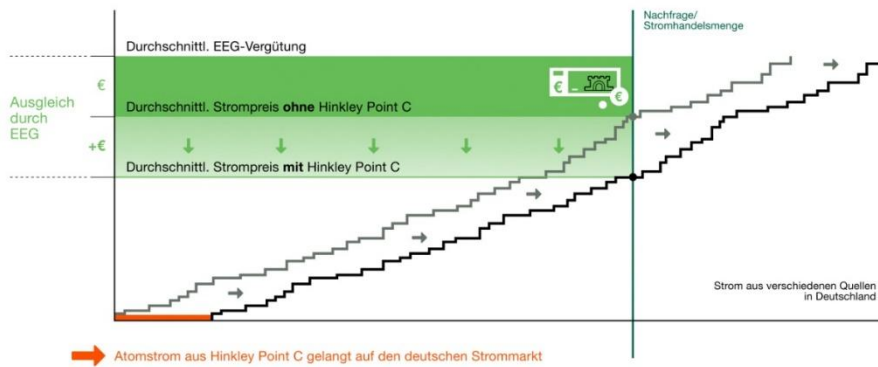
<sup>789</sup> <http://www.no-point.de/>

<sup>790</sup> <https://www.greenpeace-energy.de/presse.html>

<sup>791</sup> <http://www.no-point.de/greenpeace-energy-klagt-gegen-britische-atombeihilfen/#more-1>

<sup>792</sup> [http://www.no-point.de/wp-content/uploads/2015/03/HPC\\_Auswirkung\\_Strommarkt.jpg](http://www.no-point.de/wp-content/uploads/2015/03/HPC_Auswirkung_Strommarkt.jpg)

### Wie Hinkley Point C den deutschen Strommarkt beeinflusst



Greenpeace Energy révélait sa crainte principale : « Le fonds prévu de 315 milliards d’euros a déjà éveillé le désir du Royaume-Uni et de nombreux autres pays de l’UE d’obtenir une aide pour l’installation prévue d’autres centrales nucléaires. » La branche business de l’ONG demandait ainsi au gouvernement fédéral allemand d’exercer lui aussi une action en justice, et envisageait de s’associer avec d’autres acteurs énergétiques allemands pour mener une poursuite conjointe. Car contrairement à ce qu’affirme Greenpeace, les pays ne considèrent pas que le nucléaire « appartient au passé », et de nombreux projets se développent en Europe<sup>793</sup> :



Le 4 mars 2015, Greenpeace Energy tint une conférence de presse dans la maison de l’Association fédérale pour les énergies renouvelables à Berlin sur le procès intenté contre la décision de la Commission européenne d’approuver les 22 milliards d’euros de subventions étatiques au nucléaire, et critiquant les distorsions de concurrence que cela entraînerait. Dans ce dossier, Greenpeace Energy fit appel à Energy Brainpool, cabinet d’analyse du secteur de

<sup>793</sup> [http://blog.greenpeace-energy.de/wp-content/uploads/2015/03/HPC\\_Europa.jpg](http://blog.greenpeace-energy.de/wp-content/uploads/2015/03/HPC_Europa.jpg)

l'énergie<sup>794</sup>, ainsi qu'au cabinet d'avocats Becker Büttner Held, renommé notamment dans l'industrie de l'énergie<sup>795</sup>. La presse s'en fit l'écho, et présenta à nouveau le combat de Greenpeace comme celui de David contre Goliath<sup>796</sup>. L'information fut également rapportée par l'Autriche.

Alliance 90 / Les Verts demanderaient également au gouvernement d'intervenir<sup>797</sup>. Il y aurait un désavantage concurrentiel car les fournisseurs d'électricité verte ne fonctionnent pas avec la Bourse, mais directement avec les exploitants des éoliennes ou des panneaux solaires. Les consommateurs allemands devraient en outre payer un supplément EEG en raison d'Hinkley Point C<sup>798</sup>.

Le 2 juin 2015, Greenpeace Energy avait réussi à former une coalition de dix entreprises (dont une autrichienne) pour porter plainte, craignant qu'une approbation de la Commission pour Hinkley Point soit considérée comme un blanc-seing par la Pologne, la République tchèque et la Hongrie<sup>799</sup>. Fortement subventionnée, l'énergie nucléaire pourrait comprimer le prix de l'électricité de 11,8% en Allemagne et dans six pays de l'UE. L'énergie nucléaire deviendrait alors moins chère, entraînant de considérables désavantages concurrentiels pour les fournisseurs d'énergies renouvelables. Greenpeace critique cela, mais ne cesse pas pour autant d'attaquer le nucléaire quand les distorsions de concurrence se font en faveur des énergies renouvelables.

Article après article, le site « No Point » de Greenpeace Energy met en avant des arguments de nature diverse : problèmes de sécurité, dettes d'Areva, affaire de l'espionnage de Greenpeace par EDF, coûts supportés par le contribuable français, remarques de l'ASN sur les cuves du réacteur EPR, retards dans les autres projets d'EDF, le nucléaire créerait moins d'emplois que les renouvelables, réacteurs chinois de Taishan 1 et 2 toujours à l'arrêt, implication de la China National Nuclear Corporation (CNNC) dans un scandale de corruption en 2009 (silence de Greenpeace China), invocation des déclassés par Standard & Poor's et Moody's. Le lobbying de Greenpeace se déploie à la fois médiatiquement, auprès des instances européennes, du gouvernement fédéral allemand<sup>800</sup>, et en tant que membre, Greenpeace Energy était présente à l'audition d'experts au Comité des droits économiques et de l'énergie<sup>801</sup>. Doug Parr de Greenpeace UK appela le gouvernement à investir dans les énergies propres : les coûts seraient réduits et cela éviterait de dépenser autant sur une longue durée<sup>802</sup>. Par ailleurs, la Chine mettrait moins d'argent dans le projet en raison des incertitudes juridiques<sup>803</sup>. En réalité, l'Angleterre préféra prendre le temps de s'assurer de certaines garanties auprès de son partenaire chinois.

Greenpeace Energy s'en prend aussi au projet Paks II en Hongrie, là encore pour des raisons de financement (technologie et nucléaire russes) et de distorsion du marché européen de

---

<sup>794</sup> <https://www.energybrainpool.com/en/company/about-energy-brainpool.html>

<sup>795</sup> <http://www.beckerbuettnnerheld.de/de/>

<sup>796</sup> <http://blog.zeit.de/gruenegeschaeft/2015/03/04/atomstrom-oekostrom-greenpeace/#more-7124>

<sup>797</sup> <http://www.no-point.de/oekostrom-ag-schliesst-sich-klage-von-greenpeace-energy-an/>

<sup>798</sup> <http://www.no-point.de/oekostrom-ag-schliesst-sich-klage-von-greenpeace-energy-an/>

<sup>799</sup> <http://www.no-point.de/zehn-unternehmen-verklagen-eu-kommission-wegen-beihilfen-fuer-hinkley-point-c/>

<sup>800</sup> Via un document de 32 pages en allemand : [http://www.no-point.de/wp-content/uploads/2016/02/HinkleyPoint\\_WEB150dpi.pdf](http://www.no-point.de/wp-content/uploads/2016/02/HinkleyPoint_WEB150dpi.pdf)

<sup>801</sup> <http://www.no-point.de/anhoerung/>

<sup>802</sup> <http://www.no-point.de/ein-grosser-weisser-elefant-ohne-nutzen/>

<sup>803</sup> <http://www.no-point.de/chinesische-investoren-verringern-einsatz-fuer-hinkley-point-c/>

l'électricité<sup>804</sup>. En appui à sa main gauche, la branche ONG de Greenpeace manifesta à Paks et agita la peur d'un accident comme Fukushima ou Tchernobyl<sup>805</sup>.

Le site contre Hinkley Point C se montre très critique envers EDF, et rappelle que l'entreprise est le plus grand exploitant de centrales nucléaires dans le monde entier. Habituellement, Greenpeace Energy joue sur le facteur peur seulement en rappelant Tchernobyl et Fukushima, mais dans un article<sup>806</sup>, la coopérative mit en avant plusieurs incidents « majeurs » dans des centrales EDF : Saint-Lauren-des-Eaux (1980), Blayais (1999-2000), Penly (2012), Cattenom (2014-2015), et Fessenheim (2015). Le seul réellement sérieux semble être celui de 1980, de niveau 4, avec du plutonium déversé dans la Loire pendant cinq ans, et qui fit en effet l'objet d'une réouverture d'enquête. Greenpeace Energy cite l'ASN quand cela appuie son propos, mais pas dans le cas contraire, se contentant de mentionner que l'organisme a relevé 1 200 accidents dans les centrales nucléaires françaises depuis 2000. Il n'y a ici ni nuance ni échelonnage de ces accidents de la part de Greenpeace. Pourtant Paul Bougon, chef de la division bordelaise de l'Autorité de Sûreté Nucléaire, soulignait que « le fait que des incidents se produisent dans une centrale nucléaire n'est pas en soi quelque chose d'anormal. [...] Le nombre d'incidents n'est pas à lui seul un indicateur du niveau de sûreté d'une installation, il n'y a pas de relation directe de cause à effet entre le nombre d'incidents sans gravité et la probabilité que survienne un accident grave dans cette installation<sup>807</sup>. »

Greenpeace Energy s'appuyait ensuite 1) sur l'affaire d'espionnage de Greenpeace par EDF, sans toutefois donner le verdict final, qui exonérait la plupart des mis en cause. L'article date pourtant du 3 février 2016 2) les pratiques peu éthiques d'Henri Proglio, sous le coup d'une enquête fiscale. Au Royaume-Uni, EDF fut condamnée en 2012. EDF aurait investi 10 milliards sur la sécurité des centrales en France, contre seulement 215 millions d'euros au Royaume-Uni. EDF Energy opère toutefois seulement sur sept centrales. Le vrai chiffre est plus complexe. Le Royaume-Uni dispose de seize réacteurs, dont quinze exploités par EDF<sup>808</sup>. Sans compter celui de Flamanville, la France dispose de cinquante-huit réacteurs nucléaires. EDF met donc environ 172,4 millions d'euros sur un réacteur en France, contre 14,3 millions d'euros au Royaume-Uni. Il y a en effet une différence conséquente, mais on passe d'un rapport d'un à quarante-six à un rapport d'un à douze.

Le 21 janvier 2016, Greenpeace publia une étude commandée à Energy Brainpool selon laquelle l'énergie éolienne serait moins chère que le nucléaire<sup>809</sup> : 101 milliards contre 108 milliards, en 35 ans... Le coût serait inférieur pour le contribuable et respectueux de l'environnement. L'étude commandée par Greenpeace ne mentionne pas à un seul moment le néodyme<sup>810</sup>. Avec le retard d'EDF, Greenpeace Energy polémiquait le 27 janvier 2016 : « Les gestionnaires d'EDF devraient avoir le courage de dire enfin au revoir au projet Hinkley Point C – afin d'ouvrir la voie à des

---

<sup>804</sup> <http://www.no-point.de/bruessel-darf-atombeihilfen-fuer-ungarisches-akw-paks-ii-nicht-ungeprueft-lassen/>

<sup>805</sup> <http://www.no-point.de/nach-protesten-eu-kommission-will-ungarisches-akw-projekt-paks-ii-nun-doch-beihilferechtlich-pruefen/>

<sup>806</sup> <http://www.no-point.de/konzerne/>

<sup>807</sup> <https://www.francebleu.fr/infos/sante-sciences/mais-que-se-passe-t-il-la-centrale-nucleaire-du-blavais-1446050020>

<sup>808</sup> [https://fr.wikipedia.org/wiki/Liste\\_des\\_r%C3%A9acteurs\\_nucl%C3%A9aires\\_au\\_Royaume-Uni](https://fr.wikipedia.org/wiki/Liste_des_r%C3%A9acteurs_nucl%C3%A9aires_au_Royaume-Uni)

<sup>809</sup> <http://www.no-point.de/alternative/>

<sup>810</sup> [http://www.no-point.de/wp-content/uploads/2016/01/20160121\\_Studie\\_Windgas\\_HPC\\_deutsch.pdf](http://www.no-point.de/wp-content/uploads/2016/01/20160121_Studie_Windgas_HPC_deutsch.pdf)

alternatives énergétiques plus propres, plus sûres et plus économiques pour le Royaume-Uni<sup>811</sup>. »

En avril 2016, Greenpeace Energy était invitée par la Commission européenne pour se prononcer sur Paks II<sup>812</sup> : « Le projet de construction de la centrale nucléaire hongroise à Paks est accompagnée par des protestations internationales massives. » Le 3 mars, Greenpeace Energy avait lancé une pétition en ligne contre le nucléaire dans l'UE, qui recueillit moins de 63 000 signatures<sup>813</sup>. Le 2 juin 2016 sortit une nouvelle étude commandée par la coopérative, qui soulignait que la Hongrie irait contre les règles européennes relatives au marché intérieur de l'énergie et aux marchés publics, en plus du fait que Paks II ne soit pas rentable<sup>814</sup>. En juillet 2016, le projet hongrois semblait validé, et il fut confirmé le 18 novembre 2016 par le Parlement européen<sup>815</sup>. Greenpeace maintint que Paks II faussait la concurrence, malgré le rejet de la Cour de justice européenne<sup>816</sup>.

Le 26 septembre 2016, la Cour de l'Union européenne rejetait le recours de Greenpeace Energy contre Hinkley Point, jugé irrecevable. Greenpeace Energy se vit reprocher quatre erreurs dans son appréciation du droit<sup>817</sup> : 1) la position sur le marché et les intérêts individuels auraient été mal évalués : Greenpeace Energy aurait pris son cas pour celui de l'ensemble des entreprises opérant sur le marché de l'énergie ; Greenpeace a ainsi mal présenté les faits 2) Greenpeace aurait mal compris le caractère du projet : la décision de la Commission sur les subventions a un certain caractère d'universalité, ce que ne reconnaît toutefois pas le tribunal, car plusieurs Etats pourraient apporter des subventions pour Hinkley Point C 3) Greenpeace Energy n'a fait aucun recours devant une juridiction nationale, à qui elle aurait pu demander une protection ; par ailleurs, la Cour européenne interdit aux tribunaux nationaux de prendre des décisions contraires à une décision – même provisoire – de la Commission 4) Greenpeace Energy n'aurait pas ou insuffisamment évalué les documents, et il faudrait fournir la preuve d'un affaiblissement économique – Greenpeace Energy contesta au motif qu'il faudrait seulement présenter un effet possible. Par ailleurs, Greenpeace Energy n'est pas établie dans le même pays que le projet (en Angleterre) – il aurait fallu, à la limite, que le commerce énergétique se fasse avec un pays transfrontalier.

Le 5 septembre 2016, Greenpeace Energy publia une nouvelle étude commandée à Energy Brainpool, qui montrait d'après elle une amélioration de la stabilité de l'approvisionnement de l'Allemagne en électricité, en dépit d'une sortie du nucléaire<sup>818</sup>. Mais Greenpeace oubliait de rappeler que suite à la gabegie de l'Energiewende, l'Allemagne décida de revenir au charbon et au lignite.

Le 11 mars 2017 se tint une manifestation et le 25 mars une conférence anti-nucléaire notamment en souvenir de Fukushima, organisée par les anti-nucléaire japonais. Greenpeace

---

<sup>811</sup> <http://www.no-point.de/edf-konzern-verschiebt-erneut-investitionsentscheidung/>

<sup>812</sup> <http://www.no-point.de/1254-2/>

<sup>813</sup> <https://weact.campact.de/petitions/keine-neuen-atomkraftwerke-in-der-eu>

<sup>814</sup> <http://www.no-point.de/neue-studie-paks-ii-ist-unwirtschaftlich-unsicher-intransparent/>

<sup>815</sup> <http://www.no-point.de/bruessel-genehmigt-offenbar-ungarisches-akw-projekt-paks-ii/>

<sup>816</sup> <http://www.no-point.de/putin-besuch-zu-paks-ii-ungarn-muss-eu-recht-und-aufsichtspflichten-bei-umstrittenem-akw-bau-einhalten/>

<sup>817</sup> <http://www.no-point.de/berufungsklage-gegen-hinkley-subventionen-fakten-und-hintergruende/>

<sup>818</sup> <http://www.no-point.de/neue-studie-versorgungssicherheit-trotz-akw-abschaltungen-stabiler-denn-je/>

instrumentalisa l'événement en assimilant Fukushima aux risques des centrales européennes de Hinkley Point C et Paks II<sup>819</sup>. La manifestation rassembla 350 personnes<sup>820</sup>.

Le 25 avril 2017<sup>821</sup>, Greenpeace Energy publia une nouvelle étude commandée au Green Budget Germany et à l'avocat Hartmut Gaßner, Président de l'association pour l'énergie et ancien vice-président de la Fédération des énergies renouvelables<sup>822</sup>, ancien chercheur pour Alliance 90 / Les Verts, qui montrerait une protection insuffisante face aux accidents nucléaires. Le pire cas en Europe se chiffrerait entre 100 et 430 milliards d'euros. Les victimes ne seraient pas entièrement couvertes. Les conventions internationales devraient être renégociées d'urgence, selon l'étude. Cette dernière expose aussi que chaque année il y aurait 1% de probabilités pour qu'un accident nucléaire de 312 milliards d'euros se produise... donc 99% pour qu'il ne se produise pas.

### *Greenpeace au service de Goliath*

#### *Les partenariats de Planet Energy avec des acteurs du business éolien*

Les enjeux de Greenpeace Energy ne se limitent pas à l'Allemagne. La coopérative cherche à étendre son business model et est en quête de sites pour construire des centrales électriques « propres »<sup>823</sup>. Sa filiale Planet Energy précise en effet vouloir s'implanter au sein d'autres pays européens<sup>824</sup> dans le domaine de l'éolien ou de la cogénération de centrales alimentées au gaz naturel. Dans ses projets, Greenpeace Energy effectue des appels d'offres et conclut des contrats. Planet Energy aurait déjà été sollicitée à plusieurs reprises par des actionnaires de sociétés éoliennes à l'étranger pour des questions de gestion opérationnelle, et aurait accepté<sup>825</sup>.

En Allemagne et à l'étranger, Planet Energy travaille avec plusieurs partenaires<sup>826</sup> :

- **GetProject GmbH**<sup>827</sup>, qui réalise des parcs éoliens et investit également dans la biomasse. Les particuliers souscrivent à des contrats de vingt ans. Les éoliennes sont surveillées à distance<sup>828</sup>.
- **NaturWind**<sup>829</sup>, un constructeur allemand de l'éolien.
- **Oekostrom**, une société autrichienne qui fournit divers types d'énergie verte<sup>830</sup>.
- **Senvion Germany**<sup>831</sup>. Senvion est une multinationale de l'éolien présente dans plusieurs pays d'Europe : Pologne, Allemagne, Autriche, Italie mais aussi Royaume-Uni<sup>832</sup>. En Allemagne, Planet Energy est l'opératrice d'un parc éolien construit par Senvion (Schwanewede), opérationnel depuis décembre 2015<sup>833</sup>.

---

<sup>819</sup> <http://www.no-point.de/terminvorschau-demo-und-konferenz-gegen-atom/>

<sup>820</sup> <http://www.no-point.de/1419-2/>

<sup>821</sup> <http://www.no-point.de/neue-studie-belegt-mangelhafte-absicherung-von-atomunfaellen/>

<sup>822</sup> [https://de.wikipedia.org/wiki/Hartmut\\_Ga%C3%9Fner](https://de.wikipedia.org/wiki/Hartmut_Ga%C3%9Fner)

<sup>823</sup> <http://www.planet-energy.de/unternehmen/geschaeftsfelder/projektierung/projektsuche.html>

<sup>824</sup> <http://www.planet-energy.de/unternehmen/geschaeftsfelder/betriebsfuehrung.html>

<sup>825</sup> <http://www.planet-energy.de/unternehmen/geschaeftsfelder/betriebsfuehrung.html>

<sup>826</sup> <http://www.planet-energy.de/unternehmen/partner.html>

<sup>827</sup> <http://www.getproject.de/de/>

<sup>828</sup> <http://www.getproject.de/de/betriebsfuehrung/>

<sup>829</sup> <http://www.naturwind.de/>

<sup>830</sup> <http://oekostrom.at/>

<sup>831</sup> <https://www.senvion.com/global/en/>

<sup>832</sup> <https://www.senvion.com/global/en/company/locations/>

<sup>833</sup> <https://www.greenpeace-energy.de/politik-engagement/kraftwerksbau/schwanewede.html>

- **Wind Energy GmbH Colza**, dont la page d'accueil précise que l'entreprise prévoit de construire plusieurs parcs éoliens en Allemagne et en France<sup>834</sup>.
- **Vestas Wind Systems A / S**, une société danoise qui est aussi l'un des principaux fabricants mondiaux d'éoliennes. Cotée à la bourse de Copenhague, les actions de cette entreprise connaissent une nouvelle forte croissance boursière depuis 2013, après une chute progressive à partir de 2009 jusqu'à ne plus valoir que 25,11 couronnes (moins de 3,4 euros) le 13 juillet 2012. Vestas avait connu son plus haut niveau en août 2008, où une action de l'entreprise valait 692 couronnes danoises (plus de 93 euros). En mai 2017, Vestas annonça au premier trimestre avoir multiplié ses bénéfices par quatre et demi, cumulant ainsi quatorze trimestres de bénéfices. Optimiste pour l'avenir, le constructeur vise à poursuivre son développement à horizon 2020 aux Etats-Unis, en Allemagne, au Danemark mais aussi en Inde<sup>835</sup>. Le 30 juin 2017 à 14h03, une action de Vestas valait près de 600 couronnes danoises (plus de 80 euros).



Au total, Vestas a construit près de 60 000 turbines éoliennes dans le monde et a réalisé un chiffre d'affaires de 10,3 milliards d'euros en 2016.

En Allemagne, Greenpeace Energy est opératrice de quatre parcs éoliens construits par Vestas :

- Wundersleben, opérationnel depuis mars 2011, où Planet Energy a investi un total de 9,6 millions d'euros<sup>836</sup>.
- Buchhain I & II, opérationnels depuis janvier 2012, avec 23,5 millions d'euros investis par Planet Energy<sup>837</sup>.
- Ketzin, opérationnel depuis février 2009, où Planet Energy a dépensé 15,1 millions d'euros<sup>838</sup>.

### 1) Greenpeace au service du Goliath Vestas ?

L'ONG Greenpeace joua-t-elle un rôle central dans le sauvetage de Vestas ? En février 2013, Greenpeace International publia « Beyond nuclear. The triple challenge facing japanese utilities<sup>839</sup> », à destination du Japon post-Fukushima. Elle s'appuyait sur l'accident pour demander un passage aux énergies renouvelables. Dans ce rapport, elle remerciait l'Institute for Sustainable Energy Policies (ISEP), un organisme loin d'être neutre ou scientifique : ses partenaires comprennent des ONG (dont Greenpeace, le WWF, ou le Réseau Action Climat), des

<sup>834</sup> <http://www.ruebsamen-windenergie.de/>

<sup>835</sup> <http://www.lefigaro.fr/flash-eco/2017/05/05/97002-20170505FILWWW00106-vestas-surfe-sur-l-engouement-pour-l-eolien.php>

<sup>836</sup> <https://www.greenpeace-energy.de/politik-engagement/kraftwerksbau/wundersleben.html>

<sup>837</sup> <https://www.greenpeace-energy.de/politik-engagement/kraftwerksbau/buchhain-i-und-ii.html>

<sup>838</sup> <https://www.greenpeace-energy.de/politik-engagement/kraftwerksbau/ketzin.html>

<sup>839</sup> <http://www.greenpeace.org/international/Global/international/publications/nuclear/2013/BeyondNuclear.pdf>

acteurs énergétiques du renouvelable, ainsi que des fonds d'investissement « verts »<sup>840</sup>. L'ouverture du Japon au business vert semble ainsi être l'un des objectifs de « Beyond Nuclear ».

Dans son rapport, Greenpeace promeut la dérégulation du marché, qui serait porteuse de nouvelles structures, et met en avant l'European Energy Exchange et les mécanismes d'équilibre fondés sur le marché. L'ONG y publiait les déficits financiers des entreprises japonaises pour les pousser à s'orienter vers les énergies renouvelables. Une fois la « séparation » (*undundling*, i. e. la libéralisation) réalisée, les investissements croîtraient : « Quand les opérations et les réseaux systémiques furent séparés des générateurs / fournisseurs [aux Etats-Unis et en Europe] de nouveaux systèmes d'équilibre se développèrent. Ceci aida à accroître la circulation transrégionale et la compétition parmi les générateurs et créa des économies. Par exemple, il y eut besoin de moins de réserves opérationnelles et aussi de recettes opérationnelles (par exemple, à travers le système de services système / auxiliaires) pour des installations performantes ».

Greenpeace écrivait que l'auto-suffisance énergétique est contraire à la libéralisation du marché, mais aussi à la sécurité de l'offre, et vantait le modèle allemand – pourtant, malgré ses huit centrales nucléaires fermées en 2011 (décision prise par le gouvernement Schröder en 2000), l'éolien n'a toujours pas permis au pays de fermer les autres. L'ONG souligne que le Japon aurait même perdu son statut de chef de file de l'énergie solaire. L'investissement rapide dans les renouvelables comporterait plusieurs avantages : une protection de ses parts de marchés ; profiter de coûts dégressifs des renouvelables, qui deviendraient « bientôt » la source d'électricité la plus économe ; une économie sur les coûts des autres énergies grâce au solaire durant l'été (qui n'offre pourtant pas tout le temps du soleil), ou encore l'amélioration de l'image d'une entreprise ainsi qu'un changement de sa culture interne, qui s'orienterait davantage vers le client. L'Agence Moody's, citée – et dont nous avons déjà rappelé les limites –, souligne cependant qu'il existe des revers financiers pour les investissements dans les énergies renouvelables. Les gros investissements auraient un impact négatif sur le prix de l'énergie. Mais ce serait parce que ces investissements se font « à reculons » et de manière trop peu volontaire au regard des renouvelables : les grandes installations allemandes doivent courir après le développement, tandis que les espagnoles et les portugaises, restées associées au développement des renouvelables, en bénéficieraient davantage sur le long-terme. Quant aux entreprises, Greenpeace promeut les efforts de E.ON et RWE dans les énergies renouvelables.

En parallèle, l'ONG a réfléchi, dans son rapport, à des stratégies pour répondre au triple défi énergétique du Japon :

- **La dérégulation.** Défis-clés : l'ouverture totale du marché, la séparation entre la transmission et la distribution d'électricité (T&D) et la génération, et la compétition croissante dans un marché déclinant. Greenpeace propose de a) réduire les investissements dans le charbon et le nucléaire b) regrouper les réseaux de centrales pour créer un gestionnaire de réseau de transport d'électricité géré et contrôlé nationalement, et introduire en Bourse quelques actions pour alléger les difficultés financières rencontrées actuellement c) consolider, renforcer et diversifier

---

<sup>840</sup> <http://www.isep.or.jp/en/action/globalnetworking>

l'investissement financier d) améliorer l'efficacité, s'orienter davantage vers les services, créer un savoir-faire commercial.

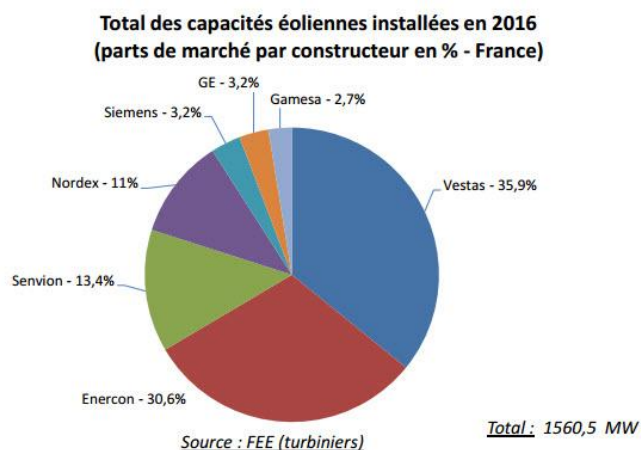
- **La dévaluation des actifs nucléaires.** Défis-clés : une reprise ralentie avec moins de réacteurs, des investissements plus sûrs et des coûts croissants, une gestion des déchets et des coûts de démantèlement plus hauts, un site sans solution pour les déchets radioactifs, moins de soutien gouvernemental et d'autres privilèges, une exposition à des prix d'énergies fossiles élevés et volatiles. Greenpeace suggère de a) cesser les nouveaux projets nucléaires b) améliorer l'efficacité énergétique dans les centrales existantes en convertissant le pétrole en gaz, de passer d'une turbine de combustion à cycle simple à une turbine en cycle combiné, et à une production combinée électricité-chaleur c) réduire la volatilité des fortes demandes et les besoins d'une énergie maximale en investissant dans les réseaux électriques intelligents (*smart grids*) et les compteurs intelligents ainsi que dans d'autres technologies, et de mettre en place des outils de gestion et des structures tarifaires adaptées à la demande d) réduire l'exposition à la hausse et à la volatilité des prix des énergies fossiles en diversifiant les sources : améliorer la garantie de change physique et financière, mettre en commun les sources de gaz naturel liquéfié, séparer le prix de ce gaz du pétrole.
- **La révolution des énergies renouvelables.** Défis-clés : les tarifs de rachat, qui doubleront l'investissement annuel dans les renouvelables, des programmes soutenus par l'Etat, l'arrivée de nouveaux acteurs énergétiques dont des grandes entreprises, des endroits bons marchés, et la décentralisation de l'offre. Greenpeace invite à a) garder le contrôle des meilleurs investissements à grande échelle b) plaider en faveur des tarifs de rachat pour les centrales c) réclamer une nouvelle structure tarifaire qui aide à réduire la volatilité de la demande d) utiliser un barème et des partenariats pour réduire les coûts des équipements de renouvelables au Japon et aider à ce que le Japon reconquière une place dans les marchés des technologies des énergies renouvelables e) s'adapter pour utiliser des renouvelables décentralisés (comme l'énergie solaire l'été) f) coopérer avec des producteurs à petite échelle plutôt que de les combattre.

Greenpeace incite les entreprises TEPCO et KEPCO à vendre plusieurs de leurs parts pour libérer du capital et se renflouer (dans le cas de TEPCO), et propose une stratégie d'intelligence économique au Japon : « Si les constructeurs japonais manquent l'opportunité de renforcer globalement l'équipement des industries solaire et éolienne, les géants européens, américains et chinois, tels General Electric, Siemens, Alstom, ABB et d'autres, se consolideront et domineront la construction d'équipement éolien et solaire pendant des années. » (p.51) Vers la fin de son rapport, Greenpeace suggère aux entreprises japonaises de développer une relation sur le long-terme avec les fabricants d'équipement pour les énergies renouvelables. L'ONG prend l'exemple d'HEPCO, propriété de Mistubishi, qui pourrait aider à sauver Vestas (Vestas Wind Systems), « l'un des plus grands producteurs d'équipement éolien ». S'agit-il pour Greenpeace d'un moyen pour continuer à promouvoir le modèle éolien ? En effet, en août 2009, l'entreprise danoise

ferma deux usines, entraînant la perte de 425 emplois<sup>841</sup>. En octobre 2010, ce furent 3 000 emplois de détruits<sup>842</sup>. En août 2012, Vestas supprima encore 1 400 emplois<sup>843</sup>.

Il est étonnant de voir Greenpeace mettre en garde le Japon contre le leadership de « géants européens » sans citer Vestas à un seul moment, excepté pour plaider, tel son VRP, en faveur de son sauvetage. Dans le graphique de notre sous-partie précédente, nous avons observé les fluctuations de la multinationale danoise, qui occupait le 1<sup>er</sup> rang mondial du secteur en 2011<sup>844</sup>. Dit autrement, Greenpeace se pose ici en promoteur du redressement économique du Goliath danois.

Le rapport porta ses fruits puisqu'en septembre 2013, Vestas réalisa une joint-venture avec Mitsubishi Heavy Industries<sup>845</sup>. Cette joint-venture, MHI Vestas Offshore Wind, est immatriculée au Danemark. Les projets d'EPR au Royaume-Uni sont particulièrement susceptibles de l'inquiéter pour ses actuels et futurs projets d'éolien offshore<sup>846</sup>, sachant qu'« un EPR (1 600 MW de puissance) pourrait produire autant d'électricité que 2 400 éoliennes de 2 MW<sup>847</sup> » :



Qu'en est-il de la répartition du marché français des énergies renouvelables ? Dans un communiqué de presse du 11 janvier 2017, France Energie Eolienne se félicitait de l'année record que représenta 2016 pour le secteur, avec +45% d'installations raccordées dans notre pays<sup>848</sup>. Deux des trois plus gros constructeurs sont des partenaires d'affaires de Greenpeace via Planet Energy : Vestas, numéro 1 français

<sup>841</sup> <http://www.telegraph.co.uk/news/uknews/6017673/Turbine-firm-Vestas-closes-two-plants-with-loss-of-425-jobs.html>

<sup>842</sup> <https://www.ft.com/content/cbab1340-e0d2-11df-87da-00144feabdc0?mhq5j=e2>

<sup>843</sup> <https://www.theguardian.com/business/2012/aug/22/vestas-job-cuts-quarterly-loss>

<sup>844</sup>

[https://fr.wikipedia.org/wiki/Classement\\_mondial\\_des\\_entreprises\\_leader\\_par\\_secteur#Fabricants\\_d.27.C3.A9oliennes](https://fr.wikipedia.org/wiki/Classement_mondial_des_entreprises_leader_par_secteur#Fabricants_d.27.C3.A9oliennes)

<sup>845</sup> <http://www.mhivestasoffshore.com/>

<sup>846</sup> <http://www.mhivestasoffshore.com/#/Our-Track-Record/> : hors de notre capture d'écran, il faut y ajouter le parc éolien de Kaarehamn en Suède et de Windfloat au Portugal.

<sup>847</sup> <http://www.connaissancedesenergies.org/fiche-pedagogique/industrie-eolienne>

<sup>848</sup> [http://fee.asso.fr/wp-content/uploads/2017/01/20170111\\_CP\\_Performances-de-leolien-2016.pdf](http://fee.asso.fr/wp-content/uploads/2017/01/20170111_CP_Performances-de-leolien-2016.pdf)

déjà en 2015<sup>849</sup> et à nouveau premier mondial depuis 2016<sup>850</sup>, représentait 35,9% des parts de marché, contre 13,4% pour Senvion. Autrement dit, ces deux partenaires de Greenpeace occupent à eux seuls 49,3% du marché éolien français. Le deuxième plus gros acteur est Enercon, qui représente 30,6%. Si cette entreprise n'est pas partenaire (pour le moment) de Planet Energy, elle est toutefois la fabricante du parc éolien de Roydorf, en Basse-Saxe, opérationnelle depuis août 2009 et qui représente un investissement de 3,8 millions d'euros. Planet Energy en est l'opératrice<sup>851</sup>.

En complément, soulignons qu'en 2013, Greenpeace s'allia à Vestas dans une campagne de guerre informationnelle contre les détracteurs de l'éolien, que la multinationale danoise lança pour 120 000 euros le 18 juin en Australie (le pays étant efficace dans sa lutte anti-éolien, suite à des problèmes de santé découlant de ces installations<sup>852</sup>, cf. *supra*), avant de l'étendre entre autres au Royaume-Uni, au Canada ou en Suède<sup>853</sup>. Le but : défendre le « business ». A cette fin, Vestas lança le site « Act on Facts », aujourd'hui inactif et qui renvoie désormais au site de l'entreprise. Cette dernière a en effet mis fin à la campagne le 27 mars 2015<sup>854</sup>. L'Australie n'a pas cédé et a décidé de retourner massivement au charbon. Dans cette opération, Greenpeace s'associa à Environment Victoria, une ONG australienne<sup>855</sup>. Ses nombreux partenariats comprennent des noms que nous avons déjà passés en revue : 350.org, Friends of the Earth, Greenpeace, Oxfam<sup>856</sup>. Elle comprend aussi de très nombreux membres, acteurs du secteur énergétique.

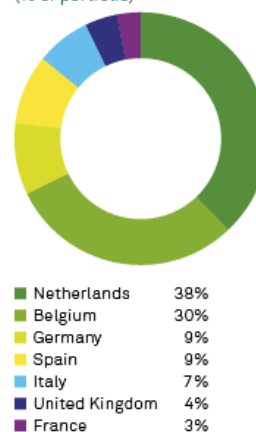
Quelle est la nature réelle du partenariat entre Greenpeace Energy (via Planet Energy) et Vestas ? Nous avons adressé un courriel à Planet Energy pour obtenir ces précisions, mais au moment de conclure notre rapport (29 juillet 2017), notre requête est demeurée sans réponse.

### Greenpeace Netherlands actionnaire de la Triodos Bank

#### Triodos, bailleur de fonds de l'éolien

Une partie du propos de Jean-Louis Butré porte sur la Triodos Bank, qui a accordé un emprunt au projet Vents d'Houyet, dont l'action permet de lancer « Allons en vent, l'éolienne des enfants » en Belgique, dont les actionnaires sont des enfants, chacun ayant pris des parts à dix euros. Qu'est-ce que la Triodos ? « Cette banque Triodos qui finance l'économie durable « en toute transparence » a été fondée par un mouvement nommé Anthroposophical Society et son comité le Goethanum. Cette société a participé à de nombreux investissements notamment éoliens, soit directement, soit à travers des structures « coopératives ». Il s'agit d'une initiative dans le domaine bancaire,

Breakdown by countries  
As per end of June 2017  
(% of portfolio)



<sup>849</sup> <https://www.greenunivers.com/2016/01/bilan-eolien-en-france-2015-vestas-n1-des-turbiniers-poussee-de-nordex-138655/>

<sup>850</sup> <https://www.greenunivers.com/2016/01/bilan-eolien-en-france-2015-vestas-n1-des-turbiniers-poussee-de-nordex-138655/>

<sup>851</sup> <https://www.greenpeace-energy.de/politik-engagement/kraftwerksbau/roydorf.html>

<sup>852</sup> <http://www.windpowermonthly.com/article/1186524/vestas-leads-campaign-fight-anti-wind-groups>

<sup>853</sup> <http://www.gwec.net/vestas-expands-act-facts-campaign-include-sweden-uk-ireland-will-follow-november/>

<sup>854</sup> <https://web.archive.org/web/20150327080718/http://actonfacts.org/>

<sup>855</sup> <https://environmentvictoria.org.au/>

<sup>856</sup> <https://environmentvictoria.org.au/who-we-are/our-community/our-partners/>

qui a vu le jour aux Pays-Bas, dès les années 1970. Les anthroposophes qui se trouvent à sa base ont, en quelque sorte, lancé le concept de banque éthique. Depuis trois ou quatre ans, une filiale a été créée en Belgique ; il en existe également une en Angleterre. La philosophie de base est de permettre à l'épargnant de savoir à quoi est destiné l'argent qu'il dépose. La banque s'efforce de prêter essentiellement en faveur de projets novateurs sur le plan social et écologique. C'est ainsi qu'aux Pays-Bas, il y a une étroite collaboration entre la Triodos Bank et le secteur de l'électricité, afin de développer l'énergie éolienne. »

Or, depuis au moins 2004 (date du rapport le plus ancien sur son site national<sup>857</sup>), Greenpeace Pays-Bas est un actionnaire de la Triodos, et en 2015 en Espagne, la Fondation Triodos finança Greenpeace<sup>858</sup>. En France, la Triodos finance plusieurs parcs éoliens : Lamballe<sup>859</sup> dans les Côtes-d'Armor (Bretagne), Plouisy<sup>860</sup> également en Bretagne, le parc éolien des Brandes<sup>861</sup> dans la Vienne, Croix Rault dans la Somme<sup>862</sup>. En outre, la banque a créé un fonds européen pour les énergies renouvelables, qui se constitue à 56% d'énergie solaire et à 44% d'éolien. La majeure partie de ses investissements se font aux Pays-Bas et en Belgique (38 et 30%)<sup>863</sup>. Le fonds est aussi actionnaire de fermes éoliennes<sup>864</sup>.

La Triodos poursuit son développement et ses actions prennent de la valeur. La hausse de la valeur de leurs certificats d'actions l'illustre<sup>865</sup> :



<sup>857</sup> <http://www.greenpeace.nl/Global/nederland/report/2009/8/jaarverslag-2004.pdf>

<sup>858</sup> <https://www.fundaciontriodos.es/es/triodos/noticias/donaciones-greenpeace-2015/>

<sup>859</sup> <https://www.triodos.fr/fr/a-propos-de-triodos-bank/que-finance-triodos/resultats/?projectId=507457>

<sup>860</sup> <https://www.triodos.fr/fr/a-propos-de-triodos-bank/que-finance-triodos/resultats/?projectId=507349>

<sup>861</sup> <https://www.lumo-france.com/blog/2016/09/19/parc-eolien-des-brandes-l-innovation-financiere-au-service-de-la-transformation-energetique>

<sup>862</sup> <https://www.triodos.nl/nl/over-triodos-bank/mijngeldgaatgoed/resultaten/?projectId=1068580>

<sup>863</sup> <https://www.triodos.com/en/investment-management/our-funds/institutional-investor/renewables-europe-fund/about-this-fund/>

<sup>864</sup> <https://www.triodos.com/en/investment-management/who-we-are/news/articles/increased-stake-in-two-wind-farms/>

<sup>865</sup> <https://www.triodos.be/fr/particuliers/placements/investir-dans-triodos/certificats-d-actions/concernant-le-certificat/>

## Les liens entre Triodos et Vestas

Il existe des liens entre Vestas et la Triodos Bank. Triodos Research pointe les dégâts causés par l'extraction de néodyme et informe du « dialogue » que les deux acteurs auraient noué sur cette question, avec des engagements pris de la part de Vestas. Néanmoins, la Triodos considère que

Top 10 des placements

|    | Entreprise                      | % - portefeuille |
|----|---------------------------------|------------------|
| 1  | Edwards Lifesciences            | 4,0%             |
| 2  | Vestas Wind                     | 3,9%             |
| 3  | Tesla                           | 3,8%             |
| 4  | Acuity Brands                   | 3,4%             |
| 5  | Xylem                           | 3,0%             |
| 6  | PerkinElmer                     | 2,9%             |
| 7  | Gamesa                          | 2,8%             |
| 8  | Becton Dickinson                | 2,6%             |
| 9  | Beijing Enterprises Water Group | 2,5%             |
| 10 | Universal Display               | 2,4%             |

Situation au 30-06-2017 (Source: RBC Investor Services)

« par ses activités, [Vestas] est une entreprise pionnière en matière de protection du climat. Elle répond, dès lors, aux critères de la Banque Triodos pour faire partie de son univers d'investissement<sup>866</sup>. »

La banque a également créé un Triodos Sustainable Pioneer Fund, qui « investit mondialement en actions durables ». Ses trois principaux investissements sont la santé (36,3%), la protection du climat (31,6%) et l'équilibre environnemental (19,5%). Vestas Wind occupe la deuxième place du top 10 de ses classements, représentant plus ou moins 3,9% de son portefeuille. Gamesa, un autre acteur de l'éolien, occupe la septième place, avec environ 2,8% du portefeuille<sup>867</sup>.

\*\*\*

En résumé, le combat initial de Greenpeace contre le nucléaire comprend des intérêts multiples. A l'instar de nos deux études de cas précédentes, nous remarquons des concordances de calendrier entre les actions de l'ONG et leur contenu d'une part, et les intérêts financiers de Greenpeace et de ses partenaires d'autre part. La particularité de cette étude de cas provient de la différence entre le discours de Greenpeace « main droite » l'ONG et de Greenpeace « main gauche » l'entreprise. Dans les faits, cette dissimulation s'apparente à une instrumentalisation mais aussi à une manipulation de l'opinion. Greenpeace France reste discrète sur la rivalité économique que représente le nucléaire pour le chiffre d'affaires de la coopérative allemande. Par ailleurs, Greenpeace présente des données à sens unique et souvent erronées ou sans nuance ni mise en perspective, orientant le débat sur les questions énergétiques sous un angle militant dénué de scientificité ou de sens à la fois de l'environnement et de l'intérêt général, notamment en termes de santé. Nous sommes dans tous les cas très éloignés de l'image de David contre Goliath que se donne Greenpeace.

<sup>866</sup> <https://lacouleurdelargent.be/forgée-par-le-vent-danois/>

<sup>867</sup> <https://www.triodos.be/fr/particuliers/placements/fonds-de-placement/triodos-sustainable-pioneer-fund/portefeuille/>

## En finir avec Greenpeace ?

Les nombreux éléments que nous avons exposés dans ce rapport ne constituent qu'une petite partie de la nébuleuse Greenpeace et seulement trois études de cas sur leurs centaines de campagnes depuis près d'un demi-siècle. Ils soulignent pourtant, selon nous, les limites du crédit et du sérieux que l'on peut accorder à l'ONG. Goliath nanti de plusieurs centaines de millions d'euros annuels, feuille de vigne de poids lourd du business énergétique et d'intérêts financiers multiples, l'organisation se distingue en profondeur, dans les faits, de l'image qu'elle entretient et véhicule. Ses écueils sont particulièrement dommageables et dépassent le simple label Greenpeace. Si l'une des plus grandes ONG environnementales au monde présentent tant d'informations partielles et partiales, comment ne pas être tenté d'étendre le biais de l'ONG personne au principe de l'écologie lui-même ? Comment accorder du crédit à d'autres organisations du même type – si l'on y ajoute les biais du même type d'autres acteurs comme Les Amis de la Terre ? Par ailleurs, pourquoi déciderait-on de faire confiance à une nouvelle communication de Greenpeace ? La sincérité probable de nombreux militants ne suffit pas à prémunir contre la désinformation ou les tentatives d'ingénierie du consentement.

Plutôt que de récapituler l'ensemble de notre propos, quelques pistes pourraient être étudiées pour se prémunir contre les dérives de Greenpeace :

- Enlever à Greenpeace France sa qualité d'association d'intérêt général (comme ce fut le cas au Canada et en Nouvelle-Zélande) et ne l'accorder à nouveau qu'à la condition du respect de plusieurs exigences, parmi lesquelles une présentation des faits qui ne soit pas biaisée et une transparence complète sur les liens avec des acteurs économiques (dont les trusts & fondations) même au travers d'autres bureaux de l'ONG<sup>868</sup>.
- Diligenter une enquête gouvernementale officielle pour analyser dans quelle mesure Greenpeace met en péril la sécurité énergétique française et au bénéfice de qui ; questionner l'ONG sur ses nombreuses contradictions.
- Inciter les entreprises à communiquer et à poursuivre en justice Greenpeace dès que l'ONG mène une campagne mensongère et des attaques en réputation fondées sur de fausses informations. Le silence des entreprises a des conséquences : Greenpeace ne ressent aucun besoin de se remettre en cause et de cesser de présenter des analyses partielles ou biaisées, ce qui peut impacter plus largement les citoyens.
- Mettre en place le « triangle de la puissance » défendu par Yan Giron<sup>869</sup> dans le domaine de la géostratégie des mers, *i. e.* combiner une approche qui associe l'institution publique, le secteur privé et la société civile – distincte de la confiscation de la parole légitime par des acteurs qui se font potentiellement les porte-voix d'intérêts étatiques et / ou économiques au travers d'ONG.
- Envisager un système qui permette de pérenniser les ONG qui fournissent un travail réellement indépendant en les soustrayant à l'impératif de la communication médiatique pour leurs besoins de levée de fonds et de compétition inter-ONG.

---

<sup>868</sup> Cette proposition pourrait concerner les ONG d'autres domaines opérant sur le territoire français. Nous pensons entre autres aux organisations appartenant aux réseaux étendus de l'Open Society telles Sherpa, ONE ou Transparency International.

<sup>869</sup> <https://www.diploweb.com/La-croissance-bleue.html>